

# LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE



## SOMMAIRE

**La IV<sup>e</sup> Internationale  
reproclamée :  
une nouvelle étape  
s'ouvre.....**page 3

Le rapport écrit soumis à la discussion  
lors de la conférence des sections  
de la IV<sup>e</sup> Internationale :

**La Conférence mondiale  
des sections  
de la IV<sup>e</sup> Internationale  
doit-elle procéder  
à la reproclamation  
de la IV<sup>e</sup> Internationale ?.....**page 23

**Vive Léon Sedov !  
(par Jean-Marc Schiappa).....**page 101

Interview de Paulo Gnecco,  
ancien responsable du PC brésilien :

**"Pourquoi j'ai rejoint  
la IV<sup>e</sup> Internationale".....**page 109



*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»*

Léon Trotsky

# LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## SOMMAIRE

**La IV<sup>e</sup> Internationale  
reproclamée :  
une nouvelle étape  
s'ouvre.....**page 3

Le rapport écrit soumis à la discussion  
lors de la conférence des sections  
de la IV<sup>e</sup> Internationale :

**La Conférence mondiale  
des sections  
de la IV<sup>e</sup> Internationale  
doit-elle procéder  
à la reproclamation  
de la IV<sup>e</sup> Internationale ?.....**page 23

**Vive Léon Sedov !**  
(par Jean-Marc Schiappa).....page 101

Interview de Paulo Gnecco,  
ancien responsable du PC brésilien :

**"Pourquoi j'ai rejoint  
la IV<sup>e</sup> Internationale".....**page 109



# LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## SOMMAIRE

La IV<sup>e</sup> Internationale  
réclamée ?  
une nouvelle étape  
à l'œuvre

page 3

Le rapport est soumis à la discussion  
lors de la conférence des sections  
de la IV<sup>e</sup> Internationale :

La Conférence mondiale  
des sections  
de la IV<sup>e</sup> Internationale  
doit-elle précéder  
la réorganisation

page 23

Vive Léon Sedov !  
(par Jean-Marie Schipps) ..... page 101

Interview de Paulo Gueco  
ancien responsable du PC brésilien

"Pourquoi j'ai rejoint  
la IV<sup>e</sup> Internationale" ..... page 109



## La IV<sup>e</sup> Internationale reproclamée

# Une nouvelle étape s'ouvre

**19 juin 1993** : Au terme de trois jours de travaux, la Conférence des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, à l'unanimité des délégués rassemblés, vote la reconstitution-reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale. La longue période de crise et de dislocation ouverte par l'éclatement de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1950-1953 se termine. Le fil de continuité est renoué complètement avec la IV<sup>e</sup> Internationale telle qu'elle fut fondée par Léon Trotsky en 1938. Une page se tourne. Une nouvelle étape s'ouvre.

---

### 28 SEPTEMBRE 1864

---

28 septembre 1864 : rassemblés en un meeting public à Londres, les travailleurs des différents pays décident, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, de se regrouper dans un cadre international. Ils fondent l'Association internationale des travailleurs, celle qu'on appellera aussi la I<sup>re</sup> Internationale. L'un des principaux inspirateurs et artisans de cette proclamation, Karl Marx, écrivait la même année :

*"L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. L'émancipation du travail n'étant un problème ni local, ni national, mais social, embrasse tous les pays."*

Il ajoutait :

*"La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. Elle semble l'avoir compris, car en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, on a vu*

*renaître en même temps ces aspirations communes, et en même temps aussi des efforts ont été faits pour réorganiser politiquement le parti des travailleurs. Il est un élément de succès que ce parti possède : il a le nombre ; mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. L'expérience du passé nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels, qui doivent exister entre les travailleurs des différents pays et les pousser à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises. C'est poussés par cette pensée que les travailleurs de différents pays, réunis en un meeting public à Saint Martin's Hall le 28 septembre 1864, ont résolu de fonder l'Association internationale."*

---

### 20 JUIN 1993

---

20 juin 1993 : par milliers et milliers, travailleurs et jeunes se rassemblent dans la grande salle du Zénith à Paris. La classe ouvrière de plus de 63 pays est représentée par des délégations physiquement présentes dans ce rassemblement international contre les plans de privatisations-pillage du Fonds monétaire international. Rassemblement représentatif de tous les courants existant dans le mouvement ouvrier, unis dans leur volonté de constituer un cadre pour l'action commune à l'échelle internationale. Parmi eux, partie prenante de l'action commune, les délégués des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale qui, la veille, avaient décidé la reproclamation. Acte distinct n'engageant que les partisans du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, la reproclamation, dans



l'esprit des délégués à la Conférence des sections, ne pouvait aucunement être séparée du combat international matérialisé dans le Zénith et la Conférence mondiale ouverte qui allait suivre. Comme devait le souligner l'orateur chargé de conclure les travaux de la Conférence de reproclamation :

*"Trotsky rappelait que la construction de l'organisation révolutionnaire, d'une direction révolutionnaire, était une chaîne constituée par toute une série d'initiatives et de mesures d'organisation correspondant à chaque moment des besoins de la mobilisation des masses. (...) Bien du chemin a été parcouru depuis quarante ans. Si nous reproclamons aujourd'hui la IV<sup>e</sup> Internationale, ce n'est pas simplement pour nous donner une sorte de satisfaction interne, mais parce que c'est précisément la mise en place d'un maillon décisif dans l'action pour assurer les conditions permettant à la lutte universelle des exploités et des opprimés de vaincre."*

---

## LA CONTINUITÉ DE CENT TRENTE ANNÉES D'INTERNATIONALE OUVRIÈRE

---

**1864** : le capitalisme est en pleine ascension, mais déjà Marx peut écrire :

*"La bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort : elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires." (Manifeste du Parti communiste).*

La I<sup>re</sup> Internationale est proclamée.

**1993** : dans un monde dominé par le caractère de plus en plus pourrissant et décomposé du système de production capitaliste, la IV<sup>e</sup> Internationale est reproclamée, le rassemblement international du 20 juin au Zénith se tient, et la II<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte rassemble des délégués venus de tous les continents à Paris.

**1864 - 1993** : près de cent trente années de combat du prolétariat et des peuples,

des victoires, mais aussi des défaites. Des victoires qui ont démontré leur capacité à renverser l'ordre ancien et des défaites dont le bilan est aujourd'hui partie constituante de leur mémoire. Entre ces deux dates, il y a le développement, l'apogée et la putréfaction d'un système économique basé sur la propriété privée des grands moyens de production. Mais il y a aussi une constante : l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Cette émancipation passe par l'abolition de la propriété privée des moyens de production et du système politique qui en est l'expression. Ne pouvant être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, l'émancipation ouvrière exige leur organisation indépendante. De 1864 à 1993, l'Internationale ouvrière ne peut s'édifier que sur un axe, ce qu'Engels appelait *"la principale exigence de Marx : l'appropriation de tous les moyens de production, au nom de la société, par le prolétariat parvenu à l'exercice exclusif du pouvoir politique"*.

Certes, dans la dernière période historique, la classe ouvrière a payé cher les trahisons successives de la social-démocratie et du stalinisme, passés du côté de l'ordre bourgeois. En particulier, après la Deuxième Guerre mondiale, ces appareils ont pesé de tout leur poids sur la IV<sup>e</sup> Internationale dont les rangs avaient été décimés par la répression conjointe des nazis et des staliniens, et plus généralement sur l'ensemble de la classe ouvrière. Mais les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, fondée en 1938 avec Léon Trotsky, auront su, malgré les vicissitudes, les défaites et les reculs, grâce aussi aux victoires et aux avancées, assurer la continuité : des délégations de 44 pays participaient à la Conférence mondiale des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) du 17 au 19 juin 1993.

---

## IL Y A QUARANTE ANS...

---

C'est le 17 juin 1993 que s'est ouverte la Conférence mondiale des sections. 17 juin : une date chargée d'histoire, que le



rapporteur mandaté pour introduire la discussion devait évoquer en ces termes :

*"Il y a exactement quarante ans, jour pour jour, le 17 juin 1953, les travailleurs de Berlin se dressaient contre la bureaucratie stalinienne, pour l'unité des rangs de la classe ouvrière allemande, pour l'unité de l'Allemagne, pour l'Europe unie. [...] Une nouvelle situation s'ouvrirait, marquée par le développement de la révolution politique, expression de la révolution mondiale. Mais la IV<sup>e</sup> Internationale n'a pu prendre sa place dans ce processus, car 1953 voyait la poursuite de la crise ouverte en 1951 dans la IV<sup>e</sup> Internationale par la direction Pablo-Mandel (1).*

*(...) Ce qui s'est passé en 1956 (2) a confirmé qu'il ne s'agissait pas de "divergences idéologiques", mais que nous étions des deux côtés de la barricade. A la racine de la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale, il n'y a pas une quelconque lutte entre des "frères ennemis". "Révisionnisme et trotskysme sont incompatibles", avons-nous écrit alors. Il y a une ligne de partage entre des intérêts de classe opposés. C'est ainsi que va commencer le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.*

*(...) L. Trotsky, avec l'Opposition de gauche, avait expliqué que la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale était née des "plus grands événements de la lutte des classes". Ces événements, c'était à l'époque les plus grandes défaites de la classe ouvrière (le stalinisme, le fascisme, la guerre...)*

*La reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale survient également au moment des "plus grands événements" de la lutte des classes. Mais nous ne sommes plus en 1938, ni du point de vue de la situation politique, ni du point de vue de nos forces. La situation se caractérise par un tournant à l'échelle mondiale — l'effondrement de l'ordre de Yalta et Potsdam — et dans ce cadre, il y a la place de la IV<sup>e</sup> Internationale dans le combat pour la II<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte."*

Cette place, c'est précisément l'objet des textes publiés dans ce numéro de *La Vérité* que de l'établir.

---

## CE QUI FONDE LA CONTINUITÉ DE L'INTERNATIONALISME : LA LUTTE POUR L'ABOLITION DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES GRANDS MOYENS DE PRODUCTION

---

Depuis près de cent trente ans, l'internationalisme s'est fondé sur le combat organisé de la classe ouvrière à l'échelle mondiale pour l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production. Aujourd'hui, le système économique basé sur ce mode de propriété est en crise à l'échelle mondiale. Il tente de prolonger son existence par la liquidation généralisée de tous les acquis sociaux, le pillage et la destruction, via la privatisation des entreprises et services publics.

Au rassemblement international du 20 juin à Paris, le président de la Fédération nationale des travailleurs du Bangladesh déclarait :

*"Le processus de privatisation n'est rien d'autre que la destruction des forces productives dans tous les pays et le pillage des richesses de tous les peuples, et sa cible principale c'est la classe ouvrière. (...) Ces impérialistes, pas plus que leur capital, ne connaissent de frontières ; ils le transfèrent en fonction des profits d'un pays à l'autre. Les ajustements structurels acceptés par le faible gouvernement du Bangladesh ont conduit au démantèlement de l'industrie et à la montée du chômage, et c'est là un processus mondial. Pour faire face à leurs plans de pillage, une lutte qui resterait isolée dans les frontières d'un seul pays ne suffirait pas. Aussi sommes-nous ici pour appeler à la réalisation de l'unité des travailleurs du monde."*

A peine trois semaines s'étaient-elles écoulées après le rassemblement du Zénith que les syndicalistes du Bangladesh lançaient un appel à soutenir leur grève générale les 19 et 20 juillet. Une grève organisée contre les privatisations et à la répression.

Aussitôt, une vaste campagne internationale de messages de soutien s'engageait (une campagne similaire s'est



engagée en soutien à la grève générale en Inde le 9 septembre).

La lutte pour l'Internationale ouvrière est une lutte concrète. C'est pourquoi la Conférence mondiale ouverte, rassemblant du 21 au 25 juin des délégués représentant toutes les tendances indépendantes du mouvement ouvrier à l'échelle mondiale (dont des délégués appartenant à la IV<sup>e</sup> Internationale reproclamée quelques jours plus tôt), décidait de s'engager dans l'action commune, à commencer par l'action pratique contre le centre organisateur des plans de destruction sociale et de privatisations à l'échelle mondiale : le Fonds monétaire international (FMI).

---

## LE G7 FACE À LA CRISE MONDIALE

---

Quelques jours après ces deux conférences se tenait à Tokyo la réunion du G7 (pour rappel : il s'agit du groupe réunissant les gouvernements des sept pays les plus riches du monde : USA, Angleterre, France, Allemagne, Japon, Canada, Italie).

Les décisions prises par le G7 comme les contradictions qui s'y sont exprimées permettent de vérifier la validité de l'analyse et des décisions pratiques issues de la Conférence de reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale et de la Conférence mondiale ouverte. A la lumière de la conférence du G7, on mesure combien et comment les décisions de la Conférence mondiale des sections et de la Conférence mondiale ouverte peuvent aider les travailleurs du monde entier à résister aux plans élaborés par ces organismes et gouvernements.

Le journal français *Le Monde* (7 juillet 1993) dresse le tableau suivant de la situation mondiale à l'ouverture de la réunion du G7 à Tokyo :

*"Le gouvernement hôte de la rencontre est sur le point de démissionner. Plusieurs autres sont assez peu populaires à l'intérieur de leurs frontières. Les économies des Etats industriels sont affaiblies. Les Sept ne*

*trouveront de solution ni à leur récession économique, ni au conflit armé en ex-Yougoslavie. Et, une fois le sommet terminé, les batailles commerciales entre les Etats-Unis et l'Europe devraient reprendre leurs cours."*

Voilà qui reflète l'inquiétude majeure de tous les gouvernements impérialistes. Plus aucun "observateur" ne parle de "crise transitoire". Tous le reconnaissent : la "récession" s'installe comme un phénomène mondial qui frappe tous les continents, tous les Etats, l'économie mondiale elle-même. La crise du système capitaliste mondial s'exprime là ouvertement.

Au-delà des accords sur la diminution des tarifs douaniers (qui doivent faire l'objet de nouvelles négociations du GATT), la réunion du G7 n'a en effet nullement permis de réduire, de contenir, et encore moins de dépasser les contradictions entre les différents impérialismes. Quant à la place dominante de l'impérialisme américain, elle sort du G7 — de manière contradictoire — à la fois renforcée et soumise aux plus grandes tensions. La réunion du G7 était à peine terminée qu'une rencontre particulière avait lieu entre responsables américains et japonais à l'issue de laquelle un accord bilatéral USA-Japon était conclu "visant à réduire l'excédent nippon". (*Le Monde*, 13 juillet). L'ambassadeur de la CEE au Japon n'a pu que se borner à constater que "s'il était confirmé que des dispositions prévoient des parts de marché avec des objectifs par secteurs pour un pays donné, appuyés par une surveillance périodique, ce serait un développement inquiétant pour le commerce mondial".

---

## L'ÉCLATEMENT DU SME : UN SIGNE AVANT-COUREUR POUR TOUTE LA SITUATION MONDIALE

---

Le 2 août 1993, au terme de deux semaines de spéculation intense contre le franc français, les ministres de l'Économie des douze gouvernements de la CEE, réunis à Bruxelles, décidaient de faire passer de 2,5 % à 15 % la marge de



fluctuation des monnaies de la CEE autour de leur cours pivot. En dépit des discours rassurants des uns et des autres, nul ne s'est trompé sur la signification de cette décision : non seulement la mort du Système monétaire européen tel qu'il est, mais aussi, au-delà, le renvoi aux calendes grecques de la perspective de l'union monétaire européenne et du marché unique, et de fait la liquidation du traité de Maastricht et de la CEE.

La portée de cet événement concerne non seulement la situation en Europe, mais aussi les rapports Europe-Amérique, et, au-delà, elle marque une nouvelle convulsion, de taille, dans la dislocation de la situation mondiale. Il y a moins d'un an, une véritable union sacrée s'était constituée pour faire passer la ratification du traité de Maastricht. Cette union sacrée rassemblait tous les gouvernements de la CEE, quelle que soit leur couleur politique, la plupart des représentants autorisés du grand capital et de la bourgeoisie, tous les représentants autorisés de la II<sup>e</sup> Internationale, la plupart des dirigeants d'organisations syndicales. Tous présentaient Maastricht comme une question de vie ou de mort. C'était Maastricht ou le chaos. Un an plus tard, il ne fait de doute pour personne que Maastricht a débouché sur le chaos. La stabilité de tous les gouvernements — du gouvernement Mitterrand-Balladur au gouvernement Major, du gouvernement Kohl au gouvernement Felipe Gonzalez, etc. — qui avaient fondé leur existence sur Maastricht s'en trouve profondément ébranlée.

---

### QU'EST-CE QUI A FAIT S'EFFONDRE LE SME ?

---

Qu'est-ce qui a fait s'effondrer le SME ? Fondamentalement, bien sûr, la spéculation. 300 à 400 milliards de francs français (de 50 à 65 milliards de dollars US) ont été en quelques jours jetés par le gouvernement Mitterrand-Balladur dans le tourbillon de la spéculation (sans que cela n'empêche d'ailleurs la dévaluation de fait du franc). Combien de dizaines de milliards de gain ont-ils été réalisés par

les spéculateurs durant ces quelques jours ? Ces chiffres sont pour l'instant gardés secrets. Mais on se souvient que le spéculateur international Georges Soros — actif cette fois encore dans l'offensive contre le franc — avait le 15 septembre 1992 réalisé, en une journée, 1 milliard de dollars de bénéfice net en misant 10 milliards de dollars contre la livre, juste avant sa dévaluation. Combien a-t-il réalisé cette fois-ci ? Combien ont réalisé les spéculateurs institutionnels que sont les fonds de pension américains et les grandes multinationales qui suppriment les emplois par dizaines de milliers pour disposer de plus de liquidités disponibles pour la spéculation ? Quoi qu'il en soit, observons que les jérémiades et pleurnicheries des gouvernants et hommes politiques français contre le rôle néfaste de la spéculation, leur refrain commun cent fois répété : *"On n'y peut rien, les marchés font la loi"*, tout cela confirme — s'il en était besoin — le bien-fondé de la réclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Car comme souvent, dans un déferlement de mensonges et d'affirmations plus ou moins approximatives, on trouve toujours un (ou quelques) grain (s) de vérité. Il est vrai que la spéculation forcenée, contraignant l'un des plus puissants Etats de la planète à vider ses caisses au profit des spéculateurs, c'est "la loi du marché", c'est le fonctionnement "normal" de cette fameuse "économie de marché" parvenue à l'âge de la décrépitude sénile. Certes, il peut sembler — et il est, objectivement — absurde du point de vue de la justice sociale (et moralement insupportable) que pour engraisser par dizaines de milliards une poignée de spéculateurs, on liquide les emplois par millions, on liquide les régimes de retraite et de Sécurité sociale, on démantèle les services publics et l'agriculture, on ampute gravement le pouvoir d'achat des masses ouvrières et paysannes, on dérègle le droit du travail, on impose le travail de nuit pour les femmes et le travail des enfants, etc. Mais du point de vue d'un système fondé sur "le marché", c'est-à-dire le droit du "marché" de s'orienter sur les opportunités les plus grandes de réaliser du profit, alors il y a une certaine logique à cette spirale spéculative, spirale de



destruction et de mort pour des millions d'individus sur la planète. Et précisément, c'est ce qui fonde la IV<sup>e</sup> Internationale à considérer que le mode de production capitaliste, dans sa survie, ne peut être porteur que de mort et de désolation pour l'humanité. C'est ce qui fonde la IV<sup>e</sup> Internationale à proclamer la nécessité du combat intransigeant contre tous les gouvernements, toutes les institutions, toutes les représentations politiques (y compris celles qui frauduleusement se réclament du mouvement ouvrier) qui, au nom de la sacro-sainte "économie de marché", se font les instruments de la tentative d'étrangler littéralement les travailleurs et les peuples.

---

### **"LE MAL FONDAMENTAL QUE LA RÉVOLUTION SOCIALE VEUT ABOLIR"**

---

Dénonçant "*l'exploitation du travailleur, en tant que tel, par le capitalisme*", comme "*le mal fondamental que la révolution sociale veut abolir en supprimant le mode de production capitaliste*", Engels précisait, résumant le point de vue développé par Marx dans le Livre I du *Capital* :

*"La pierre angulaire de cette production capitaliste est constituée par le fait que notre organisation actuelle de la société permet aux capitalistes d'acheter à sa valeur la force de travail de l'ouvrier, mais d'en tirer beaucoup plus que sa valeur en faisant travailler l'ouvrier plus longtemps qu'il n'est nécessaire pour retrouver le prix payé pour cette force de travail.*

*La plus-value créée de cette manière est répartie entre tous les membres de la classe des capitalistes et des propriétaires fonciers et entre leurs serveurs appointés, depuis le Pape et l'Empereur jusqu'au veilleur de nuit et au-dessous. Le mode de cette répartition ne nous intéresse pas ici ; ce qui est certain, c'est que tous ceux qui ne travaillent pas ne peuvent vivre que des miettes de cette plus-value qui leur parviennent d'une manière ou d'une autre."*

Mais Engels écrivait ces lignes à l'époque du capitalisme ascendant (3). Aujourd'hui, un nombre grandissant de capitalistes cherchent à s'approprier de la plus-value sans même pénétrer dans la sphère de la production. Pour s'approprier des miettes de plus-value, ils se battent entre eux à coups de capitaux fictifs, d'emprunts, etc. La dette mondiale se gonfle de manière astronomique. Mais toute cette spéculation ne crée aucune richesse nouvelle. Elle ne fait que peser de plus en plus lourdement sur un secteur productif que tendent à désertir de plus en plus des capitaux avides d'un rendement plus immédiat dans la spéculation.

Mais la note doit être payée. Engels écrivait déjà que "*la répartition parmi les classes oisives de la plus-value produite par la classe ouvrière et qui lui est retirée sans rétribution s'effectue au milieu de querelles fort édifiantes et de duperies réciproques*".

C'est en effet une grande duperie que de mettre en cause la seule spéculation dans l'éclatement du SME sans dire que cette spéculation a été pour le moins encouragée par l'impérialisme américain. Lequel estime préférable, pour la préservation de ses intérêts propres, d'aiguiser les tensions entre les bourgeoisies et les gouvernements des différents pays de la CEE et de leur interdire tout front commun. Et si l'administration Clinton sait qu'elle a besoin d'un impérialisme allemand stable au cœur de l'Europe, elle considère l'impérialisme français comme un impérialisme de seconde zone. Elle estime que l'affaiblissement de l'impérialisme français ne peut qu'être bénéfique aux intérêts américains, qu'il s'agisse du volet agricole du GATT ou de la lutte pour occuper les positions de l'impérialisme français en Afrique (voir l'élimination en cours des positions d'Elf-Aquitaine au Congo au profit de sa concurrente américaine). De ce point de vue, l'impérialisme le plus fort ne fait qu'agir dans ses relations avec les autres impérialismes avec les méthodes "normales" de brigandage qui caractérisent l'impérialisme dans son ensemble et toutes ses composantes. De ce brigandage impérialiste, l'une des



manifestations restées gravées dans toutes les mémoires aura été l'annonce par le président américain Nixon, le 15 août 1971, de la fin de la convertibilité du dollar en or, imposant au monde entier la dictature du billet vert.

---

## UNE PHASE NOUVELLE S'OUVRE EN EUROPE

---

Dans l'éclatement du SME, interviennent aussi, bien sûr, les contradictions entre les différentes bourgeoisies européennes. Et il y a aussi l'expression de la lutte de classe. Car Maastricht, c'était un cadre commun pour l'ensemble des plans contre la classe ouvrière dans chaque pays de la CEE. Une espèce d'harmonisation dans la flexibilité, la déréglementation et la destruction des forces productives. Mais dans chaque pays de la CEE, et sous des formes appropriées, la classe ouvrière a cherché les voies de la résistance à Maastricht et aux plans de chaque gouvernement. Non sans amertume, les gouvernants français et leurs porte-parole ont reproché au gouvernement Kohl d'avoir cédé trop de terrain à la classe ouvrière de son pays, en particulier dans le sens de l'alignement des salaires et des conventions collectives de l'Est sur l'Ouest. La vérité oblige à dire que cet alignement n'est encore que partiel. Il n'empêche que ce qui a été arraché l'a été par les grèves et les manifestations unies, avec leurs organisations, des ouvriers — en particulier les métallos et les sidérurgistes — de toute l'Allemagne. Comme il est un fait que la lutte de classe unie des travailleurs avec leurs organisations a bloqué partiellement les plans de liquidation des mines en Grande-Bretagne. Et on pourrait citer également la grève générale en Espagne, le premier non à Maastricht au Danemark, la majorité ouvrière et paysanne pour le non au référendum en France, etc.

En ce sens, l'éclatement du SME et la disparition de fait du cadre de Maastricht vont ouvrir une situation des plus instables en Europe. La crise monétaire ne peut que se poursuivre. Il y aura de

nouvelles phases spéculatives, et de nouvelles dévaluations. Il y aura — il y a déjà — tentatives de chaque gouvernement de faire payer la note aux travailleurs et aux jeunes, par une offensive redoublée contre l'emploi, les salaires, les conquêtes collectives, etc. Mais en même temps ces gouvernements, tous ces gouvernements, sont en crise. Le SME, Maastricht, visaient à constituer un front commun de tous ces gouvernements, un état-major commun contre la classe ouvrière d'Europe. Que ce front commun se disloque, et chaque gouvernement tend à se retrouver face à "sa" classe ouvrière. Le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, s'en est immédiatement inquiété au lendemain de la décision du 2 août, mettant en garde les pays membres du système monétaire européen contre "*les risques de relâchement des disciplines*". On sait de quel type de discipline anti-ouvrière veut parler M. Camdessus.

---

## LA PRÉDOMINANCE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

---

Ce qui vient de se passer avec le Système monétaire européen reflète la contradiction à laquelle se trouve confronté de manière générale l'impérialisme américain. D'une part, il entend avoir les mains de plus en plus libres pour mener sa guerre commerciale contre les autres impérialismes en tentant de leur transférer une part croissante de ses difficultés, et cela dans un cadre mondial où aucun pays impérialiste ne peut envisager un affrontement ouvert avec les États-Unis. Tel est le contexte général des relations entre les États-Unis, la CEE et le Japon.

D'autre part, tous les impérialismes cherchent à s'entendre pour pouvoir appliquer les plans de régression sociale résultant de la crise du mode de production capitaliste. Ils y sont d'autant plus obligés qu'un des éléments moteurs de la crise à laquelle ils sont confrontés, c'est la résistance des masses à ces plans.



Si, sur le plan économique, les conclusions du G7 sont du plus grand flou (traduisant l'impuissance de l'impérialisme à résoudre sa propre crise), elles deviennent en revanche beaucoup plus précises quand il s'agit de définir un plan d'action contre la classe ouvrière et les peuples à l'échelle internationale.

---

### UN PROGRAMME DE DESTRUCTION DE TOUTES LES CONQUÊTES DE L'HUMANITÉ

---

Voici ce que précise le G7 à ce sujet :

**Marché du travail :** *"Nous avons besoin d'une plus grande flexibilité salariale. Au lieu de s'en remettre à des politiques de soutien des revenus, il faut adopter des politiques de l'emploi axées sur l'éducation, la formation et la recherche active de travail. Les éléments de protection sociale (...) qui découragent la création d'emplois doivent être réexaminés."*

**Subventions :** *"Des efforts pour les réduire peuvent accroître l'efficacité, spécialement en matière de commerce des biens et de crédits à l'exportation."*

**Viellissement de la population :** *"On doit envisager des mesures pour mieux contrôler l'accroissement des coûts médicaux, les retraites et autres systèmes de protection sociale. Une réforme du marché du travail doit favoriser une plus grande participation des travailleurs âgés."*

**Coût de la santé :** *"Il est nécessaire de contrôler les dépenses globales (...), de revoir l'assiette de l'assurance médicale et d'encourager une concurrence de nature à réduire les coûts."* (extrait de *La Tribune Desfossés*, 9 juillet 1993, journal patronal français).

Remise en cause des salaires, des pensions, des systèmes de santé et de protection sociale, des subventions, tel est donc leur programme. Il traduit certes la violence des attaques antisociales que préparent tous les gouvernements

impérialistes, dans leurs propres pays et dans le monde entier. Mais il traduit tout autant l'impasse complète d'un système qui ne peut envisager sa survie que par la remise en cause de tous les fondements de la civilisation. Un système qui provoque contre ses plans — comme on vient de le voir dans les grèves générales du Niger, d'Inde, etc. — la résistance grandissante des travailleurs et des peuples.

C'est ce que relève déjà le rapport préparatoire à la Conférence mondiale des sections, sous le titre : *"Le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale a-t-il été vérifié ?"* (4) lorsqu'il constate dans ses conclusions :

*"Tous les discours sur "la loi du marché", "l'économie de marché", la déréglementation et la flexibilité camouflent difficilement cette volonté du capital financier de réaffecter directement toute la plus-value produite à la sphère du capital et de réduire la valeur de la force de travail. Sous des formes spécifiques, les "plans d'ajustement structurel" mis au point par le Fonds monétaire international ne peuvent conduire à une reprise de l'accumulation mais à une contraction du marché. Après avoir cherché la réalisation de ses profits par une impulsion parasitaire de l'accumulation, le capital financier cherche à présent à réaliser ses profits dans la mise en œuvre d'un gigantesque processus de destruction."*

---

### LE CHAOS DANS L'EX-URSS ; LE SYSTÈME DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES GRANDS MOYENS DE PRODUCTION DANS L'IMPASSE

---

L'impasse du système de production capitaliste s'exprime de manière particulièrement spectaculaire dans son incapacité à régler d'une quelconque manière la crise à laquelle est confrontée l'ex-URSS. Il y a les discours sur la prétendue supériorité de "l'économie de marché" ; et il y a les faits. Les faits montrent ceci : l'intégration de l'économie russe dans le marché mondial — intégration d'une économie disloquée



dans un marché en voie de dislocation – non seulement ne débouche sur aucun développement économique en Russie, mais elle ne fait qu'aggraver la crise mondiale du système capitaliste.

On a fait grand cas de "l'aide" de 3 milliards de dollars que le sommet du G7 a décidé d'apporter à la Russie. Qu'en est-il et à quoi peut conduire cette "aide financière" ? Jusqu'ici, les études officielles s'accordent à constater que les "aides financières" à l'ex-URSS "servent surtout à financer des missions de conseil ou d'audit et non des créations d'entreprises". "L'aide" décidée par le G7 réuni à Tokyo inclut 500 millions de dollars pour ce type d'activités (audits, etc.) et 1 milliard qui ne sont en réalité qu'un prélèvement sur des crédits de 10 milliards dont le principe avait déjà été décidé en... avril 1993 ! Reste 1,5 milliard de dollars sous forme de prêts et "investissements en participation".

Le G7 envisage la création d'un bureau à Moscou (ce qui serait une première, le G7 étant un groupe informel sans siège officiel) pour contrôler l'utilisation de ces fonds. Sergueï Karaganov, un économiste russe partisan de l'économie de marché, doit pourtant reconnaître dans le journal *Moskovskie Novosti*, à propos des crédits occidentaux :

*"Bien que dénommés "aide" dans la pratique politique courante, ce sont des crédits normaux, le plus souvent conditionnés par des achats de biens et de services aux pays qui nous les accordent. Le vice-Premier ministre Fiodorov les a qualifiés récemment avec raison "d'aide aux exportateurs occidentaux qui vendent des marchandises à la Russie". Nous avons payé des intérêts sur ces crédits, dont une partie a été remboursée."*

---

## DES FONDS POUR DÉTRUIRE...

---

Un conseiller occidental du GKI (Comité de l'Etat russe pour la privatisation) déclare : *"La stratégie est claire : privatiser d'abord, restructurer ensuite."*

Les fonds octroyés par le G7 sont destinés à accélérer les réformes réclamées par le FMI, c'est-à-dire un plan de privatisations généralisées, alors même que le peu qui a jusqu'ici été accompli dans cette voie a entraîné une chute catastrophique du niveau de vie des masses. A l'occasion du G7, A. Chubais, le ministre des Privatisations de Russie, écrit : *"Porter assistance aux restructurations coûte cher, ne pas le faire coûtera beaucoup plus cher à la Russie et au monde."*

Tous savent qu'aller plus avant dans les restructurations porte en germe les risques d'explosions sociales en Russie et dans l'ex-URSS — comme l'a démontré récemment la grève des mineurs d'Ukraine qui a contraint le gouvernement à reculer. Mais dans le même temps, les exigences de la crise du capital impliquent d'aller de l'avant, sous couvert de privatisation, vers de véritables pillages et recolonisations.

La réalité de la politique de privatisation devient de plus en plus concrète pour de larges couches de la population. Au rassemblement international de Paris le 20 juin 1993, un membre de la délégation russe déclarait :

*"En octobre 1992, nous avons organisé une Conférence internationale à Moscou concernant les conséquences sociales et politiques des privatisations dans le monde. Pour nous, il était important que cette conférence se soit tenue précisément à Moscou. Parce qu'à cette époque-là, nous étions les seuls en Russie à dire que les privatisations auraient les mêmes conséquences négatives que partout dans le monde. A l'époque, on ne nous a pas entendus. Le seul journal qui a publié un compte rendu de notre conférence, "L'Ouvrier de Mouroum", a été fermé. Aujourd'hui, des gens de droite comme de gauche sont obligés de reconnaître que la privatisation telle qu'elle s'est passée à Moscou ne peut plus continuer comme cela."*

De son côté, le responsable de l'aide au cabinet du Premier ministre, Sergueï Vybornov, précise à quoi va servir l'argent promis par le G7 : *"Si l'on avance rapidement sur la voie des*



*réformes, les chocs surtout sociaux seront plus forts. De ce fait, le gouvernement a besoin d'avoir les mains libres et de l'argent frais.* (La Tribune Desfossés).

Le mot est lâché. L'"aide" économique vise tout d'abord à l'"aide" politique au gouvernement Eltsine. L'impérialisme n'arrive à trouver dans aucune fraction de la nomenklatura une représentation politique ayant une réelle assise. L'effondrement de la bureaucratie du Kremlin et l'explosion de l'URSS ont signifié une désarticulation de tout l'appareil d'Etat. Si toutes les fractions de la nomenklatura cherchent à passer au service de l'impérialisme pour la mise en œuvre des "réformes", elles n'ont d'autre soutien que l'impérialisme à qui elles cherchent à se vendre comme mercenaires.

Et cette crise de décomposition, le caractère mafieux de ces débris de la nomenklatura ne font qu'accélérer la crise de démantèlement des restes de l'appareil d'Etat. C'est pourquoi l'impérialisme cherche à structurer un centre de pouvoir autour d'Eltsine. Cependant, en un temps très court, Eltsine s'est retrouvé dans la même impasse que Gorbatchev, avec le facteur aggravant de l'effondrement du PCUS dont l'appareil structurerait naguère l'Etat bureaucratique. En dépit du soutien de l'impérialisme, les efforts d'Eltsine pour constituer un centre politique ayant autorité sur toute la Russie pour y restaurer la propriété privée s'avèrent pratiquement désespérés. La question du rouble (remplacement des anciens roubles par des nouveaux avec un plafond d'échange de 35 000 roubles maximum par personne) qui a éclaté fin juillet a révélé un désordre extraordinaire au sommet de ce qu'il devient difficile d'appeler encore un Etat. C'est ainsi qu'aussi bien le ministre des Finances qu'Eltsine lui-même se sont élevés contre la décision de la Banque centrale sur le rouble, Eltsine affirmant même ne pas avoir été mis au courant.

L'*International Herald Tribune* rapporte les propos de Jeffrey D. Sachs, un "expert" américain en privatisations. Celui-ci considère comme une réelle possibilité que la Banque centrale ait agi

pour "détruire la réforme économique en stoppant les privatisations et la stabilisation".

Chaos à la tête de l'Etat. Chaos en fait dans toute la Russie menacée d'une explosion similaire à celle qui a emporté l'URSS.

---

### APRÈS L'URSS, LA POLITIQUE DE RESTAURATION CONDUIT LA RUSSIE À L'EXPLOSION

---

Le 12 juillet dernier, la conférence constitutionnelle organisée par Eltsine a approuvé le projet de "loi fondamentale" qui doit remplacer la Constitution de Brejnev. A cette occasion, Eltsine a dénoncé le risque de "désintégration" de la Russie par une "républicanisation" des actuelles entités administratives.

*"Après la décision le 1<sup>er</sup> juillet du Parlement de Sverdlosk (ville d'où est originaire Eltsine) de proclamer une "République de l'Oural", ce sont les députés de Vladivostok qui, le 8 juillet, décident d'organiser un référendum sur la transformation du statut de leur région et proclament la naissance d'une République de Primorie... Et ce n'est pas fini : les assemblées de Tchita, de Krasnoïarsk, en Sibérie, de Vologda et d'Arkhangelsk dans le Nord, ont averti que si la Conférence constitutionnelle ne leur donnait pas satisfaction, elles proclameraient aussi de manière unilatérale leur transformation en Républiques."* (Le Monde, 13 juillet 1993).

Ce seraient ainsi 49 des 88 entités administratives qui auraient exprimé leur volonté d'autonomie.

Comme le souligne *Le Monde* :

*"Ces revendications d'autonomie sont fondées sur des critères davantage économiques qu'ethniques. Certes, lorsque le Tatarstan ou la Tchétchénie se mettent en congé de la Fédération de Russie, c'est en grande partie pour des raisons "nationales". Mais dans le cas de Sverdlovsk ou de Vladivostok, peuplées de Russes, il s'agit avant tout de régions riches qui ne veulent plus*



dépendre des "fonctionnaires" et des "politiciens" de Moscou. Aussi les responsables de la région de Sverdlovsk, qui abrite un des monstres les plus impressionnants du complexe militaro-industriel russe, estiment injuste que leur contribution au budget fédéral soit trois fois supérieure à ce qu'ils en reçoivent. Même raisonnement à Vladivostok en plein essor économique grâce au développement du commerce avec la Chine et le Japon. Et que dire de l'immense Takoutie productrice d'une grande partie de l'or et des diamants russes, dont certains responsables ont aussi été charmés par les sirènes autonomistes." (*Le Monde*, 13 juillet 1993).

La politique de restauration capitaliste et de liquidation sociale conduit à une véritable guerre contre les travailleurs. Elle ruine et détruit les bases mêmes du pays. Les débris de la nomenklatura, véritable mafia d'exécutants du FMI, cherchent à piller les régions en provoquant les conflits. Et dans les cas cités plus haut, on ne peut même pas évoquer le prétexte "ethnique", puisque ces territoires sont peuplés exclusivement de Russes ou de Russophones.

Le cas du Tadjikistan est révélateur. Le conflit qui oppose le gouvernement issu de la nomenklatura à l'opposition dite "islamiste" (composée d'anciens opposants et de nomenklaturistes) ne repose sur aucune base ethnique, puisque les uns et les autres sont Tadjiks. Dans cette situation, où l'implication des Tadjiks d'Afghanistan (où ils sont 4 millions) pose le problème de l'"ordre" dans cette région (il y a un million de Tadjiks en Ouzbekistan, mais aussi au Kirghizistan et en Chine), l'impérialisme américain — confronté au "désordre mondial" et ne pouvant intervenir partout — soutient le déploiement des forces russes.

Comme le souligne le journal *Le Monde* en faisant référence à la guerre menée il y a quelques années par la bureaucratie du Kremlin en Afghanistan : "La conjoncture est aujourd'hui totalement différente. En ces lendemains de guerre froide, l'Occident en serait plutôt à soutenir dans ces régions non plus les "combattants de la liberté", mais

les régimes néo-communistes en place, garants de la stabilité..." (17 juillet 1993).

---

## LA CRISE EST MONDIALE

---

Ces derniers mois ont vu une floraison d'articles dans la presse internationale sur le thème suivant : les résultats obtenus dans les pays du Sud-Est asiatique que l'on désigne comme les "nouveaux dragons", les perspectives ouvertes par la croissance dans ce qu'on appelle la "Grande Chine" (République populaire de Chine, Hong-Kong, Taiwan) attesteraient de la vitalité du capitalisme et de sa capacité à améliorer le sort de populations entières.

Tous les délégués de ces régions présents à la Conférence mondiale ouverte ont témoigné des conditions inhumaines d'exploitation — à la limite de l'esclavage — sévissant dans ces pays : bas salaires, travail des enfants, déréglementation généralisée, absence de droits, inexistence d'une législation contraignant les employeurs à des mesures élémentaires de sécurité et de protection du personnel. A ce prix-là, celui de la misère, de la déchéance, du sacrifice de vies humaines, les "coûts salariaux" sont compétitifs. Et c'est cela que pour les besoins de sa survie le capitalisme entend généraliser à l'échelle de la planète.

On parle du développement fantastique de la Chine. Qu'en est-il en réalité ? La bureaucratie dirigeante a écrasé dans le sang en juin 1989 le mouvement de la jeunesse et des travailleurs réclamant la démocratie et s'opposant aux conséquences des "réformes économiques" correspondant aux injonctions du FMI. Cette bureaucratie du "PC" chinois multiplie la création de zones économiques spéciales où, sans droits, sans syndicats indépendants pour se défendre, les travailleurs chinois sont féroceement exploités par le capitalisme international. Cela dans des conditions telles que les capitalistes de Hong-Kong ou de Taiwan n'hésitent pas à délocaliser vers la "Chine socialiste".



Le développement de ces zones économiques spéciales ne bénéficie pas à ceux qui y résident et qui y travaillent, mais à la spéculation internationale du grand capital financier. Il accélère la paralysie et la régression d'autres régions de la Chine. Le pays connaît aujourd'hui des phénomènes explosifs de migration rurale vers la ville. Les réformes ont déjà entraîné et entraîneront de plus en plus la montée du chômage. C'est par millions que les entreprises se restructurent. Il est par exemple question du licenciement de 8 millions d'employés d'Etat et de fonctionnaires.

Cette politique qui désorganise la production dans toute la Chine livre des régions entières au contrôle direct du capital étranger, prépare le démembrement du pays et le retour au système des concessions. A Pékin comme à Moscou, la bureaucratie va jusqu'au bout dans sa fonction d'organe de la contre-révolution, d'instrument de restauration de la propriété privée des moyens de production. Cela parce que le moteur de sa politique, c'est la défense de ses privilèges de caste. Mais le peuple chinois, qui, naguère, au prix des plus lourds sacrifices, a réalisé l'unité nationale et mis fin à la mainmise impérialiste sur ses richesses, le peuple chinois qui a commencé à se dresser en 1989 contre la bureaucratie, n'a pas dit son dernier mot.

Il n'y a pas d'exception "asiatique" à la crise du marché mondial basé sur la propriété privée des moyens de production. La politique économique mise en œuvre par le FMI conduit partout à la même destruction.

En Inde, le système bancaire nationalisé représente 90 % du marché. L'objectif du gouvernement, sur injonction du FMI, est de le privatiser. Mais pour les milieux d'affaires, "*avant de pouvoir les vendre au privé, il faudra faire le ménage dans les bilans des banques, réduire leurs effectifs pléthoriques et les recapitaliser*". (Les Echos, 23 juillet 1993). D'après le journal financier britannique *The Economist*, le secteur public bancaire emploie 900 000 travailleurs fortement syndiqués. Mais plus largement, on considère qu'en Inde

60 % des emplois urbains dans le secteur dit organisé (entreprises de plus de dix personnes) relèvent directement ou indirectement du secteur public. Cela suffit à indiquer que les plans de privatisation ne pourraient conduire ce sous-continent déjà particulièrement pauvre qu'à un séisme social. C'est contre ces plans que les principales confédérations syndicales de l'Inde (à l'exception de celles qui sont subordonnées au parti du gouvernement, le Parti du Congrès) et les partis de gauche appellent dans l'unité à la grève générale le 9 septembre.

---

### LE "NOUVEL ORDRE MONDIAL" : LA GUERRE COMME MOYEN DE PERPÉTUER L'EXPLOITATION

---

"Nouvel ordre mondial" : derrière ce vocable, l'ancien président des USA, George Bush, affirmait l'intention de l'impérialisme le plus puissant d'intervenir directement partout où l'ordre actuel serait remis en cause par la mobilisation des peuples, suppléant même à la "défaillance" des autres impérialismes dans des régions réputées jusqu'alors leur "chasse gardée".

Mais, que l'on considère l'enlèvement des troupes impérialistes dans le borbier de Mogadiscio (quelques mois seulement après le premier débarquement "médiatique" sous les sunlights des projecteurs de toute la presse mondiale), ou les interminables valse-hésitations sur l'intervention aérienne ou non contre les positions serbes en Bosnie, le moins que l'on puisse dire c'est que par ses interventions multipliées aux quatre coins du monde, l'impérialisme multiplie les guerres et les conflits, aggravant chaque jour davantage le chaos du "nouveau désordre mondial".

Au rassemblement du 20 juin 1993, un militant syndicaliste serbe déclarait :

*"La guerre en Yougoslavie n'est pas une guerre entre les peuples yougoslaves, c'est une guerre contre tous les peuples de l'ex-Yougoslavie. C'est une guerre que mènent les mafias politiques nomenklaturistes dans l'intérêt de*



*l'impérialisme. C'est avec l'aide de l'impérialisme que ces mafias ont accédé au pouvoir."*

Les développements actuels le confirment : le regain des conflits meurtriers est bien le produit direct de l'action des fractions nomenklaturistes. On voit les milices "serbes", "croates" ou "musulmanes" s'affronter, des milices faisant alliance contre une autre ("serbes" et "croates" contre milices "musulmanes"...), pour s'affronter l'une à l'autre ailleurs. La réalité, c'est que dans le cadre du nouveau "plan de paix" mis en place sous l'égide de "l'ONU", chaque fraction cherche à occuper les meilleures positions comme représentant du "nouvel ordre", véritables mercenaires du FMI.

Rappelons ici ces paroles d'un militant croate, s'exprimant lui aussi au rassemblement du 20 juin :

*"La solution qui est actuellement dictée par la prétendue communauté internationale (modification des frontières, extermination ou déplacement des populations, établissement par l'ONU d'un protectorat factice sur tous), toutes les prétendues négociations n'étaient rien d'autre en réalité que les coulisses bruyantes et sanglantes d'un plan existant déjà depuis le début."*

Certes, les plans de "cantonisation" de la Bosnie épousent étroitement la politique dite de purification ethnique. Mais ils correspondent aussi à une tentative, par l'utilisation des nomenklaturas qui dirigent la guerre, de retailler dans la chair des nations une nouvelle carte des Balkans, par la création de véritables "protectorats" qui n'ont aucune viabilité, si ce n'est d'être placés directement sous le contrôle de l'impérialisme par le biais de l'ONU. C'est là la réelle signification du "droit d'ingérence humanitaire" qui n'a rien à voir avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais exprime le "droit" que s'arrogent l'ONU et l'impérialisme à disposer des peuples au nom des besoins de l'exploitation.

A travers l'intervention de l'ONU en Yougoslavie et en Somalie, l'embargo sur l'Irak et les bombardements, s'affirme la

volonté de l'impérialisme américain d'intervenir partout dans le monde pour le maintien de sa stabilité. Il y a aujourd'hui sous le drapeau de l'ONU des soldats dans près de vingt-cinq pays (25 000 hommes armés en Yougoslavie, 5 000 au Liban, 17 000 en Somalie, 4 000 en Mozambique, 20 000 au Cambodge), sans même compter les bases américaines ou françaises.

---

### L'ONU, PARAVENT DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN POUR DE NOUVELLES GUERRES COLONIALES

---

Sous le drapeau de l'ONU et sous direction militaire effective des Etats-Unis, des armées étrangères interviennent depuis des mois en Somalie sous couvert d'une opération "humanitaire". Les dirigeants de la prétendue "Internationale socialiste" (Mitterrand en France) n'ont pas été les derniers à appuyer l'opération. L'effondrement de l'Etat en Somalie est directement lié au processus de recolonisation. Le verbiage pseudo-humanitaire ne peut masquer la réalité d'une expédition de type colonial. On sait en effet maintenant que des sociétés américaines avaient racheté à l'ancienne dictature le sous-sol somalien, dont des études démontrent qu'il est riche en pétrole. "L'expédition éclair" pour "restaurer l'espoir" se mue maintenant en une guerre longue où des forces d'occupation s'attaquent brutalement à la population pour tenter d'imposer des intérêts extérieurs.

De l'intervention en Somalie, un journal bourgeois belge, *La Libre Belgique* (juillet 1993), tire ce bilan empreint d'effroi (la Belgique a par ailleurs un fort contingent de parachutistes en Somalie) :

*"La communauté internationale, intervenue dans ce pays afin de ramener une sécurité suffisante pour distribuer l'aide alimentaire et permettre la reconstitution d'un Etat, a bombardé une réunion de dirigeants de l'Alliance dirigée par le général Aïdid, fait une trentaine de morts, provoqué la colère d'une foule qui a lynché quatre*



*journalistes. Tout ça en notre nom et dans le cadre d'une mission pacificatrice. Le résultat ? Aïdid court toujours ; ses partisans sont plus résolus que jamais ; les clans tièdes ont de moins en moins d'autre issue que d'appuyer celui qui tient tête aux responsables des bombardements. (...) Le général Aïdid est un assassin, soit. Ses congénères rivaux aussi : on ne peut faire la fine bouche. Mais Aïdid (...) est aujourd'hui le Somalien qui a le plus de capacité unificatrice. Mais les forces de l'ONU sont à couteaux tirés avec Aïdid. Et cette hostilité permet au chef de guerre de tenir un discours nationaliste et xénophobe qui enflamme la Somalie."*

Ce même journal est amené à constater : *"L'action des casques bleus à Mogadiscio ressemble à une guerre, et à une guerre telle que l'entendent les Américains : bombarder et éviter au maximum le contact"*, et il en conclut : *"L'échec est au bout de la route (...) mais le bulldozer (américain — NDR) poursuit son chemin."*

Ce dont il s'agit, au-delà même de la Somalie ou de l'Irak, c'est de tenter de terroriser les peuples, pour préserver l'ordre de l'exploitation à l'échelle mondiale. Ainsi, le vice-président de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), M. Decker, annonce que le *"Zaïre pourrait bien lui aussi entrer dans un processus de somalisation"*, justifiant par avance une intervention "humanitaire" dans ce pays riche en minerais.

---

## ILS PARLENT DE "PAIX", C'EST POUR PRÉPARER LA GUERRE

---

Le sommet de Tokyo du G7 a affirmé son soutien aux *"efforts visant à aboutir à un règlement de paix global et durable au Proche-Orient"*. Ces gens nous parlent de "paix" alors que l'impérialisme américain vient encore de bombarder l'Irak. Un bombardement qui — comme l'embargo criminel contre ce pays — s'inscrit dans la tentative de terroriser tous les peuples de la région, et en particulier d'écraser les aspirations nationales du peuple palestinien.

Au rassemblement du 20 juin, un militant palestinien déclarait :

*"Au nom du nouvel ordre mondial, l'impérialisme a déclenché, sous la direction de Bush, Major et Mitterrand, la plus affreuse des guerres ordurières contre l'Irak, utilisant l'ONU pour faire avaliser cette boucherie atroce qui continue sous la direction de Clinton, en imposant le plus horrible des embargos qu'ait connus l'humanité. Au nom du nouvel ordre mondial, et par le biais du FMI, est organisée l'offensive contre les masses et les travailleurs dans les pays industrialisés et les autres (...).*

*Quotidiennement en Palestine, mon peuple est massacré : des milliers de blessés, d'emprisonnés et de victimes de la torture. Des maisons sont détruites, des militants sont déracinés, éloignés de la Palestine. Nous ne sommes pas contre la paix, mais ce qui se déroule à Washington ne garantit aucune condition de justice et de dignité."*

L'offensive militaire que l'Etat d'Israël a déclenchée fin juillet au Sud-Liban, offensive de terreur et de mort contre toutes les populations, et particulièrement contre les réfugiés palestiniens contraints une nouvelle fois à l'exode, donne toute la mesure du caractère de "paix" des négociations en cours. Dans une déclaration en date du 30 juillet consacrée à ces bombardements, le Secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale affirme :

*"L'objectif est donc clair : il s'agit, au travers des bombardements en cours, au travers de l'organisation de la terreur et l'exode massif, d'associer plus étroitement les régimes de la région à l'installation d'un ordre contraire aux intérêts les plus fondamentaux du peuple palestinien et de tous les peuples du Proche-Orient.*

*Il s'agit là de la réponse du gouvernement américain au rejet par le peuple palestinien, et les peuples de la région en général, du cadre de ces "négociations" qui n'offrent pas une issue, car il s'agit d'un nouveau partage de la Palestine, fondé sur la poursuite de l'éviction de leurs terres de milliers de Palestiniens, et qui n'entraînera que de nouvelles souffrances et de nouvelles crises. La fonction de ces négociations n'est pas de permettre la réalisation des*



*aspirations nationales du peuple palestinien. Elles visent au contraire à écraser la lutte du peuple palestinien pour ses droits. Elles visent à créer les conditions pour que l'impérialisme américain, agissant sous couvert de l'ONU, puisse s'approprier les richesses de la région.*

*L'horreur de la guerre dans cette région pose avec plus d'acuité que jamais la question de la paix pour tous ceux qui y habitent. Vouloir la paix, vouloir la justice, c'est reconnaître le droit de tous les Palestiniens à retrouver leurs terres. C'est reconnaître aux peuples de toute la région le droit à vivre en paix. C'est pourquoi la seule solution qui puisse assurer la paix, c'est l'établissement sur tout le territoire de la Palestine d'un seul Etat laïque et démocratique, fondé sur l'égalité en droits des deux composantes."*

---

## “DÉMOCRATIE” ET PROPRIÉTÉ

---

“*Nous nous réjouissons*”, dit la déclaration finale du G7, “*des progrès accomplis récemment vers l'établissement d'une démocratie sans distinction de race en Afrique du Sud, qui ouvre la voie à la réintégration totale de ce pays dans la communauté politique et économique internationale.*”

En Afrique du Sud, l'accord passé entre l'ANC et le gouvernement préserve les bases essentielles de l'apartheid. En effet, cet accord institue un “partage” fédéral qui privilégie la représentation des régions contrôlées par la minorité blanche, dont les représentants seront élus par un nombre beaucoup plus réduit d'électeurs que les représentants de régions à majorité noire. Un représentant noir à l'Assemblée sera élu par quatre à cinq fois plus d'électeurs qu'un représentant de la minorité blanche, qui assure ainsi sa domination dans la future Assemblée. L'accord fait de la règle des 2/3 la condition pour approuver la future Constitution à l'Assemblée constituante. Ce qui donne à la minorité blanche un droit de veto. Il maintient dans les faits le système des “réserves”, des “bantoustans”, dans la mesure où le régime de

propriété de la terre est maintenu. On sait que les Noirs ont été parqués dans les bantoustans après avoir été expulsés de leurs terres ancestrales. Ils y resteront enfermés parce qu'on les empêche de se réapproprier celles-ci.

Démocratie ? Voici ce que disait des négociations en cours le président de l'AZAPO (organisation noire d'Azanie/Afrique du Sud) lors du rassemblement du 20 juin :

*“Si le FMI n'est pas présent officiellement en Afrique du Sud, on peut dire que la politique de privatisation du FMI va de pair avec le développement des négociations organisées par le gouvernement De Klerk. En Afrique du Sud, tables rondes et forums se développent à foison. Tous discutent de la croissance, mais la vraie question c'est : la croissance, le développement pour qui ? Une confédération syndicale, la NACTU (5), s'est refusé à participer à toute structure de ce genre, et elle dit que l'opposition aux privatisations doit se faire par la mobilisation des travailleurs eux-mêmes.*

*Les tables rondes n'ont fait que renforcer le processus de privatisations en cours parce qu'elles procèdent de l'acceptation de l'économie de marché comme une donnée universelle et éternelle. D'abord, on prétend qu'il faut des investissements étrangers, pour dire ensuite qu'il faut que les travailleurs se disciplinent afin que les investissements affluent (...).*

*L'AZAPO n'entend pas participer à de telles “négociations”. Le système d'apartheid est organiquement lié au système capitaliste lui-même, et ces deux systèmes se sont combinés pour une agression sans précédent contre le peuple noir. C'est pourquoi la lutte contre la discrimination raciale n'est pas simplement un combat pour une réforme de la Constitution, qui, refusant de toucher aux relations de propriété capitaliste, refuse de poser la question du passage du pouvoir de la minorité blanche à la majorité noire, cela au nom de la peur des Blancs, comme si les Noirs n'avaient pas de raisons d'avoir peur pour l'avenir qu'on leur réserve (...). Cela, c'est une trahison de la cause pour laquelle des milliers et des milliers d'entre nous ont déjà donné leur vie (...).”*



L'impérialisme américain avait fait des "négociations", en particulier en Afrique du Sud et au Moyen-Orient, un test de sa capacité à résoudre les questions relatives à l'instauration d'un "nouvel ordre mondial". Ce qui se passe confirme que si l'impérialisme américain est bien une "super-puissance", c'est dans le cadre du déclin des autres puissances impérialistes, du déclin de l'impérialisme dans son ensemble, et non en rapport avec ses capacités propres à résoudre la crise mondiale. Si la profondeur des bouleversements et des effondrements dans tous les continents le pousse à tenter de conjurer ces "nouveaux désordres mondiaux", sa propre crise, comme celle de tout le système, l'empêche de jouer pleinement ce rôle.

---

### CRISE DU MODE DE DOMINATION DE LA BOURGEOISIE

---

Les exemples les plus récents montrent que la crise des formes de domination de la bourgeoisie est un phénomène généralisé. On l'a vu précédemment en ce qui concerne l'Europe de la CEE, où se combinent la crise des institutions communautaire et la crise de décomposition des institutions propres à chaque pays.

Les élections au Japon viennent de marquer la fin du monopole du pouvoir exercé depuis 1955 par le Parti libéral-démocrate. De plus, ces élections ont été marquées par le taux de participation le plus faible de l'histoire du pays, exprimant un rejet de tous les partis identifiés comme des piliers du régime. Au moment où la crise mondiale se traduit au Japon notamment par la remise en cause de l'emploi à vie dans les grandes sociétés (où des licenciements ont eu lieu), les exigences du "nouvel ordre mondial" ont conduit le gouvernement à envoyer, pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale, des troupes hors du pays.

Toute la fragilité de ce "nouvel ordre" est cependant illustrée par le fait qu'au moment où l'impérialisme japonais est

ainsi mis à contribution, le bouleversement historique qu'expriment les élections atteste de l'usure d'un régime qui, du point de vue de la corruption et de la mainmise de la mafia sur l'Etat, n'a rien à envier à l'Etat italien. La différence, jusqu'à présent, était que, contrairement à l'Italie, le Japon pouvait être montré comme un havre de stabilité politique. Cette période est maintenant révolue.

---

### LE COMBAT POUR L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

---

Le combat pour l'indépendance des organisations ouvrières est une question centrale à l'échelle mondiale. Sous le nom de "pacte de solidarité" ou "partage du travail", ou encore de "gestion tripartite", on tente dans tous les pays de mettre en place une politique de destruction des syndicats de la classe ouvrière en les intégrant à la politique du capital et à l'Etat. Mais cette politique d'intégration des organisations aiguise, à l'intérieur même du mouvement ouvrier, tous les processus.

D'un côté, des secteurs entiers au sein des directions "officielles" du mouvement ouvrier, parce qu'ils s'alignent sur les plans du FMI et sur la sauvegarde des régimes en place, en viennent à se dresser comme un obstacle contre la mobilisation unie des travailleurs et des organisations.

Mais d'un autre côté, la tentative des régimes bourgeois en crise de détruire les organisations se heurte à la résistance des masses. La crise des appareils à l'échelle internationale libère de leur joug un nombre croissant d'organisations, de militants, de courants, qui cherchent une voie indépendante.

En témoignent le rejet de la tentative de la remise en cause du Code du travail par l'UDTS du Sénégal, la grève générale et les manifestations contre le gouvernement au Népal (juillet), l'appel à la grève générale au Bangladesh les 19 et 20 juillet contre les privatisations et contre l'arrestation de syndicalistes, avec comme résultat le recul partiel du gouvernement,



l'appel à la grève générale le 9 septembre par les syndicats et partis de gauche en Inde, l'appel à la grève générale au Niger, la prise de position des syndicats des Amériques contre la réforme de la Sécurité sociale, la grève des cheminots en Pologne à l'appel de tous les syndicats, et bien d'autres encore, qui voient dans une situation complexe les travailleurs et les peuples chercher une issue à la crise qu'engendre le système capitaliste.

---

## LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE ET LE FRONT UNIQUE

---

*“Nous sommes ici pour appeler à la réalisation de l'unité des travailleurs du monde”,* affirmait un orateur devant les milliers de travailleurs et de jeunes présents au Zénith, à Paris. C'est en effet la seule conclusion pratique qui peut être tirée dans une situation mondiale où, sur chaque question de la vie économique, sociale et politique, l'impérialisme se vérifie comme étant, ainsi que le disait déjà Lénine, *“la réaction sur toute la ligne”*.

Ce que tous les développements de la situation internationale mettent à l'ordre du jour, c'est l'unité mondiale des peuples sur la base de l'unité des travailleurs. Il n'est pas aujourd'hui de question plus importante et plus urgente que celle-là. La Conférence mondiale des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale a mis en son centre la discussion sur le front unique, en particulier à partir du chapitre 7 du rapport publié dans le présent numéro de *La Vérité*. Les militants et organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale font leur cette affirmation du *Manifeste du Parti communiste* rédigé par Marx et Engels comme document fondateur du mouvement ouvrier organisé :

*“Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils*

*représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.”*

Donner aujourd'hui un sens concret à ces mots, c'est, pour la IV<sup>e</sup> Internationale, proposer l'action commune, à l'échelle internationale, à toutes les forces qui veulent pratiquement et réellement défendre les intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble. C'est s'engager, à l'échelle internationale et dans chaque pays, dans une politique de front unique aidant à l'unité d'action de la classe ouvrière et de ses organisations contre la guerre, contre l'exploitation, contre les plans du FMI. La Conférence mondiale des sections a ainsi discuté de la mise en œuvre pratique de cette orientation. Différentes résolutions ont été élaborées par des commissions. Chacune de ces résolutions pose, dans sa réalisation, les problèmes du front unique ouvrier.

---

## LA CONFÉRENCE MONDIALE OUVERTE

---

La IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections, parce qu'elles appliquent les principes mêmes du programme, ne le dressent pas comme un ultimatum face aux autres tendances du mouvement ouvrier indépendant. Le programme, c'est un guide pour l'action. C'est dans leur capacité à proposer et réaliser de plus en plus largement l'action commune dans des initiatives pratiques que les organisations qui viennent de reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale ont démontré qu'elles étaient en effet la IV<sup>e</sup> Internationale.

Proclamer la IV<sup>e</sup> Internationale reconstituée n'est pas un acte formel. C'est exprimer l'unité de la théorie (son programme vérifié par les événements) et de la pratique (l'ensemble des campagnes et initiatives mises en œuvre) dans l'organisation. C'est engager toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale dans le combat pour réaliser le front unique contre les plans du FMI, contre les privatisations-pillage, pour rassembler plus largement encore dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs.



Des délégués de tous les continents ont participé à la Conférence mondiale ouverte. Dès leur retour dans leur pays, les délégués du Niger, du Bangladesh, de l'Inde informaient de l'organisation de grèves générales dans leurs pays. "Se soutenir les uns les autres dans la lutte pour l'affranchissement", écrivait Marx en 1864. Aujourd'hui, c'est aider à ce que soit apporté aux grèves générales au Niger, au Bangladesh, en Inde, l'appui du prolétariat international, qui de la sorte s'aide lui-même à réaliser la lutte de classe et l'unité dans chaque pays. C'est en ce sens qu'iront les initiatives prises par l'Entente internationale des travailleurs.

---

### L'ACTION COMMUNE MONDIALE : L'ENTENTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

---

A l'issue des travaux de la Conférence mondiale ouverte, le président du Maazdor Kisan Panchyat d'Inde présentait une résolution d'action adoptée à l'unanimité :

*"La II<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte, tenue à Paris du 21 au 24 juin 1993, décide unanimement que l'agitation dans le monde entier contre les privatisations, le GATT (aussi connu sous le nom de "proposition Dunkel"), le FMI et la Banque mondiale, les embargos-blocus, doit être lancée sans aucun délai. Dans cette mesure, il est décidé :*

*— D'organiser une délégation au FMI pour lui soumettre un mémorandum et avertir le FMI de la préparation d'une riposte mondiale.*

*— D'organiser une délégation à l'ONU pour s'opposer aux embargos-blocus.*

*— De s'opposer aux privatisations par la mobilisation des travailleurs et des peuples, par l'organisation de grèves et de manifestations, de meetings, d'initiatives diverses, en fonction de la situation dans chaque pays.*

*— D'organiser une journée mondiale anti-privatisations le 6 novembre 1993, marquée par des grèves, des manifestations, des meetings, etc., des*

*travailleurs, des jeunes et des opprimés dans tous les pays du monde.*

*La conférence autorise le bureau international de l'Entente internationale des travailleurs à prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre ce programme d'action."*

Face à tous ceux qui prétendent diviser le monde entre "Est" et "Ouest", entre "Sud" et "Nord", voici que s'organise une force qui avance pratiquement dans la réalisation du plus vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier organisé : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !".

---

### LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE ET SON PROGRAMME

---

La Conférence mondiale ouverte a pris des décisions qui vont permettre l'action commune à l'échelle mondiale. La IV<sup>e</sup> Internationale est partie prenante de cette action commune, à égalité avec d'autres courants indépendants du mouvement ouvrier, dans le respect de l'indépendance politique et des motivations politiques de chaque composante de cette action commune.

La IV<sup>e</sup> Internationale, pour sa part, à un programme. Reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est affirmer que le développement prodigieux des connaissances et des techniques n'aboutit pas inévitablement à l'aggravation du sort de la plus grande masse de l'humanité.

Ce qui est en cause, c'est le système pourrissant fondé sur la propriété privée des grands moyens de production : pour que l'humanité échappe à la barbarie, ce système doit disparaître, car toute son évolution atteste qu'il ne peut être réformé.

La IV<sup>e</sup> Internationale ne masque pas ses buts qui correspondent aux nécessités de la sauvegarde de l'humanité et de la civilisation. Il faut mettre fin au système de l'exploitation capitaliste. Comme l'affirme le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale :



*“La tâche stratégique de la IV<sup>e</sup> Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser (...). La IV<sup>e</sup> Internationale jouit dès maintenant de la haine méritée des staliniens, des sociaux-démocrates, des libéraux bourgeois et des fascistes. Elle n'a, ni ne peut avoir, de place dans aucun des fronts populaires. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques accrochés aux basques de la bourgeoisie. Sa tâche, c'est de renverser la domination du capital, son but c'est le socialisme, sa méthode c'est la révolution prolétarienne.”*

Le moyen de faire prévaloir, dans tous les pays comme à l'échelle internationale, la volonté des masses (c'est-à-dire de tous ceux dont les intérêts sont contradictoires avec ceux de la mince couche des spéculateurs et des exploités), a d'ores et déjà été dégagé dans l'histoire même de la lutte universelle des exploités et des opprimés. C'est la République universelle des Conseils ouvriers, le régime de la démocratie ouvrière, du respect du mandat et de la révocabilité des élus, telle que l'avait ébauchée la Commune de Paris avant d'être écrasée par la réaction.

C'est ce même régime de la démocratie ouvrière qui a fait de la révolution d'Octobre 1917, non seulement une victoire de la classe ouvrière russe, mais un appel entendu par les travailleurs du monde entier. Aujourd'hui encore, les résultats de la révolution russe, l'expropriation du capital, sont au centre de la lutte du capital et du travail.

La IV<sup>e</sup> Internationale a été fondée pour assurer la continuité du combat de la Commune de Paris et de la révolution de 1917 trahi par la caste contre-révolutionnaire stalinienne. Cette caste contre-révolutionnaire, que Trotsky définissait comme la courroie de transmission de l'impérialisme, est allée au bout de son rôle. Elle se décompose en ouvrant la voie à la restauration du capitalisme, mais dans une période où, à l'échelle du monde entier, le capitalisme lui-même se décompose et est dans l'impasse. Des

forces ouvrières se dégagent dans tous les pays de ce qui fut l'emprise de la bureaucratie. Ces forces cherchent la voie de l'action commune à l'échelle mondiale, pour résister à des plans qui remettent en cause l'existence même de millions d'êtres humains. Elles cherchent la voie d'une politique indépendante de tous les gouvernements, de toutes les institutions d'oppression, de pillage et d'exploitation. A ces courants, organisations et partis indépendants, la IV<sup>e</sup> Internationale reconstituée par les délégués de 44 pays propose, maintenant et concrètement, de s'engager dans l'action commune des travailleurs et des peuples à l'échelle mondiale.

Une nouvelle étape s'ouvre. La publication de ce numéro de *La Vérité* vise à soumettre les positions de la IV<sup>e</sup> Internationale à la libre discussion des militants, des courants, des organisations et des partis qui se situent sur le terrain de la lutte de classe et de la lutte contre l'impérialisme.

## La Vérité

Le 13 Août 1993

(1) Pablo : dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale à l'époque. Il la quitta en 1963. Ernest Mandel, "théoricien" du révisionnisme, est aujourd'hui un dirigeant du Secrétariat unifié, lequel vient de réintégrer Pablo et ses partisans dans ses rangs. La boucle est bouclée.

(2) En 1956, la section française expulsée bureaucratiquement de la IV<sup>e</sup> Internationale prend position conjointement contre l'intervention de la bureaucratie stalinienne écrasant la révolution hongroise et contre l'intervention impérialiste sur le canal de Suez. Au même moment, la fraction dirigée par Pablo approuve la deuxième intervention russe à Budapest.

(3) "Comment Proudhon résout la question du logement" dans "La question du logement" (1872).

(4) Voir *La Vérité* n° 5.

(5) La direction de l'autre confédération syndicale, la COSATU, est étroitement subordonnée à la direction de l'ANC.







# La conférence mondiale des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale doit-elle procéder à la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale ?

(Rapport écrit soumis à la discussion  
lors de la conférence des sections  
de la IV<sup>e</sup> Internationale)

## Préambule

L'objet de ce rapport doit être mis en relation étroite avec les deux autres rapports consacrés à l'analyse des conditions objectives et au rapport d'activité, étant donné que ces deux rapports démontrent l'actualité du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, et donc du combat pour sa reconstruction.

Nous abordons la discussion sur la "reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale" en refusant tout dogme. Si le programme, si certaines de ses parties avaient été contredits par les événements, nous n'hésiterions pas à remettre en question ces parties ou le programme. "*Le parti, c'est le programme, le programme c'est le parti.*"

La discussion sur la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale n'a donc besoin de s'appuyer sur aucune autorité qui lui soit étrangère. La discussion exige que soit reconnue la liberté de rejeter toute interprétation contraire aux faits et aux événements. "*La théo-*

*rie n'est pas un dogme, mais une règle pour l'action.*"

Si nous rejetons tout le clinquant d'un faux modernisme qui prétend, reprenant la thèse mille fois répétée... et bien ancienne, puisqu'elle date de plus d'un siècle, que le marxisme est dépassé — modernisme qui n'est que soumission à l'ordre établi — c'est parce que nous avons établi que les événements ont confirmé les conséquences pour l'humanité de la méthode du marxisme.

Si la nature des erreurs que nous avons pu commettre réside dans le programme, nous n'hésiterons pas à examiner la validité du programme. Si les erreurs que nous avons commises sont le résultats d'erreurs d'interprétation, alors, certes, il faut les caractériser, mais leur racine n'est pas dans la théorie.

Dans le long et difficile combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale, nous ne méconnaissions pas les erreurs que nous



avons pu commettre, mais nous affirmons sur la base des faits que le programme, confirmé par les événements, conserve sa validité comme instrument de combat pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression.

L'objet de ce rapport est ainsi clairement établi : les événements, la situation mondiale et le bilan de notre activité ayant été présentés dans les deux précédents rapports, notre analyse visera à vérifier si le moment est venu de procéder à la re proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## Préambule

Le présent rapport a été rédigé, mais une règle pour l'action.

Si nous rejetons tout le changement d'un faux modernisme qui entend reprendre la tâche au lieu de la résoudre et bien ancienne, parce que elle date de plus d'un siècle, que le marxisme est dépassé — un dérivé qui n'est que la soumission à l'ordre établi — c'est parce que nous avons établi que les événements ont conduit les conditions pour l'humanité de la même du marxisme.

Si la nature des erreurs que nous avons pu commettre réside dans le programme, nous n'hésitons pas à examiner la validité du programme. Si les erreurs que nous avons commises sont le résultat d'un manque d'intelligence, nous, nous, nous, il faut les reconnaître, mais nous ne pouvons pas nous en faire une excuse. Si nous ne pouvons pas nous en faire une excuse, nous ne pouvons pas nous en faire une excuse.

Dans le long et difficile combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale, nous ne pouvons pas nous en faire une excuse.

L'objet de ce rapport doit être mis en relation étroite avec les deux autres rapports consacrés à l'analyse des conditions objectives et au rapport d'activité, étant donné que ces deux rapports démontrent l'actualité du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, et donc du combat pour sa reconstruc-

tion. Nous abordons la discussion sur la re proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale, en refusant tout dogme. Si le programme, si certains de ses parties avaient été conduites par les événements, nous n'hésiterions pas à remettre en question ces parties de la programme. Le parti s'est le programme, le programme c'est la base.

La discussion sur la re proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale n'a donc besoin de s'appuyer sur aucune autorité qui lui soit étrangère. La discussion exige que soit reconnue la liberté de rejeter toute interprétation contraire aux faits et aux événements. La ré-



## - | - Ce qui fonde la nécessité de la révolution sociale

Les obstacles, pour grands qu'ils aient été, pour grands qu'ils s'annoncent, ne peuvent faire disparaître la nécessité et la légitimité historique, pour assurer la progression de l'humanité, du combat pour l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Dans la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Marx écrit :

*"A un certain stade de leur développement, les forces productives de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves (...). Alors s'ouvre une époque de révolution sociale (...).*

*(...) Une société ne disparaît jamais avant d'avoir développé toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, et jamais de nouveaux et supérieurs rapports de production ne se substituent à elle avant que les conditions d'existence matérielle de ces rapports aient été couvés dans le sein même de la vieille société."*

La méthode du *Programme de transition*, "*L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale*", procède de l'analyse que Marx et Engels ont élaborée, reprenant dans le *Manifeste du Parti communiste* ce que Marx avait écrit dans les *Manuscrits de 1844*, à savoir que les forces productives mises en œuvre dans le régime de la propriété privée des moyens de production, "*une foule d'entre elles ne pouvant trouver la moindre utilisation sous ce régime de la propriété privée*", se transforment en forces destructives.

Dans le premier paragraphe du *Programme de transition*, "*les prémisses objectives de la révolution socialiste*", il est écrit :

*"La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat. La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme.*

*Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître, les nouvelles inventions et les nouveaux procédés techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit à son tour la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés..."*

Le premier rapport soumis à la discussion au nom du secrétariat international confirmait, sur la base des données actuelles, que "*les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, mais ont même commencé à pourrir*".

Si donc, pour le marxisme, le critère objectif de la révolution prolétarienne se situe dans la contradiction entre "*le développement des forces productives et les rapports de production existants*", les rapports de production devenant une entrave au développement des forces productives établissent la nécessité de la révolution prolétarienne ; si l'analyse de la situation mondiale confirme (et au-delà) que "*les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont*



que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente", c'est donc en relation avec le critère objectif fondamental de la révolution sociale (les forces productives ont cessé de croître, elles se transforment en forces destructives dans l'ère du

capitalisme pourrissant) que nous devons examiner, d'une part, les positions dans le mouvement ouvrier officiel et, d'autre part, dans les courants se réclamant du trotskysme.

Dans le premier paragraphe du programme de transition, "les premières tâches de la révolution socialiste", il est écrit :

"La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat. Les problèmes économiques de la révolution prolétarienne ont cessé d'être longtemps au point le plus élevé qu'ils ont atteint sous la capitalisme.

Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître, les nouvelles inventions et les nouveaux procédés techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, occupent les masses de prolétaires et de couches sociales plus grandes. La croissance du chômage apparaît à son tour, la crise historique de l'ère se reflète dans les conditions matérielles.

Le premier rapport soumis à la discussion au nom du secrétariat international communiste, sur la base des données écrites, que "les premières tâches de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement matérielles, mais ont aussi un caractère politique".

Si donc, pour le prolétariat, le critère objectif de la révolution prolétarienne se situe dans la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports de production existants, les rapports de production doivent aussi être un point de production des forces productives au développement de la révolution prolétarienne : si l'analyse de la situation mondiale confirme (et au-delà) que "les tâches de la révolution prolétarienne sont matérielles et politiques, nous devons nous en tenir à la réalisation de ces tâches".

Les obstacles pour grands qu'ils soient, pour grands qu'ils soient, nous devons nous efforcer de les surmonter et de les éliminer, pour assurer la poursuite de l'humanité, du combat pour l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Dans la préface à Contribution à la critique de l'économie politique Marx écrit :

"A un certain stade de leur développement, les forces productives de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles existent. Alors, les forces de développement des forces productives du régime entrent en contradiction avec ces rapports (...). Alors survient une époque de révolution sociale.

(...) Les sociétés se développent jusqu'à un point où elles ont cessé d'être pour elles-mêmes, et l'humanité se trouve en face de la nécessité de se débarrasser de ces rapports d'existence matérielle de ces rapports sociaux dans le sein même de la société existante."

La méthode du Programme de transition, "l'organe du prolétariat et les tâches de la IV<sup>e</sup> internationale", procède de l'analyse que Marx et Engels ont élaborée, et précisée dans le Manifeste du Parti communiste de 1848, à savoir que les forces productives naissent dans le régime de la propriété privée des moyens de production, mais qu'elles cessent de produire, sans pour autant cesser de produire, la moindre utilisation pour trouver la moindre propriété, se transformant en forces destructives.



- II -

## Le critère de l'internationalisme prolétarien

La question de la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale est en premier lieu la question du combat pour l'abolition du système de la propriété privée : c'est là le critère de l'internationalisme prolétarien.

A l'origine même du mouvement ouvrier, il y a la question des rapports de propriété et la constatation du caractère international de la lutte du prolétariat.

Dès le *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels établissaient :

*"Ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise. Or la propriété privée d'aujourd'hui, la propriété bourgeoise, est la dernière et la plus parfaite expression du mode de production et d'appropriation basé sur des antagonismes de classes, sur l'exploitation des uns par les autres. En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée."*

Ce sont les mêmes principes qui sont à la base de la constitution de la I<sup>re</sup> Internationale en 1864 :

*"L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (...). La lutte pour l'émancipation des classes ouvrières n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux et pour l'abolition de tout régime de classe."*

*L'assujettissement économique des travailleurs aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de vie, est la cause première de la servitude sous toutes ses formes, de la misère sociale, de la dégradation morale et de la dépendance politique."*

*"L'émancipation du travail n'étant un problème ni local, ni national, mais*

*social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne",* déclarait l'Adresse inaugurale de la I<sup>re</sup> Internationale. L'attitude à l'égard de l'abolition de la propriété privée, fondement de l'internationalisme prolétarien, préside également à la constitution de la II<sup>e</sup> Internationale :

*"Le Congrès international socialiste de Paris (réaffirme) que l'émancipation du travail et de l'humanité ne peut sortir que de l'action internationale du prolétariat organisé en parti de classe, s'emparant du pouvoir politique par l'expropriation de la classe capitaliste et l'appropriation sociale des moyens de production."*

Tous les partis qui adhéraient alors à la II<sup>e</sup> Internationale inscrivait dans leur programme la suppression de la propriété privée des moyens de production, fondement de l'Association internationale des travailleurs. Ainsi est-il écrit dans le programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (1902) :

*"L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. La libération effective de la classe ouvrière exige la révolution sociale préparée par tout le développement du capitalisme, c'est-à-dire la suppression de la propriété privée des moyens de production."*

Le préambule aux statuts de l'Internationale communiste, adopté à son II<sup>e</sup> Congrès (juillet 1920), affirme la continuité du combat émancipateur en rappelant que l'IC fait siens les statuts de la première Association internationale des travailleurs :

*"La III<sup>e</sup> Internationale communiste, fondée en mars 1919 dans la capitale de la République socialiste fédérative des soviets, à Moscou, a déclaré solennellement à la face du monde qu'elle se*



*chargeait de poursuivre et d'achever la grande œuvre entreprise par la I<sup>e</sup> Internationale des travailleurs."*

**L'abolition de la propriété privée des moyens de production devait servir de base de principe** à la III<sup>e</sup> Internationale pour son combat émancipateur dans *"la période (...) de la décomposition et de l'effondrement de tout le système capitaliste mondial, et qui sera celle de l'effondrement de la civilisation européenne et générale, si on ne détruit pas le capitalisme avec sa contradiction indissoluble."*

C'est ainsi que le fondement de l'internationalisme ouvrier est la profonde nécessité de réorganiser la société en abolissant la propriété privée des moyens de production.

La dégénérescence de l'Internationale communiste, après la trahison de la II<sup>e</sup> Internationale et de ses partis, a précisément eu comme conséquence première la défense contre-révolutionnaire de l'ordre bourgeois de la propriété privée dans le monde. Sous le signe du front populaire ou de la coexistence pacifique, les partis staliniens ont pratiqué une politique de collaboration de classes qui a multiplié les obstacles à la lutte libératrice des opprimés et des exploités.

Le lien est maintenant ouvertement établi entre le contenu social de la dégénérescence bureaucratique, restaurationniste de la propriété privée, et la caractérisation que la IV<sup>e</sup> Internationale porte sur la nature sociale de la bureaucratie : la bureaucratie stalinienne, définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois, est l'instrument de la restauration. Toute la tragique situation mondiale dans laquelle se débat l'humanité démontre que le développement des forces productives — partant, de l'économie — est incompatible avec la survie de la propriété privée et des Etats nationaux. Les signes manifestes de barbarie se multiplient en raison du fait que les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée et des Etats nationaux. Et c'est précisément parce que notre époque est celle de l'agonie du capitalisme, c'est-à-dire de l'économie et de la politique mondiales dirigées par l'impérialisme,

que, constatant le passage définitif de l'IC du côté de l'ordre bourgeois, la faillite de l'IC et de ses partis en tant qu'instrument pour aider les masses opprimées et exploitées dans leur combat émancipateur après celle des partis de la II<sup>e</sup> Internationale, la IV<sup>e</sup> Internationale a été proclamée en 1938.

Dans la continuité des principes marxistes, le programme fondait la nécessité du combat de la IV<sup>e</sup> Internationale sur *"le programme socialiste de l'expropriation, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie"*.

Certes, si les militants regroupés autour de Léon Trotsky se sont orientés après 1933 vers la constitution de la IV<sup>e</sup> Internationale, si la IV<sup>e</sup> Internationale a été fondée en 1938, c'est que les organisations qui, à l'échelle internationale, se réclamaient de l'action pour l'émancipation de la classe ouvrière avaient failli à leur tâche.

*"Actuellement, ni la II<sup>e</sup>, ni la III<sup>e</sup> Internationale n'agissent en tant qu'organismes internationaux. Elles ne sont plus que des obstacles sur la voie du prolétariat. Il faut créer une organisation révolutionnaire qui réponde au caractère de la nouvelle étape historique et à ses tâches. Il faut verser du vin nouveau dans des outres nouvelles. Il faut construire un parti révolutionnaire dans chaque pays et une nouvelle Internationale"*, déclare le Manifeste des communistes internationalistes de mars 1934.

Mais, pour définir les tâches au travers desquelles on peut aujourd'hui avancer vers la réalisation de cet objectif, pour souligner la nécessité et l'urgence qu'il y a à mener l'action dans la voie de la "reconstitution-reproclamation" de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'examen de la situation objective ne suffit pas. Il faut aussi voir quelles sont les positions de ce qu'on peut appeler le "mouvement ouvrier officiel" et celles des différents courants qui se réclament du socialisme ou du marxisme.

Pour tous, c'est aux faits, à la pratique qu'il faut se référer. Dans le cas de l'Internationale socialiste et des partis qui



y sont affiliés, et qui constituent aujourd'hui, après l'effondrement de la bureaucratie stalinienne et la dislocation irréversible des partis qui lui étaient liés, le principal "rempart social" de l'impérialisme, il n'est guère possible d'ailleurs d'utiliser pour cela des textes à prétention "théorique". Le temps est passé où les partis de la social-démocratie, engagés dans la voie de la collaboration de classes, éprouvaient la nécessité de se donner des justifications idéologiques. Aujourd'hui, cette tâche idéologique revient pour l'essentiel à des auxiliaires dont la place et les positions sont traitées plus loin.

Il arrive pourtant qu'il émane des déclarations de cet agrégat de partis divers, dont beaucoup ont des responsabilités gouvernementales, des chefs d'Etat, et qu'on appelle "l'Internationale socialiste". Voici des extraits de celle qui a été adoptée par le récent congrès de Berlin de septembre 1992 de l'Internationale socialiste :

*"Il est vrai que les mécanismes des marchés et la compétition sont nécessaires pour la croissance et le développement économique, mais il est également vrai que les marchés libres n'assurent pas la justice. Le socialisme démocratique reconnaît donc l'Etat en tant que serviteur nécessaire du peuple pour garantir une société juste et équitable. Les gouvernements doivent être efficaces et doivent être tenus pour responsables de leur conduite par un échange de vues et des décisions démocratiques ancrés dans une société civile fort représentative.*

*(...) Ces normes sur le travail doivent en particulier être établies afin d'éviter que l'exploitation des ouvriers soit le point principal de la compétition économique. De plus, les aides au développement offertes par les nations industrialisées ne doivent pas être liées uniquement à des réformes économiques.*

Quelques observations s'imposent. Il sera revenu un peu plus loin sur le caractère et le bilan de certains de ces "50 partis" dont l'Internationale socialiste se réclame. Mais notons qu'en dehors de son caractère "creux" cette déclaration a néanmoins le mérite (si l'on peut dire) de clairement dire que le système

d'exploitation capitaliste doit être maintenu (*"les mécanismes du marché et la compétition sont nécessaires"*), et que s'il doit être "amendé" ou "tempéré", c'est dans les limites qui permettent son bon fonctionnement. (L'exploitation des ouvriers doit certes se poursuivre, mais ne pas être le "point principal" de la compétition économique ; les aides au développement sont certes liées aux "réformes économiques", c'est-à-dire aux plans d'ajustement structurel du FMI, mais pas uniquement).

L'essentiel n'est pas que ces conseils de modération soient dans la réalité (et en particulier là où des PS sont au pouvoir) de la poudre aux yeux. Ce qu'il importe de souligner, c'est que, y compris sur le plan de l'idéologie proclamée, les conceptions de l'Internationale socialiste ne sont même plus des conceptions "réformistes". Le réformisme postulait que l'accumulation des réformes éliminerait progressivement le capitalisme. La résolution de l'Internationale socialiste définit ce système comme le meilleur possible à l'époque où il menace les bases mêmes de la civilisation.

"L'Internationale socialiste" contient aujourd'hui nombre de partis qui, même formellement ou historiquement, ne sont pas des partis ouvriers : c'est le cas par exemple du parti de Carlos Andrés Pérez, le fusilleur de Caracas, du parti de Rabin, qui déchaîne la violence contre le peuple palestinien, du parti de Zamora, qui applique les consignes du FMI en Bolivie.

Les partis "traditionnels" de la II<sup>e</sup> Internationale, ceux qui ont effectivement leur origine dans l'histoire de la classe ouvrière, qui reposent — ou reposaient — sur une base ouvrière, que l'on peut définir comme des "partis ouvriers-bourgeois", ouvriers par leur origine sur le plan de la lutte des classes, bourgeois du fait du caractère bourgeois de l'appareil qui les contrôle, ces partis eux-mêmes ont connu et connaissent une profonde dégénérescence.

Le PS français, menacé de désagrégation après s'être coulé pendant des années dans le moule des institutions



antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République, en est un parfait exemple ; comme le PS espagnol (PSOE), transformé en défenseur de la monarchie.

Le message commun qui vient de ces partis, c'est, comme le disait Jorge Semprun, ex-responsable du Parti communiste espagnol devenu ministre de la Culture du gouvernement Gonzalez : *"L'horizon de la société actuelle est indépassable."* Ou, comme le dit le Premier ministre PS : *"L'économie de marché est irremplaçable."*

C'est au nom de cette nécessité que, partout où ils occupent des responsabilités gouvernementales, ces partis "socialistes" appliquent avec férocité la politique de misère et de déchéance nécessitée par le maintien de la propriété privée des moyens de production, et que partout ils se déclarent soumis à cette nécessité.

C'est sur le même terrain que se tiennent les fragments de la bureaucratie stalinienne en décomposition et les partis qui constituent l'appareil international de cette bureaucratie.

Avant que la bureaucratie en URSS n'explose, Gorbatchev avait inventé le concept de "nouvelle pensée". Cette "nouvelle pensée" proclamait l'existence de "valeurs universelles" élevées au-dessus des classes. Elle justifiait ainsi une *"conception pacifique qui envisage nécessairement la coopération (entre des systèmes différents). (...) Il revient à l'histoire de juger des mérites de chaque système en particulier. Elle fera le tri. Que chaque nation décide quel est pour elle le meilleur système, la meilleure idéologie."*

Mais les réformes impulsées par Gorbatchev frayaient la voie à un système donné, elles étaient des jalons sur la voie de la restauration capitaliste. Les conséquences de ces premières réformes étaient indiquées sans ambiguïté par l'un de ses conseillers, Zaslouvschine :

*"La fermeture des entreprises déficitaires, la compression du personnel, le désir de nombreuses collectivités d'exécuter un travail égal ou même plus important avec des effectifs moins nombreux amènent nécessairement à*

*licencier une partie du personnel ; c'est un résultat implicite de la perestroïka, le "prix social" à payer pour hâter le développement socio-économique du pays."*

L'idéologie de la "nouvelle pensée" s'incarnait dans une réalité bien concrète, et ancienne : celle du chômage présenté comme nécessaire au développement économique.

L'un des "penseurs" gorbatchéviens, Youri Afanassiev, écrivait : *"L'histoire a été différente de ce qu'avaient pensé Marx et Lénine, dans le sens que la période analysée par Marx, et aussi par Lénine, qui définissait le stade impérialiste du développement capitaliste, n'était que l'un des premiers stades du capitalisme."* Ce qui est dire, d'une autre manière, que l'horizon de la société actuelle est indépassable. C'est ce que reconnaissait à sa manière le 27<sup>e</sup> Congrès du PCF, qui considérait que *"le marché, caractérisé par l'échange des services, des produits et des capitaux, permet certaines libertés de choix et favorise certaines composantes de toutes les couches et de tous les apports."* Ce que résumait plus clairement le "rénovateur" Anicet Le Pors : *"Les trois piliers classiques : propriété sociale, pouvoir politique de la classe ouvrière et démocratie jusqu'au bout ne sont plus que d'un modeste recours..."* (Confluences, juillet 1991).

Voilà une condamnation sans appel de tout ce sur quoi le mouvement ouvrier s'est historiquement constitué, de ce qui donne un sens au combat séculaire des travailleurs.

Il ne restait plus à Philippe Herzog, dans son livre *Tu imagines la politique*, qu'à tirer la conclusion sous la forme de l'appel explicite à la liquidation du mouvement ouvrier par l'intégration dans les rouages de l'Etat et de l'exploitation : *"Dès aujourd'hui, le travail doit disputer la gestion au capital. Il doit le faire par une bataille acharnée pour obtenir le partage du pouvoir et faire prévaloir d'autres prédominances (...). Une telle évolution exige confrontation et coopération avec le capital."* Et plus loin, dans ce livre, il parle *"d'aider les salariés à travailler autrement avec les patrons"*.



Tous les PC connaissent aujourd'hui — à des rythmes et à des degrés différents — des crises, des déchirements. Fréquemment, ils se disloquent en plusieurs tronçons. Certains paraissent encore maintenir leur influence, d'autres connaissent un déclin précipité... Mais tous sont frappés du même mal : c'est l'axe autour duquel tous tournaient — la bureaucratie stalinienne détenant le pouvoir en URSS — qui est brisé. Et, à partir de là, quelles que soient les péripéties, la pente sur laquelle ils sont engagés est irréversible, et les conduit à rejoindre organiquement la II<sup>e</sup> Internationale (cf. le PC italien).

Ce qui ne signifie pas que chaque appareil national, chaque fraction d'appareil ne va pas chercher à survivre. Ils ne le peuvent qu'en s'alignant servilement sur les besoins de leur bourgeoisie, et plus encore en se soumettant à l'impérialisme américain. (Le leader du PC français a conduit une délégation aux USA, reçue par le président de la commission de défense nationale de la Chambre des représentants américains ; A. Lajoinie s'est découvert, dans une conférence de presse, des convergences avec le représentant de l'impérialisme américain). Tout comme les débris des nomenklaturas au pouvoir deviennent des mercenaires directs de l'impérialisme, sollicitant également leur affiliation à la II<sup>e</sup> Internationale. La désagrégation des sommets de l'appareil international sélectionné au service du stalinisme révèle ainsi son caractère contre-révolutionnaire. D'agence indirecte de l'impérialisme à travers la soumission à la bureaucratie du Kremlin, l'appareil devient son agence directe.

---

### LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ ET LES RAPPORTS DE PROPRIÉTÉ

---

S'il est un test qui permet de caractériser un courant politique par rapport aux problèmes essentiels de la révolution et de la contre-révolution à notre époque, ce sont bien les immenses bouleversements qui ont eu lieu en Europe de l'Est, en Chine et en URSS

depuis 1989. Et il est un cas où la question des rapports de propriété s'impose comme centrale avec une aveuglante clarté.

C'est justement en relation avec ce développement que l'hebdomadaire de la LCR, *Rouge*, écrit le 26 juillet 1989 : *"L'essentiel de ces revendications (celles des travailleurs en URSS — NDLR), c'est que le pouvoir de décision passe aux travailleurs et aux collectivités locales (les soviets), quelle que soit la forme de propriété qui prévaut."*

Cette "neutralité", cette sorte d'agnosticisme dilettante à l'égard des "formes de propriété" est le trait qui domine la manière dont le Secrétariat unifié et ses principaux responsables abordent les événements en URSS et en Europe de l'Est. Il devient indifférent (si les travailleurs "détiennent le pouvoir de décision"), qu'il s'agisse de la propriété collective constituée par l'expropriation du capital comme conséquence de la révolution prolétarienne ou de la propriété capitaliste rétablie. En d'autres termes, la restauration capitaliste ou non est indifférente.

C'est Ernest Mandel (principal figure historique du SU) qui, dans le journal de son organisation belge, *La Gauche*, se réclame en 1989 d'un *"troisième modèle d'organisation économique, s'opposant à la fois au despotisme bureaucratique et au despotisme de marché, capable d'intégrer pleinement les objectifs de liberté, c'est-à-dire le libre choix des priorités par les masses populaires, d'égalité et de gestion sociales, de solidarité que nous nous battons. Ce sont des idéaux communs aux révolutionnaires et aux chrétiens sincères."*

Laissons les chrétiens et leur sincérité en paix. La religion est affaire privée, et un chrétien peut fort bien se prononcer pour la liquidation du système de la propriété privée des moyens de production. Mais la "doctrine sociale de l'Eglise", qui se réclame de la solidarité et qui s'accommode d'une prétendue "autogestion" des travailleurs dans le cadre du maintien de l'exploitation capitaliste, se fonde sur la reconnaissance



sacrée du droit de propriété. On identifie ici l'un des aspects permanents des documents, résolutions, articles émanant des différentes composantes et dirigeants du Secrétariat unifié, en particulier, il faut reconnaître, de ce maître qu'est Ernest Mandel : cette capacité à énoncer ce qui

paraît être une banalité pour introduire subrepticement une orientation, cette constante combinaison d'affirmations formellement conformes au marxisme pour couvrir une position qui lui est totalement étrangère.

Le langage de ces documents est un langage de la bourgeoisie en 1922 = 1923. C'est le langage de la bourgeoisie qui a permis de faire passer la révolution d'octobre à l'étape de la révolution mondiale.

Cette "actualité" est une actualité d'actualité historique. Elle est la seule actualité qui ait permis de faire passer la révolution d'octobre à l'étape de la révolution mondiale. Elle est la seule actualité qui ait permis de faire passer la révolution d'octobre à l'étape de la révolution mondiale.

Le langage de ces documents est un langage de la bourgeoisie en 1922 = 1923. C'est le langage de la bourgeoisie qui a permis de faire passer la révolution d'octobre à l'étape de la révolution mondiale.

Le langage de ces documents est un langage de la bourgeoisie en 1922 = 1923. C'est le langage de la bourgeoisie qui a permis de faire passer la révolution d'octobre à l'étape de la révolution mondiale.

Le langage de ces documents est un langage de la bourgeoisie en 1922 = 1923. C'est le langage de la bourgeoisie qui a permis de faire passer la révolution d'octobre à l'étape de la révolution mondiale.

Cette "actualité" est une actualité d'actualité historique. Elle est la seule actualité qui ait permis de faire passer la révolution d'octobre à l'étape de la révolution mondiale.

Le langage de ces documents est un langage de la bourgeoisie en 1922 = 1923. C'est le langage de la bourgeoisie qui a permis de faire passer la révolution d'octobre à l'étape de la révolution mondiale.

Le langage de ces documents est un langage de la bourgeoisie en 1922 = 1923. C'est le langage de la bourgeoisie qui a permis de faire passer la révolution d'octobre à l'étape de la révolution mondiale.



### - III -

## La dislocation du marché mondial

L'orientation du développement du capitalisme ne saurait être déduite que de son mouvement d'ensemble, non de ses particularités à des moments précis.

Le premier document soumis à la discussion de la Conférence mondiale des sections, *Le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale a-t-il été vérifié par les événements ?*, montre que l'économie d'armement, qui depuis 1948-1950 a servi de moteur à l'économie mondiale, n'a pas ouvert une ère de progrès au capitalisme pourrissant. L'économie d'armement a été l'une des tentatives du capitalisme pour se sortir de la contradiction insoluble de l'ère de l'impérialisme, où les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et des Etats.

Analysant les matériaux fournis par l'évolution concrète de l'économie mondiale, le document soumis à la discussion confirme le marxisme, méthode qui a servi de fil conducteur à l'analyse de Lénine sur l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, et démontre l'inanité de la contrebande mandélienne d'un "capitalisme du troisième âge".

Dans un ouvrage paru en 1976, Mandel écrivait :

*"En valeur absolue, les forces productives ont augmenté plus vite à l'époque du troisième âge du capitalisme qu'auparavant. Cette croissance est mesurable durant les vingt-cinq dernières années par le développement de la production physique (et des capacités de production), par le développement de la productivité du travail (et de la croissance du prolétariat industriel) (...).*

*Ainsi nous pouvons mieux saisir le concept de troisième âge du capitalisme comme une nouvelle phase de*

*l'impérialisme et de l'époque du capitalisme de monopole, dans des conditions de crise de structure du mode de production capitaliste. Cette crise de structure ne s'exprime pas par le fait que les forces productives cessent de croître au sens absolu (...). La croissance réalisée a amené la constitution d'un capital financier autonome dans des pays (Brésil, Iran), actif non seulement à l'échelon national, mais aussi international." (Le Troisième Âge du capitalisme.)*

"Capitaux financiers", c'est-à-dire fusion des monopoles industriels et bancaires débouchant donc, pour Mandel, sur la constitution de nouveaux "impérialismes" au Brésil et en Iran ! Faut-il commenter ?

Mais Mandel "critique" le système capitaliste et son troisième âge, car *"la forme la plus néfaste du gaspillage inhérent au troisième âge du capitalisme est dès lors la mauvaise utilisation des forces productives matérielles et humaines"*. S'exprime là toute la position mandélienne : le caractère "pourrissant" de l'impérialisme tiendrait donc seulement au "gaspillage" de ressources, un gaspillage en termes d'utilité sociale des biens ou au regard des potentialités de la technique, et non à l'existence même du maintien du régime de la propriété privée.

Quelques années plus tard, devant l'évidence de la crise du système capitaliste mondial, Mandel délaissera son "troisième âge" au profit d'une nouvelle évaluation, de la nouvelle contrebande d'un "capitalisme tardif", partant de "l'analyse" du rôle accru de l'Etat asservi par les monopoles, où *"le développement de la solidarité capitaliste internationale devant le danger de révolution socialiste (a) introduit des facteurs nouveaux dans le fondement du capitalisme, devenu moins anarchique, plus conscient et dans*



un sens "planifié". Ce qui n'est rien d'autre que la reprise de la thèse stalinienne du capitalisme monopoliste d'Etat : "Il est possible d'affirmer qu'au stade de l'impérialisme, le capitalisme monopoliste d'Etat, faisant suite au monopolisme simple ayant développé d'énormes forces productives nouvelles, est la phase ultime de la société capitaliste. Il prépare les bases matérielles d'une société nouvelle, et le passage à cette société ne pourra se faire qu'à partir des conditions sociales qu'il a créées." (Traité du PCF sur le capitalisme monopoliste d'Etat.) Ce qui est en contradiction avec le marxisme et son expression, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ce que refusent d'admettre tous les pseudo-théoriciens qui bavardent sur la faillite ou tout au moins le dépassement du marxisme, c'est que le but du capitalisme, c'est la recherche du profit. La base traditionnelle du profit, c'est le processus de production de marchandises, c'est-à-dire de valeurs d'échange permettant de réaliser la plus-value extorquée dans le processus de production, et de créer ainsi de nouvelles conditions d'accumulation de capital par d'autres profits. La production capitaliste implique l'extraction de la plus-value basée sur l'exploitation du travail humain produisant les marchandises. La production capitaliste est une production destinée à la vente, donc une production de marchandises qui doivent être écoulées sur le marché. Ces "théoriciens" peuvent bavarder sur le "caractère international de l'économie, des finances", mais ils ne soulèvent pas la question du mode de production capitaliste, de la propriété privée.

Les bavardages sur le dépassement du marxisme refusent d'admettre qu'"il y a longtemps que le capitalisme a créé le marché mondial (et) que, sous le régime capitaliste, le marché intérieur est nécessairement lié au marché extérieur" (cf. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*).

Ils refusent d'admettre l'évidence : les quantités de marchandises mises en œuvre par le système capitaliste de la

propriété privée ne peuvent plus être absorbées sur le marché mondial, où les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et des Etats nationaux, voilà la cause unique tout à la fois de la concurrence meurtrière et de l'affaiblissement continu des investissements "productifs".

Car "la production capitaliste tend sans cesse à dépasser ces limites qui lui sont immanentes, mais elles n'y parvient qu'en employant des moyens qui, de nouveau et à une échelle plus imposante, dressent devant elle les mêmes barrières. La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même : le capital et sa mise en valeur par lui-même apparaissent comme le point de départ et le point final, moteur et frein de la production." (Karl Marx, *Le Capital*, livre 3, tome 1.)

La chute tendancielle du taux de profit, comme l'accumulation du capital poussent à une extension sans limites de la production capitaliste. Mais parce que la production capitaliste est une "fin en soi", l'ouverture de nouveaux marchés, comme l'absorption de marchandises par le marché ont pour barrière le fait que la production de marchandises vise à rentabiliser le capital, une "production pour le capital" et non destinée à satisfaire les besoins sociaux.

Telle est la base tout à la fois de la gigantesque offensive de pillage et de destruction, du fantastique développement du parasitisme (spéculation, argent de la drogue), et de la tentative de hausse des taux d'exploitation, nécessaire au capital pour augmenter la plus-value nécessaire comme base même du système capitaliste. (Ces éléments ont été établis dans le premier rapport publié dans *La Vérité*, n° 5.)

Le système de la propriété privée des moyens de production a fait son temps. Et pour garantir le système de la propriété privée, les institutions impérialistes (FMI, Banque mondiale, etc.) programment, avec la destruction "planifiée" des industries, la désertification des campagnes, l'exclusion du circuit des



échanges de centaines de millions d'êtres humains réduits à une misère sans fin. Un professeur d'une université française, Jean Changeux, dans un article publié par le mensuel *Le Monde diplomatique* (mars 1993), cherche à résoudre la quadrature du cercle : en se refusant de placer la question du système de la propriété privée des moyens de production, il voudrait que le "travail (ne soit) pas une marchandise", ou pour le moins puisse être "autre chose". Il reprend à son compte la tarte à la crème d'un monde divisé en "Nord" et "Sud", analyse qu'il tempère néanmoins en constatant que "c'est à la fois en termes de disparité Nord-Sud et d'interdépendance Nord-Sud qu'il faut affronter les réalités du travail dans le monde".

Ce professeur a au moins l'avantage de fournir des données chiffrées. Il écrit : "Pour des centaines de millions, sinon des milliards de travailleurs du Sud (...), le chômage, même s'il n'est guère quantifiable, est massif et structurel, il sévit une vie durant (...)." Constatant qu'il y a surtout des vides dans le tableau par pays du volume sur le travail publié par le Bureau international du travail (BIT) en 1992, il note néanmoins que "cet annuaire annonce un chômage de 31% au Botswana, de 23% en Ethiopie, et de 22% en Somalie. Pour l'Amérique latine, sous-emploi et chômage affectent 40% d'actifs" (1).

J. Changeux poursuit :

"Le travail dit "non structuré" ou "informel" y tient la place principale en tant "qu'éponge de la main-d'œuvre". Il signale qu'en 1991 le "travail non structuré, (qui) fit l'objet du rapport de la direction générale du BIT à la Conférence internationale du travail, représentait les deux tiers de l'emploi en Afrique subsaharienne et plus de la moitié en Asie ; entre 1980 et 1987, il a augmenté de 56% en Amérique latine."

Mais cela ne se limite pas aux pays dits du "Sud", c'est-à-dire aux pays dominés par l'impérialisme. Dans les pays que la presse et les économistes appellent le "Nord", c'est-à-dire les pays impérialistes, on constate ce qui suit.

Selon un rapport de janvier 1993 du même Bureau international du travail, le chômage a progressé de 7,4% en 1991 dans les pays de l'OCDE et de 8,4% en 1992. En 1992, selon ces chiffres (officiellement communiqués par les gouvernants), ce sont 3 millions de nouveaux chômeurs, qui portent à 32 millions le nombre des chômeurs dans l'OCDE. Dans un des pays prétendument "modèles d'économie sociale", la Suède, le chômage est passé de 2,5% en 1991 à 6,5% en 1993. En Espagne, le chômage était en 1992 de 16%, mais celui des jeunes de 31% ; en Italie de 11%, celui des jeunes de 38%.

Et ces chiffres officiels masquent mal la réalité ; car le nombre de travailleurs à temps partiel, précaires, "dans les pays industriels à économie de marché s'est accru de 30% au cours des années 1980".

Le rapport de l'INSEE de 1993 estime ainsi à 2 millions le nombre de travailleurs précaires en France, sans compter les jeunes en stage d'insertion (et un chômage officiel de 3 millions) ; 4 millions de travailleurs précaires en Espagne (et un chômage officiel de 3 millions). Au Portugal, membre de la CEE, suivant le rapport annuel de l'UNESCO, 200 000 enfants sont condamnés à travailler comme au XIX<sup>e</sup> siècle.

En France, si l'on se contente de prendre en compte les statistiques de l'INSEE pour la période 1982-1990, le travail précaire a augmenté de 100,3%, alors que le nombre de salariés n'augmentait que de 0,7%.

En 1988, cette mesure statistique établit que sur les 8,5 millions de jeunes entre 16 et 25 ans, 1,3 million ont un travail précaire (sans prendre en compte ce qu'on appelle en France les "stages d'insertion" ni ceux soumis au RMI) et un million au chômage. Aux USA, le nombre des "pauvres" atteint en 1991 14,2% de la population, soit 35,7 millions.

"Sud" comme "Nord" sont soumis à des mesures offensives de déréglementation généralisée, due à une même cause : le maintien du système capitaliste.



C'est ainsi que les pires formes d'exploitation programmées au compte du capitalisme pourrissant n'ont qu'une seule et même cause : l'impuissance du système de la propriété privée d'assurer l'écoulement des marchandises, en raison du rétrécissement continu du marché mondial. Aux rapports sociaux de production périmés répondent les pires formes d'exploitation (déréglementation, individualisation des salaires, précarité, chômage, destruction de tout système de protection sociale, etc.). Il n'est pas si loin, pourtant, le temps où les thuriféraires du capitalisme nous annonçaient, dans la période des "trente glorieuses", les trente années où l'économie d'armement assurait un relatif plein emploi, l'anéantissement de la théorie marxiste sur la paupérisation.

Le mode de production capitaliste, dans sa phase ascendante, a pris possession du marché mondial comme capitalisme concurrentiel. La concurrence agissait comme facteur de progrès technique. Le mode de production capitaliste, dans sa phase pourrissante, capitalisme de monopole, engendre la putréfaction, freine artificiellement jusqu'à un certain point le progrès technique. La tendance à la putréfaction inhérente à l'impérialisme organise la désindustrialisation, la désertification.

Que valent les élucubrations intéressées des pourfendeurs de tous bords du marxisme, au regard de la situation mondiale où les forces productives mises en mouvement par le capitalisme étouffent dans le cadre de la propriété privée des moyens de production et des frontières des Etats, tendance que décrit Marx dans le livre I du *Capital* :

*"A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière (sans cesse grandissante, et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste). Le monopole du capital*

*devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés."*

Les bavardages de toutes sortes sur le dépassement du marxisme, telle la nouvelle trouvaille consistant à découvrir "la mondialisation de l'économie", refusent d'admettre qu'"il y a longtemps que le capitalisme a créé le marché mondial (et) que sous le régime capitaliste le marché intérieur est nécessairement lié au marché extérieur" (cf. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*). Nous avons cité le professeur Changeux, qui en décrit les effets, mais refuse d'en admettre les causes.

C'est Semprun, ancien membre du bureau politique du Parti communiste espagnol reconverti en ministre "socialiste" de Gonzalez, qui déclarait que "les bouleversements à l'Est apportent un démenti à toutes les prévisions de la gauche européenne qui avait cherché à utiliser le marxisme comme instrument d'analyse et de connaissance". C'est Poperen, un ex-stalinien devenu ministre PS, qui décrète doctement "le marxisme dépassé" ; c'est Ochetto, dirigeant stalinien du PC italien, qui acquiesçait en transformant son parti en PDS et en l'affiliant à la II<sup>e</sup> Internationale.

Celle-là même dont le nouveau secrétaire général Pierre Mauroy (ex-Premier ministre et à l'époque premier secrétaire du PS) déclarait en octobre 1991, tirant le bilan de "l'expérience socialiste" en France à la lumière des bouleversements à l'Est : "Nous avons accepté l'économie de marché. Et il ne s'agit pas d'une clause de style." En effet.

Vendre les marchandises, trouver des acheteurs, dans un marché mondial où les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et des Etats nationaux,



voilà la cause unique tout à la fois de la concurrence meurtrière et de l'affaiblissement continu des investissements "productifs".

Le capitalisme s'est transformé en capitalisme pourrissant en raison même de ce qu'il doit tout à la fois jeter sur le marché mondial les marchandises et que le marché mondial ne peut absorber la masse des marchandises produites. Dans la phase ascendante du capitalisme, la lutte des classes agissait elle-même comme facteur de progrès capitaliste, les conquêtes sociales elles-mêmes, l'augmentation du niveau de vie agissant dans la concurrence qui elle-même intervenait comme facteur de progrès technique dans le marché mondial en expansion.

Dans sa phase pourrissante impérialiste, le capitalisme *"apparaît avant tout dans la tendance à la putréfaction qui distingue tout monopole sous le régime de la propriété privée des moyens de production"* (Lénine).

La concurrence, confrontée à l'exiguïté du marché mondial (sous le régime de la propriété privée des moyens de production), conduit les capitalistes et leurs gouvernements à rechercher au travers des institutions internationales (FMI, G7, Banque mondiale, CEE) des plans d'ajustement pour tenter de raccorder la production de marchandises au marché mondial incapable de les absorber.

Le résultat des multiples conférences organisées par les états-majors de l'impérialisme, où l'impérialisme américain est hégémonique, n'est pas d'atténuer en quoi que ce soit la concurrence. Bien au contraire, les capitalistes et les experts gouvernementaux se plaignent de ce que ces réunions périodiques, celles du G7 en

particulier, n'arrivent pas à adapter le système économique, financier et marchand international, à organiser la concurrence.

Si FMI, CEE, etc., sont et seront impuissants à trouver des remèdes, à trouver l'élixir qui rendrait la jeunesse au mode de production capitaliste pourrissant, ils s'accordent tous pour, ensemble et chacun de son côté, chercher à diminuer le coût du travail par les mesures "d'ajustement" qui abaissent systématiquement les salaires, liquident les conquêtes sociales.

Les anciennes formes d'économie s'écroulent, en raison du fait que le marché mondial ne peut utiliser les conditions de la production marchande. Aussi n'existe-t-il qu'un moyen pour mettre fin à l'exploitation du travail par le capital, qui conduit l'humanité à la décadence et à la ruine : abolir la propriété privée des moyens de production.

Le système de la propriété privée des moyens de production étant international, l'union et la cohésion des exploités et des opprimés ne sont pas seulement nécessaires au combat émancipateur dans les luttes de classe nationales, mais à l'échelle internationale. Pour organiser et unir les exploités et les opprimés pour la lutte contre la classe des exploités et des oppresseurs, rassembler les organisations indépendantes de l'impérialisme, de la II<sup>e</sup> Internationale et des partis ex-staliniens qui ont trahi le socialisme en se soumettant à l'ordre mondial de la propriété privée, il est nécessaire de reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale.

(1) Voir les données statistiques pour le "Nord" publiées dans le rapport *"Le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale a-t-il été vérifié par les événements ?"*.



particulier, à l'instar des adaptations de systèmes économiques, technologiques, météorologiques, etc., qui ont permis à l'humanité de survivre à travers les siècles. C'est pourquoi, dans les pays développés, les tentatives de réformes économiques ont souvent échoué, car elles n'ont pas tenu compte de la complexité des structures sociales et économiques existantes. En revanche, dans les pays en développement, les réformes ont souvent réussi, car elles ont été adaptées à la situation locale. Cette adaptation est le résultat d'un processus de sélection naturelle, où les idées et les pratiques qui fonctionnent mieux survivent et se répandent, tandis que celles qui ne fonctionnent pas disparaissent. C'est pourquoi, pour réussir, les réformes doivent être adaptées à la situation locale, et non imposées de l'extérieur.

Le système de répartition des richesses est un autre aspect important de la réorganisation économique mondiale. Dans les pays développés, la répartition des richesses est généralement plus égale que dans les pays en développement. Cette différence est due à une série de facteurs, dont le principal est le niveau de développement économique. Les pays développés ont une plus grande capacité à produire des biens et des services, ce qui leur permet de mieux répartir les richesses. En revanche, les pays en développement ont une capacité de production plus faible, ce qui les empêche de mieux répartir les richesses. Cette situation est due à une série de facteurs, dont le principal est le manque de capital et de technologie. Pour améliorer la répartition des richesses dans les pays en développement, il est nécessaire de promouvoir le développement économique, ce qui permettra de mieux répartir les richesses.

(1) Voir les données statistiques pour le Nord et le Sud dans le rapport de l'Organisation des Nations Unies sur le développement humain, 1992. Les données sont exprimées en pourcentage du produit intérieur brut par habitant. Les données sont exprimées en pourcentage du produit intérieur brut par habitant. Les données sont exprimées en pourcentage du produit intérieur brut par habitant.

voilà la cause unique, tout à la fois de la concentration des richesses et de la dégradation de l'environnement. C'est pourquoi, pour résoudre ces problèmes, il est nécessaire de promouvoir le développement économique, ce qui permettra de mieux répartir les richesses et de protéger l'environnement. Cette réorganisation économique mondiale est le résultat d'un processus de sélection naturelle, où les idées et les pratiques qui fonctionnent mieux survivent et se répandent, tandis que celles qui ne fonctionnent pas disparaissent. C'est pourquoi, pour réussir, les réformes doivent être adaptées à la situation locale, et non imposées de l'extérieur.

Le résultat des multiples conférences organisées par les États membres de l'Organisation des Nations Unies sur le développement humain, 1992, est que le développement économique est le moyen le plus efficace pour améliorer la répartition des richesses et protéger l'environnement. C'est pourquoi, pour réussir, les réformes doivent être adaptées à la situation locale, et non imposées de l'extérieur.

Le résultat des multiples conférences organisées par les États membres de l'Organisation des Nations Unies sur le développement humain, 1992, est que le développement économique est le moyen le plus efficace pour améliorer la répartition des richesses et protéger l'environnement. C'est pourquoi, pour réussir, les réformes doivent être adaptées à la situation locale, et non imposées de l'extérieur.

Le résultat des multiples conférences organisées par les États membres de l'Organisation des Nations Unies sur le développement humain, 1992, est que le développement économique est le moyen le plus efficace pour améliorer la répartition des richesses et protéger l'environnement. C'est pourquoi, pour réussir, les réformes doivent être adaptées à la situation locale, et non imposées de l'extérieur.



## - IV -

# "La ligne de la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu"

Dans les pays avancés, le capitalisme n'a d'autre perspective, dans les conditions de l'impasse mondiale du système de la propriété privée, que celle de tenter de surmonter ses contradictions, sous la conduite du FMI, de la Banque mondiale, de la CEE, par la destruction des conquêtes sociales, acquis et garanties arrachés par la lutte de classe.

Plus précisément, le tableau de la situation mondiale et dans chaque pays n'est-il pas le suivant ? Sous la direction du FMI, du GATT, de la Banque mondiale, de la CEE, le capitalisme pourrissant organise la famine pour des centaines de millions, des milliards d'êtres humains, adultes, enfants. Les "consultants" de toutes nationalités (principalement américains) planifient, au nom d'une politique de privatisation, la désindustrialisation qui conduit à la paupérisation, à la "lumpénisation", de couches entières du prolétariat, de la population laborieuse des villes et des campagnes.

Le capitalisme pourrissant engloutit dans cette politique tous les résultats du travail social accumulé durant des siècles par l'humanité. Dans la situation mondiale du capitalisme pourrissant, pour préserver le système de la propriété privée, les pires formes d'exploitation sont mises en œuvre, conduisant à remettre en question le prolétariat, menacé dans sa substance même de classe par la liquidation non seulement de toutes ses conquêtes matérielles, mais aussi de l'organisation qui le fonde comme classe et par laquelle il a pu arracher à la société bourgeoise ses conquêtes sociales.

Ainsi, alors que la revendication la plus limitée ou partielle devient une revendication vitale remettant en cause directement

le système de la propriété privée, alors que les conquêtes sociales arrachées par la lutte de la classe ouvrière se constituant comme classe par l'organisation, les organisations indépendantes, sont des positions de la démocratie prolétarienne insérée dans la société bourgeoise, dans la situation mondiale actuelle, le grand capital est conduit à remettre en cause les formes de sa domination politique.

Là réside la fonction du bonapartisme, qui, sous le couvert de la restauration de l'Etat, vise à compléter la destruction des conquêtes sociales par la liquidation des organisations indépendantes, syndicats et partis. Que sont donc les conquêtes et les organisations, sinon des éléments de la démocratie ouvrière dans le régime de la démocratie bourgeoise (parlementaire) ?

Détruire ces éléments de démocratie ouvrière dans la société bourgeoise, c'est vouloir maintenir la classe ouvrière dans une situation d'atomisation. La destruction des conquêtes conduit à la destruction de toutes les organisations indépendantes, anéantissant tous les partis ouvriers.

Certes, historiquement, il y a incompatibilité entre la démocratie bourgeoise et la démocratie ouvrière : faut-il en conclure que la démocratie bourgeoise est incompatible avec des positions de la démocratie ouvrière insérées dans la démocratie bourgeoise ? Certes, il n'existe nulle part de formes pures de démocratie bourgeoise, mais cela ne signifie nullement que l'on puisse identifier démocratie bourgeoise et bonapartisme, bien que dans tous les pays la démocratie bourgeoise se "bonapartise". Dans la démocratie bourgeoise, y compris "bonapartisée", les éléments de démocratie ouvrière, partis et syndicats indépendants, restent des posi-



tions du combat révolutionnaire de la classe ouvrière.

De même, il n'y a pas identité entre les diverses formes de bonapartisme et le fascisme. Plus précisément, le système parlementaire démocratique, le système bonapartiste, le fascisme, s'appuient chacun sur des relations différentes entre les classes, et entre la classe ouvrière et les organisations qui la fondent comme classe.

La défense des "foyers" de la démocratie prolétarienne est fondée sur l'existence de partis et syndicats indépendants. Le système bonapartiste est fondé sur la liquidation des partis et syndicats indépendants.

Il découle de cette analyse, si l'on envisage les rapports entre les classes, que la différence entre bonapartisme et démocratie bourgeoise est un fait politique majeur dont la IV<sup>e</sup> Internationale doit tenir compte. Se plaçant du point de vue de la démocratie des conseils, la IV<sup>e</sup> Internationale doit très précisément tenir compte des positions que *"pendant de nombreuses décades, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent (comme) leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne"* (Léon Trotsky, *Et maintenant ?*).

Qu'est-ce donc que le mot d'ordre que nous avons mis en avant de lutte *"pour la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu"*, sinon le combat de lutte de classe pour la défense de toutes les conquêtes matérielles, salaires, législation sociale, droits et garanties, la défense des organisations constituées à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, **se servant d'elle et luttant contre elle** ? N'y aurait-il aucun lien entre la lutte revendicative pour la défense des conditions matérielles et des organisations indépendantes, le combat sur la ligne de la démocratie (dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu) et le combat contre la forme bonapartiste de la domination de la bourgeoisie qui, précisément, vise à intégrer les organisations constituant la classe comme classe, afin de liquider toutes les conquêtes matérielles arrachées par la lutte de classe ?

Le long et difficile combat du mouvement ouvrier est là pour confirmer que le prolétariat n'est pas indifférent à la forme politique de domination de la bourgeoisie, même s'il doit en toute circonstance conserver son indépendance complète, organisationnelle et politique, par rapport à la bourgeoisie. Cela est encore plus vrai quand la domination de la bourgeoisie prend une forme bonapartiste — ce vers quoi, dans cette période de réaction impérialiste, elle tend à l'échelle mondiale — y compris dans les pays de démocratie parlementaire, où celle-ci emprunte des procédés bonapartistes.

La forme bonapartiste de domination, répétons-le, est en contradiction avec les conquêtes et institutions ouvrières, syndicats et partis politiques, qui se sont constitués dans les cadres de la démocratie parlementaire. En combattant contre la forme bonapartiste de l'Etat (et la bonapartisation de ce qui reste de la démocratie parlementaire), nous combattons contre la liquidation des conquêtes, pour l'indépendance des syndicats et des partis politiques, pour la démocratie ouvrière.

Sur un autre plan, mais qui est de même nature quant à la méthode, nous ne considérons pas comme socialistes les nationalisations en régime capitaliste, mais nous combattons contre leur privatisation.

Ainsi, dans la phase actuelle du capitalisme pourrissant qui se subordonne les gouvernements de toute couleur politique, dans ces conditions où la revendication la plus mineure devient une revendication de survie pour les populations laborieuses des villes et des campagnes et prend le contenu d'une revendication transitoire dirigée contre le régime de la propriété privée des moyens de production ; dans ces conditions où le maintien de la propriété privée des moyens de production conduit aux pires formes de la réaction politique, le combat sur la ligne de *"la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu"* prend le contenu de ligne transitoire de combat contre la domination politique du capitalisme en putréfaction.

Bien entendu, répétons-le, nous ne parlons pas d'une démocratie "absolue" s'élevant au-dessus des réalités sociales et



politiques. La ligne de "la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu", c'est précisément la défen-

se des acquis de la lutte de classe, des organisations, comme autant de points d'appui pour la révolution sociale.

## Front unique, front unique anti-impérialiste, gouvernement ouvrier et paysan

Le cours de la révolution mondiale a été entravé, dévié, détourné par le capitalisme et les partis de l'Internationale socialiste, qui se sont transformés en instruments de l'impérialisme. Ce cours a été brutalement marqué le processus politique dans lequel s'insère le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan.

Le partisan du combat pour le front unique, pour le front unique anti-impérialiste, pour le gouvernement ouvrier et paysan qui en est l'élément essentiel, relève de la transition, et toutes les tâches dans la révolution sociale ont été un processus chaotique, fait de crises et des reculs profonds, processus qui ne saurait se développer en une ligne et qui couvre toute une période historique. Isoler un moment du processus n'est donc un mot d'ordre, tel que comme la seule partie indispensable du processus empêche le combat d'atteindre l'objectif historique. Les tâches des déterminations (dont les tâches des masses sont une part), dont le mot d'ordre ne peut être qu'une partie.

En 1922, Trotsky, après avoir dit :

"... nous devons nous occuper des possibilités de réalisation effective de l'idée de gouvernement ouvrier au cours du développement de la révolution", ajoute : "Mais à l'heure actuelle c'est une formule par son caractère ambiguë que cette formule est susceptible d'être interprétée pour nous. En ce sens, elle généralise toute la lutte sociale et révolutionnaire immédiate en cherchant, au lieu d'attirer pour

l'unité d'une tâche complexe. Cette formule généralise la politique de front unique." Trotsky précise : "Le gouvernement ouvrier est une formule qui signifie de laquelle on entendrait par de nombreux faits, dans les conditions de cette révolution".

Trotsky considère que :

"... les incertitudes de son caractère idéologique consistent en ce qu'elle peut se rattacher au programme social-démocrate qui, pour le Front, avait pour but le moins fait et certainement le plus dangereux que l'on puisse imaginer. Mais les historiens social-démocrates, et par là les révolutionnaires, nous leur diront : "Vous êtes sous le régime ouvrier et pour une révolution socialiste. Nous ne vous empêcherons pas de continuer vos activités ouvrières au Parlement. Au contraire, nous vous y attirons par tous les moyens. Mais pour cela, il faut mettre sur pied le front de la classe ouvrière, et faire l'intégration, et faire les tâches en vue d'une révolution de l'unité, et de la justice. Le mot d'ordre ne peut être que celui de gouvernement ouvrier (ouvrier et paysan) appliqué à toutes les conditions historiques et à toutes les conditions de la lutte pour une révolution sociale au Parlement. Il faut insister sur la classe ouvrière et sur les masses paysannes au sein du mouvement au lieu d'organiser le gouvernement ouvrier." Voilà comment du point de vue de l'agitateur il faut poser la question par rapport aux conditions de la lutte sociale démocratique, SFIO et tous autres réformistes, etc. Cette façon de poser la question est toute politique et idéologique." (Le gouvernement ouvrier et paysan, 30 novembre 1922 in Le Mouvement communiste en France, Ed. de Minuit).



PROVINCE OF MASSACHUSETTS  
FROM THE FIRST SETTLEMENT TO THE PRESENT TIME  
BY SAMUEL JOHNSON



## - V -

# Front unique, front unique anti-impérialiste, gouvernement ouvrier et paysan

Le cours de la révolution mondiale a été entravé, dévié, détourné par le stalinisme et les partis de l'Internationale socialiste, qui se sont transformés en instruments de l'impérialisme. Ce cours a nettement marqué le processus politique dans lequel s'insère le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan.

La question du combat pour le front unique ouvrier, pour le front unique anti-impérialiste, pour le gouvernement ouvrier et paysan qui en est l'aboutissement, relève de la transition, et comme telle s'insère dans la révolution mondiale qui est un processus chaotique, avec des avancées et des reculs profonds, processus qui ne saurait se développer en ligne droite et qui couvre toute une période historique. Isoler un moment du processus dont découle un mot d'ordre, l'élever comme la seule partie constituante du processus empêche le combat d'atteindre l'objectif historique avec toutes ses déterminations (dont les illusions des masses sont une part), dont le fait isolé ne peut être qu'une expression.

Léon Trotsky en 1922, après avoir énuméré

*“quelques-unes des possibilités de réalisation effective de l'idée de gouvernement ouvrier au cours du développement de la révolution”, ajoute : “Mais à l'heure actuelle c'est précisément par son caractère algébrique que cette formule est politiquement importante pour nous. En ce moment, elle généralise toute la lutte pour les revendications immédiates en les rattachant, en les unissant pour*

*l'unité d'une tâche commune. Cette formule couronne la politique du front unique.” Trotsky précise : “Le gouvernement ouvrier est une formule aux termes de laquelle ne correspondent pas des valeurs fixes, d'où ses avantages et aussi ses inconvénients.”*

Trotsky considérait que

*“les inconvénients de son caractère algébrique consistent en ce qu'on peut lui attribuer un sens purement parlementaire qui, pour la France, serait pratiquement le moins réel et idéologiquement le plus dangereux que l'on puisse imaginer (...). Mais les illusions parlementaires subsistent parmi les travailleurs, nous leur dirons : “ Vous êtes pour la démocratie et pour une majorité parlementaire. Nous ne vous empêchons pas de constituer une majorité ouvrière au Parlement. Au contraire, nous vous y aiderons par tous les moyens. Mais pour cela, il faut mettre sur pied la totalité de la classe ouvrière. Il faut l'intéresser, il faut lui donner un mot d'ordre capable de l'unifier et de la fortifier. Le mot d'ordre ne peut être celui du gouvernement ouvrier (et paysan — NDLR) opposé à toutes les combinaisons bourgeoises et à toutes les coalitions. De la sorte, pour créer une majorité ouvrière au Parlement, il faut soulever dans la classe ouvrière et dans les masses paysannes un puissant mouvement sur le mot d'ordre du gouvernement ouvrier.” Voilà comment du point de vue de l'agitation il faut poser la question par rapport aux dissidents [le parti social-démocrate, SFIO] et aux ouvriers réformistes, etc. Cette façon de poser la question est juste politiquement et pédagogiquement.” (Le gouvernement ouvrier en France, 30 novembre 1922, in Le Mouvement communiste en France, Ed. de Minuit).*



Les données d'ensemble de la politique du front unique, dont le gouvernement ouvrier et paysan est l'expression, peuvent être énumérées dans les points suivants :

— Les *“prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, mais ont même commencé à pourrir”* (Programme de transition).

— Les conditions générales de la constitution de la classe rassemblée comme classe par l'organisation et les conquêtes sociales dans et par la lutte de classe (*Manifeste du Parti communiste*).

— Les conditions générales des directions bureaucratiques et de leurs appendices du mouvement ouvrier passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois (impérialiste).

— Des situations politiques concrètes.

*“Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie.”*

— Et, sur ces critères, définir *“politiquement et pédagogiquement”*, à partir de l'état d'esprit des masses à un moment donné de la lutte des classes, mots d'ordre, formes de lutte dans l'indépendance de classe et d'organisation.

Ce qui pour Trotsky était considéré en 1938 comme une *“variante”* peu vraisemblable s'est multiplié sous des formes plus ou moins développées dans la période qui a suivi. Cela, dans des conditions infiniment complexes, comme nous le verrons, mais n'infirment absolument pas l'hypothèse théorique formulée dans le *Programme de transition*. De même, le fait que les formes plus ou moins développées dans lesquelles le mouvement du gouvernement ouvrier et paysan s'est réalisé après la guerre n'aient pas

constitué *“un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat”* n'infirme ni le pronostic de la circulaire de la Ligue des communistes rédigée par Marx en 1851, qui prévoyait des *“délais courts”*, ni celui de Lénine qui, dans sa conférence à la jeunesse ouvrière suisse en janvier 1917, estimait que lui et sa génération ne verraient pas la victoire de la révolution prolétarienne — un mois avant février 1917 où la tactique dont découle le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan (*“Rompez avec la bourgeoisie !”*) préparait directement l'instauration de la dictature du prolétariat.

De même, comme nous l'établirons dans la sixième partie de ce rapport, la dégénérescence de l'Etat ouvrier et l'effondrement de l'URSS n'infirment nullement le pronostic et le combat pour la révolution politique qui, étroitement reliée à la révolution sociale dans l'unité mondiale de la lutte de classe, ouvre au mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, sous une forme complexe, un champ d'application dans la pratique.

Ce que les événements ont infirmé, ce sont les pseudo-*“théories”* des *“blocs et camps”*, des *“deux mondes stalinien et capitaliste”* (Pablo-Mandel), de la *“coexistence pacifique”*, qui ont toutes pour dénominateur commun la pseudo-*“théorie”* stalinienne du *“socialisme dans un seul pays”*.

Le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, inscrivant le mot d'ordre transitoire du gouvernement ouvrier et paysan lié à la politique de rupture avec la bourgeoisie et à la mise en œuvre en toutes circonstances d'une politique d'indépendance de classe, a été vérifié par les puissants mouvements révolutionnaires des masses entravés par les directions traditionnelles.

---

## UNE LUTTE QUI S'ÉTEND SUR DES DÉCENNIES

---

Le programme est juste, et c'est précisément le cours des événements qui l'a démontré et le démontrera à coup sûr, car c'est précisément le cours des



événements qui met à l'ordre du jour le socialisme, l'abolition de la propriété privée, sans quoi l'humanité s'effondrerait dans la barbarie.

A ceux que la complexité de la marche à la révolution mondiale a rendus sceptiques, à ceux qui dans le mouvement ouvrier, y compris dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale, ont transformé le marxisme, le programme et ses principes en un schéma sans vie, Léon Trotsky répond à la veille de la guerre :

*“On peut cependant prédire avec certitude — et ceux qui font aujourd'hui les destins le savent — que la guerre mondiale ne produira pas la décision finale ; elle sera suivie d'une nouvelle série de révolutions qui renverseront non seulement les décisions de la guerre, mais toutes les conditions de propriété qui ont donné naissance à la guerre (...). La perspective, il faut l'avouer, est très loin d'être idyllique. Les événements très importants et tragiques de l'histoire de l'humanité (...) formeront indiscutablement l'arrière-plan des prochaines décennies.”*

Réponse à ceux, nombreux, qui rendus sceptiques parce que “las d'attendre”, se sont fatigués, ceux qui ont déserté ou capitulé, utilisant le prétexte que la Deuxième Guerre impérialiste mondiale ne s'était pas transformée en “révolutions victorieuses” sur le schéma d'Octobre 1917. Les délais ont été plus longs que ne l'espérait Léon Trotsky, mais il indiquait lui-même que le combat révolutionnaire pour l'abolition de la propriété privée couvrirait “l'arrière-plan des prochaines décennies”. Y a-t-il là une contradiction remettant en cause la période de “l'agonie du capitalisme” ?

Certes, pour celui qui isole les événements de la période historique d'ensemble dont l'issue positive est tout entière dans la solution du dilemme “socialisme ou barbarie”, il peut sembler y avoir contradiction.

Mais, pour le marxisme, qui pour combattre envisage l'ensemble de la perspective historique pour aider les travailleurs à s'émanciper par eux-mêmes, il n'y a aucune contradiction entre les principes et les événements.

La marche de l'histoire comme toujours et plus encore à la fin de la Deuxième Guerre mondiale a été plus compliquée. Elle n'infirmes nullement le *Programme de transition*.

Poursuivons.

Toute la situation mondiale et dans chaque pays est marquée par les puissantes attaques contre les conditions matérielles d'existence des masses. Attaques organisées par les états-majors de l'impérialisme, FMI, Banque mondiale, CEE, relayées par les bureaucraties ex-staliniennes et social-démocrates qui “revendiquent” l'aliénation de l'indépendance des organisations ouvrières pour s'associer organiquement aux plans du capital financier.

Certes, il serait erroné de ne pas tenir compte des conséquences négatives de la situation mondiale, où les appareils assujettis à l'impérialisme et aux Etats bourgeois dressent obstacle sur obstacle à la lutte de classe, mais il le serait plus encore de ne pas enregistrer, face à l'offensive de la bourgeoisie, les actions de classe d'où se dégagent courants, groupements, organisations qui recherchent les voies de l'indépendance de classe.

Partir des faits, les enregistrer comme autant de segments de la résistance des masses aux plans destructeurs du FMI : cela afin d'orienter lucidement l'action politique sur l'ensemble des tendances contradictoires de la situation mondiale, où l'offensive déchaînée par l'impérialisme est organisée pour détruire la cohésion des masses exploitées et opprimées. Offensive dans laquelle prennent leur place les bureaucraties attelées au char de l'intégration.

La crise générale, économique, politique, institutionnelle, sociale, entraîne tout à la fois la décomposition du mouvement ouvrier officiel, et dégage cadres, militants, groupements sur la base de la résistance des masses.

De là découle la nécessité d'inscrire le combat politique pour le front unique à



partir d'une appréciation correcte de ce qui est, pour aider à préparer ce qui sera ; unir les masses dans chaque action de résistance contre les capitalistes, pour les aider à s'unir pour abolir le système de l'exploitation et de l'oppression.

La lutte pour le front unique est ainsi une lutte pour aider les masses à fortifier leurs actions de résistance, afin qu'elles acquièrent, dans et par leur propre mouvement, la conscience de l'impossibilité de lutter pour des revendications économiques, si limitées, si minimes soient-elles, sans que ces luttes posent la question centrale de la propriété privée ; la conscience de la nécessité des luttes générales pour le pouvoir.

Quels sont les délais ? Personne — répétons-le — ne peut le prévoir. Cela dit, les travailleurs seront amenés à lutter pour leurs intérêts immédiats qui, à cette époque de crise aiguë, économique, politique, institutionnelle et sociale, deviennent quasiment des intérêts de survie, donnant aux luttes pour les revendications un contenu politique. Et l'offensive universelle et systématique organisée par le FMI contre toutes les conquêtes de la classe ouvrière entraîne tous les pays dans son tourbillon. Partout, dans le monde entier, le capital réduit le "coût du travail", développe la flexibilité et la précarité, réduit par dizaines et dizaines de millions les travailleurs au chômage, réduit des centaines de millions d'êtres humains à la paupérisation absolue.

Dans le monde entier et dans tous les pays, les masses exploitées et opprimées sont confrontées à des relations politiques dans lesquelles la puissante offensive des gouvernements est relayée par la trahison des appareils du mouvement ouvrier officiel qui, devenus relais du FMI, de la Banque mondiale, de la CEE, orchestrent la division dans les rangs des travailleurs.

Les travailleurs cherchent les voies et les moyens de résister, et ils subissent la politique de division organisée par leurs directions traditionnelles qui, par leur soumission aux intérêts du grand capital, au "marché libre", dressent obstacle sur obstacle à l'unité, condition essentielle

des luttes pour les revendications vitales qui sont devenues incompatibles avec le système de la propriété privée des moyens de production dont les appareils sont les serviles défenseurs.

Pour la défense des régimes politiques et des Etats bourgeois, les appareils sabotent littéralement en divisant le front de classe, même et y compris les luttes défensives et partielles. Cette trahison a pour résultat une dislocation profonde de la classe ouvrière. Mais les calamités de toutes sortes organisées par les gouvernements ne peuvent manquer d'engendrer un sentiment de révolte profonde parmi les masses, et, partant, la recherche de l'unité. Prendre chaque besoin des masses comme point de départ pour les aider à la lutte unie dans leur ensemble ; toutes les catégories sont concernées, ouvriers, employés, techniciens, fonctionnaires, cadres, chômeurs, agriculteurs, jeunes, femmes travailleuses, pour les aider à dresser l'unité du front de résistance contre les plans de la bourgeoisie.

Si l'amélioration des conditions d'existence des masses entre en contradiction avec les possibilités objectives du capitalisme pourrissant, il ne s'ensuit pas qu'elles sont condamnées à subir sans réagir. C'est seulement par la lutte de classe décidée que les gouvernements peuvent être contraints à reculer. D'où l'impérieuse nécessité du combat pour l'unité, pour le front unique, à partir de l'élaboration correcte d'un programme d'action qui, prenant chaque besoin des masses, définit les revendications dont la réalisation constitue une nécessité immédiate et vitale pour sauver les travailleurs des villes et des campagnes.

Si la classe ouvrière, si les peuples veulent vivre, le capitalisme doit disparaître. Telle est la ligne qui doit ordonner le combat pour les revendications de survie. Telles sont les bases d'une politique réelle de front unique, en n'oubliant jamais que le front unique procède d'une action politique pour l'aide à la mobilisation des masses, non d'un rapprochement politique entre des organisations ouvrières qui combattent sur



des programmes différents. C'est ainsi que la question de l'indépendance des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale est décisive.

Le front unique est une action politique sur des points précis, dont aucun n'est contraire au programme, mais qui ne couvrent pas tout le programme qui fonde notre indépendance.

Le rapprochement politique conduit au front populaire, auquel nous opposons en toute circonstance le front unique pour dresser la mobilisation des masses. La politique du front unique doit être distinguée de l'action commune, bien que le front unique intègre l'action commune. Nous pouvons être amenés à participer à des actions, y compris communes — en sachant que pour les appareils qui les déclenchent, elles visent à canaliser — et dont les masses peuvent se saisir pour contraindre les directions traditionnelles à opérer un pas vers la rupture avec la bourgeoisie. Mais on ne saurait oublier que la vocation des appareils est la capitulation devant la bourgeoisie. Le cœur de la question est, répétons-le : comment utiliser notre indépendance pour aider, sur une politique de front unique, à la mobilisation sur la ligne de rupture avec la bourgeoisie.

---

### COMMENT LES "CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES" SONT-ELLES MATÉRIALISÉES ?

---

*"Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance (...) que des partis petits-bourgeois, y compris les stalinien, puissent aller plus loin qu'ils ne veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie."*

Dans la crise révolutionnaire d'après-guerre, dans toute une série de pays impérialistes tels la France, l'Italie, etc., les conditions étaient réunies pour assurer la prise du pouvoir par le prolétariat.

(En Italie, plus qu'en France, l'appareil d'Etat était disloqué, avec une situation plus ou moins prononcée de double pouvoir.)

Partant, en France, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan prenait la forme concrète du mot d'ordre de gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois ; mot d'ordre d'abord appuyé sur les formes embryonnaires du double pouvoir, des milices armées, puis sous une forme parlementaire dans le sens expliqué par Trotsky en 1922 (*voir ci-dessus*).

La force contraignante du stalinisme, aidé par la social-démocratie, combinée à la faiblesse du parti révolutionnaire, réussit à contenir la vague révolutionnaire, puis à rétablir l'ordre bourgeois. L'impérialisme français dut concéder en contrepartie de très importantes conquêtes sociales, améliorant la situation des masses laborieuses des villes et des campagnes. Comme le déclarait nettement l'ambassadeur américain à Moscou, le 4 avril 1945 : *"Nous devons aider uniquement ceux qui ont la même conception que nous."* Autrement dit : il nous faut aider "l'Occident" à faire front à la crise révolutionnaire, en accordant des concessions pour reconstruire (sauver) l'édifice de la propriété privée des moyens de production ébranlé.

Cette tâche incombe aux Etats-Unis : le président Truman, dans un discours prononcé le 9 août 1946, définit ainsi la place de l'impérialisme américain : *"Nous pouvons nous dire que nous sortons de cette guerre la nation la plus puissante du monde, la nation la plus puissante de l'histoire."*

Le tableau des relations entre la montée révolutionnaire, la bureaucratie stalinienne et l'impérialisme à la fin de la guerre est clairement établi à Yalta et à Potsdam.

En 1944, Roosevelt avant de mourir : *"Les Occidentaux, à moins de faire la guerre à l'URSS, avaient peu de moyens."*

Staline, à Yalta, s'adressant à Churchill : *"Vous n'avez rien à craindre pour la Grèce."*

Eden, ministre des Affaires étrangères anglais, propose à la bureaucratie de faire la part du feu. Il déclare le 5 mai 1944 à



l'ambassadeur soviétique à Londres : *"Laissez-nous les mains libres en Grèce, nous vous les laisserons en Roumanie."*

Churchill constate : *"Staline respecte sincèrement l'accord sur la Grèce... Ces choses-là, le maintien de l'ordre et la sécurité publique, ne doivent pas se faire à moitié."* Staline, qui déclarera : *"Le régime soviétique n'est pas exportable"*, laissera massacrer les partisans (Elas) contrôlant le pays à la fin de la guerre, qui combattent pour sortir la Grèce de l'orbite du système de la propriété privée.

Mais, comme l'écrit Churchill dans ses mémoires : *"Devant le recul de Staline, on ne pouvait le considérer comme autre chose qu'une étape dans une longue côte."* C'est-à-dire "considérer" l'accord contre-révolutionnaire scellé à Yalta et Potsdam comme une nécessité pour endiguer la montée révolutionnaire se développant pendant la Deuxième Guerre mondiale, une étape sur la voie du rétablissement de l'ordre bourgeois dans le monde et en URSS même.

Pour s'y préparer, Roosevelt déclare à Yalta : *"Les troupes américaines resteront deux ans en Europe après la guerre."*

Churchill, le 9 mai, propose à Truman que *"les troupes anglaises et américaines se maintiennent fermement sur les positions qu'elles avaient déjà occupées et qu'elles étaient en train d'occuper."*

Churchill, le 12 mai, idem : *"Il est assurément vital de parvenir maintenant à une entente avec la Russie, ou bien de voir où nous en sommes avec elle, avant d'affaiblir mortellement nos armées ou de les replier dans les zones d'occupation."* Le 4 juin encore, Churchill à Truman : *"Ajournons le repli des forces américaines et britanniques sur les positions prévues par les accords interalliés sur la délimitation des zones d'occupation jusqu'à ce que les choses soient mises au point avec Staline."*

Mais, pour les soldats, particulièrement les soldats et le peuple américains, la défaite du nazisme, la capitulation de l'impérialisme allemand impliquaient la

fin de la guerre. L'armée américaine se décompose, les mères et femmes de soldats manifestent à Washington pour le retour des "boys" au pays. Dès lors, le gouvernement américain fut contraint de rapatrier les troupes. C'était là une des plus belles pages de l'histoire du peuple américain, annonçant la défaite politique de l'impérialisme américain dans la guerre du Vietnam.

C'est dans ces conditions que la crise révolutionnaire sauva une nouvelle fois l'URSS, comme le peuple soviétique en 1941, lors de l'attaque des armées allemandes, sauva l'URSS malgré les crimes, l'impéritie et les illusions de Staline sur Hitler. Nous retrouverons ces problèmes dans la section qui analyse les développements qui sous-tendent à l'heure actuelle les problèmes soulevés par la révolution politique dans l'ex-URSS, la Chine et les pays de l'Est.

C'est ainsi que l'alliance contre-révolutionnaire conclue à Yalta et Potsdam réussit à contenir la crise révolutionnaire en "Occident" et à rétablir l'ordre bourgeois. Il n'en fut pas de même dans toute une série de pays de l'Est où l'effondrement du nazisme sous les coups combinés de l'Armée rouge et des groupes armés de partisans constitués par les ouvriers et les paysans occupant les terres et les usines éliminera, avec les tenants du nazisme, ce qui restait des appareils d'Etat bourgeois. Et cela, contre les directives et la volonté de Staline : recevant Tito à Moscou durant l'été 1944, Staline lui demande d'œuvrer à la restauration de la royauté en Yougoslavie. A Yalta, il proposera à Churchill le partage de la Yougoslavie en deux zones d'influence. Les événements en disposeront autrement.

Le 8 mai 1945, Churchill déclare au roi de Yougoslavie : *"Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour influencer l'évolution des événements yougoslaves dans le sens qui nous semblait préférable. Mais je ne peux cacher à Votre Majesté que jusqu'à présent les événements ont déçu mes espoirs les plus chers, et que malgré mon regret je ne suis pas en mesure d'empêcher ce que qui se passe actuellement en Yougoslavie."*



C'est ainsi que, par la combinaison de l'effondrement de l'Etat et de la montée révolutionnaire, Tito fut amené à rompre avec les directives de Staline qui lui enjoignaient de s'accorder avec la monarchie. La rupture avec la bourgeoisie conduisit, sous une certaine forme, le gouvernement Tito à se constituer comme gouvernement ouvrier et paysan.

Mais le Parti communiste yougoslave entreprit immédiatement, sur le modèle du PC d'URSS, de confisquer les conseils pour se constituer en caste bureaucratique plus ou moins à l'image de la bureaucratie du Kremlin. En Yougoslavie, comme auparavant en URSS avec la bureaucratie stalinienne, les conquêtes de la révolution ont été absorbées par la bureaucratie titiste. Dans une situation où les masses sont expulsées du contrôle démocratique de leurs conquêtes, se constitue en Yougoslavie la bureaucratie restaurationniste. Il reste que la rupture de Staline avec Tito en 1948 prend ses racines dans la constitution de la République populaire de Yougoslavie en 1944-1946.

Durant quelques mois, le gouvernement titiste cherche à s'appuyer sur les masses pour résister à la pression conjointe du Kremlin et de l'impérialisme. Mais dès l'automne 1950, pour la défense de ses intérêts de caste, la bureaucratie titiste s'engage, au nom de la "voie yougoslave vers le socialisme" en contradiction avec la révolution mondiale, d'abord en concurrence, puis plus ou moins en liaison avec Khrouchtchev, dans la voie de la coexistence contre-révolutionnaire avec l'impérialisme.

Ainsi la mobilisation des masses à la fin de la guerre, entraînant l'effondrement de l'Etat bourgeois, l'expropriation des propriétaires fonciers, l'abolition de la propriété privée des moyens de production, confirma la tendance à la constitution de gouvernements ouvriers et paysans, préface à la constitution de la république des conseils ouvriers (dictature du prolétariat). La liquidation des organes de la démocratie ouvrière (conseils), d'ailleurs considérablement freiné durant la guerre révolutionnaire, liquidant la république des conseils (dictature du

prolétariat) institua le gouvernement de la bureaucratie, caste au contenu "restaurationniste".

En bons bureaucrates, les dirigeants du PC yougoslave avec Tito tentèrent avec l'"autogestion" de camoufler l'expulsion des masses du contrôle démocratique des conquêtes arrachées par leur mobilisation révolutionnaire ; le résultat, du vivant même de Tito, de cette "autogestion", fut d'ajouter dans l'économie les distorsions propres à l'économie planifiée isolée du marché mondial aux distorsions imposées par l'impérialisme. La bureaucratie restaurationniste, considérée comme un bon élève, se plia de plus en plus aux exigences du FMI, jusqu'à organiser l'effondrement et la dislocation de la Yougoslavie, pour s'engager au nom de l'"autogestion", sous la pression de l'impérialisme, sur le chemin d'une restauration progressive du marché libre.

Un processus de même nature, mais bien plus contradictoire, se développa dans les pays de l'Est avec l'avancée de l'Armée rouge : ici, les gouvernements imposés par Staline furent incorporés, comme agences directes du Kremlin, sous son contrôle direct.

Répetons-le encore une fois, il ne s'agit pas dans ce rapport de présenter une analyse complète des événements, mais seulement d'en tirer des enseignements permettant de vérifier le programme. C'est ainsi que, sous d'autres formes et dans d'autres conditions, la tendance à la constitution de gouvernements ouvriers et paysans s'est révélée au Vietnam et à Cuba, où "les directions petites-bourgeoises, y compris les staliniens, sont allées plus loin qu'elles ne voulaient elles-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie".

Là également, la marche à la république des conseils des délégués ouvriers élus et révocables fut déviée vers la constitution de gouvernements bureaucratiques confisquant aux masses le contrôle de leurs conquêtes. Le cas de la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956 serait particulièrement intéressant à analyser, dans les relations entre la marche à la révolution politique et les pro-



blèmes soulevés par le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan.

Après la mort de Staline, se saisissant du rapport Khrouchtchev, les masses dressent contre l'appareil bureaucratique installé par le Kremlin la revendication de la "reconquête" des conquêtes sociales confisquées par la bureaucratie à son profit.

C'est alors que se constitue à Budapest le Conseil central des conseils ouvriers des délégués élus et révocables.

Placé devant la mobilisation révolutionnaire des masses, le dirigeant "stalinien" Imre Nagy consacre, en constituant son gouvernement, la rupture avec la bureaucratie du Kremlin. Il déclarait ainsi :

*"Le gouvernement se refuse à considérer le formidable élan populaire comme une contre-révolution (...). Les grands crimes commis au cours de ces dernières années de notre histoire ont suscité ce vaste mouvement."*

Dans d'autres relations sociales de production, nous estimons qu'il doit être possible de caractériser l'éphémère gouvernement Imre Nagy comme un gouvernement ouvrier et paysan, qui en opérant, sous la pression de la mobilisation révolutionnaire qui avait institué le Conseil central de Budapest, la rupture avec la bureaucratie du Kremlin (restaurationniste) ouvrait les voies de la révolution politique.

Ce sera la honte de Pablo-Mandel et du Secrétariat unifié, comme nous le verrons dans la dernière section de ce rapport, que d'avoir approuvé la deuxième intervention des chars de la bureaucratie et condamné Imre Nagy.

Celui-ci, pour avoir refusé de soutenir la répression des chars du Kremlin, réfugié à l'ambassade yougoslave, sera livré par Tito au gouvernement Kadar qui le fera pendre.

Et le gouvernement Kadar entreprendra la marche à la restauration du marché libre sous l'égide du FMI.

---

## LA PORTÉE DU COMBAT POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

---

La question du gouvernement ouvrier et paysan est une question qui relève de la transition, comme celle du front unique, du front unique ouvrier et du front unique anti-impérialiste

C'est là une vieille question, qui a entraîné de nombreux débats dans l'Internationale communiste et la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle recoupe les discussions sur le socialisme dans un seul pays, sur la question nationale, sur les rapports entre les masses et les directions petites-bourgeoises... En un mot, toutes les questions fondamentales de la révolution.

Considérée comme relevant de la lutte de classe, la question du front unique, du front unique anti-impérialiste et du gouvernement ouvrier et paysan se rattache étroitement à la lutte de classe et comme telle au socialisme — c'est-à-dire au combat pour la Commune, la République des conseils ouvriers.

Dans les pays dominés, les intérêts des grands propriétaires fonciers sont des entraves à la constitution de la nation. La satisfaction de la soif de terre du petit paysan (propriété privée de son lopin de terre) nécessite la revendication de l'expropriation des grands domaines, laquelle contient en son sein l'expropriation des groupes impérialistes qui dominent l'économie de ces pays. Les nations opprimées ne peuvent accéder au marché mondial que par l'intermédiaire et sous le contrôle direct des groupes impérialistes qui dominent l'économie.

La question agraire est une question nationale, et, à l'ère du capitalisme décadent, l'accomplissement des tâches démocratiques ne peut trouver de solution que comme tâche anti-impérialiste dans la révolution prolétarienne réalisant l'alliance des ouvriers et des paysans. Les bourgeoisies compradore, intimement liées à la grande propriété foncière, assujetties au capital financier, sont



incapables de réaliser les tâches nationales démocratiques.

Le contenu et la portée du front unique anti-impérialiste sont précisément de nouer un lien solide entre les tâches nationales démocratiques et les tâches de la révolution prolétarienne, de prendre en compte qu'à l'ère de l'impérialisme, dans tous les pays, y compris les pays arriérés, l'accès au marché mondial ne peut se réaliser que par le capital financier. Par voie de conséquence, le contenu et la portée du front unique anti-impérialiste sont de prendre en compte le fait que les forces productives étouffent sur le marché mondial, dans le cadre des Etats nationaux et du système de la propriété privée des grands moyens de production.

Le front unique anti-impérialiste inclut le front unique ouvrier comme sa composante essentielle, les tâches démocratiques s'intégrant comme telles dans la révolution prolétarienne, qui inclut les tâches de la révolution "nationale". Ce sont là, brièvement résumées, les prémisses de la révolution permanente.

La discussion sur la question chinoise a été une des questions centrales sur laquelle l'Opposition de gauche et la IV<sup>e</sup> Internationale se sont constituées.

A Potsdam, en 1945, les rapports entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme américain sur la question chinoise sont clairement établis : parlant avec Truman, Staline lui dit qu'un problème restait à régler, celui de l'acceptation par le gouvernement chinois (Tchang Kai-chek) de l'accord de Yalta. Le secrétaire d'Etat américain Byrnes, fort de l'appui de Staline, prit contact peu de temps après avec Tchang Kai-chek pour lui conseiller de tenir bon dans la négociation entre son gouvernement et le PC chinois. Mais en Chine, plus qu'ailleurs peut-être, la situation combinait les conditions pour l'instauration du gouvernement ouvrier et paysan, selon la ligne du développement politique de notre époque : banqueroute et désagrégation des vieux partis bourgeois, krach, démembrement du pays, offensive révolutionnaire des masses. Les défaites subies par l'impérialisme japonais, engagé

depuis 1937 dans une guerre d'agression et depuis 1941 dans la guerre mondiale, les victoires de l'Armée rouge chinoise, occupant des fractions de plus en plus importantes de la Chine, constituent la trame de la situation à la fin de la guerre.

Malgré l'appui de Staline, l'accord entre Mao Tsé-toung et Tchang ne fut pas conclu en 1945 ni plus tard. Il ne le fut pas davantage en 1948, lorsque sous l'égide du général américain Marshall et avec l'appui de Staline, se menèrent des négociations pour l'entrée des communistes chinois dans un gouvernement de coalition avec Tchang Kai-chek. Et pourtant, partisan du "bloc des quatre classes", le PC chinois s'était engagé en 1937 à cesser toute confiscation des terres. En 1948, il refusait d'entrer dans le gouvernement du Kuomintang, en raison de ce que, placé devant la situation de crise révolutionnaire ouverte, il était amené "à aller plus loin qu'il ne le voulait lui-même sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie et l'impérialisme".

Il a été beaucoup écrit sur le caractère de la révolution chinoise comme révolution paysanne. Certes, la question agraire est un fondement de la révolution démocratique bourgeoise. Dans les territoires libérés, l'Armée rouge pratiquait l'expropriation des terres, sous la pression des masses paysannes. Certes, dans les villes, le PC chinois freinait et sabotait la lutte de classe ; il lançait par exemple le mot d'ordre : "Pas de grève dans les usines appartenant à des Chinois." Mais dans les villes, les mouvements grévistes se déclenchaient, les ouvriers disaient : "Nous devons nous sauver, nous sommes en train de mourir", tandis que les étudiants manifestaient contre le gouvernement du Kuomintang — manifestations conduites à l'impasse par le PC chinois, comme celles de 1935. Cependant, la victoire de la révolution chinoise n'est pas la victoire d'une révolution paysanne, d'une révolution nationale démocratique bourgeoise. Les faits et les événements ont démontré que la solution de la question agraire, pour garantir l'expropriation effective de la grande propriété foncière, nécessitait l'expropriation du "capital national" étroitement imbriqué et subordonné au



capital financier international. La révolution chinoise a dû ainsi accomplir, comme révolution expropriatrice, la tâche historique de libération de la nation opprimée.

La révolution chinoise ne pouvait vaincre en tant que révolution agraire, tâche de la révolution nationale démocratique bourgeoise. De même, elle ne pouvait vaincre en tant que stratégie "guérillériste". Certes, la lutte armée de l'Armée rouge chinoise devait être soutenue, mais élever la guérilla comme seule méthode, au nom de la fallacieuse "théorie" pabliste "de la périphérie vers le centre", aurait été opposer la guérilla à l'accomplissement des tâches historiques fondamentales de l'indépendance nationale, qui incluent la solution de la question agraire dans un combat d'ensemble pour l'expropriation de la propriété foncière combinée à l'expropriation du capital "national" et étranger.

Les événements ont démontré que, sur la base de la "théorie" des blocs et de la coexistence des "systèmes", du guérillérisme, la bureaucratie de Moscou, aidée par le pabliste, a conduit à la défaite les guérillas au Salvador ou en Angola. C'est ainsi que l'OLP, le Fatah de Yasser Arafat et le FPLP de Habbache utilisent les actions armées pour entraîner le combat émancipateur des masses palestiniennes dans le borbier de la constitution de bantoustans, "réserves" où au moyen de "l'autonomie" les Palestiniens seraient parqués, encadrés par une police de l'OLP en voie de constitution, les troupes de l'ONU et l'armée israélienne. Ici encore, en se prononçant pour la partition de la Palestine en deux Etats, contre le mot d'ordre d'un seul Etat, de la Constituante palestinienne, en se prononçant contre la République palestinienne laïque et démocratique, à égalité et garantie de droits pour les deux composantes arabe et juive, Mandel et le Secrétariat unifié confirment qu'ils n'ont plus rien de commun avec le *Programme de transition*. Le fait qu'ils continuent à se réclamer de la IV<sup>e</sup> Internationale est une autre affaire, que nous examinons dans la dernière section de ce rapport.

Le combat du front unique anti-impérialiste, incluant le front unique ouvrier, exige donc en toutes circonstances l'indépendance de classe et d'organisation dans l'accomplissement des tâches nationales et démocratiques. Dans les nombreuses discussions sur la question chinoise, Trotsky expliquait : il est du devoir des révolutionnaires prolétariens de "*participer militairement sous les ordres de Tchang Kai-shek, pour préparer son renversement*". Il insistait sur l'absolue nécessité de préserver "*l'indépendance organisationnelle et politique*". Dans la guerre de résistance à l'impérialisme japonais : "*Participer à la guerre dirigée par Tchang qui est notre guerre, sous notre programme et activité indépendante*".

(...) *Combattre sur les mots d'ordre :*

— *armée révolutionnaire du peuple ;*

— *soutien à l'Armée rouge, participer à la guerre patriotique et lutter pour détacher les ouvriers et les paysans des dirigeants bourgeois.*"

Trotsky, plaçant constamment l'accent sur les syndicats, insiste : "*Nous sommes dans la guerre nationale du côté de la classe, en regrettant qu'elle soit dirigée par Tchang. (Nous) participons à la guerre sans assumer la responsabilité politique pour le gouvernement bourgeois, notre devoir est de préparer un gouvernement ouvrier et paysan.*"

---

## UNE ERREUR THÉORIQUE ET SES LEÇONS

---

L'indépendance politique et organisationnelle, qui est le problème central du front unique ouvrier et du front unique anti-impérialiste, est la condition du combat sur la ligne de la rupture avec la bourgeoisie et, par voie de conséquence, sur le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan.

Signalons l'erreur de la section française dans la guerre d'Algérie. Bien entendu, elle ne consistait nullement à nier la nécessité du soutien inconditionnel



à la guerre révolutionnaire dirigée par le FLN (Front de libération nationale), alliance de formations et partis nationalistes petits-bourgeois sous le contrôle des "Etats arabes" compradores de l'impérialisme. Elle ne consistait pas même dans le soutien politique au MNA (Mouvement national algérien), organisation nationaliste populiste. Sur ces points, la section française a de bout en bout conservé constamment son indépendance politique et organisationnelle, tout en apportant son soutien à la guerre révolutionnaire.

L'erreur théorique a consisté à analyser le peuple algérien comme "peuple-classe" et le MNA comme le parti révolutionnaire sur un programme anticapitaliste et anti-impérialiste, dont la direction était issue de l'Etoile nord-africaine et du Parti du peuple algérien qui avaient élaboré ce programme. En réalité, l'Etoile, le PPA, dirigeant l'héroïque combat du peuple algérien sur un programme anticapitaliste et anti-impérialiste, s'apparentaient à des formations politiques du type des socialistes-révolutionnaires de gauche. Le PPA, dont le MNA était issu, fut dissout par l'impérialisme avant la guerre.

Le destin du MNA, dont les militants, comme ceux du FLN, subiront les plus durs effets de la répression impérialiste, confirme l'erreur théorique : son principal dirigeant, Messali Hadj, qui subit la répression durant toute sa vie, qui se refusait au cours de la Deuxième Guerre mondiale à apporter son soutien à l'impérialisme, qui connut la calomnie stalinienne, capitula en 1958. Se refusant néanmoins à devenir un agent de l'impérialisme français, en 1962, Messali Hadj décidait d'abandonner toute activité et disparaissait avec son parti de la scène politique.

Dès le 4 juin 1958, la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale rompait toute relation avec la direction du MNA, condamnant publiquement la capitulation de son principal dirigeant, Messali Hadj. C'est ainsi que l'erreur théorique, dont les racines sont à rechercher bien avant le déclenchement de la guerre révolutionnaire en 1954, a conduit à ne pas combattre pour la cristallisation organisée de noyaux et d'une organisation trotskyste en Algérie (1). Cela, en raison du programme résolument anticapitaliste et anti-impérialiste du Mouvement national. Mais aussi radical qu'ait été ce programme, était absente la dimension de la révolution mondiale, la dimension de la révolution permanente. Il n'y a pas de "peuple-classe", il y a des classes, dans tous les pays, y compris dans ceux où il est nécessaire de combattre pour les revendications démocratiques et nationales.

Les leçons en furent tirées. Sans aucune illusion sur le régime de Saddam Hussein (comme dans la guerre déclenchée par l'impérialisme italien contre l'Ethiopie, sans aucune illusion sur l'empereur d'Ethiopie), nous avons appelé, contre l'agression impérialiste américaine sous l'égide de l'ONU, au soutien inconditionnel au peuple irakien. Et nous faisons nôtre l'exigence de l'indépendance politique et organisationnelle dans le combat pour le front unique ouvrier et le front unique anti-impérialiste, reliée à la construction de sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui est imprescriptible en toutes circonstances et dans tous les pays.

(1) C'est ainsi qu'avant la guerre, alors que la section française avait déjà tissé des liens avec le Mouvement national algérien, aucune mesure politique ne fut entreprise pour constituer un noyau trotskyste en Algérie.



...le 15-16 juin 1954, la session française de l'Assemblée nationale a été ouverte par le discours de M. Laniel, ministre de l'Intérieur, qui a souligné l'importance de la coopération internationale dans le domaine de la sécurité intérieure. Il a déclaré que la France était prête à coopérer avec tous les pays qui ont des intérêts communs dans ce domaine. Cette déclaration a été accueillie avec satisfaction par les autres membres de l'Assemblée nationale.

Les leçons de l'histoire nous enseignent que la coopération internationale est essentielle pour la sécurité intérieure de tous les pays. C'est pourquoi il est important de continuer à travailler ensemble pour résoudre les problèmes de sécurité qui nous affectent tous. La France a toujours été à l'avant-garde de ce mouvement, et nous espérons que tous les autres pays suivront son exemple.

...le 15-16 juin 1954, la session française de l'Assemblée nationale a été ouverte par le discours de M. Laniel, ministre de l'Intérieur, qui a souligné l'importance de la coopération internationale dans le domaine de la sécurité intérieure. Il a déclaré que la France était prête à coopérer avec tous les pays qui ont des intérêts communs dans ce domaine. Cette déclaration a été accueillie avec satisfaction par les autres membres de l'Assemblée nationale.

Les leçons de l'histoire nous enseignent que la coopération internationale est essentielle pour la sécurité intérieure de tous les pays. C'est pourquoi il est important de continuer à travailler ensemble pour résoudre les problèmes de sécurité qui nous affectent tous. La France a toujours été à l'avant-garde de ce mouvement, et nous espérons que tous les autres pays suivront son exemple.



## - VI -

# L'effondrement des bureaucraties et la révolution politique

(Cette partie a été rédigée sous forme de notes  
et sera complétée par la suite.)

La révolution d'Octobre 1917, en abolissant la propriété privée des moyens de production, a créé les conditions du développement économique en n'atténuant en rien sa dépendance en URSS vis-à-vis du marché mondial dominé par l'impérialisme.

L'impérialisme n'a jamais cessé d'enserrer l'économie soviétique dans l'étau du blocus et de l'encercllement militaire, y compris durant la Deuxième Guerre mondiale.

Le 24 juillet 1944, Truman, alors vice-président des Etats-Unis, déclare dans une interview au *New York Times* : "Si nous voyons que l'Allemagne est en train de gagner la guerre, nous devons aider la Russie. Si nous voyons que la Russie est en train de gagner, nous devons aider l'Allemagne, et ainsi les laisser s'entre-tuer le plus possible."

Eliminer l'impérialisme allemand de la course à la domination du marché mondial était une nécessité pour l'impérialisme américain, et détruire la propriété sociale représentait un but de guerre au moins aussi important.

La crise révolutionnaire se développant dans la Deuxième Guerre mondiale, contraignit l'impérialisme américain à différer ses projets. Cela d'autant plus que l'impérialisme avait besoin de Staline et des PC pour barrer la route à la montée révolutionnaire en France, en Italie, préserver le pouvoir de Franco en Espagne. Non seulement en Europe, mais y compris en Algérie, où les ministres du PCF du gouvernement de Gaulle

organisaient, le 8 mai 1945, jour de la capitulation de l'Allemagne, à Sétif et Guelma, le massacre des manifestations populaires contre le colonialisme français, faisant des dizaines de milliers de morts.

Le sous-secrétaire d'Etat américain du gouvernement Reagan, faisant état d'une étude rédigée par la CIA en 1982 sur la situation économique et financière de l'URSS, constatait :

*"Après des décennies d'une économie autarcique, la dépendance de l'URSS à l'égard des importations occidentales (...) [exige que soit contrôlé] le flot de crédits officiels et fournitures, [en vue] de la suppression de toute subvention de crédit à l'exportation à destination de l'URSS et de la suppression de toute garantie publique aux crédits accordés à ce pays, [afin de] ne pas alléger le fardeau colossal que représente leur effort militaire."*

Et Reagan déclare de son côté :

*"Je ne crains pas que les Soviétiques déclarent la guerre (...). Le Kremlin sait que s'il y a une guerre, les armes du peuple soviétique se retourneront d'abord contre lui. Nous avons des renseignements précis. Jamais les dirigeants soviétiques ne prendront un tel risque."*

(Citations extraites du livre de Mémoires de J. Attali, conseiller de Mitterrand.)

Ayant parfaitement conscience de la crainte mortelle de la révolution politique qu'éprouve la bureaucratie, l'impérialisme américain vise, par sa politique de



pression économique et financière, à faire basculer le Kremlin vers la restauration de la propriété privée. Contrairement à ce que pensent ses interlocuteurs, qui estiment que ce sont là des "bêtises", les propos de Reagan expriment la continuité de la politique américaine.

Ainsi le 8 mai 1945, le jour même de l'armistice, Truman, devenu président à la mort de Roosevelt, réduisait considérablement le volume des fournitures à l'URSS au titre du prêt-bail. Des navires chargés faisaient demi-tour. Dès Yalta, Staline, qui cherchait à obtenir des crédits américains que Roosevelt lui refusait, considérait que le *"refus de continuer les livraisons prêt-bail était un moyen de pression contre l'URSS"*, destiné à rendre les Russes plus malléables. Il ajoutait : *"Alors on commet une erreur fondamentale."*

Erreur fondamentale, car devant la *"vague (révolutionnaire) menaçant de déferler sur l'Europe"* (Churchill), et *"les Occidentaux n'ayant que peu de moyens de faire la guerre à l'URSS"* (Roosevelt), ils doivent s'appuyer sur le Kremlin et les PC contre-révolutionnaires dans le monde.

Au blocus économique et financier, l'impérialisme combine la pression militaire. Churchill, on l'a vu, considère que le repli des forces armées américaines et britanniques d'Europe centrale et orientale retentit comme *"un glas qui vibre dans ma poitrine. Je suis obligé de m'incliner."* Cela dit, le 21 juin et le 17 juillet 1945, les "alliés", Staline, Truman, Churchill, puis Atlee, sont réunis à la Conférence de Potsdam. La veille, 16 juillet, la première bombe atomique américaine a été expérimentée "avec succès" dans le désert du Nouveau-Mexique. Le même jour, une autre bombe est placée dans les soutes du croiseur *Indianapolis*. Le secrétaire américain à la Guerre téléphone à Truman le 17 juillet : *"Bébés heureusement nés."* Nagasaki et Hiroshima pourront subir l'holocauste atomique. Churchill, soulagé, exulte : *"Des perspectives beaucoup plus riantes s'ouvrent en Europe. L'ensemble peut donc être jugé sur le fond conformément aux principes des Nations unies."*

Quels principes ? Ceux définis par le sénateur républicain Vanderberg à la conférence de Dumbarton-Oks en 1944 sur l'organisation des Nations unies :

*"Le Conseil de sécurité, s'il jugeait qu'une situation sur laquelle il enquêterait impliquait une injustice (sic — NDLR) envers les peuples intéressés, aurait le droit de recommander des mesures appropriées pouvant comporter la révision des traités et des décisions unilatérales."*

L'histoire, souligne Marx, s'impose en dernière analyse dans des conditions matérielles déterminées. En dernière analyse, car ce sont les hommes, groupés en classes à partir des relations sociales de production, qui font leur propre histoire. L'URSS fut sauvée dans la Deuxième Guerre mondiale, non par le "génie" de Staline, mais par les *"relations sociales édifiées en Octobre vivant dans la conscience des masses"* (Léon Trotsky, *La Révolution trahie*). Les crimes de Staline, exterminant l'état-major avant la guerre, ont entraîné les terribles défaites de 1941. Mais les relations sociales édifiées sur la propriété privée et celles édifiées sur la propriété sociale sont incompatibles. L'agression hitlérienne avait pour objectif la destruction de la propriété sociale, impliquant la colonisation de l'URSS, une destruction des bases de l'économie planifiée, l'extermination des populations soviétiques dont la vie dépend de leurs relations avec la propriété sociale.

Combinés avec la montée révolutionnaire, les antagonismes et contradictions interimpérialistes ne pouvaient permettre à l'impérialisme allemand de s'assurer une place prépondérante sur le marché mondial. Les bourgeoisies impérialistes alliées sous la direction de l'impérialisme américain furent *"malgré (leurs) regrets"* obligées d'avouer qu'elles *"n'étaient pas en mesure d'empêcher ce qui se passe aujourd'hui"* (Churchill, le 8 mai 1945). Les intérêts dont Churchill assumait la charge étaient ceux-là mêmes qu'il défendait lorsque, rendant visite à Mussolini en 1931, il le félicitait publiquement de *"sa lutte triomphante contre les appels bestiaux (sic — NDLR)"*



*du communisme*", Mussolini ayant fourni "aux nations civilisées le nécessaire antidote contre le poison russe".

La Deuxième Guerre mondiale terminée, l'impérialisme mondial ayant dû reculer devant la montée révolutionnaire, la pression économique et militaire sur l'Union soviétique ne s'est pas relâchée. La "guerre froide", c'est-à-dire la pression de l'impérialisme, était sous-jacente dès la création de l'Union soviétique, dans le but de sa réintégration dans le marché mondial de la propriété privée. Les accords contre-révolutionnaires de Yalta et de Potsdam conduisent à la désagrégation de l'équilibre édifié à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et à la situation mondiale actuelle.

A la fin de la guerre, Staline ne cherchait pas étendre le système de l'URSS. Il a cherché dans un premier temps à maintenir sur le trône le roi Michel de Roumanie, à maintenir au pouvoir les hommes d'Etat bourgeois en Tchécoslovaquie. Une preuve complémentaire en est fournie par les accords de Yalta, selon lesquels la Yougoslavie devait rester zone d'influence de l'impérialisme : par là même Staline entendait garantir le maintien du système de la propriété privée. Pour la défense de ses intérêts de caste, la bureaucratie, tout à la fois s'appuyant et absorbant la montée révolutionnaire, fut cependant conduite à intégrer l'Europe de l'Est au processus d'expropriation.

A peine les accords de Yalta et Potsdam étaient-ils signés que l'impérialisme, après une brève période de reconstruction des dégâts causés par la guerre, retrouvait l'ensemble de ses contradictions, sur un marché mondial où les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée et des Etats nationaux. En 1948, l'impérialisme mondial, sous la direction de l'impérialisme américain, qui refusait l'intégration de l'Europe de l'Est à l'Union soviétique, s'appuyant sur les agences stalinienne des PC occidentaux, qui avaient contenu et dévoyé la montée révolutionnaire, instituait avec le Pacte Atlantique la guerre froide, amorçait

l'économie d'armement qui devenait le volant d'entraînement de l'économie mondiale jusqu'à ce qu'elle épuise ses effets, pour aboutir à la plus sévère crise que le capitalisme ait jamais connue. Staline ripostait en s'appuyant sur la mobilisation des masses, en la contrôlant jusqu'au bout, y compris en facilitant les conditions de la guerre de Corée pour épuiser les forces révolutionnaires de la Chine, libérée des chaînes de l'impérialisme. Il ne remettait pas en question l'ordre bourgeois (France, Italie, etc.). L'impérialisme mondial, sous la direction de l'impérialisme américain, ne reculait pas d'un pouce. La mort de Staline ouvrait une nouvelle étape, où l'URSS était protégée par la lutte de classe et la montée révolutionnaire dans les pays opprimés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, et où, après l'insurrection ouvrière en Allemagne de l'Est, la montée de la révolution politique en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, remplissait la bureaucratie de terreur.

Dans cette situation, la bureaucratie poursuit sa politique contre-révolutionnaire visant à endiguer la lutte de classe dans le monde et tout particulièrement la guerre révolutionnaire au Vietnam, où elle ne cesse d'offrir ses services à l'impérialisme américain, recherchant fébrilement, aussi bien avec Khrouchtchev qu'avec Brejnev, des accords de "coexistence". L'impérialisme américain ne recule pas d'un pouce, renforçant par tous les moyens sa pression (embargo sur toute une série de produits dits stratégiques, limitation drastique des échanges commerciaux, etc.). Le blocus multiplie les obstacles aux relations entre le marché mondial et l'économie soviétique, tandis que l'encerclement militaire entraîne l'accroissement de plus en plus intolérable des dépenses militaires.

Lénine, en 1916, soulignait que les "économistes" qui analysent les "tendances" expriment seulement ce qui est "extérieur, fortuit, chaotique". Il les dénonçait comme

*"écrasés par le fait brut et totalement incapables d'en dégager le sens et la*



valeur. (...) Pour analyser une situation objective, le véritable caractère social ou plus exactement le véritable caractère de classe, il faut prendre non pas des données isolées (l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale permet toujours de trouver autant d'exemples ou de données isolées qu'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse), mais tout l'ensemble des données sur les fondements de la vie économique des Etats et du monde entier."

Trotsky, polémique avec les "théories" du socialisme dans un seul pays, écrit :

*"Le krach du capitalisme russe fut un ébranlement local dans la structure sociale universelle",* rappelant que *"Lénine disait : on ne peut juger exactement de notre révolution que d'un point de vue international."*

La théorie stalinienne de la construction du socialisme dans un seul pays fut précisément élaborée à partir d'un "phénomène isolé", si annonciateur fût-il, de l'ensemble *"des données sur les fondements de la vie économique de tous les Etats et du monde entier"* à l'ère du capitalisme pourrissant.

L'internationalisme n'est pas un principe abstrait, mais procède de l'économie mondiale où, répétons-le, les forces productives étouffent à l'échelle mondiale dans le système de la propriété privée des moyens de production.

La révolution russe démontrait l'inévitabilité de la "tendance" qui, pour échapper à "l'ensemble des données" de l'économie mondiale à l'époque de l'impérialisme vouant l'humanité à la barbarie, est conduite à abolir le système de la propriété privée des moyens de production.

L'ensemble des faits a démontré que le "socialisme dans un seul pays", dont Staline prétendait qu'il signifiait *"déployer tous les efforts pour construire la société socialiste avec la certitude que cela peut être et sera victorieux si on parvient à sauvegarder le pays contre les tentatives de restauration"*, conduit précisément à la restauration.

---

## L'ÉCONOMIE EST MONDIALE

---

Toute la fausseté des affirmations de Staline et de ses successeurs a été tragiquement démontrée par les faits.

Ouvrons n'importe lequel des pesants volumes rédigés par les théoriciens de la bureaucratie, y compris après la dénonciation du "culte de la personnalité". Par exemple, *Les Principes du marxisme-léninisme*, édité en 1959. Reprenant l'affirmation de Staline selon laquelle l'URSS était un Etat "socialiste", les auteurs (alors "khrouchtchéviens") décrètent : la construction du socialisme a été achevée vers le milieu des années 1930. Dans son discours au XXI<sup>e</sup> Congrès du PCUS, Khrouchtchev affirme :

*"Il résultera de la réalisation des plans économiques que l'Union soviétique dépassera dès 1965 les Etats-Unis pour la production globale de certains produits principaux. Elle se rapprochera pour d'autres produits du niveau actuel (1958-1959) de la production industrielle aux Etats-Unis. Quant à la production globale et par habitant des principaux produits agricoles, l'URSS dépassera le niveau actuel des Etats-Unis."*

*Avant cela, il faudra préalablement cinq ans encore pour rattraper et dépasser les Etats-Unis pour la production industrielle par habitant. Par conséquent, l'Union soviétique enlèvera à ce moment, et peut-être plus tôt, la première place dans le monde tant pour le volume absolu de la production que pour la production par habitant. Ce sera une victoire historique de signification universelle remportée par le socialisme dans la compétition pacifique avec le capitalisme dans l'arène internationale."*

Commentant les propos de Khrouchtchev, les auteurs des *Principes du marxisme-léninisme* entendent conclure définitivement :

*"Le problème de la possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays faisait, il n'y a guère longtemps, l'objet de discussions dans le mouvement communiste. La réponse à cette question a été fournie par la marche de l'histoire. En Union soviétique, le socialisme a*



*remporté une victoire non seulement complète, mais définitive. Il n'est plus aujourd'hui de force dans le monde qui puisse restaurer le capitalisme. Le danger de restauration du capitalisme est exclu."*

Mais s'il y a "dans le monde" une force qui s'est attelée à la restauration du capitalisme, c'est précisément la caste bureaucratique du Kremlin.

Il n'est pas inintéressant de signaler que Gorbatchev qui, comme Eltsine, s'est rallié au monde libre de la propriété privée, écrivait dans son livre consacré à exposer "*ce qu'est la perestroïka*" :

*"L'opinion a été émise, par exemple, que nous devons renoncer à l'économie planifiée et accepter le chômage. C'est impossible : notre but est de renforcer le socialisme, non de le remplacer par un autre système."*

Cela dit, il est vrai, en termes mesurés, mais suffisamment clairs pour garantir à la bureaucratie la continuité de la perestroïka avec le "socialisme réalisé" en URSS, qui précisément a constitué le camouflage pseudo-théorique des privilèges que s'est octroyés la bureaucratie du Kremlin.

Signalons une nouvelle fois que le Secrétariat unifié, Mandel en tête, après s'être rallié aux affirmations de Krouchtchev selon lesquelles l'économie de l'URSS rattraperait et dépasserait les Etats-Unis, a découvert dans la perestroïka une "troisième voie" ni capitaliste, ni socialiste !

*"La troisième voie n'est pas utopique : c'est tout simplement la situation qui existe aujourd'hui en Europe de l'Est, des systèmes politiques démocratiques combinés avec une économie dominée par le secteur public, où existent des mécanismes de concurrence de marché et des politiques de redistribution sociale."* (Inprecor, revue du SU, juillet 1990).

En un mot, une "troisième voie", ni capitaliste ni socialiste.

La théorie des "deux camps", élaborée en 1950-1952, celui de la bureaucratie, qui serait "*contrainte de réaliser le socialisme à sa manière*", et celui du

capitalisme conduisait nécessairement à épouser toutes les variations de la caste restaurationniste, jusqu'à considérer comme secondaire "*la question de la forme de la propriété*" (Rouge, 26 juillet 1989). Non moins nécessairement, la caractérisation de la bureaucratie comme attachée à un mode de production et "*à une société qui ne soit pas capitaliste, et qui serait historiquement en opposition radicale avec le capitalisme*" (Cahiers rouges n° 3, 1969), relevait, sans oser en dire le nom, de la "théorie" du socialisme dans un seul pays, matérialisée dans la théorie des "deux mondes". Et non moins naturellement, Mandel est conduit, dans son livre *Le Troisième Âge du capitalisme*, à reprendre les théories social-démocrates et staliniennes ; il découvre

*"le concept (sic) de troisième âge du capitalisme comme une nouvelle phase de l'impérialisme — dans des conditions de crise de structure du mode de production capitaliste (...), [qui] ne s'exprime pas par le fait que les forces productives cessent de croître au sens absolu (qui ? NDLR). La croissance réalisée [ayant] amené la constitution d'un capital financier autonome dans ces pays (Brésil, Iran), non seulement à l'échelon national mais aussi à l'échelon international."*

La boucle est donc entièrement bouclée.

L'une des traductions pratiques du "socialisme dans un seul pays" fut donc de fixer comme but ultime du "socialisme" en URSS le fait de "rattraper et dépasser" l'économie capitaliste en termes de production et de productivité. Le problème n'était plus celui du développement international de la lutte des classes — et donc de l'éviction du capitalisme dans d'autres pays, de l'appropriation collective des moyens de production dans d'autres pays.

Trotsky, s'appuyant pour ce faire sur la méthode et les enseignements du marxisme et la réalité mondiale qu'ils permettaient de saisir, avait d'emblée montré que plus l'industrie soviétique se développerait du fait de la propriété sociale permettant la planification, plus



elle serait tributaire du marché mondial, plus les contradictions introduites par l'autarcie seraient insurmontables. En d'autres termes, l'économie soviétique ne pouvait échapper au marché mondial et à la division internationale du travail.

Le ralliement au "socialisme dans un seul pays" conduisit à se rallier à tous les tournants de la bureaucratie restaurationniste. L'abandon explicite de ce qui constitue le fondement marxiste du Programme de transition, "*les forces productives ont cessé de croître*", conduisait à suivre pas à pas la bureaucratie restaurationniste, jusqu'à inventer un avenir au mode de production capitaliste ayant atteint son stade impérialiste. "*Faut-il aller, se demande un des dirigeants du Secrétariat unifié, D. Bensaid, jusqu'à considérer comme un progrès non plus la restauration, mais l'instauration éventuelle du capitalisme ?*" !!!

Un abîme sépare le Secrétariat unifié du trotskysme. Et pourtant Mandel et les dirigeants du secrétariat unifié continuent à se réclamer de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais l'histoire n'a-t-elle pas montré comment la bureaucratie du Kremlin et son appareil international des PC affichaient des mots d'ordre "socialistes", se réclamaient (abusivement) de Marx et de Lénine, sans cesser pour autant de se dresser contre la révolution ?

Comme Staline, ses successeurs Khrouchtchev et Brejnev se sont fermement arc-boutés, malgré les démentis infligés, à l'affirmation selon laquelle "*l'Union soviétique possède sur son immense territoire tout ce qui lui est nécessaire pour développer son économie*". Cependant, ils étaient dans l'obligation de tenir compte (citation extraite des *Principes* déjà cités) "*de la course aux armements qui se poursuit sans relâche (...), obligeant les pays socialistes à soustraire à l'édification pacifique une partie considérable de leurs forces et de leurs ressources pour assurer leur capacité de défense*". Mais ce sont précisément la pression militaire et le blocus économique qui expriment le fait indiscutable que le territoire de l'URSS (et des pays où la propriété privée a été

expropriée) ne pouvaient posséder "*tout ce qui leur était nécessaire pour développer leur économie*". C'est précisément au moyen de l'encerclement militaire et du blocus que l'impérialisme faisait peser sur l'économie soviétique tout le poids de sa dépendance à l'égard du marché mondial de la propriété privée.

L'URSS, par la planification sur la base de l'expropriation réalisée par la révolution d'Octobre, a incontestablement réalisé des progrès économiques. Pourtant, cela s'est avéré tout à fait insuffisant pour "*ratrapper et dépasser*" les USA qui disposaient du marché mondial, où l'impérialisme dressait barrage sur barrage, multipliait les obstacles à l'accès de l'économie soviétique. Les rapports réels entre l'économie soviétique et l'économie mondiale sont entrés en contradiction avec la théorie du socialisme dans un seul pays.

Mais cette pseudo-théorie n'entraîne nullement en contradiction avec les intérêts de la caste privilégiée du Kremlin. Si la "compétition" et la "coexistence" des "deux systèmes" ne pouvait être qu'un leurre, elle a constitué le socle sur lequel la bureaucratie a édifié ses privilèges, craignant par-dessus tout les masses soviétiques qu'elle a expropriées du contrôle de la propriété sociale.

Dans ce processus, nourrissant ses privilèges sur les défaites du prolétariat mondial, assujettissant à ses intérêts de caste la classe ouvrière en URSS et dans le monde, la bureaucratie et ses agences internationales se sont assujetties à l'impérialisme et ont ouvert la voie à la restauration capitaliste.

---

## LES FAITS, LES ÉVÉNEMENTS ONT TRANCHÉ

---

Lorsque Staline déclarait en août 1925 : "*Déployer tous les efforts pour construire le socialisme avec la certitude que cela peut être et sera victorieux si on parvient à sauvegarder le pays contre les tentatives de restauration*", Trotsky lui répondait :



*“Révolution permanente ou socialisme dans un seul pays. Cette alternative embrasse les problèmes intérieurs de l'Union soviétique, et finalement le sort de toute l'Internationale communiste (...). La seule garantie contre la restauration est une révolution socialiste victorieuse dans plusieurs pays.”*

Trotsky écrivait en 1933, après la débâcle allemande organisée par Staline : *“La liquidation du régime de Staline est historiquement inéluctable.”*

Un livre récemment édité sous la signature d'un “consultant d'organismes internationaux et de banques centrales”, Georges Corn, vient de paraître en France sous le titre : *Le Nouveau Désordre économique mondial*. Pour situer son auteur, citons l'introduction qu'il a rédigée :

*“L'œuvre de Karl Marx nous l'avait bien décrit pour ce qui concerne la révolution industrielle. Les lois politiques positives qu'il avait voulu en tirer, animé par un substrat de messianisme quasi religieux tournant autour de la fonction rédemptrice du prolétariat, ont malheureusement atténué la portée explicative de ses recherches.”*

Mais “l'œuvre de Marx” sans la lutte des classes, c'est-à-dire sans le combat pour l'abolition de la propriété privée des moyens de production, n'est en rien marxiste. Engels rappelait que chez Marx le “savant” ne pouvait être détaché du combattant révolutionnaire.

Quoi qu'il en soit, nostalgique d'un “libéralisme” depuis bien longtemps disparu dans les ténèbres du capitalisme ascendant, George Corn, présentant le tableau de l'économie “moderne”, se lamente sur le fait que *“les lois du marché sont bafouées”*.

*“Plus aucun territoire n'est aujourd'hui fermé à la circulation des marchandises comme à celle des moyens de paiement internationaux. (...) Le libéralisme en même temps est aussi sur le point d'échouer partout. Son propre triomphe semble le perdre dans l'aveuglement des dysfonctionnements qui le frappent en de très nombreux points de la machine économique mondiale, qu'il dirige en maître absolu*

*depuis que les barrières mises à son expansion par les systèmes socialistes se sont effondrées (...).*

[Nous assistons à la constitution d'une économie mondiale basée sur] l'économie grandissante de la drogue, modèle nouveau et pervers, [dans les] rapports Nord-Sud, le développement de la corruption au Nord comme au Sud.

(...) *L'échec du libéralisme tel qu'il commence à apparaître en lumière de plus en plus crue, c'est aussi le nouveau tiers monde qui se forme en Europe de l'Est et dans les républiques issues de l'ex-URSS.*

*Cet échec consiste dans l'incapacité de plus en plus patente des puissances économiques dominantes, si riches soient-elles, à atténuer les chocs de la transition du socialisme au capitalisme, à empêcher la paupérisation de vastes couches de la population, à aider les nouveaux Etats à maintenir les instruments de la souveraineté économique face à des relations économiques et financières internationales de plus en plus inégales et sauvages.*

(...) *A cela il faut ajouter, bien sûr, la détresse grandissante de vastes régions du tiers-monde, celles où la révolution industrielle n'a pas pris, en particulier en Afrique, au Moyen-Orient ainsi que dans de larges zones de l'Amérique latine et du continent indien. Aux portes de l'Europe, c'est le Maghreb qui renvoie les images de tous les échecs des recettes du développement.*

*Ce tiers monde-là croule sous le poids des dettes qu'il a accumulées à l'égard de l'Occident riche : il se caractérise par une stagnation scientifique et technique totale, le chômage généralisé des jeunes, la pauvreté rurale, la bidonvillisation urbaine, l'exode des cerveaux et l'émigration sauvage vers les centres de richesses en Occident.*

(...) *L'échec du libéralisme, enfin, c'est aussi l'accroissement des inégalités, non seulement à l'échelle mondiale, mais aussi à l'intérieur même du bloc des pays riches, ainsi que la montée du chômage, l'affaiblissement du niveau de vie des classes moyennes et l'élargissement des zones de marginalité économique-sociale, en particulier dans toutes les grandes métropoles du monde industrialisé.*



(...) *Les mécanismes du commerce international et leurs bienfaits [se sont] effondrés.*"

Avec un vocabulaire tourmenté et des emprunts à Marx et à Lénine, et bien des regrets motivés par son métier de consultant, l'auteur illustre ce que Trotsky écrivait dans *L'Internationale communiste après Lénine* :

*"Le capitalisme a atteint sur le plan mondial un point où il cesse de justifier ses frais de production non au sens commercial, mais au point de vue sociologique. Douanes, militarisme, crises, conférences diplomatiques et autres fléaux absorbent et dissipent tant d'énergie créatrice que malgré toutes les réussites de la technologie, il ne reste plus de place pour le bien-être et la culture."*

Poursuivons. Répétons-le : bien malgré lui, l'auteur est amené à illustrer ce que Lénine dégagait, en 1915, de l'analyse de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, capitalisme pourrissant, en constatant :

*"Une oligarchie financière (...) enveloppe d'un réseau serré de rapports de dépendance toutes les institutions économiques et politiques sans exception de la société bourgeoise d'aujourd'hui."*

Combien se sont renforcés, depuis 1915, *"les traits distinctifs de l'impérialisme : un capitalisme parasitaire ou pourrissant"*...

Cette "oligarchie financière", bien qu'il n'utilise pas ces termes, est ainsi décrite par G. Corn : *"La déréglementation mise en œuvre au cours des années 1980, le tissage renforcé de liens étroits avec les grands pays industriels et les Etats ont amené à un renforcement des formes modernes de féodalisation économique et donc de rigidités, de rentes improductives et de gaspillages."*

Le monde entier est mis en coupe réglée par cette oligarchie :

*"La politique des autorités financières profite aux trafiquants de toutes sortes, trafiquants de drogue (la drogue est devenue le deuxième poste dans le commerce mondial, après le commerce*

*d'armement ; sans le blanchiment de la drogue, les banques s'effondreraient — NDLR), corruption des autorités politiques."* Il se constitue à l'échelle mondiale *"une économie de la corruption"*, alors que *"les capitaux (ne peuvent) s'investir dans la production"*.

*"(...) Le montant journalier des transactions d'échange — placement des fonds sur le marché monétaire — se situe aujourd'hui à 900 milliards de dollars, alors que le commerce mondial (des marchandises) ne représente que 33 milliards de dollars."* (40 milliards selon d'autres sources — NDLR.)

Capitalisme parasitaire, pourrissement, corruption :

*"Les autorités des établissements de crédit entretiennent des relations personnelles excellentes avec les demandeurs de crédits que sont les firmes puissantes et influentes, la haute fonction publique, les élus politiques. (...) [Les sommes] parties en fumée dans des décisions de crédit uniquement prises par des mécanismes bureaucratiques (!!! — NDLR) sont colossales non seulement dans l'industrie, mais surtout dans l'immobilier, lieu de toutes les spéculations et de toutes les tricheries."*

Mise en coupe réglée et faillite des caisses d'épargne, spoliant, avec le système de capitalisation, les petits épargnants et les travailleurs qui y déposent leurs économies pour se constituer des retraites (Maxwell).

— *"Faillite des géants bancaires [telle la faillite de la banque] Continental Illinois (USA), renfloués avec des fonds publics."*

— *"Provisions constituées par les banques européennes (et américaines) pour des clients dont la solvabilité est douteuse. (...) [Autant] d'opérations qui coûtent des milliards de dollars aux contribuables et aux petits actionnaires."*

Tels sont, décrits par G. Corn, quelques-uns des traits qui caractérisent la domination de l'oligarchie financière constituée à l'ère de l'impérialisme, organisée sur une *"imbrication financière officielle et officieuse des Etats dans la gestion des systèmes bancaires et financiers"*.



L'impérialisme est "la ruine universelle" (Lénine).

Examinons brièvement les conditions dans lesquelles l'impérialisme et la caste restaurationniste cherchent à réintroduire l'ex-URSS et les pays de l'Est, la Chine, dans la division mondiale du travail de la propriété privée, alors que le marché mondial, lui-même disloqué, disloque la division mondiale du travail.

Quelques chiffres complètent ceux qui illustrent le rapport adopté par le conseil général (*La Vérité* n° 5/611) :

— "Sur les 43,4 milliards de dollars alloués à la Russie en août 1993 par le G7 (les 7 grands du monde industrialisé), seuls 5 milliards correspondraient à un financement véritablement nouveau."

— "Dans une réunion précédente du G7, 24 milliards de dollars avaient été alloués. Sur ces 24 milliards, 1 milliard est parvenu en Russie."

— "Sur ces 43 milliards, des subventions seront accordées aux fermiers américains et européens pour financer les exportations de produits agricoles excédentaires", donc en concurrence avec l'agriculture russe déjà ruinée.

— "Le président de la BERD, chargé de diriger vers l'ex-URSS et les pays de l'Est les crédits alloués [le président (maffieux) s'est octroyé à lui-même un traitement princier et a dépensé la majeure partie des crédits alloués dans l'aménagement des luxueux bâtiments où s'est installée la BERD à Londres, deux fois plus que les crédits qui sont parvenus en URSS] (...) signale également les sommes dérisoires qui parviennent dans l'ex-URSS et les pays de l'Est au titre des crédits alloués : 500 millions de dollars d'investissement, essentiellement dans les produits pétroliers et agro-alimentaires, 150 millions de dollars pour la constitution de PME." Comment développer les PME avec cette somme ?

— "100 millions de dollars "investis" pour la formation (des cadres de la privatisation) depuis deux ans."

— "Le président, après avoir tracé ce maigre bilan et constaté qu'il faut "deux mois pour qu'une somme passe de Moscou à Saint-Pétersbourg" (les

nombreux intermédiaires de la corruption prélevant leur tribut), conclut : devant les risques de perte de 50 % (...) les entreprises étrangères ne veulent pas investir, d'autant plus que "l'instabilité du régime" n'est pas faite pour "attirer les investisseurs"."

— Les solutions proposées : "Reconvertir les officiers de l'armée en collecteurs d'impôts. Le gouvernement russe a trouvé cette proposition intéressante."

— Que faire ? "Reconvertir le complexe militaro-industriel, privatiser les grandes entreprises. Nous demandons [dans ce but] une réorganisation pour une meilleure efficacité, pour informer et mobiliser les employés et les cadres."

— "La réforme exige la stabilisation politique des institutions" pour réussir les privatisations.

— Avec "la crise [économique] de l'Occident, il est très difficile de trouver les moyens pour aider l'Est", d'autant "que la dette extérieure [risque] de ne pas être payée". Pourtant "il y a des sacrifices à demander pour organiser le marché libre". Et dans l'ex-URSS il est demandé "que les hommes politiques [acceptent] d'être durablement impopulaires."

L'impossibilité d'isoler l'économie soviétique du marché mondial a entraîné, sous la pression économique et militaire de l'impérialisme, à la stagnation que l'ère Brejnev a symbolisée. Gorbatchev espérait, avec la perestroïka, "réformer" le système bureaucratique. Au-delà des péripéties politiques qui ont entraîné sa chute politique, bien qu'il en craignît les conséquences, Gorbatchev, au même titre qu'Eltsine, a dû se rallier à la politique de privatisation. L'effondrement de l'URSS a conduit à l'effondrement de la gestion de l'économie planifiée en crise depuis des dizaines d'années.

La situation chaotique de l'économie mondiale n'ouvre d'autre perspective, si la privatisation pouvait aller à son terme, que le chaos économique, politique et social.

La crise de l'impérialisme est le facteur qui tend à l'extrême les rapports de tous les Etats dans le monde. L'effondrement,



le chaos qui se généralisent dans la CEI et dans l'Europe de l'Est renforcent toutes les contradictions du système de la propriété privée et entre les Etats.

Alors même que, sous la direction du FMI, de la Banque mondiale, de la CEE, on assiste partout dans le monde à la plus gigantesque destruction des capacités productives, usines, exploitations agricoles, services publics..., l'ex-URSS et les pays de l'Est sont appelés à payer le droit d'entrée dans le système de la propriété privée, sous des formes politiques qui s'apparentent à une véritable colonisation.

Mais, en même temps, la nomenklatura maffieuse devient l'agence directe des grandes puissances mondiales, principalement les USA, et acquiert ainsi le droit de continuer à opprimer le peuple travailleur des villes et des campagnes.

Dans le régime stalinien, la caste parasitaire expropriait le prolétariat de la gestion de l'économie étatisée ; la nomenklatura, qui s'est constituée en agence indirecte entre le capital financier et l'économie de son propre pays, reste toujours pour l'essentiel en place. Bien que déchirée en clans rivaux sous le couvert de "partis politiques", la nomenklatura continue à occuper les postes de commande.

Avec l'effondrement de l'URSS préparé par la perestroïka initiée par Gorbatchev, la bureaucratie est devenue délibérément agence directe des puissances impérialistes, principalement des USA. Elle ne peut vivre et subsister, toucher des prébendes, qu'en liaison avec la Banque mondiale. C'est là le processus même de la "colonisation", intégré au processus de la privatisation de l'économie, où la nomenklatura corrompue sera rétribuée par le pourcentage que lui concédera le capital financier.

Les dictatures totalitaires sont tombées comme des fruits pourris à partir de la chute du Mur de Berlin, qui a entraîné la disparition de Honecker. Sous la direction des USA, la nomenklatura mise en place sous les régimes staliniens est engagée dès

lors dans une politique cherchant à raccorder, par les privatisations, ses privilèges de caste à la restauration capitaliste.

Mais le processus de privatisation, dans le cadre de la crise mondiale du système de la propriété privée des moyens de production, n'ouvre pas d'autre perspective que la colonisation sur les décombres de l'économie nationale. Le processus de privatisation conduit tout à la fois à la désagrégation de l'économie et à la décomposition de tout système étatique.

La situation catastrophique de ces pays ne freine cependant pas les appétits de la nomenklatura, qui par les mille et un canaux de la privatisation s'octroie des fortunes gigantesques qui, transformées en dollars, sont placées dans les banques occidentales. D'immenses fortunes se construisent dans le trafic de la drogue, dont par exemple la Bulgarie est devenue l'une des plaques tournantes entre l'Asie et l'Europe occidentale.

Organisée en commun par la bureaucratie déchirée en clans qui se livrant les combats les plus sordides, par les nouveaux sociaux-démocrates, la catastrophe économique produit tout à la fois une averse concurrence entre tous ces clans pour accéder au pouvoir et un rapprochement de tous devant l'abîme. Le tout planifié par le FMI, la Banque mondiale et la CEE.

Telle est la signification du tableau des crises politiques successives, sur fond de catastrophe économique sans précédent, où la privatisation et la déréglementation détruisent tout sur leur passage.

Le processus de privatisation, avec son cortège d'inflation et de chômage, non seulement absorbe une proportion gigantesque du revenu national, mais disloque les bases économiques fondamentales. Des branches entières de la production disparaissent, le chaos s'accroît.

Les forces sociales en présence agissent pour leurs intérêts respectifs. La force des intérêts de la bureaucratie



appelait la restauration du capitalisme. Mais cette restauration ne cimente pas la bureaucratie : bien au contraire, elle déchire la caste parasitaire en clans, chacun d'eux essayant de s'approprier pour son propre compte les "bénéfices" du chaos engendré par la restauration.

Meute avide et insolente, odieuse à tous, la caste parasitaire ne pouvait se dispenser de chercher la consolidation de ses intérêts dans la restauration de la propriété privée des moyens de production. Mais cela ne peut être réalisé que sous la direction des puissances occidentales, et plus particulièrement sous la direction des Etats-Unis. Le processus de privatisation conduit, répétons-le, les pays constituant l'ex-URSS et les pays de l'Est à être pris en remorque par l'impérialisme, dans une situation où par les effets de la crise mondiale du système de la propriété privée, qui limitent considérablement toute possibilité d'investissement, la destruction des forces productives entraîne la destruction physique de la force de travail, du prolétariat, voué au dénuement, à la misère, à l'état de paupérisation absolue.

La classe ouvrière des pays de l'Est et de l'ex-URSS a vécu durant des dizaines d'années dans les conditions politiques de l'Etat totalitaire, avec son cortège de répression et de pénurie, tandis que s'édifiaient les privilèges de la bureaucratie camouflés derrière des litanies aussi vides qu'insipides sur un prétendu "socialisme réel" qu'elle édifiait contre les intérêts des masses laborieuses. Cela, tout en tâtant continuellement le terrain pour un accord avec l'impérialisme.

La classe ouvrière fut concentrée dans des entreprises, certes sans droits, sans syndicats ni partis indépendants, mais les conséquences de la privatisation engagée conjointement par les nomenklaturistes et les capitalistes occidentaux placent la classe ouvrière, les jeunes, les retraités, les paysans, dans des conditions de recherche des voies de la lutte pour littéralement survivre.

Il s'agit aujourd'hui, pour les travailleurs de l'ex-URSS et des pays de

l'Est, du combat contre les privatisations, pour le droit au travail, pour le droit à un salaire et des retraites décentes, pour le droit à la santé et à l'instruction.

Il ne fait pas de doute que pour assurer leur survie, sous une forme ou sous une autre, dans des délais plus ou moins longs, des millions, des dizaines de millions d'être humains ne pourront, dans le monde entier, accepter d'être réduits au dénuement le plus complet, enfoncés dans une catastrophe préparée par la crise mondiale du système de la propriété privée des moyens de production.

Après avoir brossé un tableau des plus sombres de l'économie mondiale et en France, le bulletin (27 mai 1993) du patronat de la métallurgie, principale composante du Conseil national du patronat français (CNPFP) qui regroupe les directions du grand capital monopoliste, publie un article sur la situation en Russie :

*"De la tragi-comédie dont sont témoins depuis des semaines les murs du Kremlin (qui en ont vu d'autres, bien plus dramatiques encore), nul ne connaît l'issue. Le "destin" de M. Eltsine importe peu, la vraie question est : quel avenir pour la Russie ? M. Mitterrand pas plus que M. Clinton ne sauraient le dire, et ni l'un ni l'autre n'y peuvent grand-chose. Comme un gigantesque iceberg, la Russie dérive : avis de zone dangereuse pour la navigation. Voici 150 millions d'individus non seulement en proie chaque jour à de pénibles difficultés pratiques, mais plus encore à une immense frustration... L'éclatement de l'Union, outre le "déficit psychologique", a laissé 25 millions de Russes hors des nouvelles frontières (1). On comprend que M. Clinton téléphone à ses confrères : on craint qu'il n'en retire qu'un constat d'impuissance (...).*

*La seule urgence c'est la Russie. (...)  
Les Européens ont toujours méconnu ses ressources profondes. Faut-il évoquer la retraite de la Grande Armée ? Ou celle de la Wehrmacht ? Ou simplement le corps expéditionnaire franco-anglais bivouaquant à Odessa quand Wrangel et les Blancs affrontaient l'Armée rouge ? De celle-ci on ne donnait pas cher en 1919 ni en 1941. Ne commettons pas la même erreur aujourd'hui."*



Laissons au rédacteur de cet article, avec son style, l'allusion historique à la défaite de Napoléon à Moscou. Bien qu'il y ait quelques analogies quant aux problèmes relevant de la stratégie militaire, les situations historiques, les moyens mis en œuvre et la configuration des classes dans des relations sociales de production différentes ne sont pas identiques.

Revenons à 1919 et 1941. Qu'y a-t-il de commun et qu'y a-t-il de différent ? Ce qu'il y a de commun, c'est l'expropriation des grands propriétaires fonciers et de la propriété privée des capitalistes et des positions de l'impérialisme. Ce qu'il y a de différent : en 1919, la révolution avait institué la République des conseils ouvriers de délégués élus et révocables comme première forteresse de la révolution mondiale. En 1941, c'est la bureaucratie, dont la base sociale de privilèges est constituée sur la propriété sociale instituée en 1917, mais dont le prolétariat et les kolkhoziens ont été expropriés politiquement.

Ce qu'il y a de commun en 1919 et en 1941, c'est la conscience des masses ouvrières et paysannes que, dans les conditions de la guerre (en 1919 de la guerre civile), se jouaient leur propre sort, étroitement relié aux conquêtes sociales de la révolution. En 1919, c'est un pays qui serait réduit à l'état de colonie par la victoire de la coalition des Blancs et des impérialistes. En 1941, c'est la conscience vécue au sein de la population soviétique que non seulement la victoire de la Wehrmacht signifie des pertes énormes dans la guerre, mais qu'était en jeu l'existence même de millions et millions de Soviétiques dont la survie relève du maintien des relations sociales de production édifiées par la révolution d'Octobre.

Par millions et dizaines de millions, les Soviétiques sont concentrés dans les usines et les kolkhozes. Ils tirent leur subsistance des relations sociales de production édifiées par la révolution d'Octobre. La destruction de la propriété sociale, dans une situation mondiale où les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée et des États

nationaux, signifie la liquidation physique des producteurs ouvriers et paysans, la colonisation sous les pires formes de l'ex-URSS.

Ce qu'il y a de commun : en 1919 (ce que ne dit pas le rédacteur du bulletin patronal), l'intervention des quatorze armées appuyant la contre-révolution intérieure, organisées sous la conduite de l'impérialisme mondial, ont dû battre en retraite devant la résistance de l'Armée rouge se combinant à la crise révolutionnaire ouverte à l'issue de la boucherie de la Première Guerre impérialiste et au déferlement de la lutte de classe dans toute l'Europe.

En 1945 également, l'impérialisme allemand fut défait par l'Armée rouge, la résistance héroïque des populations et par la montée révolutionnaire générée par la Deuxième Guerre. La résistance des masses soviétiques et la crise révolutionnaire ont sauvé l'URSS de l'agression impérialiste. Cette même résistance, le rédacteur du bulletin patronal en fait prudemment état, sans vouloir préciser qu'elle prenait racine dans la résistance des millions d'ouvriers, paysans, ingénieurs, techniciens soviétiques aux conséquences de la restauration capitaliste qu'aurait entraînée, en 1919 et en 1941-1945, la victoire de l'impérialisme.

La bureaucratie, en brisant le cadre de l'économie planifiée et du monopole du commerce extérieur, a ouvert les voies à la restauration de la propriété privée sous la direction du FMI, de la Banque mondiale et de la BERD. Ce faisant, la bureaucratie (disloquant son propre État) concentre les coups contre "150 millions" de producteurs ouvriers et paysans, livrés à la paupérisation absolue si le processus de privatisation pouvait aller à son terme. Transférant les moyens du pouvoir aux consultants du FMI et de la Banque mondiale, les tenants de la privatisation suscitent cette "immense frustration" chez les "150 millions de Russes" quant à l'avenir de leur pays, qui se disloque, avec la perspective de se transformer en colonie, si, répétons-le, la privatisation allait à son terme.



Bien que déjà engagé, le processus de reprivatisation, de l'aveu même des dirigeants "restaurationnistes" et impérialistes, rencontre une résistance et n'a pas obtenu de résultats sérieux. Mais cette résistance subjective à la privatisation rejoint les conditions objectives des rapports sociaux de production édifiés en Octobre 1917. Résistance subjective motivée par les "difficultés pratiques" que la privatisation engendre chez les masses, par les conséquences désastreuses de l'assimilation de l'ex-URSS au monde capitaliste, condamnant le pays à la catastrophe. Résistance à la privatisation qui, objectivement et en relation avec les conditions objectives de la crise de l'impérialisme mondial, inscrit les processus de la révolution politique dans le combat pour la défense de la propriété sociale, contre les privatisations.

La bureaucratie restaurationniste cherche, sous la direction de l'impérialisme, à torpiller le système de la propriété sociale. La bureaucratie "compradore" de l'impérialisme lui a porté des coups sévères, mais les grandes industries, les fermes collectives que la privatisation entend liquider, ne sont pas encore démantelées. Lénine, dans le dernier rapport qu'il a présenté au congrès du Parti bolchevique avant sa mort, signalait : dans la marche à la révolution mondiale, il y a aura les souffrances les plus dures, les destructions, mais s'il reste un "segment" de la civilisation, la révolution expropriatrice reconstruira tout l'édifice de la civilisation humaine, reconstruira les bases pour aller au socialisme.

Léon Trotsky écrivait en 1933 : *"La ligne générale (de Staline) est en train de préparer une catastrophe générale. Si les choses pouvaient prendre un cours normal, la liquidation de l'autocratie de Staline constituerait l'avant-dernier épisode de la liquidation de toutes les conquêtes d'Octobre. Mais heureusement (cela) n'est pas si simple."*

Lénine, à la fin de ses jours, au moment où s'amorçait le processus de constitution de la bureaucratie, la caractérisait comme *"le pire ennemi du*

*socialisme."* *"Nous devons nous défaire de cet ennemi"*, écrivait-il.

La caste parasitaire du Kremlin et ses agences, les appareils des PC, trahissant la révolution, ont, après avoir dénoncé *"les crimes du culte de la personnalité"*, constitué *"l'avant-dernier épisode de la liquidation des conquêtes d'Octobre"*.

Mais le dernier épisode n'est pas clos. Les processus en cours de privatisation de la propriété sociale, l'ouverture au marché libre, se heurtent à la crise mondiale du système de l'impérialisme. Le vice-Premier ministre d'Eltsine, Alexandre Chokhine, constatait dans une récente réunion du groupe consultatif sur la Russie mis en place par la Banque mondiale :

*"Nous avons sur la table un paquet d'aide à la Russie de 43,5 milliards de dollars (...). [Il y a également] l'aide bilatérale promise par le G7. Il s'agit [là] de crédits commerciaux consentis aux conditions du marché et assortis de délais de paiement réduits. Ils pèsent rapidement sur le service de la dette extérieure."*

Le vice-Premier ministre constate que si Moscou utilisait l'ensemble des financements bilatéraux offerts par les pays industrialisés, cela alourdirait de quelque 3,5 milliards de dollars le poids du service de la dette...

En outre, une part de l'aide bilatérale est liée à l'achat de produits déterminés : *"Au moins 20% de ces produits ne nous sont pas indispensables"*, note Alexandre Chokhine. Bref, une partie de l'assistance est un véritable cadeau empoisonné...

Quant au fonds de privatisation dont les Etats Unis proposent la création, il enthousiasme le ministre russe... à condition *"qu'il soit alimenté par des dons et des crédits fortement concessionnels, et [à condition] que la Russie y participe en utilisant les crédits d'investissement qu'elle n'est pas en mesure pour le moment de mettre en œuvre"*. (Extraits d'un article du journal financier français *La Tribune Desfossés*, 11 juin 1993.)



“Pas si simple”, la mise en œuvre de la privatisation, ni pour les compradores russes de l'impérialisme, ni pour l'impérialisme lui-même. “Pas si simple” pour les gouvernements bourgeois de toutes couleurs politiques, de mettre en œuvre les politiques de privatisation tous azimuts, y compris dans les relations sociales de production structurées par la propriété privée.

Cela, sur fond d'exacerbation de toutes les contradictions sur un marché mondial où tous les coups sont permis, en relation avec l'exaspération des conditions de la concurrence, où l'impérialisme américain, au travers du GATT et de la CEE, réduit ses concurrents impérialistes à une portion de plus en plus congrue. “Zone dangereuse”, la Russie, “zones dangereuses”, les pays de l'Est, la Chine, l'Afrique, l'Europe occidentale... Le monde entier est une “zone dangereuse”. “Zone dangereuse” pour l'impérialisme mondial, car l'unification des mesures de déréglementation, de flexibilité, de désertification, le chômage, la destruction de pans entiers de l'industrie, de l'agriculture, afin de sauvegarder le système de la propriété privée, frappent à des degrés divers tous les pays, y compris les USA : aussi bien les pays impérialistes que l'ex-URSS, les pays de l'Est, les pays dominés.

“Zone dangereuse” pour la défense de la propriété privée des moyens de production, qui unifie les problèmes, forge le terrain de l'unité mondiale de la lutte de classe dans une combinaison entre

les processus de la révolution sociale expropriatrice et de la révolution politique.

Mais “la révolution victorieuse”, a écrit Léon Trotsky dans *La Révolution trahie*,

*“fort heureusement n'est pas seulement un programme, un drapeau, un ensemble d'institutions politiques. C'est aussi un système de rapports sociaux (...). La révolution a une grande capacité de résistance, qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inéluçabilité de la révolution mondiale.”*

Le tragique chemin parcouru par l'humanité depuis que ces lignes ont été rédigées en 1936 a été semé d'embûches, la trahison des directions social-démocrates et staliniennes a multiplié les obstacles, mais les événements n'ont en rien contredit fondamentalement l'analyse de *La Révolution trahie*.

Certes, le chemin de l'émancipation de l'humanité risque d'être long et difficile. D'autant plus faut-il reconstituer, reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale pour aider l'humanité à se sauver de la barbarie qui monte.

(1) Les problèmes explosifs soulevés par la question nationale, après le tournant de la situation mondiale ouvert avec la chute du Mur de Berlin, feront l'objet d'une proposition qui sera présentée à la conférence mondiale des sections.



## - VII -

# Faut-il reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale ?

La décision de reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale marque le commencement d'une nouvelle étape.

Sans aucun doute, les mensonges et les critiques les plus cyniques vont se poursuivre et s'ajouter à ceux que le trotskysme a subis depuis la constitution de l'Opposition de gauche. Certes, la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections ont connu de nombreuses crises. Des militants usés ont abandonné. D'autres ont rejoint les organisations de la II<sup>e</sup> Internationale (Internationale socialiste). D'autres, après avoir capitulé devant le stalinisme, rejoignent les rénovateurs et reconstructeurs de toute obéissance, où les uns et les autres s'efforcent d'occuper une place de choix, de faire fructifier ce fonds de commerce que représente leur passé trotskyste.

Certes, la solution de la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat n'est pas encore cristallisée, mais les conditions du combat — qui sera semé, c'est une certitude, de nombreuses difficultés — sont radicalement modifiées. Dans les "grandes" organisations traditionnelles dirigées par les "lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise", que dénonçait Lénine, fractions, clans, scissions se multiplient. Le passage ouvert, cynique et avoué, à la défense de la propriété privée des moyens de production modifie les rapports internes à la classe ouvrière et à la jeunesse entre les appareils et les militants et cadres. A partir de là se trouve modifié le combat de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections.

Sans aucun doute, la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections seront critiquées et

dénigrées, les attaques les plus brutales, les plus déloyales s'amplifieront au fur et à mesure des progrès enregistrés dans la discussion avec les courants, groupes, organisations et militants qui recherchent les voies de l'indépendance de classe.

C'est ainsi que le journal russe *Arguments et Faits* de mai 1993, hier revue "officielle" de la nomenklatura stalinienne, aujourd'hui revue "indépendante" (*sic*) favorable à Eltsine et aux privatisations, écrit à propos des affrontements du 1<sup>er</sup> mai à Moscou : la Russie "rejoint les pays européens" où se manifestent les "violences extrémistes" en Allemagne avec la bande à Baader, en Italie avec les Brigades rouges, en France avec "la section de la IV<sup>e</sup> Internationale (trotskystes) et Le Pen".

Hier porte-parole du "socialisme réel", des infâmes procès de Moscou où furent exterminés par centaines de milliers tous les courants indépendants, calomniés et dénoncés comme "hitléro-trotskystes", aujourd'hui porte-parole de la "démocratie capitaliste", la revue suit son maître Eltsine, ancien membre du bureau politique du PCUS ; la nomenklatura meurtrière, dictatoriale, réactionnaire, solidaire des crimes de Staline, caste parasitaire par essence restaurationniste du capitalisme, conserve une profonde "conscience" de ses intérêts. Pour la défense de ceux-ci, pour restaurer la propriété privée, il lui faut comme Staline écraser les ouvriers et paysans russes et tous les courants indépendants, à commencer par le courant international de la IV<sup>e</sup> Internationale.

A ces attaques, nous répondrons, comme nous l'avons toujours fait, par des



faits, des arguments. Nous n'avons aucun autre objectif que la recherche, par la libre discussion, des moyens permettant d'aider les masses à résoudre la crise de l'humanité par leur propre action.

Les solutions adéquates pour surmonter la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat ne sont pas et ne seront pas aisées. Y a-t-il un autre chemin ?

Reconstituer, reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale sur la ligne de la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière (Entente internationale des travailleurs) constituera une première étape dans la solution des problèmes les plus complexes et les plus importants qui se posent aux sections de la IV<sup>e</sup> Internationale et, plus généralement, au mouvement ouvrier international.

Il est évident que pour avancer il faut veiller à éviter tout ce qui peut et pourra empêcher de surmonter, par la discussion libre et démocratique, les divergences qui vont inévitablement surgir en relation avec la complexité des problèmes à résoudre.

Il faut et il faudra à la IV<sup>e</sup> Internationale tout à la fois préserver, approfondir et adapter aux conditions concrètes les principes du centralisme démocratique : liberté de discussion et de critique dans le cadre des principes du programme, unité d'action dans le combat de classe.

Devons-nous décider la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale sur les principes du *Programme de transition*, et nous déclarer prêts à discuter de toute question, y compris de notre programme, avec les groupes, tendances et organisations qui, dans la crise du mouvement ouvrier officiel, recherchent les voies de l'indépendance de classe ?

Il s'agit de l'élaboration que nous avons poursuivie depuis la scission de 1950-1953, nécessitée par le combat de principe contre le révisionnisme (pablisme) qui s'est installé dans les organisations qui ont constitué le Secrétariat unifié.

---

## LA CONTINUITÉ DU COMBAT SUR LA BASE DU PROGRAMME DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Il ne s'agit pas dans ce rapport d'écrire une histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais de dégager de son combat les éléments qui doivent permettre de répondre à la question qui fait l'objet de ce rapport faut-il, à la conférence mondiale des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale ? Très certainement, il est indispensable de fournir aux jeunes générations (et aux moins jeunes) qui viennent à nous la portée historique de la continuité du combat de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est pourquoi nous proposons que la conférence mondiale désigne une commission internationale qui se fixe pour tâche de dégager les enseignements de l'histoire du combat de la IV<sup>e</sup> Internationale préparé par le combat de l'Opposition de gauche.

En 1951, la cristallisation du pablisme allait conduire à l'exclusion de la section française, qui avait engagé le combat politique dès 1950. Dans un document intitulé "Où allons-nous ?" Pablo écrivait :

*"La réalité sociale, objective, pour notre mouvement (IV<sup>e</sup> Internationale) est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité objective, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique."*

Prophétisant que la guerre allait se déclencher dans les "deux à quatre années" suivantes, il affirmait que la bureaucratie du Kremlin allait être "contrainte de réaliser à sa manière le socialisme dans les siècles de transition". En un mot, le pablisme se ralliait à la théorie stalinienne du "socialisme dans un seul pays" (1).

Deux ans après l'exclusion de la section française, que la direction du SWP avait votée, James P. Cannon et la



direction du SWP adressaient une lettre "aux trotskystes du monde entier" (septembre 1953). James P. Cannon, vieux militant ouvrier, militant avant la guerre de 1914-1918 de l'IWW, fondateur du PC américain, membre du comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale, trotskyste depuis 1927, écrivait dans cette lettre :

*"Les principes ont été abandonnés par Pablo. (...) Il a mis en avant le concept d'une vague de révolutions ne donnant naissance qu'à des Etats ouvriers "déformés", c'est-à-dire du type stalinien, et destinés à durer "des siècles".*

*(...) Les efforts qu'il a faits récemment pour ridiculiser la lutte pour la construction de partis révolutionnaires indépendants (...). Au lieu de s'en tenir au cours fondamental vers la construction, par tous les moyens tactiques convenables, de partis révolutionnaires indépendants, il considère que la bureaucratie stalinienne, ou une fraction décisive de celle-ci, est apte à se modifier sous la pression des masses jusqu'à accepter les "idées" et le programme du trotskysme. Sous le prétexte de la souplesse nécessaire au cours de manœuvres tactiques reprises pour se rapprocher des travailleurs qui se trouvent dans les rangs staliens dans des pays comme la France, il couvre maintenant les trahisons du stalinisme."*

La même lettre caractérisait le procédé de Pablo comme "dérivant en ligne droite de la nauséabonde tradition du Komintern dégénéré sous l'influence de Staline" et condamnait l'exclusion de la section française :

*"Ce cours organisationnel stalinien commença, cela est maintenant clair, avec l'abus brutal que fit Pablo de son contrôle administratif lors de sa campagne de destruction menée contre la majorité de la section française de la Quatrième Internationale, il y a plus d'un an et demi.*

*Par ordre du Secrétariat international, la majorité élue de la section française se vit interdire d'exercer ses droits, de diriger le travail politique et de propagande du parti. Au lieu de quoi, le bureau politique et la presse du parti*

*furent placés sous le contrôle de la minorité, au moyen du procédé, digne du Komintern, d'un "comité paritaire".*

*A l'époque, nous désapprouvâmes profondément cette action arbitraire au moyen de laquelle une minorité était arbitrairement transformée en majorité. Aussitôt que nous fûmes informés, nous communiquâmes notre protestation à Pablo. Toutefois, nous devons reconnaître que nous avons commis une erreur en n'entreprenant pas une action plus énergique. Nous pensions que les divergences entre Pablo et la section française étaient d'ordre tactique, et cela nous conduisit aux côtés de Pablo, malgré nos réserves sur ses procédés d'organisation, lorsque, après des mois d'une violente lutte fractionnelle, la majorité fut exclue.*

*Mais les divergences étaient, dans leur fond, de nature programmatique. Le fait est que les camarades français de la majorité virent plus clairement que nous ce qui était en train de se produire. Le VIII<sup>e</sup> Congrès de leur parti déclara : "(...) Un grave danger menace l'avenir et l'existence même de la Quatrième Internationale... Des conceptions révisionnistes, nées de la couardise et de l'impressionnisme petit-bourgeois, sont apparues au sein de sa direction. La faiblesse encore grande de l'Internationale, l'étroitesse même de son appareil international coupé de la vie des sections ont facilité momentanément l'instauration d'un système de gouvernement personnel puisant sa raison d'être et ses méthodes antidémocratiques dans la révision du programme trotskyste et dans l'abandon de la méthode marxiste." (La Vérité, 18 septembre 1952, cité par Cannon).*

*(...) La section française de la Quatrième Internationale a été injustement exclue. Les majoritaires français rassemblés autour du journal La Vérité sont les véritables trotskystes de France, et le SWP les reconnaît ouvertement comme tels."*

Cette lettre concluait :

*"L'abîme qui sépare le révisionnisme pabliste du trotskysme est si profond qu'aucun compromis n'est possible ni politiquement, ni organisationnellement",*

et proclamait "déchu" le Secrétariat international pabliste.



Nous étions en désaccord avec l'ultimatum inclus dans la déclaration Cannon proclamant "déchu" le Secrétariat international alors dominé par Pablo et Mandel, cela parce qu'une telle déclaration proclamatoire faisait obstacle à la discussion sur les racines du pablisme.

Nous avons néanmoins signé en 1953 la déclaration proposée par le SWP, dans la mesure où était clairement qualifié le révisionnisme pabliste. Cependant, les années qui ont suivi ont clairement démontré que la direction du SWP refusait d'ouvrir la discussion sur les racines du pablisme, comme elle avait refusé en 1948 que soit discuté le bilan des dix années écoulées depuis la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

A la racine de la dégénérescence du SWP (aujourd'hui devenu "section castriste" à la remorque du PC cubain), il y a ce qu'on peut caractériser comme le "national-trotskyisme" : le fait d'envisager la lutte des classes dans son propre pays comme "centre" de la révolution mondiale, et par conséquent de subordonner la lutte pour l'Internationale à la construction préalable d'une section dirigeante. De cette conception découlait une vue purement administrative de l'Internationale : le SWP apportait sa caution à la direction internationale ; en retour, celle-ci s'abstenait d'intervenir dans les affaires du SWP.

En fait, le refus opposé en 1948 à l'ouverture de la discussion sur le bilan des dix premières années de la IV<sup>e</sup> Internationale pèsera sur la constitution du Comité international et conduira la direction du SWP à laisser les liquidateurs isoler la section française, comme Cannon l'écrivit en septembre 1953. Mais en mai 1953, Cannon répondait ainsi à l'un des dirigeants ouvriers de la section française, Daniel Renard, qui au nom de celle-ci lui avait demandé d'intervenir dans le conflit avec la direction internationale :

*"Votre lettre, camarade Renard, ainsi que la déclaration de votre bureau politique sur le X<sup>e</sup> plenum, explique que l'essence politique de votre position dans le conflit, c'est l'opposition au "pablisme". Vous le définissez comme*

*une tendance révisionniste visant à "une pure et simple intégration dans le stalinisme", et ainsi à une capitulation devant lui. Cette question, comme vous le savez peut-être, a une histoire dans le Socialist Workers Party et par conséquent nous est familière. Dès 1950, lorsque le nouveau tournant tactique fut indiqué pour la première fois, les johnsonnistes [tendance ultra-gauche qui appartenait à cette époque au SWP] tentèrent de terrifier le parti avec l'épouvantail du "pablisme". Ils cherchèrent à monter une lutte du "cannonisme" contre le "pablisme" dans le mouvement trotskyste international. Comme nous avons été, dès le début, tout à fait en faveur du nouveau tournant historique, nous n'avions aucune base pour une telle opposition de tendances.*

*Nous jugeons la politique de la direction internationale par la ligne qu'elle élabore dans les documents officiels de la récente période, par les documents du III<sup>e</sup> Congrès mondial et du X<sup>e</sup> plenum. Nous n'y voyons aucun révisionnisme. Tout ce que nous voyons, c'est une clarification de l'évolution d'après-guerre du stalinisme et les grandes lignes d'une nouvelle tactique pour le combattre plus efficacement. Nous considérons ces documents comme entièrement trotskystes."*

Dans cette réponse de mai 1953, Cannon et la direction du SWP invitent donc la majorité de la section française à une capitulation sans principe. Laisant les mains libres au révisionnisme pour autant que le SWP n'était pas impliqué, Cannon proclame alors que l'orientation de Pablo est "entièrement trotskyste". Quatre mois plus tard, il opère un tournant radical.

En effet, la logique liquidatrice du pablisme conduit à tenter de détruire le SWP. Pablo organise, contre la direction du SWP, sa propre fraction avec Cochran et Clark, que Cannon définira lors de la rupture comme

*"une expression faible et écœurante de pessimisme, s'ils n'avaient, derrière le dos de la direction du parti, l'aide et l'encouragement de Pablo. L'encouragement et l'appui secret de Pablo ont été révélés peu après notre plenum de mai [date à laquelle, répétons-le, Cannon*



invitait Renard à capituler] *et, depuis lors, Pablo a ouvertement collaboré avec la fraction révisionniste dans notre parti et l'a inspirée dans sa campagne de sabotage des finances du parti et de préparation de la scission.*"

Pablo rompant l'accord de non-agression et le SWP étant directement menacé, sa direction réagit. Elle attendra cependant le mois de septembre pour engager ouvertement la bataille à l'échelle de l'Internationale, provoquant une scission sans discussion par le caractère ultimatisiste de la constitution du Comité international. Ce refus d'ouvrir la discussion allait conduire en 1962, comme nous le verrons plus loin, la direction du SWP (en contradiction avec ce que la lettre de Cannon citée plus haut établissait en septembre 1953) à la fusion sans principe et sans discussion avec le pablisme, pour constituer ensemble le Secrétariat unifié marqué par le révisionnisme.

Si les racines du pablisme sont à rechercher dans la capitulation devant la bureaucratie stalinienne, celles du national-trotskyisme et de l'ultimatisisme sont dans le zinovievisme, pour qui le "centre" s'est identifié après la mort de Lénine à la direction du Parti bolchevique.

De son vivant, Lénine expliquait en substance à Zinoviev : si vous ne cherchez que des gens qui acceptent tout, vous ne construirez jamais de direction révolutionnaire. Le zinovievisme a constitué une entrave à la démocratie ouvrière.

Aider les travailleurs à s'émanciper eux-mêmes, telle est la tâche de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce qui implique l'assimilation du but de la révolution prolétarienne : les Etats des conseils ouvriers, les partis prolétariens, la IV<sup>e</sup> Internationale et ses partis sont des "catégories" nécessaires, indispensables à la construction du socialisme, la société sans classe, sans Etat, sans "partis". Les Etats ouvriers, les syndicats, les partis, chacun sous des formes spécifiques, ne peuvent aider le prolétariat dans l'accomplissement de ses tâches historiques que dans le cadre de la démocratie ouvrière.

Certes, le national-trotskyisme, l'ultimatisisme proclamatoire ont résulté des conditions les plus difficiles de la lutte de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections. Mais ces déviations, si elles ne sont pas surmontées et combattues par la libre discussion, conduisent à la dégénérescence : la direction "cannoniste" était certainement la plus expérimentée, celle qui avait engagé pour la construction du SWP et de la IV<sup>e</sup> Internationale les combats politiques les plus glorieux.

Pendant la déclaration de 1953, constituant le Comité international et proclamant la déchéance du SI pablisme, était ainsi essentiellement motivée par l'offensive Pablo-Mandel cherchant à "rectifier" sur les positions révisionnistes l'organisation trotskyste américaine que constituait le SWP.

La réaction de Cannon, répétons-le, était de nature national-trotskyiste, ultimatisiste proclamatoire, sans aucune critique des positions politiques qui avaient amené la direction du SWP à soutenir la cristallisation, dans la IV<sup>e</sup> Internationale, de ce qui allait conduire au révisionnisme pablisme achevé. Révisionnisme avec lequel la direction du SWP allait en 1962 réaliser la réunification dans le Secrétariat unifié, avec pour conséquence ultime le passage du SWP sur les positions du castrisme.

En 1962, une résolution adoptée par la section française analyse la signification de cette "réunification" où le SWP était conduit à rejoindre le révisionnisme pablisme :

*"La direction du SWP, au contraire, intacte dans ses cadres essentiels depuis près de vingt ans, et ayant à sa tête un militant du PC depuis sa fondation, apparaissait à tous comme le dépositaire principal de l'héritage de Léon Trotsky, et comme appelée à jouer un rôle déterminant dans la reconstruction du mouvement international. Une discussion approfondie des conditions dans lesquelles la direction élue en 1938 s'était désintégrée, et de la politique suivie par les divers groupes pendant la guerre, s'imposait. Une telle discussion pouvait seule permettre d'aborder ensuite, sans tomber dans le dogmatisme ou l'empirisme, ou les deux, les*



*problèmes multiples et complexes posés par la construction de l'Internationale.*

*Mais la direction du SWP s'avéra complètement inapte à s'engager dans cette voie. Peu désireuse de consacrer une part importante de son capital humain aux tâches internationales, se trouvant, par suite de la situation économique et sociale des Etats-Unis, dans un isolement durable et écrasant, et peu soucieuse, au demeurant, de voir mise en discussion sa propre politique pendant la guerre (que d'ailleurs certains d'entre nous estimaient "en gros" correcte — NDLR), elle fut trop heureuse de pouvoir se démettre de ses responsabilités en faveur du nouveau Secrétariat international (le Secrétariat européen étant devenu Secrétariat international après la préconférence de 1946). Elle s'empessa de conclure avec celui-ci un accord tacite de soutien inconditionnel. L'une des premières conséquences désastreuses de cet accord devint visible au Deuxième Congrès mondial (1948). A ce congrès, le rapport moral du Secrétariat international, couvrant toute la période de 1938 à 1948, fut présenté et adopté sans débat, le tout en vingt minutes ! Aucune autocritique ne fut faite des analyses abstraites et irréelles de 1945-1946."*

Pareille méthode ne pouvait permettre d'avancer dans le règlement des problèmes théoriques et politiques. En fin de compte, elle ouvrait la voie à la dégénérescence politique des organisations qui se détournaient, dans les faits, de la construction de l'Internationale.

La place essentielle occupée par le SWP a conduit, répétons-le, ses limitations "national-trotskyistes" à constituer le principal facteur interne qui a permis au révisionnisme de disloquer la IV<sup>e</sup> Internationale.

---

## NOTRE MÉTHODE

---

Toute discussion de principe a sa logique : si les divergences de principe ne sont pas surmontées, elles conduisent les discussions à leur terme, à savoir la constitution d'organisations sur des positions et programmes incompatibles.

En 1950/1953, la majorité de la section française ne voulait pas la scission. Elle demandait, tout en déclarant accepter la discipline de la majorité de l'Internationale, le droit de tendance. Le Secrétariat international d'alors, dominé par Pablo-Mandel, refusa cette demande qui relevait du respect de la démocratie ouvrière.

Mandel reconnut ce fait lors de la discussion initiée par une lettre de 1973 sur laquelle nous reviendrons. Nous ne voulions pas la scission, mais avions appris chez Trotsky le refus de la capitulation. Notre position, après notre exclusion en 1951, restait la ligne du redressement de l'Internationale et notre réintégration.

En 1953, ainsi qu'il a été indiqué, nous avons souscrit à la déclaration de Cannon, parce qu'elle était un point d'appui pour la résistance à la politique liquidatrice de Pablo, mais nous n'étions pas d'accord avec sa conclusion proclamant la "déchéance" du SI.

Nous étions en désaccord avec Cannon et la direction du SWP parce que nous estimions devoir rester sur la ligne du redressement. Affaiblie considérablement, la majorité de la section française n'avait pas encore constitué les forces pour conduire la discussion sur le national-trotskyisme et l'ultimatum proclamatoire.

En juin 1953, la grève des ouvriers du bâtiment de la Stalin-Allee à Berlin Est constitue la première manifestation confirmant le pronostic de Léon Trotsky sur la nécessité de la révolution politique pour expulser la bureaucratie restaurationniste, défendre la propriété sociale par la démocratie des conseils. Les pablistes condamnent l'insurrection des ouvriers du bâtiment.

En novembre 1956, la révolution hongroise des conseils est écrasée par les chars de la bureaucratie stalinienne. Pablo-Mandel apportent leur soutien à la deuxième intervention, Krouchtchev ayant dû lors de la première intervention retirer les soldats qui fraternisaient avec les insurgés de Budapest.



Le 17 juin 1953, les manifestations ouvrières de Berlin-Est marquent la première expression de la révolution politique anti-bureaucratique à l'Est de l'Europe. Les ouvriers défient les chars russes aux cris de :

*"Elections libres, gouvernement des syndicats." La déclaration alors publiée par le "Secrétariat international" de Pablo réclame la "démocratisation réelle des partis communistes" et n'exige pas le retrait des troupes soviétiques. Elle souligne en particulier : "A Berlin, l'intervention d'éléments douteux, ouvertement provocateurs et réactionnaires, au moment même où les manifestations de l'Est et de l'Ouest se rejoignaient, ont parfois perverti le caractère de classe antibureaucratique et anticapitaliste des masses."*

A son habitude, Mandel utilise le clair-obscur pour tenter de camoufler ses véritables positions. Il sera amené à les définir plus tard, et pas à n'importe quel moment : en 1989, au moment où les travailleurs de RDA étaient amenés par leur mouvement de classe à réaliser leur unification avec les travailleurs d'Allemagne de l'Ouest. En 1989, donc, dans une brochure consacrée à la réunification de l'Allemagne, Mandel annonce clairement la couleur quant à ses véritables positions de 1953 :

*"Jusqu'au 17 juin (1953) à midi, la manifestation garda un caractère de classe... Mais, dès l'après-midi, un certain nombre d'éléments venus de Berlin-Ouest commencèrent à pénétrer dans le secteur oriental de la ville, submergeant en nombre la VOPO [police politique secrète du stalinisme, précurseur de la STASI]. Parmi ces infiltrés se trouvait une bande de réactionnaires bien organisés, particulièrement une bande du BDJ, fascistes d'escadrons de la mort, financés par les USA. Le lumpenproletariat, avec des jeunes chômeurs démoralisés, commirent d'épouvantables actes de vandalisme."*

Et qui sauva Berlin-Est du "vandalisme" et du "lumpenproletariat" ?

*"L'émeute conduisit à l'intervention des troupes de commandos soviétiques... La VOPO tira sur un groupe de 16 manifestants parmi lesquels 11 de Berlin-*

*Ouest et quelques-uns seulement de Berlin-Est. Parmi les victimes, il y avait un seul dirigeant de la grève."*

Justification jusqu'au bout de l'intervention des chars du Kremlin ! Et à une date, en 1989, où les faits et les événements dévoilaient clairement aux yeux de tous la véritable nature de la bureaucratie stalinienne, restaurationniste du capitalisme. Est-il utile de commenter davantage cette honteuse apologie de la répression anti-ouvrière de juin 1953 à Berlin-Est ?

1956 voit en Pologne et en Hongrie se développer de nouvelles étapes du soulèvement des peuples contre le stalinisme. En Pologne, Gomulka prend la tête du POUP (parti stalinien). Pablo-Mandel saluent l'événement :

*"Grâce au rôle de direction qu'a pu jouer le parti ouvrier, conquis, transmuté par la tendance Gomulka (...)."*

Le 20 octobre 1956, dans un discours au comité central du POUP, Gomulka met les points sur les "i" à l'adresse des ouvriers et paysans qui cherchent à réaliser la révolution politique :

*"Nous ne permettrons à personne de tirer profit du processus de démocratisation aux dépens du socialisme. A la tête de ce processus de démocratisation se trouve notre parti !"*

Le "socialisme", la "démocratisation" de Gomulka, c'est toujours la soumission au Kremlin de la bureaucratie du POUP.

Qu'à cela ne tienne : deux jours plus tard, les dirigeants du courant Pablo-Mandel signent un télégramme adressé au comité central du POUP qui "salue l'action historique intrépide des travailleurs polonais ouvrant la voie à une véritable démocratie socialiste".

Après avoir brutalement réprimé les grèves ouvrières et les manifestations étudiantes de 1966-1968, Gomulka n'hésitera pas un seul instant à co-organiser, sous la direction de Brejnev, la répression en Tchécoslovaquie. Lors de la grève générale des chantiers navals des ports de la Baltique, en 1970, Gomulka, avant d'être remplacé par Gierek, fera



appel à l'armée : sur son ordre, le 17 décembre 1970, la troupe tire à Gdynia et à Szczecin. Des morts par dizaines, des centaines de blessés.

Mais en 1957, dans un document intitulé "*Déclin et chute du stalinisme*", Pablo-Mandel écrivaient :

*"La tendance gauche qui s'est associée à la fraction centriste (!!) de Gomulka (...) peut être considérée (...) comme un noyau de la direction révolutionnaire du prolétariat en formation."*

On sait ce qu'il est advenu du parti de la bureaucratie "transmuté" par Gomulka.

Le SU de Pablo-Mandel porte la totale responsabilité d'avoir désorienté ces militants, travailleurs, jeunes ouvriers et étudiants qui recherchaient l'issue de la révolution politique contre la bureaucratie et ses partisans. En prétendant que le parti de la bureaucratie était "transmuté", Pablo-Mandel poursuivaient dans le droit fil de la position liquidatrice formulée dans "*Où allons-nous ?*" (position, on l'a vu, qu'à la suite de la majorité de la section française, Cannon avait condamnée dans sa lettre de 1953).

Cette position liquidatrice est restée constamment la base "programmatische" du pablisme. En 1950, c'était Staline, la bureaucratie du Kremlin, les partis staliniens qui commençaient leur "transmutation", qu'ils étaient appelés à parachever dans "les siècles de transition".

Ensuite, pour Mandel, cette mission incombera à Khrouchtchev, puis à Brejnev, Gorbatchev...

En 1956, lorsque la révolution politique éclate en Hongrie, Pablo-Mandel se désolent de l'absence d'un Gomulka dans ce pays :

*"En Hongrie, l'absence de toute direction politique centralisée et tant soit peu claire a provoqué au contraire, à partir d'un certain moment, exactement ces défauts et dangers [que la Pologne a évités — NDLR]. Débordé, le gouvernement Nagy a commencé à manœuvrer en dehors du camp de classe,*

*sans avoir essayé, au contraire, de manœuvrer face au Kremlin à l'intérieur de ce camp."*

Ce "camp de classe", c'est celui de "*la paix et du socialisme*", "*dirigé ou influencé par la bureaucratie soviétique*". Nagy est donc condamné pour avoir "*manœuvré en dehors de ce camp de classe*", donc pour l'avoir abandonné. Pour Mandel, "*la véritable erreur*" de Nagy est que,

*"voyant l'apparition des forces réactionnaires, il aurait pu s'appuyer avec plus de franchise (!!! — NDLR) et plus de sens tactique (!!! — NDLR) sur les seuls éléments populaires et paysans. Au lieu de se laisser prendre à son tour dans un verbiage creux sur l'unité nationale et la démocratie, il aurait dû organiser tout de suite la démocratie socialiste..."* Et Mandel d'ajouter : "*Et puis, si jamais cette épreuve tournait mal, une intervention de l'armée soviétique, qui entourait de toutes parts le pays, restait possible."*

Le style, c'est l'homme...

A la différence de Gomulka, Imre Nagy refuse de faire tirer sur son peuple. Nommé Premier ministre de Hongrie le 24 octobre 1956, il déclare à la radio :

*"Le gouvernement se refuse à considérer le formidable élan populaire comme une contre-révolution... Les grands crimes commis au cours de ces dernières années de notre histoire ont suscité ce vaste mouvement."*

Comme nous l'avons établi précédemment, il est possible de déduire que la mobilisation des masses organisées à Budapest dans les conseils de délégués élus et révocables avait conduit la "*direction petite-bourgeoise*" (Nagy) à aller plus loin qu'elle ne l'aurait voulu elle-même dans la voie de la rupture avec la bureaucratie restaurationniste ; et par là-même de caractériser le gouvernement Nagy comme un "gouvernement ouvrier et paysan" dans d'autres relations sociales de production que celles envisagées par le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Et tandis que Gomulka présidera pendant quinze ans le gouvernement bureaucratique polonais, agence du



Kremlin, Imre Nagy paiera de sa vie le fait que l'offensive des masses l'ait amené à la rupture avec la bureaucratie, agent de l'impérialisme dans les rangs ouvriers dont les partis sont passés, comme l'écrit Trotsky, "*définitivement du côté de l'ordre bourgeois*". Mais pour Pablo-Mandel, tout à leur enthousiasme pour le parti "transmuté" de Gomulka, Nagy représente une direction coupable de se laisser aller à "*élargir la démocratisation dans tous les sens [et à] donner des prétextes au Kremlin sinon à l'alarmer effectivement.*"

Placés devant cette manifestation de la dégénérescence pabliste, nous sommes amenés en 1956 à en conclure : Pablo-Mandel ont détruit la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation, mais la IV<sup>e</sup> Internationale vit comme programme : "*Le programme c'est le parti, le parti c'est le programme.*" Nous en déduisons que la tâche qui est devant nous est la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais nos forces sont à l'époque encore insuffisantes pour conduire la discussion sur la ligne de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, d'autant plus qu'à l'intérieur du Comité international s'engage un combat politique avec la direction du SWP qui s'oriente sur la réunification avec le pabliste, position à laquelle s'oppose la direction de la section britannique que soutient la section française.

En 1962, refusant toute discussion, la direction du SWP (Hansen) exige l'acceptation de la réunification sans principes avec les pablistes pour constituer le Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale. Les directions de la SLL et du PCI refusent, demandent qu'une discussion préalable soit ouverte, et décident le maintien du Comité international. Cependant, les déviations "national-trotskyistes" et ultimatises sont présentes au sein de la direction de la SLL. Ayant amorcé la reconstitution de ses forces militantes, le PCI va alors engager le combat politique contre l'ultimatum proclamatoire de la direction de la SLL, sur la ligne : la IV<sup>e</sup> Internationale a été détruite comme organisation lors de la crise de 1950-1953, mais le programme n'est pas un système

d'idées, le programme marxiste c'est l'unité entre la théorie et la pratique ; le programme, qui est le parti, reste la base de principe du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il faut tirer jusqu'au bout les raisons de la déviation révisionniste qui a pris naissance dans la IV<sup>e</sup> Internationale.

La formulation de cette position est donnée dans la résolution du PCI de 1962 :

*"Les problèmes posés par la construction de la Quatrième Internationale ne pourront être utilement étudiés dans toute leur généralité que lorsqu'une étape importante aura été franchie dans la reconstruction du mouvement trotskyste international unifié. Il nous apparaît toutefois nécessaire, dès maintenant, de souligner que, conformément à l'expérience de l'Internationale communiste, il est certain que des tendances ouvrières révolutionnaires ayant une autre origine et d'autres expériences que les nôtres, et même, pour certaines, non marxistes, seront appelées à participer à la construction de la nouvelle Internationale révolutionnaire dont elles seront partie intégrante. Pour leur faciliter cette évolution, des méthodes organisationnelles appropriées devront être élaborées. La base programmatique de l'Internationale révolutionnaire est, bien entendu, intangible ; ce qui ne veut pas dire que la présence dans les rangs de l'Internationale de tendances ouvrières révolutionnaires qui ont, avec ce programme, des désaccords plus ou moins étendus, est exclue, bien au contraire. Les critères pour juger ces tendances, ce sont, avant tout, leurs liens avec la classe ouvrière et leur comportement dans les grandes batailles de classe auxquelles elles ont participé."*

C'était là, dès 1962, la première expression de la position qui selon nous est à la base de la réponse à la question : "*Faut-il reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale ?*" sur la ligne de la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière.

Elle s'exprimera pratiquement dans la conférence internationale réunie à Londres en avril 1966 à l'initiative de la section française. Cette orientation,



devenue de plus en plus opposée à celle de la direction Healy-Slaughter de la SLL, allait conduire, dans la conférence même, à une première délimitation des positions, bien que Healy-Slaughter aient dû adopter la résolution que nous proposons. Le national-trotskyisme et l'ultimatum sont précisément la cause politique majeure de la dégénérescence ultérieure de la SLL, aboutissant à la destruction de ce qui était à l'époque la plus forte section de l'Internationale en Europe.

Le "national-trotskyisme" et son corollaire, l'ultimatum, trouvent une expression concentrée dans cette réponse de Gery Healy à Lambert lors d'une réunion du Comité international en février 1971 :

*"Nous sommes dans une situation internationale caractérisée par le fait que dans le développement politique en Angleterre, ce que nous mettons en avant c'est le pouvoir. C'est nous qui menons la lutte contre le gouvernement conservateur... Le camarade Lambert a cité dans son intervention les nouveaux développements de la révolution politique en Pologne [grèves de la Baltique]. Il y a une distinction à faire, c'est en Angleterre que ce bond en avant partira."*

Nous avons refusé, comme nous l'avons toujours refusé avec Trotsky, que soit dévolu à un pays un rôle "messianique". Nous restons fermement sur les positions de principe de la révolution permanente.

Pour Healy, l'Angleterre est le "pays élu", comme les États-Unis le sont pour Cannon, la Bolivie pour Lora, l'Argentine pour Moreno... A ce national-trotskyisme le plus étroit, il manque, dans le cas de la SLL, la compréhension que "le marxisme est l'expression consciente des processus inconscients". C'est la classe ouvrière britannique qui, en 1971 comme aujourd'hui, mène la lutte contre les conservateurs, et il revient à la section trotskyste de l'exprimer, de l'aider en mettant en avant les mots d'ordre et les formes d'organisation qui correspondent à ce mouvement. Tâche à laquelle la SLL se dérobera de plus en plus pour finir par s'y opposer frontalement.

Le "national-trotskyisme", l'abandon du combat effectif pour l'Internationale, aboutit à l'abandon de ce qui concentre le combat dans les conditions concrètes de chaque pays. De même que le "national-trotskyisme" de la direction du SWP s'est soldé par son abandon du combat pour le "Labor Party" réduit à une propagande creuse, de même, dans le cas de la SLL, le national-trotskyisme s'est combiné avec l'abandon du champ de bataille essentiel de la construction du parti révolutionnaire en Angleterre : le Labour Party. Renonçant à un combat au sein du Labour Party conforme aux enseignements de Lénine et de Trotsky (combat par lequel il avait obtenu de véritables succès), la SLL a capitulé ainsi devant la direction du Labour Party et, après s'être autoproclamée "parti révolutionnaire", s'est disloquée.

---

## LE CONTENU DU RÉVISIONNISME ANTI-TROTSKYSTE

---

Répetons-le, il ne s'agit pas dans ce rapport d'écrire une "histoire" de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais de dégager de son combat ce qui justifie la proposition de reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale à la Conférence mondiale des sections de juin 1993.

Résumons l'élaboration des positions auxquelles nous aboutissons.

Dès 1962, à l'intérieur du Comité international s'ouvrent donc des discussions pour tenter de surmonter les déviations national-trotskyistes et l'ultimatum proclamatoire de la direction de la SLL (Healy-Slaughter). A la conférence internationale du Comité international de Londres, en 1966, nous dégageons, sur la base de l'analyse effectuée à partir de la constitution de la IV<sup>e</sup> Internationale : détruite comme organisation par le révisionnisme pabliste, la IV<sup>e</sup> Internationale doit et peut être reconstruite sur son programme. La direction de la SLL refuse la discussion, opère en 1972 la scission du Comité international, ce qui allait conduire la SLL à la dégénérescence et à sa dislocation comme organisation trotskyste.



C'est alors, en 1972, que se constitue le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (CORQI).

Avant d'aborder le bilan du Comité d'organisation, il est indispensable d'établir, toujours sur la base des faits et documents, le bilan du révisionnisme et des initiatives que le Comité d'organisation a été amené à prendre.

Quel était donc le contenu de ce révisionnisme ? Reprenons.

Dans le document intitulé "Où allons-nous ?" (mars 1951), Pablo écrivait, nous l'avons vu :

*"La réalité sociale objective pour notre mouvement est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité objective car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique."*

En un mot, pour Pablo et son héritier Mandel (qui a mis et continue à mettre en œuvre le pablisme), la société ne se divisait plus en classes, bourgeoisie et prolétariat, mais en "camps". Le "monde" était divisé entre le "camp capitaliste" et le "camp de classe", c'est-à-dire le "monde stalinien". C'était là le passage à la théorie stalinienne du "socialisme dans un seul pays", la négation de la révolution permanente.

Un an plus tard, Pablo tirait les conclusions de cette "analyse" en écrivant :

*"Dans ces conditions nouvelles que la bureaucratie soviétique n'a pas créées volontairement, mais qu'elle subit obligatoirement, le stalinisme fait réapparaître des tendances centristes qui prendront le dessus sur l'opportunisme droitier".*

Et cette "transition" où le stalinisme, placé dans les conditions de la guerre froide, serait "contraint de réaliser le socialisme à sa manière" était prévue pour durer des siècles.

C'est au nom de cette "théorie" nouvelle que Pablo, Mandel et ceux qui allaient former le Secrétariat unifié exigèrent des trotskystes de rejoindre les organisations staliniennes. Il ne s'agissait pas de la tactique de l'entrisme telle que nous l'avions utilisée en 1935, dans les conditions concrètes du moment, en entrant sous notre propre drapeau "bolcheviste-léniniste" dans les partis sociaux-démocrates, mais explicitement d'entrer dans les organisations staliniennes pour "y rester et y travailler". "Nos militants" étaient sommés de "camoufler complètement leur qualité de trotskyste, (et de) n'entreprendre aucun travail politique sur nos propres idées". Il s'agissait purement et simplement de dissoudre les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, au nom de l'adaptation à la théorie stalinienne des deux camps, opposée à l'unité mondiale de la lutte des classes. La section française refusa "l'ordre" qui lui était donné de rentrer dans le PCF, et exigea l'ouverture d'une discussion dans le cadre du respect du centralisme démocratique.

Pour Pablo-Mandel comme pour le Secrétariat unifié, la situation n'était jamais caractérisée par la lutte entre les classes, mais d'abord et avant tout par la politique de l'appareil stalinien, censée refléter même de manière déformée les développements révolutionnaires.

Après la mort de Staline, l'adaptation et la capitulation devant la bureaucratie prenaient une autre forme ; Pablo-Mandel étaient amenés à "nuancer" le caractère des Thèses de Pablo de 1953 et publiaient en 1954, lors du IV<sup>e</sup> Congrès mondial, un document intitulé "Déclin et chute du stalinisme". En écho à Khrouchtchev qui disait alors : "Dans dix ans, nous aurons rattrapé les USA", Pablo-Mandel affirmaient dans ce texte :

*"Après une période de transformation technologique, l'URSS peut prendre une avance décisive sur les Etats capitalistes avec toutes les implications qu'un tel événement aurait sur les rapports de forces. Cette épreuve décisive aura lieu dans la décennie qui s'ouvre."*

Et les "penseurs" Pablo-Mandel ajoutaient :



*“Vers 1970 au plus tard, les industries lourdes américaine et soviétique seraient à égalité. Vers 1975, l'industrie lourde soviétique dépasserait celle des USA.”*

En 1961, sept ans après cette prédiction, Khrouchtchev semblait accepter les délais fixés par Pablo, en répétant à nouveau : *“Dans dix ans (donc en 1970-1971), nous aurons rattrapé et même dépassé les USA.”* Mais pour sa part, à la même date, Mandel réajustait en allongeant simplement le délai. Dans la résolution intitulée *“Tendances et perspectives de l'économie mondiale”*, adoptée au congrès pablisme de janvier 1961, il est dit :

*“Les dix à vingt années à venir s'annoncent comme la dernière période historique pendant laquelle les Etats capitalistes conserveront une certaine avance sur l'économie des Etats ouvriers. Mais cette avancée va constamment en se rétrécissant.”*

Dix ans ? 1970 ! Vingt ans ? 1980 ! Le problème n'est pas tant l'erreur sur les délais que ce qu'elle traduit, l'adaptation à la bureaucratie du Kremlin, qui se mesure par l'abandon de la caractérisation trotskyste de l'URSS : *“Etat ouvrier”* substitué à *“Etat ouvrier dégénéré”* ; la suppression du qualificatif *“dégénéré”*, c'est l'abandon de l'analyse de Trotsky dans *“La Révolution trahie”*, l'abandon du programme, c'est l'adaptation du pablisme à la caste parasitaire et à ses agences sous Staline, Khrouchtchev, Brejnev...

La racine de l'erreur, c'est le passage caractérisé à la théorie stalinienne du socialisme dans un seul pays.

A la division du monde en “deux camps” va succéder, avec le “tiers-mondisme”, la division en trois camps. La Guinée de Sékou-Touré, l'Algérie de Ben Bella, l'Egypte de Nasser, aidées par le “camp socialiste”, peuvent prendre un cours *“anti-impérialiste conséquent et anti-capitaliste malgré leur empirisme et leur déformation bureaucratique”*.

Le défunt Frank, rallié au pablisme, reconnaissait alors en Sékou-Touré un *“marxiste naturel”*, ce qui conduisait

“naturellement” le IX<sup>e</sup> Congrès mondial du SU, en 1960, à écrire dans sa résolution :

*“La perspective fondamentale, la seule réaliste pour l'Amérique latine, est celle d'une lutte armée susceptible de durer de longues années... Menée dans le cas des pays où peuvent se produire de grandes mobilisations et des conflits de classe dans les villes, la guerre civile prendra des formes multiples, dont l'axe principal sera pour toute une période la guérilla rurale.”*

Contre la mobilisation ouvrière en Amérique latine, le SU entraînait ses militants à reprendre les thèses “foquistes” de Castro et son action de division des larges secteurs du mouvement ouvrier latino-américain qui se mettaient en mouvement contre les régimes dictatoriaux pro-impérialistes.

Le SU va alors découvrir dans la *“PBR”* [la petite bourgeoisie radicalisée (*sic*)], c'est-à-dire selon lui dans les guérillas rurales d'Amérique latine et la jeunesse scolarisée “radicalisée” des pays impérialistes, une *“nouvelle avant-garde”* qui, contrairement à la classe ouvrière, *“échappe aux directions traditionnelles”*. Le SU baptisait pompeusement cette théorie de méthode *“de la périphérie vers le centre”*.

En fait, derrière la phraséologie “révolutionnaire” et de ridicules actions de “guérilla urbaine” au Quartier latin, il s'agissait en réalité, contre le front unique, d'une orientation de division au compte des appareils, du refus d'ouvrir une perspective aux réelles guérillas en les reliant au combat prolétarien, particulièrement en Amérique latine.

C'était là abandonner la place du prolétariat, force motrice de la révolution socialiste. C'était l'abandon du marxisme et du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale : inutile de construire des partis révolutionnaires, des partis ouvriers indépendants, puisque c'est la “périphérie” guérillériste petite-bourgeoise qui entraînera le “centre”, le prolétariat. On sait où ces pseudo-théories “révolutionnaires” ont conduit la révolution au Nicaragua, ou les actions



héroïques de la guérilla au Salvador, en Angola...

La réalité de cette politique s'exprima plus clairement encore dans la recherche de "l'unité des révolutionnaires", c'est-à-dire des divers groupes gauchistes où se trouvait cette "nouvelle avant-garde". Au Portugal, "l'unité des révolutionnaires" conduisit le Secrétariat unifié à participer à l'action du Parti communiste et des groupes gauchistes contre le front unique, contre la mobilisation ouvrière et pour le soutien à la fraction "gauche", voire "révolutionnaire", de l'état-major de l'armée impérialiste portugaise rassemblé dans le MFA (Mouvement des Forces Armées) ! Cette même ligne, qui identifie les masses aux appareils, amènera le SU à voir dans "l'eurocommunisme" une nouvelle variante de "rénovation du communisme". Elle amènera Ernest Mandel à saluer, au nom de la "rénovation du communisme", l'action de Gorbatchev : *"Les cauchemars du stalinisme et du brejnevisme sont définitivement relégués dans le passé. Le peuple soviétique, le prolétariat international, l'humanité tout entière peuvent pousser un long soupir de soulagement !"* ("Où va l'URSS ?" - 1988).

Et Mandel de préciser en 1989 :

*"Les marxistes-révolutionnaires soutiennent pleinement la glasnost... Le principal résultat de la glasnost a été le développement de l'activité de politisation et de l'auto-organisation de couches grandissantes de la classe ouvrière."*

L'adaptation à la bureaucratie restaurationniste ira jusqu'au bout. Ainsi, le journal *Rouge* écrit le 26 août 1989 à propos des revendications des travailleurs d'URSS :

*"L'essentiel de ces revendications, c'est que le pouvoir de décision passe aux travailleurs et aux collectivités locales, quelle que soit la forme de propriété qui prévaut."*

Tout est dit, car le centre des conflits de classe en URSS, c'est précisément cette question de la propriété.

---

## TROTSKYSME ET RÉVISIONNISME SONT INCOMPATIBLES

---

La direction du SWP, qui avait souscrit à toutes les thèses pablistes et en particulier au guérillérisme-foquisme, est à partir du début des années 1970 confrontée à la réalité de la lutte des classes aux Etats-Unis. Le FBI avait engagé des actions sanglantes d'une ampleur sans précédent contre les groupes se réclamant de la guérilla urbaine. Le SWP opère alors un nouveau tournant, toujours en relation avec ses positions "national-trotskyistes", c'est-à-dire par rapport à sa propre situation aux Etats-Unis. La direction du SWP est ainsi amenée à se replacer formellement sur des bases trotskystes.

1972, nous l'avons vu, est l'année où se constitue le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (CORQI), regroupant les forces se situant sur le terrain du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ayant pris connaissance du conflit politique à l'intérieur du SU, nous avons alors estimé devoir proposer l'ouverture d'une discussion de principe ; c'était pour nous une question de méthode : dans toute discussion et conférence politique, les questions de personnes existent, mais pour le militant révolutionnaire, au-delà des questions de personnes, les incluant certes, ce sont les questions politiques et de principes qui sont débattues, pouvant ou non conduire à des regroupements. Le Comité d'organisation s'adresse donc au Secrétariat unifié le 28 mai 1973 :

*"Le Bureau international a discuté en particulier des documents soumis au X<sup>e</sup> Congrès mondial de votre organisation internationale."*

*Il a constaté que, en ce qui concerne les "deux lignes" s'opposant sur la place du "guérillérisme" dans la construction des partis révolutionnaires de la Quatrième Internationale en Amérique latine, les divergences "se sont étendues au-delà du cadre de ce continent"... et sur "d'autres questions diverses, quoique liées..., portant essentiellement sur la manière de construire des partis*



révolutionnaires de masse dans la situation actuelle où se trouve la Quatrième Internationale." [Citation de la position du SWP].

Le Bureau international, en relation avec l'analyse de la situation mondiale et des problèmes soulevés par la lutte pour la Quatrième Internationale dans les conditions présentes de la situation des organisations se réclamant de la Quatrième Internationale, déclare que les organisations regroupées dans le Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale (COROI) sont prêtes à participer au X<sup>e</sup> Congrès mondial de votre organisation internationale.

Cette proposition est motivée par toute une série de considérations dont nous exposons ici les principales :

1- Les conditions objectives, particulièrement favorables à la construction de sections nationales puissantes de la Quatrième Internationale, ne suffisent pas en elles-mêmes à résoudre la question centrale de la direction révolutionnaire du prolétariat. Pour ne prendre qu'un exemple, la grève générale de mai-juin 1968 n'a pas atténué les différends entre les organisations se réclamant du trotskysme en France. Bien au contraire, ils se sont approfondis sur la ligne même des problèmes soulevés dans la préparation de votre X<sup>e</sup> Congrès. Ajoutons que cela n'est en rien limité à la France.

2- Nous proposons de participer à votre congrès parce qu'à notre avis, pour la première fois depuis 1952-1953, la discussion actuelle qui englobe tous les principaux problèmes de principe, de stratégie et de tactique signifie la possibilité de reprendre sur de nouvelles bases et sur une expérience internationale considérablement enrichie le débat qui a entraîné la scission de la Quatrième Internationale proclamée en 1938, reconstituée en 1943-1946. La Quatrième Internationale a été poussée à l'impasse par le pablisme. C'est le sentiment de cette impasse, c'est l'existence de cette impasse qui ouvre inéluctablement la voie à la discussion et à l'analyse de toutes les questions à la base de divergences qui ont dépassé les frontières des organisations se réclamant de la Quatrième Internationale. Cela témoigne de la nécessité d'examiner à

nouveau tout le champ du mouvement ouvrier international, de tenir compte des modifications survenues, d'apprécier justement les nouveaux groupements et, dans ce cadre, de procéder à un examen des divergences ayant surgi dans la Quatrième Internationale en 1950-1953 et qui, depuis, se sont considérablement élargies.

3- Une expérience, longue de près d'un quart de siècle pour certains d'entre nous, atteste qu'il ne saurait être question de renier nos positions, ou d'un ralliement à une méthode, le pablisme, que nous considérons toujours comme étrangère au marxisme. Nous n'abandonnons évidemment rien de nos idées, tout en étant prêts à apprendre à travers l'expérience de la discussion menée en commun.

Nous lutterons pour nos idées et nos positions sur la base du respect de la démocratie ouvrière, en observant le cadre de l'ordre du jour que vos instances dirigeantes ont elles-mêmes fixé.

4- En vous proposant notre participation à votre X<sup>e</sup> Congrès mondial, nous déclarons être prêts à discuter, à votre convenance, toutes questions, y compris celles soulevées par l'activité et les positions des organisations adhérentes au Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.

5- Nous considérons que dans la conjoncture actuelle il est possible de poser clairement, dans un autre contexte que celui qui a conduit à la scission de 1952-1953 et à sa consolidation, la discussion de principe sur les divergences.

En conséquence, le Bureau international propose de participer à votre X<sup>e</sup> Congrès mondial en qualité d'observateur."

Le Bureau international  
du Comité d'organisation  
pour la reconstruction  
de la IV<sup>e</sup> Internationale

Une discussion allait s'ouvrir entre le SU et le Comité d'organisation, qui devait s'étendre jusqu'en 1979. Notre position était simple : révisionnisme et trotskysme sont incompatibles, ouvrons la discussion



afin que celle-ci établisse les conditions d'une réunification de principe excluant le révisionisme des rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Dans la sévère bataille de fraction qui opposait le pablisme incarné par Mandel et le SWP, celui-ci avait constitué une tendance internationale dans le SU, la TLT (Tendance léniniste-trotskyiste). Nous avons cherché avec patience à constituer un regroupement pour l'ouverture de la discussion sur le bilan et les enseignements de la IV<sup>e</sup> Internationale fondée en 1938, détruite comme organisation par le pablisme. La direction du SWP, tout en proclamant un "trotskyisme" formel, se déroba constamment, allant même jusqu'à nous pousser à l'entrée sans discussion dans le SU pour constituer ensemble une tendance "majoritaire" qui serait à même d'expulser la tendance Mandel. C'était nous proposer là un bloc sans principe. Nous avons repoussé ces positions manœuvrières qui furent, avec d'autres facteurs dont l'analyse dépasse le cadre de ce rapport, à la base de la dégénérescence castriste du SWP.

---

### LE COMITÉ INTERNATIONAL DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Dans les conditions marquées par la dislocation de la IV<sup>e</sup> Internationale,

*"deux courants se sont consolidés, le courant liquidateur et le courant trotskyste de la IV<sup>e</sup> Internationale. Entre ces deux courants, toute une série de nuances intermédiaires se font et se défont. Le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale est néanmoins circonscrit entre ces deux courants."* (Résolution du XVIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, décembre 1972).

En 1979, la nouvelle capitulation du SWP entraînait l'éclatement de la FLT, tandis que le courant international moreniste, la Fraction bolchevique, était amené à rompre avec le SU : la politique de celui-ci au Nicaragua, de soumission à la direction sandiniste, interdisait toute politique indépendante du FSLN et conduisait Mandel à refuser de prendre la

défense des militants trotskystes de la Fraction bolchevique. Indépendamment de l'appréciation que l'on pouvait porter sur l'orientation aventuriste dictée par Moreno, il était du devoir d'organisations se réclamant du "trotskyisme" de défendre les militants de la Fraction bolchevique contre la répression. La scission opérée par la Fraction bolchevique était également motivée par les manœuvres de Mandel, qui disputait au morenisme ce que celui-ci considérait comme sa "chasse gardée", l'intervention politique en Argentine. Nous en revenons encore une fois au "national-trotskyisme".

Le national-trotskyisme du courant moreniste a bien sûr son origine dans l'éclatement-liquidation de la IV<sup>e</sup> Internationale et pour cause l'orientation et la pratique de la direction pabliste.

Tout au début de la crise pabliste, lors du III<sup>e</sup> Congrès mondial (1951), Moreno s'est opposé à l'exclusion de la section française. Lors de la déclaration de Cannon de 1953, Moreno et son organisation approuvent le SWP et s'affilient au Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale. Parallèlement, Moreno construit son organisation en Argentine où la montée du peronisme, avec ses profondes racines dans la classe ouvrière, joue un rôle momentanément décisif.

Ce sont ces facteurs, auxquels s'adapte l'organisation moreniste (adaptation nationale au populisme peroniste, absence de critique en profondeur du révisionisme pabliste), qui l'amènent précisément à participer avec le SWP à la réunification sans principe qui constitue le Secrétariat unifié en 1963. L'un des traits caractéristiques de cette "réunification" sera l'adaptation au "foquisme" au nom de la défense de la révolution cubaine. Le "foquisme", en tant que théorie et pratique politique, a mené à l'impasse une bonne partie de la jeune avant-garde en Amérique Latine, en prétendant que des forces extérieures à la classe ouvrière, comme d'ailleurs à la paysannerie, pouvaient par les seuls affrontements armés "réveiller" les masses et prendre le pouvoir. Le foquisme a entraîné la tragique mort du Che Guevara et la défaite militaire dans toute une série de



pays où ses partisans cherchaient à "imiter" Cuba (Venezuela, Argentine, Uruguay, Brésil...).

Moreno a toujours oscillé entre le soutien à ce type d'aventure et l'adaptation aux possibilités légales.

C'est ainsi que début 1979, au moment où non seulement la lutte armée était engagée, mais où des secteurs importants des masses, y compris dans la ville de Managua, s'étaient engagés dans la lutte armée qui prenait alors un caractère de masse, le groupe moreniste au Nicaragua, la LOMR, envisageait sous l'impulsion de Moreno la sortie d'un journal légal.

Et soudainement, Moreno décida d'organiser une brigade internationale (Simon-Bolivar) pour contribuer à l'effort militaire au Nicaragua, sans même consulter son groupe nicaraguayen.

Coincé entre le SU et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, le courant moreniste dut s'intégrer au processus d'unification engagé par le Comité d'organisation et le courant de la TLT (Tendance léniniste-trotskyiste) qui refusait la nouvelle capitulation du SWP. En 1979 s'ouvrait une période de discussion et de coopération entre le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, la TLT du SU et le courant moreniste, conduisant à la constitution du Comité paritaire de la IV<sup>e</sup> Internationale en octobre 1979.

Le Comité paritaire entreprit l'élaboration de *Thèses pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale*, qui pour la première fois reprenaient, à la lumière de l'expérience historique et de l'intervention des organisations trotskystes, le bilan de la plupart des problèmes essentiels qui sont à l'origine de la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les Thèses, rédigées en commun par le courant moreniste, la TLT et le CORQI, ont constitué, bien que nous ayons formulé des réserves sur certains points, un document pour aider à résoudre la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elles furent adoptées en décembre 1980 par la

conférence mondiale constitutive de "IV<sup>e</sup> Internationale (CI)".

Le développement de "IV<sup>e</sup> Internationale (CI)" fut brutalement interrompu par l'offensive scissionniste lancée par Nahuel Moreno. La forme de cette scission fut une attaque entièrement calomniatrice contre la section française et sa politique, accusée de capituler devant le gouvernement. Attaque totalement détachée de toute réalité : assistant au comité central de la section française, le même Moreno, qui jusque-là avait approuvé la politique du PCI, s'oppose "courtoisement" à l'orientation politique du combat "contre les illusions sur le terrain des illusions" par rapport au gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman constitué après la victoire électorale du PS et du PCF en mai 1981. Moreno "oubliait" tout simplement qu'il avait approuvé la tactique de la section française en ce qui concerne les élections de mai 1981 !

Nous avons alors proposé que soit ouverte une discussion sur cette question et sur toutes les autres. La direction moreniste, comme le SWP l'avait fait en 1962-1963, se refusa à la discussion.

Au fond, au-delà de ce prétexte, il y avait précisément le refus de développer "IV<sup>e</sup> Internationale (CI)" pour ne pas entrer en contradiction avec la préservation d'un "fief" particulier. En 1982, Moreno constituait la LIT, et son premier acte politique était de renier les Thèses qu'il avait rédigées avec nous au cours de l'été 1980, qu'il avait présentées conjointement avec nous en décembre 1980, avec lesquelles il affirmait son accord quelques mois encore avant de les rejeter.

Aujourd'hui la LIT subit une crise majeure à la suite de l'éclatement de la section "mère", le MAS d'Argentine (moreniste). A l'origine ce cet éclatement, le cours sectaire et autoproclamatoire du MAS qui, dans son congrès de mai 1990, définissait une ligne de prise directe du pouvoir. Auparavant le MAS avait passé un accord électoral avec le PC argentin, dont le seul résultat a été de permettre de refaire surface au parti stalinien discrédité



pour avoir apporté son soutien à la sanglante dictature de Videla.

Ce congrès du MAS avait lieu du 27 au 30 mai 1990. Le 1<sup>er</sup> mai, la manifestation appelée par le MAS avait regroupé plusieurs dizaines de milliers de manifestants. C'était pour les dirigeants du MAS la preuve que leur mouvement était devenu la "nouvelle direction" de la classe ouvrière argentine. La révolution et la prise du pouvoir étant à l'ordre du jour, tous les partis se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale devaient se subordonner à la révolution argentine et au MAS. Toujours le même national-trotskyisme proclamatoire...

Le courant moreniste international, dont les forces sont pour l'essentiel limitées à l'Argentine et au Brésil, envoyait alors un de ses représentants inviter la section française et la IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction) à ouvrir une discussion. Bien entendu, nous avons accepté. Mais les réunions prévues furent annulées par les morenistes en juillet, au moment où se manifestait clairement, avec l'échec électoral du MAS, l'inconsistance d'une orientation qui tournait le dos aux processus réels de la lutte de classe. L'autoproclamation sectaire a constitué le meilleur moyen pour refouler des milliers de militants, de syndicalistes, qui cherchaient les voies d'un parti ouvrier indépendant face à la bureaucratie peroniste appliquant les plans du gouvernement Menem dictés par le FMI.

Bien que les porte-parole de la LIT (et aujourd'hui de sa fraction majoritaire) se présentent comme les défenseurs du trotskysme le plus "orthodoxe", la méthode du morenisme n'a pas rompu avec le cadre politique du Secrétariat unifié. Ajoutons qu'en ce qui concerne la méthode, l'idéalisation de la bureaucratie stalinienne est une constante pour le morenisme.

Cela s'est exprimé clairement sur la réunification de l'Allemagne. Le journal du MAS écrit (septembre-octobre 1990) :

*"La réunification s'est produite par la dissolution de la RDA comme Etat. En d'autres termes, l'Etat ouvrier (RDA) a*

*cessé d'exister... Il a été absorbé par l'Etat capitaliste-impérialiste (RFA), et c'est de cette façon qu'a été consommée la restauration capitaliste en Allemagne orientale. Bien que la majorité des usines et des terres n'aient pas été privatisées, elles sont devenues propriété d'un Etat bourgeois. Nous sommes ainsi face au premier cas de restauration capitaliste dans un Etat ouvrier. C'est une grande victoire de l'impérialisme allemand et mondial.*

*Un fait s'est alors produit qui apparemment contredit une thèse centrale du marxisme. Dans un pays, la bourgeoisie est parvenue pacifiquement à une restauration capitaliste sans avoir à vaincre la résistance des masses travailleuses, et même avec leur approbation."*

Honteuse position d'adaptation à la caste parasitaire, rejoignant celle du SU pabliste, qui gomme volontairement la caractérisation trotskyste de l'URSS et des Etats bureaucratiques satellites comme "Etats ouvriers dégénérés" et les prétend "régénérés" en "Etats ouvriers". Par ailleurs cette position manifeste le plus profond mépris des masses laborieuses, ignore leur résistance en ex-RDA à la restauration capitaliste et aux privatisations — résistance qui se combine à la lutte de classe dans l'ex-RFA — et unit, dans une situation certes complexe, les processus de la révolution sociale à ceux de la révolution politique. Ce n'est pas le cours difficile, encore disloqué, de la lutte de classe en Allemagne qui contredit "*une thèse centrale du marxisme*". Ce qui "*contredit le marxisme*" et le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est l'adaptation de la fraction majoritaire de la direction de la LIT à la bureaucratie et au SU pabliste de Mandel.

---

#### LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE (CIR) ET LE COMBAT POUR LA CONFÉRENCE MONDIALE OUVERTE

---

C'est en juillet 1982, après la rupture du courant moreniste, que fut constituée la "IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction)". Nous avons en 1979-



1980 accepté l'appellation "IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international)", bien que pour nous les conditions n'étaient encore réunies pour reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale. Ou plutôt, l'élaboration et l'intervention active dans les processus mondiaux de la lutte de classe étaient encore insuffisants, mais nous avons alors tenu compte des acquis dans la discussion internationale. En juillet 1982 nous adoptons l'appellation IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction) — IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) — qui correspondait à notre analyse.

A la fin de juillet 1983 se tient à Bogota une conférence de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes, où la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) et ses sections jouent un rôle central. Au cœur de la conférence, la question de la dette extérieure, moyen d'un processus de recolonisation. L'exigence de l'annulation de la dette est directement soulevée par la délégation de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), alors que la délégation cubaine, celles d'autres pays d'Amérique latine, la section mexicaine du SU, le secrétaire de la FSM pour l'Amérique latine, etc., se prononcent pour le "moratoire" de la dette. Nous combattons en opposant "annulation de la dette extérieure" au "moratoire", qui implique le paiement de la dette "qui n'est pas celle des peuples". Nous faisons adopter notre position.

L'éditorial de *Tribune internationale* n° 17 de septembre 1983, qui rend compte de la Conférence de Bogota, explique notamment :

*"C'est pourquoi les pays opprimés, parmi lesquels se trouvent les Etats d'Amérique latine, se trouvent dans une situation où l'impérialisme yankee tente de s'emparer d'une partie de plus en plus grande de la plus-value, ou de s'approprier sa totalité. De là découle une tendance à la transformation des relations entre les pays oppresseurs et les pays opprimés formellement indépendants en relations de type colonial."*

Du fait de l'intervention de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), cette conférence lançait, pour la première fois, l'appel au non-paiement de la dette. Il s'agissait,

comme l'écrivait une résolution tirant le bilan, "au-delà d'un simple acte de protestation contre l'impérialisme", d'"effectuer un premier pas dans la voie de la réalisation du front unique anti-impérialiste à l'échelle internationale". C'était là "en quelque sorte virtuellement, l'affirmation que la lutte contre l'agression impérialiste n'est pas l'affaire des peuples opprimés seuls mais se lie aux tâches du prolétariat international".

Soulignons que la décennie dans laquelle se matérialise l'objectif de reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est celle où se développe le combat contre les plans du FMI et de la Banque mondiale, contre les plans d'austérité et d'ajustement structurel, contre les privatisations, comme combat international unifié sur la ligne du front unique.

Cette dimension est toujours présente dans les initiatives qui, de Bogota à Barcelone, vont permettre de poser concrètement la question de la reproclamation sur la ligne de la conférence ouverte pour l'Internationale ouvrière.

---

### LE PREMIER DÉBAT SUR LA REPROCLAMATION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

*Tribune internationale* de mai 1986 rend compte du débat ouvert en décembre 1985 au conseil général :

*"Je ne sais pas si aujourd'hui, sous une certaine forme, il n'est pas nécessaire d'envisager d'ici un an la convocation d'un congrès pour proclamer la IV<sup>e</sup> Internationale reconstituée."*

*Si je suis même de loin ce qui se passe dans d'autres pays, et si on réfléchit aux conditions françaises que je connais mieux, il faut faire extrêmement attention de ne pas rester toujours dans un cadre quand il commence à être dépassé."*

*Cela nous amène à des insuffisances politiques et théoriques dans la construction même des sections dans chaque pays."*



Poser ce problème amenait à la réflexion suivante :

*“En quoi une telle orientation (celle que je viens de défendre) permettra-t-elle de renforcer le combat de la IV<sup>e</sup> Internationale pour la constitution de partis ouvriers indépendants ?*

*Je crois qu'effectivement cette question est centrale. Si, évidemment, une telle initiative conduisait à affaiblir le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale, nous devrions abandonner, nous trotskystes, cette ligne politique. C'est une évidence.”*

Mais ce débat n'est en aucun cas posé en termes d'ultimatum :

*“Pour conclure, je ne demande pas aujourd'hui qu'on vote une résolution dans laquelle nous dirions que nous allons convoquer dans un an ou deux le congrès reconstituant la IV<sup>e</sup> Internationale.”*

Cependant, la question de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale était ainsi posée à une échelle supérieure.

*“L'importance de cette discussion, s'appuyant sur les matériaux dégagés par le combat du conseil général et de toutes les sections, en particulier dans les avancées significatives dans la voie de la réalisation d'une conférence mondiale ouverte, depuis l'adoption en 1983 de la résolution “Quelques problèmes de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections”, réside en ce qu'elle permet de prendre une initiative pour tenir dans des délais relativement courts une réunion internationale qui pourrait poser à une échelle qualitativement plus vaste la question de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.”*

Dans ce cadre, et donc en relation avec l'orientation politique posant la question de la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale, la décision est prise au conseil général de juin 1986 d'avancer dans la voie de la conférence mondiale ouverte, en impulsant la convocation d'une conférence internationale exprimant l'unité des travailleurs des pays dominés par l'impérialisme et des travailleurs des pays capitalistes avancés dans la lutte contre le FMI, pour l'abrogation de la dette, contre les plans de la CEE.

En accord avec les dirigeants du MIR du Venezuela et du PT du Pérou, le secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) lance en 1986 l'appel suivant pour la Conférence de Caracas :

*“Le conseil général a considéré la possibilité de mener une campagne internationale sur ces questions de la plus grande importance. Nous nous trouvons face à une véritable guerre économique menée par le FMI, relayée en Europe par la CEE, contre les pays du monde entier. (...)”*

*[Une telle conférence] dépasserait l'aspect toujours nécessaire d'une activité de solidarité pour devenir un élément de reconstruction de l'Internationale donnant le contenu d'ensemble de chacune de nos initiatives.”*

La Conférence de Caracas (avril 1987) matérialisait à un niveau plus élevé le combat international contre la dette, contre les plans du FMI comme offensive généralisée contre toute la classe ouvrière internationale. Elle a été un jalon essentiel dans la voie de la Conférence mondiale ouverte, organiquement liée au combat pour la reproclamation-reconstitution de la IV<sup>e</sup> Internationale.

C'est cela qui s'exprime dans l'ensemble des initiatives, conférences et rassemblements qui suivront la Conférence de Caracas (cf. *La Vérité* n° 5, pages 54 à 83) :

- Rassemblement international au Zénith de janvier 1988 et constitution du comité de liaison pour une nouvelle internationale ; Tribunal international de Lima contre la dette (septembre 1989) ; première conférence européenne à Berlin en novembre 1988 suivie par la constitution à Barcelone, les 14 et 15 octobre 1989, de l'Alliance européenne des travailleurs ; conférence africaine à Dakar en octobre 1988 ; en juin 1990, nouvelle conférence européenne à Berlin, conduisant à la conférence mondiale ouverte de Barcelone.

- Janvier 1991 : les délégués de 53 pays réunis à la Conférence de Barcelone décident de constituer l'Entente internationale des travailleurs, et de



convoquer un rassemblement international à Paris. Celui-ci se tiendra le 8 juin 1991 et sera suivi par la première réunion du comité de liaison l'Entente.

- Mai 1991 à Brasilia : première rencontre latino-américaine pour la défense des entreprises publiques.

- Novembre 1991 : deuxième conférence de Dakar.

- 17 novembre 1991 : rencontre ouvrière de Komlo (Hongrie).

- Juillet 1992 : deuxième conférence latino-américaine de défense des entreprises publiques.

- Août 1992 : constitution du Parti des travailleurs au Sénégal.

- 27 septembre 1992 : manifestation européenne de mineurs et de sidérurgistes à Bruxelles, au siège de la CEE.

- 26/27 septembre 1992 à Mexico : conférence pour la défense de Cuba.

- 10, 11, 12 octobre 1992, Moscou : conférence internationale sur les privatisations, qui aboutit à l'Adresse aux travailleurs du monde entier et à la décision de tenir le rassemblement du 20 juin 1993 à Paris.

- Novembre 1992 : conférence contre la répression en Haïti.

- 13 novembre 1992 à Paris : meeting international contre la répression en Tunisie et contre l'embargo sur l'Irak.

- 4 février 1993 : meeting à Paris à l'initiative du Cicr, pour le retour des 415 Palestiniens bannis, pour la levée de l'embargo contre l'Irak, pour l'arrêt de la guerre dans l'ex-Yougoslavie.

- Avril 1993 : conférence Europe-Asie à Hong-Kong.

Ainsi, la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière de Barcelone, précédée par la conférence mondiale des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale (à laquelle furent invités groupes, tendances et organisations

indépendants), constitue une première matérialisation de notre position, qui peut être formulée de la manière suivante :

La IV<sup>e</sup> Internationale entend constituer par elle-même une organisation internationale autonome sur son programme, dont elle réaffirme la validité. La reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale, fondée en 1938, est la constatation de ce que tous les courants se réclamant du "trotskysme", et plus particulièrement le courant pabliste, sont étrangers, ainsi que nous l'avons établi dans ce rapport, au programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce faisant, comme organisation internationale autonome, la IV<sup>e</sup> Internationale combat, avec les organisations, courants et partis indépendants de différents pays qui se dégagent de la crise de décomposition du mouvement ouvrier officiel, pour l'Internationale ouvrière dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs constituée par la Conférence de Barcelone. Citons le *Manifeste contre la guerre et l'exploitation* adopté par cette conférence :

*"Dans un monde où s'accumulent les maux résultant de la survie d'un système économique fondé sur l'exploitation et l'oppression, le nouvel ordre international que veulent imposer Bush et Gorbatchev appuyés par tous les gouvernements siégeant à l'ONU, au service du profit et de la spéculation, conduit à l'aggravation de l'oppression des peuples dominés et de l'exploitation des travailleurs du monde entier.*

*La guerre avec ses massacres, la famine et les épidémies qu'elle engendrerait, signifierait un formidable recul, une atteinte peut-être mortelle à la civilisation humaine.*

*Nous, délégués de 53 pays réunis à Barcelone ce jour 4 janvier 1991, refusons ces nécessités politiques, économiques et sociales qui, pour le maintien du système de l'impérialisme, exigent le paiement de dettes extérieures qui ne sont pas celles des peuples et la remise en cause de tous les acquis sociaux de la classe ouvrière du monde entier.*

*Nous sommes contre la guerre, les peuples et les travailleurs du monde*



entier sont contre la guerre. Car ils savent que la guerre signifierait un pas supplémentaire dans l'oppression et l'exploitation qui, sous l'égide du FMI, de la CEE et de la Trilatérale, organisent dans tous les pays et sur tous les continents la déréglementation, le chômage, la destruction de l'enseignement et de la culture, la destruction des usines, la désertification des campagnes. La guerre signifierait un pas supplémentaire dans la direction de la subordination des organisations ouvrières, et d'abord des organisations syndicales, à l'Etat, dans la remise en cause de leur indépendance.

Nous, les peuples, la classe ouvrière internationale, sommes payés pour le savoir : les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, les gouvernements au service de l'impérialisme tenteraient d'arracher avec la guerre tous les droits et acquis sociaux.

Conscients que chaque jour qui passe voit les gouvernements gaspiller 2 millions de dollars par minute pour des budgets de guerre dans le monde, alors que de l'aveu même de l'UNICEF, 150 millions d'enfants dans les pays dominés, en Afrique, en Amérique latine, en Asie, vont mourir de faim faute de soins d'ici à l'an 2000 ;

Conscients que l'intérêt des peuples et de la classe ouvrière de tous les pays est de refuser la guerre ;

Nous décidons de constituer un comité international contre la guerre, contre le nouvel ordre mondial que Bush, appuyé par Gorbatchev et tous les gouvernements siégeant à l'ONU, veut imposer ; nouvel ordre qui ne serait que la couverture d'un système politique de l'impérialisme renforçant l'oppression et l'exploitation.

Nous nous prononçons en premier lieu pour la suppression des budgets militaires et l'affectation de ces sommes à des œuvres de paix et de première nécessité.

Nous nous prononçons pour le démantèlement de toutes les bases militaires dans le monde.

Nous sommes conscients que l'avenir sera difficile. Un monde croule.

*Considérant que notre devoir est de combattre pour aider les peuples et la classe ouvrière à sauver par leur propre mouvement l'humanité de la guerre :*

*En constituant ce comité international contre la guerre,*

*En vous appelant à nous rejoindre,*

*Nous affirmons notre confiance dans la capacité des travailleurs du monde entier à se libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, leur capacité à édifier un monde où la collaboration harmonieuse entre les nations et les travailleurs se substituera à ce monde de la barbarie qui monte chaque jour davantage.*

*Gouvernements, craignez la révolte des peuples. A bas la guerre !"*

---

## LA DISLOCATION DE LA BUREAUCRATIE

---

Il n'y a aucune ambiguïté ni omissions dans la décision de reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale en menant le combat politique pour l'Internationale ouvrière. Nous condamnons toute forme d'ultimatisme, étranger au marxisme. Nous ne considérons pas que la méthode de Marx, présidant à la fondation de la I<sup>re</sup> Internationale comme centre regroupant des organisations ouvrières indépendantes alors en formation, soit contradictoire à celle d'Engels pour la II<sup>e</sup> Internationale, à celle de Lénine et Trotsky fondant la III<sup>e</sup> Internationale en 1919, ni à celle de Trotsky en 1938 pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

Dans l'effroyable crise de dégénérescence et de décomposition du mouvement ouvrier officiel, plus encore que dans le passé d'énormes difficultés se dressent devant la lutte émancipatrice des masses exploitées et opprimées.

En quelque sorte, la trahison des appareils ouvriers-bourgeois les amène à refaire le chemin "balisé" par les générations antérieures qui avaient construit leurs organisations de classe, partis ouvriers et syndicats indépendants,



se constituant ainsi comme classe dans la résistance à l'exploitation et à l'oppression.

La preuve est faite que les appareils des PC staliniens subordonnés à Moscou, agences indirectes de l'impérialisme jusqu'à l'effondrement de l'ex-URSS, et des partis sociaux-démocrates, agences directes de l'impérialisme, ont été et sont les meilleurs défenseurs de l'ordre bourgeois.

Décomposition du mouvement ouvrier officiel, qui fait naître une multitude d'organisations, plus particulièrement après la chute du Mur de Berlin, issues du prétendu "mouvement communiste mondial", et dont un certain nombre sont délibérément constituées par les bureaucraties en place. Aujourd'hui ces bureaucraties, qui n'ont pas une double nature "socialiste" et "bourgeoise", cherchent l'issue en se mettant au service de la restauration capitaliste.

Mais les réformes économiques dictées par le FMI renforcent, sur la base des contradictions insolubles que nous avons analysées dans les points précédents, tous les facteurs d'instabilité sur tous les plans : économique, politique, social. De nouvelles contradictions s'ajoutent aux anciennes, et le tout crée une situation de décomposition qui voit la constitution d'une multitude de nouveaux clans qui se recourent, s'imbriquent, s'associent aux anciens clans des années précédentes, voire du temps de Staline. Tous ces clans cherchent à accaparer les sources de richesses et les instruments du pouvoir d'Etat, qui néanmoins se désagrège.

Par ailleurs, ces clans eux-mêmes, qui se constituent en groupes et "partis", ne sont pas homogènes. Il s'ensuit une aggravation de la décomposition politique. Chaque clan, chaque groupe, cherche à s'ouvrir la voie dans l'appareil d'Etat ; lequel, bien qu'il se désagrège, reste largement aux mains de clans issus de l'ancienne nomenklatura. Les conflits les plus sévères se multiplient en permanence, se traduisant dans les combinaisons les plus sordides tant entre les clans et partis qu'à l'intérieur de chacun d'eux. Chacune des composantes

voulant, pour sauvegarder ses intérêts de caste, asseoir ses propres positions dans tous les secteurs de la vie économique et politique en se présentant au FMI et à l'impérialisme US comme les meilleurs agents de la restauration de la propriété privée.

Toutes ces composantes, qui se disputent un pouvoir qui se disloque et se désagrège, sont issues des organes de l'Etat bureaucratique, des "instituts idéologiques" constitués du vivant de Staline, véritables laquais intellectuels "éduqués" pour faire face à tous les retournements, les justifiant dans de pesants articles et livres. Beaucoup sont également issus de la caste bureaucratique civile et militaire, avec un passé d'agent secret du NKVD ou des polices secrètes de l'ex-URSS et des pays de l'Est. Le NKVD et les polices secrètes ont à peine été épurés : leurs agents étant de "bons professionnels" qui ont parfaitement servi la dictature, ils sont bons pour poursuivre leur service dans les nouveaux régimes "démocratiques".

Dans ce tableau de la décomposition, il faut encore signaler combien la falsification pabliste du SU continue son œuvre contre la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme, sur la ligne constante de la capitulation devant la bureaucratie.

Un exemple montre combien la dégénérescence pabliste peut être mesurée, celui de Petr Uhl, militant du Secrétariat unifié en Tchécoslovaquie et qui l'est resté jusqu'à ce qu'il décide de "se retirer de la vie politique" ; membre du SU, donc, lorsqu'il exerce des fonctions de directeur de l'agence de presse officielle du gouvernement de la restauration capitaliste présidé par Vaclav Havel. Petr Uhl a été un opposant résolu et courageux au régime stalinien, nul ne le niera. Il a combattu au sein de l'opposition tchécoslovaque pour une politique qu'il estimait conforme aux enseignements du marxisme. Mais il a accepté d'occuper cette fonction au sein du gouvernement Vaclav Havel, manifestant ainsi son accord avec une "action gouvernementale" visant à rétablir la propriété capitaliste en Tchécoslovaquie. "Je suis pour une économie de



marché autogestionnaire”, a-t-il déclaré le 2 février 1990 à la télévision française.

Un an plus tôt, dans une interview à *Rouge* (n° 1 318), il déclarait :

*“Il existe non seulement des Gorbatchev, mais aussi des Eltsine, qui représentent une véritable aile gauche au sein du parti... J'ai beaucoup de sympathie pour Eltsine, sa position est presque identique à la nôtre. Sauf sur une petite chose : il croit en la possibilité de réformer le système politique d'URSS dans le sens de la démocratisation.”*

A l'époque, Eltsine était encore membre du comité central du PCUS, la “réforme” à laquelle il “croyait”, c'est la mise en œuvre des plans du FMI, la restauration capitaliste, et ce n'est pas une “petite chose” comme le prétend Petr Uhl.

Cette évolution de Petr Uhl, si elle peut tenir à des facteurs individuels, aux pressions en Tchécoslovaquie même, est avant tout le produit de l'orientation imprimée par le SU dont il était membre, en particulier l'appui aux “réformes” de Gorbatchev, “réformes” qui ouvraient la voie à la restauration capitaliste.

En effet, la revue du SU, au nom de “l'efficacité économique”, justifiait les licenciements qu'entraîneraient les réformes de Gorbatchev :

*“Peu de gens contestent le fait que les entreprises soviétiques ont du personnel en surnombre et que l'efficacité économique demande une certaine redistribution, et donc une certaine mobilité de la main-d'œuvre.”*

*D'un autre côté, les travailleurs soviétiques en sont venus à considérer comme un droit acquis la sécurité d'emploi qui a existé de fait sous le régime dirigiste ; il a donc été reconnu officiellement que l'abrogation de ce droit acquis en vertu de la réforme du marché demande l'établissement de garanties pour que les licenciements soient justifiés par des raisons économiques, et doit sérieusement tenir compte des problèmes sociaux afin que ceux qui seraient licenciés n'aient pas à souffrir indûment [sic — NDLR] de leur mutation dans un autre emploi, et que la réforme ne conduise pas à la formation d'un chômage structurel. Mais jusqu'à*

*présent, la politique suivie n'a pas concrétisé ses bonnes intentions.”*

Ainsi David Seppo, auteur de cet article de septembre 1989, sollicite de la bureaucratie qu'elle mette en œuvre ses “bonnes intentions”, qu'elle n'opère que des “licenciements justifiés” et qu'elle assure de “bonnes reconversions”. Voilà un langage bien familier — pas seulement aux travailleurs d'URSS — et dont on connaît les résultats.

C'est cette adaptation au stalinisme et à sa “rénovation” que souligne le fait (qui n'a rien d'étonnant) qu'un Monetta soit membre du SU (comme représentant du VSP, Parti socialiste unifié, organisation regroupant en Allemagne des partisans de Mandel et des maoïstes) et dans le même temps membre du comité central du PDS, issu de l'ancien SED de Honecker et Gyzi ! Quoi d'étonnant, quand M. Kellner, dirigeant de la section du SU en Allemagne, déclare de son côté :

*“Nous ne sommes pas d'accord avec l'affirmation que le droit à l'auto-détermination serait un droit inaliénable.” (Rouge, mai 1990).*

Un peu plus tôt, le même Kellner (*Rouge*, 26 octobre 1989) affirmait :

*“La réunification est le thème de la droite et de l'extrême-droite. Il est synonyme d'une volonté collective de revanche et du spectre de la Deuxième Guerre mondiale.”*

Mais ce n'est pas le fait du seul groupe allemand du SU. Dans une résolution du SU intitulée “Une défaite politique”, on peut lire :

*“Nous avons souligné les effets gravement négatifs, tant en Allemagne que sur le plan international, de la réalisation de l'Anschluss pour la classe ouvrière et tous les opprimés. Les faits confirment le bien-fondé de notre opposition résolue à l'unification allemande capitaliste et de nos avertissements à l'adresse de la classe ouvrière allemande et internationale.”*

Cette parenthèse fermée, constatons que tous se sont convertis à la restauration de la propriété privée des moyens de production pour s'adapter aux nouvelles



conditions dictées par l'impérialisme américain qui entend utiliser les cadres de l'ancien système. Durant des dizaines d'années ces gens, "cadres" du parti et de l'Etat, ont publiquement juré leur fidélité au "socialisme réel", à Brejnev, fidélité à ce prétendu socialisme qui consistait, après que Staline ait exproprié les masses du contrôle démocratique de la propriété sociale, à se constituer en caste privilégiée. L'impasse du système bureaucratique les a conduits, dans l'ex-URSS, dans les pays de l'Est, en Chine, à se convertir avec aisance à "l'économie de marché".

Il y a quelques années, c'était le KGB qui était le centre de décision en URSS et pour tous les gouvernements des pays de l'Est ; aujourd'hui, c'est aux conseillers américains qu'il incombe de constituer avec les polices secrètes le centre du "mouvement démocratique" : Colby, ancien directeur de la CIA, a séjourné en Bulgarie au début de 1992 pour présider une réunion de tous les chefs des polices politiques d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS. Les décisions sont restées secrètes, mais l'une d'elles a filtré dans la presse : l'envoi aux USA de policiers et "KGBistes" pour y être formés aux traditions policières du "monde libre".

Hier, en URSS et dans les pays de l'Est, les nomenklaturistes chantaient les louanges de Staline et de la caste bureaucratique privilégiée. Aujourd'hui, alors que le peuple s'enfonce dans la misère, pour garantir leur pouvoir maffieux ils écrivent tant et plus sur la nécessité de la restauration de l'économie de marché, de la privatisation.

---

### L'EFFONDREMENT DES PC : UN PROCESSUS IRRÉVERSIBLE

---

Répetons-le : à la suite de la chute du Mur de Berlin en novembre 1989, les gouvernements bureaucratiques se sont effondrés un par un. Immédiatement, les dirigeants des PC ont compris le sens du changement et se sont empressés de s'affirmer "sociaux-démocrates". Corrompus parmi les corrompus, ils ont trouvé leur point de ralliement dans la II<sup>e</sup>

Internationale (Internationale socialiste), dont le vice-président Andres Perez, le très corrompu président du Venezuela, est représentatif des individus qui composent sa direction. Cela dans une situation où le passage de l'économie de la propriété sociale à l'économie de la propriété privée des moyens de production entraîne chômage et hausse des prix, détériore les conditions de vie des masses populaires jusqu'à poser la question de la survie pour des dizaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

C'est ainsi qu'au système du parti unique et des syndicats rouages de l'Etat bureaucratique a succédé un système pluraliste qui a vu se constituer une multitude de partis, des groupements politiques par dizaines et dizaines, produits de la décomposition du prétendu "centre" du prétendu "mouvement communiste mondial". Dans cette multitude d'organisations, il en est qui recherchent les voies de l'action indépendante. Les masses et les militants ne voient pas clairement comment s'orienter. Ainsi cette infirmière "blessée à la main" à la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1993 à Moscou, manifestation durement réprimée par Eltsine, qui déclare à un journaliste français (rapporté par *Le Journal du Dimanche* du 2 mai 1993) :

*"Ils [Eltsine et sa police — NDLR] n'avaient pas le droit de nous empêcher de défiler sur la place Rouge. Ils ont gagné leur référendum en trichant à la télévision et installant des buffets gratuits dans les bureaux de vote. Cela ne leur suffit pas ? Je n'en reviens pas d'avoir osé lancer des pierres sur les policiers. Je ne veux ni revenir à l'ordre ancien, ni accepter que Eltsine et sa bande de corrompus ruinent le pays. La prochaine fois, je serai encore plus méchante."*

Cette déclaration confirme l'analyse des points du rapport consacrés aux développements politiques en URSS et dans les pays de l'Est (grèves générales en ex-RDA), confirme également la méthode de la conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière. La IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections ne dressent pas leur programme de la révolution politique face aux organisations indépendantes. La IV<sup>e</sup> Internationale et



ses sections recherchent et rechercheront à aider ces regroupements indépendants pour leur proposer la discussion politique libre sur les voies et moyens pour aider les masses à se sortir elles-mêmes de l'impasse où les entraîne dans tous les pays le système de la propriété privée des moyens de production. L'Entente internationale des travailleurs, inscrivant l'accord pour le combat contre les privatisations, l'accord sur ce fondement de l'internationalisme prolétarien, établit le cadre de la libre discussion entre toutes ses composantes.

Nous partons des solutions à apporter à la crise de la direction révolutionnaire pour aider les masses à s'engager, par leur action indépendante, sur le chemin de leur émancipation par leurs propres moyens. Le combat des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale pour des partis ouvriers indépendants et la défense des organisations ouvrières constitue précisément l'un de ces moyens.

Toute la situation mondiale est marquée par la responsabilité écrasante des partis dégénérés de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales qui, lors de leur constitution, avaient inscrit sur leur drapeau l'expropriation de la propriété privée, système de production devenu obstacle au développement des forces productives. Cet objectif, les appareils de ces partis l'ont abandonné pour devenir les agences directes de l'impérialisme.

Partis dégénérés jusqu'à la moelle, ils n'hésitent pas à s'attaquer, en étroite collaboration avec la bourgeoisie dont ils sont les valets, aux droits et conquêtes sociales arrachés par les générations passées dans une dure lutte de classe. Ils n'hésitent pas même, dressant ainsi des obstacles supplémentaires aux luttes des classes laborieuses, à œuvrer à l'intégration corporatiste des organisations ouvrières, particulièrement les syndicats indépendants constitués pour arracher aux capitalistes des améliorations aux conditions de vie et de travail.

Constatons, ce qui n'est pas pour nous étonner, qu'à l'échelle internationale les "cadres" de ce qui a été dénommé le "mouvement communiste mondial" ont

suivi la même évolution. Hier agents de la bureaucratie de Moscou, de la bureaucratie de Pékin et du prétendu "camp des pays socialistes", ils se convertissent avec aisance et célérité à la défense du "nouvel ordre mondial" made in USA.

Les partis issus de l'appareil international asservi à la bureaucratie du Kremlin ou à celle de Pékin connaissent tous des crises, des éclatements, une dispersion en fractions diverses. Ce processus est irréversible : la chute de la bureaucratie ôte leur place aux partis déterminés par leur rôle d'auxiliaire de la caste contre-révolutionnaire qui a conduit à l'effondrement de l'URSS. Quant aux sommets de la bureaucratie chinoise, ils sont engagés dans une marche forcenée à la restauration capitaliste, en particulier au travers des zones franches où des millions de travailleurs sont conduits à la paupérisation absolue. Ces zones franches, qui assurent la pénétration de l'impérialisme, remettraient en cause à terme l'unité même de la Chine.

Dans cette crise — qui n'est identique ni dans ses formes ni dans ses rythmes dans les différents pays et qui n'est pas un processus linéaire —, des militants, des courants recherchent et rechercheront une voie indépendante. Mais dans leur quasi-totalité toutes les fractions issues des sommets de l'appareil se réalignent sur la défense de la propriété privée des moyens de production et de l'Etat bourgeois.

Ainsi, en Italie où deux organisations sont issues du PC italien, "Rifondazione Comunista" utilise son poids pour interdire toute mobilisation unitaire conduisant à la grève générale contre le plan Amato, et le PDS s'implique directement dans la tâche de restaurer la façade de l'Etat bourgeois en Italie pour qu'il puisse appliquer directement les plans du FMI.

En Espagne, l'existence de diverses fractions du PCE, toutes coulées dans le moule des institutions monarchistes, a été utilisée comme un moyen d'empêcher toute action véritable contre le traité de Maastricht. En France, jusqu'au bout, notamment par ses votes au Parlement, le



PCF a soutenu le gouvernement Mitterrand-Bérégoz, politique qui trouve son expression également dans les affirmations de Georges Marchais apportant son appui à Clinton au lendemain de son voyage aux Etats-Unis, et dans la conférence de presse du leader stalinien Lajoinie : après une rencontre avec le président démocrate de la commission de la défense de la Chambre des représentants, Lajoinie déclare avoir constaté "des convergences".

En Algérie, où le parti stalinien s'est dissous en janvier 1993 pour constituer un regroupement ouvertement de collaboration de classe, il déclare que le capitalisme est un passage obligé en Algérie, au nom de la lutte pour la modernité et contre l'obscurantisme. Il se présente comme le fer de lance de la répression, appelle au renforcement de celle-ci en se prononçant contre toute forme d'organisation indépendante des travailleurs, en fait pour aider à l'application des plans de privatisation du FMI que le Haut Comité d'Etat entend mettre en œuvre.

Au Sénégal, le parti stalinien (le PIT) s'est refusé à engager la bataille contre la réforme du Code du travail et participe au gouvernement d'Abdou Diouf. En Afrique du Sud, le PC jette toutes ses forces dans la bataille pour imposer au peuple noir l'abandon de ses revendications, renonce à l'exigence "un homme, une voix" et se soumet à la réforme de l'apartheid qui ne vise qu'à assurer la stabilité de l'Etat structuré sur la domination de la minorité blanche.

On pourrait multiplier les exemples. Les différentes fractions "rénovatrices" et "reconstructrices" se situent fondamentalement sur le même terrain. Pour la France, citons Fiterman, ancien ministre du gouvernement Mitterrand-Mauroy, toujours membre du bureau politique du PCF. Au sujet des nationalisations sur lesquelles "le débat politique a porté depuis 1977" :

*"A l'évidence, il s'agissait là d'un avatar de la vision classique que nous avons portée au long du siècle et qui consistait à penser que l'essentiel pour changer la société est de modifier la*

*propriété. L'expérience a montré que cela n'était pas suffisant et parfois même pas décisif. Il aurait fallu insister davantage sur la gestion démocratique des entreprises que sur leur propriété."*

Au-delà des différences tactiques, cette position est partagée par d'autres regroupements initiés par d'autres dirigeants du PCF : Le Pors, Herzog et autres dignitaires staliniens fraîchement reconvertis en apôtres de l'ordre corporatiste.

Comme en Italie où ils ont intégré "Rifondazione", les organisations et les militants liés au Secrétariat unifié se retrouvent sur le terrain de cette "rénovation", organisant des "coalitions" ou des "forums" dont le dénominateur commun est le passage ouvert sur les positions de défense de l'Etat bourgeois tel qu'il existe. Dans le cas de la France, cela signifie la défense des institutions de la V<sup>e</sup> République.

En témoigne la plate-forme électorale à laquelle la LCR s'est associée. Refusant de remettre en cause le système de la propriété privée des moyens de production, la LCR propose "une croissance humaine (sic) refusant comme critère la seule loi du marché (re-sic), le productivisme et la concurrence exacerbée (re-re-sic)." Autrement dit, il s'agit pour la LCR de tempérer la loi du marché capitaliste et la concurrence acharnée que se livrent les impérialistes dans une situation où "les forces productives étouffent dans le cadre des Etats et de la propriété privée". Se prononçant pour la "réforme" de la propriété privée, la LCR se retrouve tout naturellement aux côtés des rénovateurs et recompositeurs de toute obédience, issus ou toujours membres du PS et du PCF, pour réclamer la "réforme" de la Constitution :

*"Il est nécessaire (...) de mettre fin aux mécanismes antidémocratiques contenus dans la Constitution de la V<sup>e</sup> République. Il faut à la fois assurer un nouvel équilibre efficace entre les pouvoirs exécutif et législatif, renforcer le rôle du Parlement. (...) Il faut aller bien plus loin dans la voie de la décentralisation et du pouvoir des citoyens à tous les niveaux."*



“Réformer” l’Etat bourgeois en étayant ses institutions bonapartistes en crise, voilà le programme d’une organisation qui se réclame de la IV<sup>e</sup> Internationale !

Des renégats divers, en France comme ailleurs, servent d’intermédiaires dans ces combinaisons. C’est le cas de Langevin, animateur d’une revue où se retrouvent les ex-ministres staliniens Ralite et Le Pors, qui eux se retrouvent avec les présidents des entreprises capitalistes pour organiser licenciements, flexibilité, restructurations...

Ces ex-ministres, organisateurs des réformes anti-ouvrières de la santé publique et de la fonction publique, “cohabitent” harmonieusement avec des éléments liés au Parti socialiste, à Pierre Broué et d’autres.

Nous avons vu que dans l’ex-URSS (voir les déclarations de manifestants citées plus haut) les masses, ceux et celles, les groupes et organisations qui se dégagent des processus de décomposition, ne veulent “*ni revenir à l’ordre ancien ni accepter que Eltsine et sa bande de corrompus ruinent le pays*”.

Parmi d’autres déclarations que rapporte le journal français sur la manifestation réprimée par le “démocrate” Eltsine, signalons celle-ci :

*“Vadim, 40 ans, chercheur quasiment au chômage, passait dans le quartier par hasard et affirme que pendant quelques minutes il a senti “souffler le vent de la guerre civile”. “J’ai voté pour Eltsine faute de mieux, mais on n’a pas le droit de taper sur les gens de cette façon, ni même de les empêcher de manifester. Je crois qu’on est sur une mauvaise pente. J’ai eu peur pour mon pays.”*”

Ce manifestant a voté pour Eltsine qui, après Gorbatchev, entend imposer la “réforme économique”. Il a très certainement cru aux “beautés de la restauration capitaliste”, qui, croyait-il, allaient entraîner pour tous une élévation du niveau de vie. Il y croit encore. Mais il est au chômage avec des millions d’autres, et par dizaines de millions ils sont menacés par les privatisations dans leur survie même. Là est la base objective

et subjective de la constitution de groupements, d’organisations politiques et syndicales indépendantes.

Dans d’autres relations sociales de production, il en est de même pour les exploités des pays impérialistes et des pays dominés. Les militants et cadres ouvriers des partis “communistes” ont accepté la discipline de leur parti. Militants et cadres ouvriers des PC, ils voyaient dans le “Parti”, dans le syndicat contrôlé par l’appareil stalinien, le parti de l’émancipation des travailleurs, le parti de la “patrie socialiste”. L’effondrement de l’URSS, conséquence de la chute du Mur de Berlin, a ouvert cette crise du “mouvement communiste mondial” qui décompose les PC.

Certains de ces cadres et militants estiment encore (bien qu’avec toujours plus de difficultés) que par exemple la direction du PCF ou celle du Parti communiste portugais refusent de se compromettre avec le capitalisme, tout comme leurs aînés ne comprenaient pas que les appareils des PC étaient définitivement passés, avec l’Internationale communiste, du côté de l’ordre bourgeois en 1933.

Ceux-là voient Lajoinie trouver des “convergences” avec l’impérialisme US, ceux-là voient l’appareil s’adapter aux “plans d’ajustement structurel” qu’entendent imposer dans tous les pays Camdessus et le FMI.

Il est une autre couche de militants qui ont pu penser et pensent encore (aidés en cela par d’ex-trotskyistes pour qui l’abandon de la IV<sup>e</sup> Internationale et de son programme constitue un ticket d’entrée dans ces groupes) que la fraction de l’appareil qui s’est constituée en groupes de rénovateurs-reconstructeurs cherche la voie pour tirer le bilan de la faillite du “mouvement communiste mondial”.

Ils n’ont pas vu et ne voient pas que cette fraction de l’appareil, corrompue parmi les corrompus, ne fait que présenter ses offres de service à l’ordre mondial de la propriété privée, jusques et y compris à s’intégrer à l’ordre corporatiste.



Dans d'autres relations politiques et les intégrant, ces processus se développent également dans les partis de la II<sup>e</sup> Internationale conservant des racines dans l'ancienne social-démocratie.

Notons également que toutes les cliques, y compris "rénovatrices", se situent à présent plus ou moins ouvertement sur les positions de l'Internationale socialiste. C'est là une des questions clés : durant des décennies, partis staliniens et partis sociaux-démocrates, chacun à leur place (et se livrant à une concurrence acharnée), ont contribué au maintien de l'ordre bourgeois impérialiste. L'effondrement de l'URSS, centre mondial des appareils bureaucratiques, a privé les PC de leur support, et leur crise est devenue un facteur essentiel de déstabilisation des partis sociaux-démocrates eux-mêmes.

On a cité précédemment (chapitre II de ce rapport) un extrait de la résolution adoptée par le récent congrès de Berlin de l'Internationale socialiste (septembre 1992) :

*"Il est vrai que les mécanismes des marchés et la compétition sont nécessaires pour la croissance et le développement économique, mais il est également vrai que les marchés libres n'assurent pas la justice. Le socialisme démocratique reconnaît donc l'Etat en tant que serviteur nécessaire du peuple pour garantir une société juste et équitable. Les gouvernements doivent être efficaces et doivent être tenus responsables de leur conduite par un échange de vues et des décisions démocratiques ancrées dans une société civile fort représentative."*

Le tableau doit être complété par la manière dont s'est déroulé le congrès de Berlin, auquel étaient formellement représentées 100 organisations : pas de discussion, la succession de discours de notables dans un cadre étroitement déterminé par une lourde présidence. Un délégué à ce congrès faisait remarquer comme un symbole qu'un ministre turc s'y pavanait, vantant les mérites de son régime, tandis que dehors la police refoulait des militants turcs, chassés de leur pays par la répression et la misère.

C'est dans ces conditions que nombre de forces auxiliaires — Favre, Broué — tentent d'amener le PT du Brésil à la II<sup>e</sup> Internationale. Ainsi, au mois de novembre 1992, selon le *Jornal Do Brasil* du 1<sup>er</sup> décembre, une réunion a eu lieu à Paris dans le bureau de Mauroy, président de l'Internationale socialiste, avec Lula, où il a été donné au PT du Brésil le titre "d'observateur". La prise de tous ces contacts a été facilitée par Favre, membre du comité des relations internationales du PT et qui entretient les relations les plus étroites avec les dignitaires du Parti socialiste.

Le même Favre a écrit, dans la préface d'un livre de P. Broué sur le Brésil (2), qu'il estimait que le PT aurait dû apporter son soutien à Collor. Au congrès du PT en 1990, le représentant du PS français a appelé à "soutenir les mesures correctes de Collor", politique visant à amener le PT à accepter les plans du FMI, donc à le détruire comme parti ouvrier indépendant.

Dans le chapitre II du présent rapport, il est écrit :

*"Les partis "traditionnels" de la II<sup>e</sup> Internationale, ceux qui ont effectivement leur origine dans l'histoire de la classe ouvrière, qui reposent (ou prétendaient reposer) sur une base ouvrière et que l'on peut définir comme des "partis ouvriers-bourgeois", ouvriers par leur origine sur le plan de la lutte des classes, bourgeois du fait du caractère bourgeois de l'appareil qui les contrôle, ces partis eux-mêmes ont connu et connaissent une profonde dégénérescence."*

Cette dégénérescence s'est traduite par une soumission totale et complète au "nouvel ordre mondial", en se rangeant totalement du côté de l'agression impérialiste contre le peuple irakien et en l'organisant même dans le cas du gouvernement "socialiste" français, tandis que la direction Kinnock du Labour Party votait le soutien à Major au Parlement, et que la direction SPD, ayant "tiré les enseignements" de cette guerre, se prononce pour le changement de la Constitution, permettant ainsi l'envoi des troupes allemandes en dehors des frontières. C'est dans cette même veine que nombre des dirigeants de la II<sup>e</sup>



Internationale se prononcent aujourd'hui non seulement pour le prétendu plan de "paix" de dépeçage de la Bosnie, mais qu'ils participent activement à une campagne appelant l'ONU à "*établir la paix par tous les moyens*". C'est-à-dire y compris la guerre d'intervention pour laquelle plusieurs dirigeants "socialistes" se sont expressément prononcés.

Cette position face à la guerre, plus particulièrement face aux interventions militaires sous le couvert de l'ONU et de "l'aide humanitaire", recoupe toutes les forces qui se réclament de la défense de la propriété privée des grands moyens de production. Depuis les restes de l'appareil stalinien et l'Internationale socialiste et ses partis jusqu'au pablisme, une unanimité s'établit sur le soutien aux "plans de paix" de l'ONU au nom de la légalité internationale. Avec la guerre puis l'embargo contre l'Irak, un réaligement s'est opéré sur cette question clé. L'exemple actuel de l'ex-Yougoslavie, autour du plan Vance-Owen, est plus que significatif. La remise en cause du droit des peuples à l'autodétermination est mise au service de l'application des plans du FMI.

Dans le même ordre d'idées, il faut constater l'unanimité autour de la défense de l'Etat d'Israël, du cadre des "négociations" menées sous l'égide de l'ONU et qui visent à bafouer les droits du peuple palestinien, lesquels ne peuvent trouver leur expression que dans la constitution d'un Etat palestinien unique, sur la base de la Constituante palestinienne garantissant les droits de toutes les communautés sur tout le territoire. Et, bien entendu, dans le cadre d'une Union libre des Républiques du Moyen-Orient. Les dernières positions du Secrétariat unifié expriment son soutien à l'Etat d'Israël.

C'est le parti d'Abdou Diouf au Sénégal qui, au compte des exigences du FMI, tente de remettre en cause le Code du travail, tandis que le PS chilien participant au gouvernement appuie toute la politique de privatisation et de destruction de la Sécurité sociale et des retraites.

Même là où elle est dans l'opposition parlementaire, comme dans la majorité des pays d'Europe, la social-démocratie est tellement engagée dans une politique visant à entraver la capacité de résistance des masses, à boucher toute issue politique aux travailleurs, que la crise s'y exprime aussi. Notamment par une modification de ses relations avec la classe ouvrière, dans le sens où celle-ci, en recherchant la voie d'une politique indépendante, entre en conflit de plus en plus violemment avec l'appareil social-démocrate, ce qui se réfracte dans les syndicats qu'il contrôle.

Ainsi en Allemagne, la marche sur Bonn le 26 mars, imposée par la pression de multiples manifestations, malgré des opérations ouvertes de division lancées par certains dirigeants sociaux-démocrates influents dans l'IG-Metall, et contre la politique de la direction du SPD, signataire d'un pacte de solidarité visant à associer les syndicats à Kohl.

En Angleterre, John Smith, dirigeant du Labour Party, a fait début février des déclarations allant dans le sens de l'union nationale : "*Nous avons besoin à la fois des marchés et d'un gouvernement actif.*" L'ancien ministre Tony Benn répondait :

*"On dirait qu'on demande au Labour de se démanteler pour entrer dans un gouvernement de coalition."* Pour le journal financier français *La Tribune* (9 février 1993), tout va se jouer sur "*la capacité du Parti travailliste à rompre ses liens organiques avec les syndicats dont il est issu, et qui pèsent toujours aussi lourd dans le choix de ses dirigeants et dans son financement.*"

En France, le Parti socialiste a connu depuis les élections législatives les conséquences de son échec électoral. S'étant pendant douze ans transformé en instrument de mise en œuvre de la défense des institutions bonapartistes de la V<sup>e</sup> République, le Parti socialiste le paie aujourd'hui, dans le processus de destruction qui le frappe.

Ainsi, depuis la dégénérescence de l'Internationale communiste et de ses partis, la défense de l'ordre bourgeois a été assurée par les appareils staliniens des



PC qui, agences directes du Kremlin, se chargeaient indirectement de la défense de l'ordre bourgeois en corrélation, et en les couvrant "à gauche", avec les partis sociaux-démocrates, agences directes de l'impérialisme dans les rangs ouvriers.

Les processus de décomposition des PC, qui ne sont pas encore achevés, laissent seuls sur le devant de la scène les partis sociaux-démocrates. Cela dans une situation mondiale où, avec l'effondrement de l'URSS, l'impérialisme américain est amené à coordonner et centraliser de plus en plus seul la défense du "nouvel ordre mondial".

Premier et significatif effet de la situation des partis sociaux-démocrates, particulièrement dans les pays où ils étaient les partis dominants dans la classe ouvrière, l'effritement de leurs assises électorales et parlementaires (Allemagne, Italie, Suède, etc.).

S'il n'est pas question dans ce rapport de définir les tactiques d'intervention dans la crise des partis sociaux-démocrates, sans aucun doute ces processus annoncent des ruptures, qui d'ores et déjà dans toute une série de pays représentent des points d'appui pour l'organisation de militants et cadres du mouvement ouvrier, encore adhérents ou ayant appartenu à la social-démocratie, principalement dans la lutte contre les privatisations et les plans du FMI visant à l'intégration des syndicats indépendants.

(1) Signalons le texte intitulé "Les dix thèses", qui, sur la base des principes du programme, s'opposait au révisionnisme de Pablo. Ces "dix thèses" étaient rédigées par Mandel (qui allait rapidement les renier pour se rallier au pablisme et en assurer la continuité jusqu'à ce jour), en collaboration avec Bleibtreu, alors dirigeant de la section française qu'il allait abandonner en 1954, et qui avait engagé le premier le combat contre "Où allons-nous ?" dans un texte intitulé "Où va le camarade Pablo ?".

(2) *Quand le peuple révoque le président*, Edition de l'Harmattan, Paris, avril 1993.



## Conclusion

# La reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale

En conclusion de ce rapport, il nous faut donc répondre à la question : faut-il reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale, en relation avec le combat pour résoudre la grande tâche historique inscrite dans le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale : *"La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat."* Programme dont tous les mots d'ordre et revendications établissent que *"de plus en plus (les) efforts désespérés des appareils bureaucratiques (...) d'arrêter la roue de l'histoire démontreront aux masses que la crise de la civilisation humaine ne peut être résolue que par la IV<sup>e</sup> Internationale."* (Léon Trotsky).

La solution de ce problème a tardé. Contre le sectarisme dont la base est *"le refus de lutter pour les revendications partielles ou transitoires, c'est-à-dire pour les besoins élémentaires des masses telles qu'elle sont"*, nous avons réintégré la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale dans la "transition".

Nous devons en conséquence répondre à la question : faut-il reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale ?, en relation avec la stratégie de la "Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouverte". Nous avons à répondre à cette question dans une situation de décomposition de mouvement ouvrier, dans cette situation très fluide où nous devons combattre pour la défense et la reconstitution de son indépendance de classe.

Cela en sachant que la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale signifie se doter de l'instrument politique et d'organisation nécessaire pour accomplir nos tâches, et ainsi affronter les plus grands boule-

versements qui s'annoncent, bouleversements qui laisseront loin derrière eux ceux que la dure marche en avant de l'humanité a connus tout au long de son histoire.

Les problèmes qui se posent à l'humanité, "socialisme ou barbarie", exigent que soit abolie la racine de la barbarie qui s'étend sur le monde : le système de la propriété privée des grands moyens de production.

Répondre positivement à la question *"Faut-il reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale ?"* implique la mise en œuvre progressive de toutes les dispositions pratiques politiques et d'organisation. En premier lieu : renforcer les sections là où elles sont implantées dans la lutte de classe, créer, dans chacun des pays où n'existe pas encore de section, un noyau de la IV<sup>e</sup> Internationale. En toutes circonstances, appuyer la construction de partis ouvriers indépendants sous des formes adaptées, et participer à la défense des organisations politiques et syndicales indépendantes.

A la conférence internationale des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) seront présentes les délégations de 40 pays. Cette représentation internationale le démontre : la conférence mondiale des sections mérite bien le titre de conférence mondiale.

Certes, la route ne sera pas aisée, mais la décision de reproclamer-reconstituer la IV<sup>e</sup> Internationale constituerait le pas en avant essentiel. Répétons-le : la conférence décidant la reproclamation, il s'agira d'élaborer les pas pratiques qui permettront de poursuivre et d'amplifier le travail organisé, persévérant, cohérent, systématique.







# Vive Léon Sedov !

par J.-M. SCHIAPPA

Pierre Broué, qui se qualifie lui-même de "célèbre historien de Trotsky" (1), vient de commettre (le mot, on le verra, convient parfaitement) une véritable agression contre le trotskysme, la IV<sup>e</sup> Internationale, Léon Trotsky et son fils Léon Sedov. Cette agression prend la forme littéraire d'une biographie de Léon Sedov, intitulée *Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline* (2).

Ce titre, réducteur à l'extrême, n'est pas une chose secondaire. Il n'est, par ailleurs, imposé ni par la forme littéraire de la biographie, ni par la nature de la collection. Une biographie impose un choix crucial à chaque moment : comment insérer le personnage dans le contexte social, politique, économique, culturel de l'époque sans l'y noyer, et, réciproquement, comment parler de ce contexte assez brièvement pour que le personnage y prenne toute sa place ? Cela pose un autre problème, annexe par rapport au premier : jusqu'où l'auteur de la biographie d'un militant ouvrier peut-il aller dans la narration de la vie privée de ce militant ?

Certes, rien n'est tabou, et la vie privée des grands révolutionnaires, souvent, nous éclaire sur ce qu'ils sont d'abord : des êtres humains combattant pour la libération de leurs semblables. Nous connaissons ainsi d'innombrables anecdotes sur Marx, Lénine, Engels, Trotsky, etc. Rien n'est tabou, répétons-le, reprenant en cela la formule que Marx appréciait tellement : "Rien de ce qui est humain ne nous est étranger." Certes, certes, mais donner essentiellement cet aspect-là à une biographie prend un contenu qui n'est pas anodin, on le verra.

Il n'y a pas de vérité au-dessus des classes, la vérité historique est aussi un enjeu du combat de la classe ouvrière

pour son émancipation. Ainsi, la biographie d'un trotskyste — et de quel trotskyste !, un fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale, un rescapé de l'Opposition de gauche russe, le plus proche collaborateur de Trotsky — faite par un ancien trotskyste (3), déformant le combat de ce militant, est un acte politique que nous combattons en tant que tel et non d'un point de vue littéraire (4) ou historiographique (5).

---

## DES DÉTAILS ?

---

Sur la forme, sur le style, il y a beaucoup à dire. Le texte est mal relu, peu corrigé. Il a été rédigé à la hâte, comme si l'auteur était pressé par le temps. Pierre Broué, qui est toujours prompt à traquer les erreurs des autres (6), en commet lui-même quelques-unes d'importance : son "index" est inutilisable, les références pour Soudoplatov, Zborowski, Steiner, Rosenthal, Vratchev, Ranke (par exemple, toutes n'ont pas été vérifiées) sont fausses ou incomplètes. L'agent du GPU dont le numéro est B 187, page 126, devient B 181 la page suivante, avant de redevenir B 187. La chronologie est bouleversée : on découvre le nom du militant hollandais Sneevliet page 187, et il est présenté quatre pages plus loin. Page 263, la III<sup>e</sup> Internationale est devenue la II<sup>e</sup>... Le *Bulletin de l'Opposition* n° 14 est d'août 1930 et non pas du 14 août (p. 74). L'article "*La vie de l'Opposition en prison et en exil*" est daté de novembre 1930 à la page 74, de décembre page 76... La note de la page 34 situe l'assassinat de Kirov en 1932 alors que le corps du texte le date correctement de 1934.

Des détails ? Nous ne le pensons pas. Outre un certain mépris pour le lecteur, un



certain mépris pour Léon Sedov (mais il faudra lire le pire...), il semble qu'il y ait eu une certaine urgence à ce que ce texte, terminé en décembre 1992, soit achevé d'imprimer en mai 1993 et aussitôt mis en vente.

Pourquoi mai ? Pourquoi pas juin ou septembre ? Pourrait-on supposer que cette attaque contre Sedov et la IV<sup>e</sup> Internationale devait sortir obligatoirement avant la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale en juin 1993 ? Pour répondre, il faut aller au fond du texte.

---

### PIERRE BROUÉ PARLE DE PIERRE BROUÉ

---

La romancière américaine Lillian Hellman disait à son compagnon, le grand auteur de thrillers, Dashiell Hammett, qu'elle comptait un jour écrire sa biographie. Hammett répondait qu'elle n'avait pas "*à prendre la peine d'écrire sa biographie parce qu'en fin de compte, ce serait surtout l'histoire de Lillian Hellman avec des allusions de loin en loin à un ami nommé Hammett*".

Toutes choses étant égales, la biographie de Sedov par Pierre Broué, c'est aussi cela. On compte, sous bénéfice d'inventaire (pour ainsi dire), 37 endroits où Pierre Broué parle de lui à la première personne du singulier, d'une manière ou d'une autre. 37 occurrences pour 250 pages ! Nous avons, bien sûr, exclu de cette comptabilité introduction et conclusion où l'on peut comprendre que l'auteur s'implique plus.

Il faut garder pour la bonne bouche une formule délicieusement mégalomane : "*C'est pourquoi les deux hommes (Trotsky et Sedov) devaient avoir le même biographe.*" (p. 263). C'était inscrit dans les astres, en somme !

La mesure est pleine quand on sait que l'existence de la IV<sup>e</sup> Internationale est mentionnée 11 fois (nous verrons, en outre, dans quelles circonstances).

---

### PAPARAZZO

---

Après la lecture du *Sedov*, on n'ignore plus rien de toutes les aventures sentimentales de Léon Sedov, et Pierre Broué est heureux de faire des révélations. Admettons... Cet aspect serait puéril, mais il y a autre chose : Pierre Broué, parlant de la vie privée de Sedov, ça sent le ragot. C'est avec malaise qu'on peut lire que Sedov "*n'a jamais été heureux*" (p. 9), alors qu'on possède de nombreuses photos de lui ainsi que des témoignages de proches où l'impression inverse est donnée (7). Pierre Broué confie que Sedov est "*porté sur les plaisirs du sexe*" (p. 31), qu'il est "*chaud lapin*" et "*cœur d'artichaut*" (idem), que "*c'est pour lui un besoin profond que de courir les filles*" (p. 124)... Refaire le lit des gens est pour certains un métier, pour Pierre Broué, c'est une vocation !

Sur la mort de Zina, fille de Trotsky, qui se suicide en 1932, on apprend que Sedov fait "*involontairement office de bourreau*" (p. 103). Phrase terriblement simpliste, cruellement grave, alors que les raisons du suicide de Zina sont, en fait, nombreuses et complexes. Comme pour tout, les proches peuvent être rendus responsables... Là où il doit y avoir psychologie et prudence nécessaires pour un historien, Pierre Broué avance précipitamment. Zina est enceinte quand elle se suicide. Cela est une affirmation, un fait historique. Pierre Broué ajoute : "*Personne ne sait de qui.*" (p. 104). On a du mal à qualifier une telle petite saleté... Biographe, va !

---

### PIERRE BROUÉ PARLE DE SEDOV

---

Sedov se fâche pendant quelques semaines avec son camarade et ami Rosenthal. Cela est arrivé à des millions de gens et cela arrivera encore à des millions de gens. Pierre Broué cite ce fait (p. 195). Soit. Pourquoi ajouter cette misérable phrase : "*L'épuisement physique agit sur le moral et même sur le mental.*" (souligné par nous) ? Nous préférons cette simple phrase de Sedov (à



la même époque) : *“Je n'ai nullement perdu mon équilibre moral.”* (8), phrase que Pierre Broué connaît mais qu'il ne cite pas, très curieusement...

Pierre Broué fait passer Sedov pour un ignorant du marxisme (Trotsky qui, lui, connaissait Marx et Sedov, écrivait que Sedov *“connaissait bien les œuvres de Marx”*). Ainsi, Sedov affirme que *“le phénomène (de la bureaucratisation) n'a donc pas été analysé encore par la pensée marxiste”* (p. 74). Citation que Pierre Broué fait suivre aussitôt de la citation suivante de Rakowsky reprenant Marx : *“La bureaucratie... possède l'Etat en propriété privée, écrivait Marx (Critique du Droit de Hegel).”* Faut-il en conclure que Sedov l'ignorait ? Il s'agit, en fait, de deux problèmes différents.

---

### PIERRE BROUÉ PARLE DE TROTSKY

---

Ce célèbre biographe de Trotsky parle du *“formalisme tatillon insupportable de Trotsky”* (p. 52). Sedov n'est plus en 1933 *“le bouc émissaire unique”* de Trotsky (p. 122) ; l'attaque de Pierre Broué est double : contre Sedov, mais aussi contre Trotsky qui ne fonctionnerait que par “boucs émissaires” interposés. Quant à la phrase : *“Trotsky semble avoir adopté la version stalinienne selon laquelle les généraux ont réellement comparu devant un tribunal”* (p. 208), on préfère l'attribuer à une rédaction très malheureuse. Trotsky adoptant une version stalinienne... Il fallait le lire !

Mais il ne faut pas croire que cette mauvaise humeur (signe d'esprit critique, celle-là, et nullement d'épuisement mental) soit dirigée *urbi et orbi*. Le général Volkogonov, qui a publié à partir des archives de Moscou une biographie de Trotsky, est un type pas si mal, même s'il a grandi dans le giron de la bureaucratie. La preuve ? Pierre Broué *“ne le croit pas capable de falsifier un document”* (p. 210) ! Qu'il soit *“proche conseiller du président Elstine”* (p. 256) est autre chose, et seuls les sectaires irrécupérables peuvent faire le rapprochement entre les deux appréciations...

---

### BIOGRAPHIE ?

---

Dans cette supposée biographie, il y a des oublis importants et des affirmations curieuses, du strict point de vue de la vérité historique, du métier d'historien.

Le bolchevik-léniniste Tarov, évadé des camps staliniens, réfugié en France, connu personnellement de Sedov (p. 118), est mort pendant la guerre, fusillé par les nazis avec le groupe Manouchian. Ce n'est pas ici qu'on le lira (9).

Sedov s'est fait remettre le double de la correspondance d'Alfred Rosmer, un fondateur du PCF, qui avait rompu avec l'Opposition de gauche, pour se faire lui-même une idée sur cette rupture. Ce n'est pas chez Broué qu'on le lira (10), alors que c'est une indication importante sur le caractère de L. Sedov.

Pierre Broué parle du *“meurtre de Klement”* (p. 250), mais c'est tout ce qu'il en dit, absolument tout (11).

Pierre Broué parle d'un *“beau”* texte (p. 121) de Malraux sur sa visite à Trotsky en 1933. Or, Van Heijenoort a recensé plusieurs erreurs de fait dans ce texte de Malraux qui présente à tort Trotsky comme *“extrêmement malade”* ; G. Roche affirme que, suite à cette visite, Trotsky demanda qu'on ne communique pas sa nouvelle adresse à Malraux qui est trop influencé par le PCF ; G. Roche affirme que les récits de Malraux sont sujets à caution (12).

On peut noter une contradiction bien plus importante. Il est écrit : *“Cet appartement où il (Sedov) ne savait pas qu'il était surveillé en permanence par la bande d'Efron (tueur du GPU — NDLR).”* (p. 132). Rosmer, écrivant à Trotsky, affirme : *“Il (Sedov) eut la preuve qu'un des membres des “tueurs” du GPU était venu s'installer dans le voisinage immédiat de son logement.”* (p. 234). Contradiction dans le même ouvrage, et surtout contradiction avec la vérité. Rosenthal témoigne avoir informé Léon Sedov de la présence d'agents du GPU dans l'appartement voisin,



directement et précisément à l'automne 1937, place de l'Europe (13). Trotsky connaissait ce fait et en parle à plusieurs reprises (14). Ces oublis et ces contradictions (et d'autres plus graves ayant un contenu politique) ruinent déjà beaucoup de la prétention de cet ouvrage.

---

## DES DISPARITIONS POLITIQUES

---

Essentiellement, Pierre Broué remplit ici une fonction politique : l'historien, ancien trotskyste, parle des trotskystes pour les combattre, armé de son prestige. Car, Pierre Broué parle de politique. Voici comment.

Si la montée du nazisme est à peu près bien retracée, si on peut trouver ici ou là des éléments corrects (puisés chez Sedov) dans l'analyse du phénomène stakhanoviste, de la dissolution du parti dans la classe ouvrière soviétique, sur la rupture des anciens staliniens, il y a des événements majeurs de la lutte des classes qui ne sont pas même mentionnés : la grève générale de juin 1936 en France fait partie de ces disparus. On pourrait objecter que Sedov n'y a nullement participé. Faux ! Il vivait à Paris, et c'est à lui ainsi qu'à Van Heijenoort que Trotsky a envoyé copie de son célèbre article "*La Révolution française a commencé*" pour qu'il soit immédiatement publié (15).

De même, on ne sait rien de la révolution espagnole (sauf des crimes staliniens, certes) ; on ignore jusqu'à l'existence de l'analyse de la révolution trahie (le titre *La Révolution trahie* n'est même pas cité).

Trotsky devenant un "*analyste de l'URSS*" (p. 263) — pas de la dégénérescence de l'URSS ! —, on ignorera tout de la théorie de la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne, la bureaucratisation de l'URSS dans les années 1920 étant elle-même superficiellement traitée. Tout cela pour la biographie du plus proche collaborateur de Trotsky !

---

## DES SILENCES

---

Pierre Broué, combattant à posteriori le "sectarisme", ne dit pas un mot du pourquoi des ruptures politiques entre certains qui ont été un moment partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale et Trotsky, Sedov, le secrétariat international. Rien sur la rupture avec le POUM, suite à sa participation au gouvernement de la Généralité de Catalogne... La rupture politique avec Bauer est ainsi résumée par Pierre Broué : "*Bauer quitte l'Opposition* (qui ne s'appelait plus ainsi depuis août 1933, et nous sommes en 1934... NDLR) *avec fracas (?) à la suite d'un désaccord* (lequel ?). *Liova et lui garderont pourtant* (pourquoi pourtant ?) *des liens personnels d'amitié.*" (p. 122). Bauer a rompu avec la Ligue communiste internationale en désaccord avec l'entrisme des trotskystes dans les organisations réformistes (16).

"*Le conflit avec Sneevliet aboutit à une rupture.*" (p. 190). Or, le conflit n'avait nullement commencé avec les imprudences de Sneevliet au moment de l'affaire Reiss, mais avec l'attitude de Sneevliet vis-à-vis du Front populaire (17).

---

## LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Nous avons vu plus haut que le mot "*IV<sup>e</sup> Internationale*" est mentionné 11 fois. Imaginons une biographie d'un membre du Comité de salut public, même le plus anodin, qui serait aussi discrète...

Sur ces 11 mentions, 2 sont faites à travers des citations, l'une d'I. Reiss appelant à la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale (p. 187), une autre de sa veuve décrivant les trotskystes français (p. 192). Une à propos d'une militante russe (p. 125).

Pierre Broué mentionne la IV<sup>e</sup> Internationale trois fois (sur 11) pour indiquer que le provocateur Etienne en était un membre important (p. 245 deux fois, p. 257). A chaque fois, Pierre Broué



précise bien qu'il s'agit d'un agent. Ce seul fait, cette seule proportion justifie la caractérisation d'antitrotskyiste donnée par nous à l'ouvrage de Pierre Broué.

Nous citons in extenso tous les autres passages : *"Trotsky venait de proclamer la faillite du KPD et de la nécessité d'un nouveau parti communiste allemand. Quelques mois plus tard, il allait élargir cette analyse à l'Internationale tout entière, faillie d'après lui* (souligné par nous), *et appeler à lutter pour une nouvelle Internationale qui, par la force des numéros, était la IV<sup>e</sup>."* (p. 116).

Staline *"doit tuer Trotsky et tous ses partisans dans le monde, la IV<sup>e</sup> Internationale."* (p. 145). Reiss adhère à la cause de la IV<sup>e</sup> (p. 186). *"Les gens* (souligné par nous : que penser d'une telle formule ?) *de la IV<sup>e</sup> Internationale s'y étaient préparés."* (à la guerre) (p. 241). *"L'objectif commun* (de Trotsky et de Sedov), *le redressement de la III<sup>e</sup>* (qui, par une extraordinaire faute de frappe est écrite II<sup>e</sup>) *devenu la construction de la IV<sup>e</sup>."* (p. 263).

C'est tout, absolument tout. C'est un choix politique. C'est une volonté de faire disparaître la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le Parti ouvrier internationaliste, le parti de Sedov (p. 238), était la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. On ne le lira pas ici. Lors des obsèques de Sedov, ont parlé des *"orateurs de plusieurs pays"*, dit très vaguement P. Broué (p. 232). Rosenthal témoigne : *"Léon Lesoil, Prau et moi, au nom des organisations nationales et internationales."* (18), donc de la IV<sup>e</sup> Internationale...

La Conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale tenue en 1938 à Périgny a élu Sedov (avec R. Klement et E. Wolf, tous trois assassinés par les staliniens) président d'honneur de la conférence. On ne le lira pas ici (19).

En revanche, on lira les démêlés de Pierre Broué avec un agent du FBI (pp. 255-256) ou avec l'éditeur des *Œuvres* de Zborowski (pp. 257-258) ; savoir qu'un complice d'assassinat aux ordres de

Staline peut passer en France pour une victime de la "chasse aux sorcières" est utile, mais consacrer toute cette place aux démêlés personnels de Pierre Broué et parler aussi peu de la IV<sup>e</sup> Internationale dans une biographie de Sedov est autre chose.

Plus grave pour une biographie, puisqu'il s'agit de la vie même de Sedov : il était le délégué du groupe bolchevik-léniniste russe qui participa avec près d'une vingtaine d'autres délégués à la première conférence internationale en juillet 1936, conférence qui fonda *"le mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale"* (titre critiqué par Trotsky) ; il organisa politiquement et matériellement cette conférence qui se tint à Paris, salle Pleyel (pour des raisons de sécurité, elle fut baptisée Conférence de Genève). Cela, on ne le lira pas chez Broué (20). Pierre Broué réécrit la vie de Sedov et coupe ce qui ne lui plaît pas... Sedov, membre du secrétariat international, a écrit en 1934 un rapport sur les trotskystes russes dans lequel il affirmait qu'il leur manque, vu leur isolement, *"une perspective, celle de la IV<sup>e</sup> Internationale"*. Pierre Broué connaît ce texte (21), il n'en parle que vaguement.

---

## LE "LIVRE ROUGE"

---

Il n'est pas jusqu'au *"Livre rouge"*, écrit par Sedov immédiatement après le premier procès de Moscou alors que Trotsky était interné en Norvège, qui ne soit sérieusement altéré. Bien que cet ouvrage (le plus important de Sedov) soit assez longuement résumé (11 pages), Pierre Broué l'ampute de passages significatifs que seule une lecture comparée permet de restituer.

Par exemple, si les raisons de politique extérieure des procès occupent un développement significatif dans le *Livre Rouge*, elles sont ici raccourcies à leur plus simple expression. Le passage suivant : *"Il faut prouver sans cesse que Staline n'a rien de commun ni avec la révolution, ni avec la IV<sup>e</sup> Internationale révolutionnaire"* (22) est ainsi para-



phrasé : "L'un des objectifs des procès est de démontrer au monde capitaliste que Staline n'est plus du côté de la révolution." (p. 145).

Plus grave, l'ensemble de la conclusion politique de l'étude de Sedov manque, faisant de cet ouvrage une œuvre émasculée (p. 152). Que dit cette conclusion, cachée par Broué ?

*"La Conférence internationale pour la IV<sup>e</sup> Internationale de juillet 1936 — un mois avant le procès — avait dit dans ses thèses : "Si, pour le retour de l'URSS au capitalisme, il faut une contre-révolution sociale, pour la marche au socialisme, une révolution politique est devenue nécessaire." Le procès de Moscou a confirmé avec une force nouvelle la justesse de cette perspective. Le prolétariat soviétique ne peut marcher au socialisme que par la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique, par la légalisation des partis soviétiques, avant tout celle du parti du bolchevisme révolutionnaire. Mais la renaissance de la démocratie soviétique n'est possible que par le renversement de la bureaucratie. Et renverser la bureaucratie, seule peut le faire la force révolutionnaire des masses travailleuses !" (23).*

---

## UN ENNEMI : LE BOLCHEVISME

---

Pierre Broué trouve le moyen de greffer une vulgaire petite rengaine antitrotskyiste sur un conflit : le POI défendait Trotsky qui voulait avoir près de lui son petit-fils, alors que l'autre organisation se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale, le PCI, s'y opposait. P. Broué commente ce conflit en parlant des "tempêtes dans le verre d'eau des querelles entre "trotskyistes" (tiens, pourquoi ces guillemets ?) français". (p. 239).

P. Broué va plus loin : l'épigraphe qu'il a composée et qui se présente comme une citation de Sedov en couverture de son ouvrage n'a qu'un lointain rapport avec la pensée de Sedov. La couverture dit : "Le parti cesse d'être un parti. L'appareil est une institution au-dessus du parti,

donnant des ordres. Au-dessous, le parti n'existe plus." (1930).

La citation réelle est la suivante (en soulignant ce qu'a enlevé Broué) :

*"Le parti cesse d'être une avant-garde, il cesse d'être un parti. Mais c'est précisément ce que veut l'appareil. En même temps que le parti se dissout dans la classe, l'appareil s'élève plus au-dessus d'eux. Ces processus sont parallèles, l'un complétant l'autre. Au sommet, l'appareil devient une institution au-dessus du parti, incontrôlée, infaillible, donnant des ordres. A la base, le parti n'existe plus." (p. 73).*

Quand Sedov parle d'un parti précis (le Parti bolchevique devenant stalinien) à un moment précis (pas même sa bureaucratisation, mais un moment de celle-ci) dans une discussion précise que toute l'Opposition menait (Trotsky lui-même parlait de "dissolution du parti dans la classe" en mars 1930) (24), Pierre Broué parle du "parti" pour l'éternité, métaphysique, qui secréterait obligatoirement un "appareil" non moins métaphysique.

D'ailleurs, la petite modification est claire. Le texte de Sedov dit "l'appareil devient", Broué écrit "l'appareil est". L'appareil contre-révolutionnaire a toujours existé, existe, existera toujours au sein d'un parti : "l'appareil est" ! Vieille attaque classique contre le bolchevisme, contre les partis ouvriers, quand, de toutes parts, on voudrait faire plier les militants ouvriers sur leur droit d'avoir un parti à eux. P. Broué participe à cette offensive, c'est son affaire. Il voudrait y faire participer la mémoire de Léon Sedov, ce n'est plus son affaire, c'est la nôtre !

Défendant la mémoire de Léon Sedov, la IV<sup>e</sup> Internationale se défend elle-même. Elle se construit et se construira en ce combat.

*"La capitulation est un plan incliné. Nul n'a encore réussi à s'y maintenir. Une fois qu'on y est, il faut glisser jusqu'au bout." (Léon Sedov, 1936).*

Jean-Marc Schiappa



(1) La quatrième page de la couverture est sinon rédigée par l'auteur, du moins écrite avec sa grande participation.

(2) Pierre Broué, *Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline*, Paris, Editions ouvrières, 1993, 277 pages.

(3) Le fait que Broué ne soit plus trotskyste n'est pas en soi motif à reproche. G. Rosenthal ou J. Van Heijenoort, anciens trotskystes, ont écrit des documents historiques d'une très grande valeur. Ils n'ont pas éprouvé le besoin de réécrire l'histoire.

(4) Il y aurait beaucoup à dire sur le style de Pierre Broué qui a écrit son ouvrage à la va-vite et l'a relu encore plus rapidement (exemple : splendide faute d'accord, page 124, 3<sup>e</sup> paragraphe...).

(5) Certes, il y a des découvertes historiographiques, souvent issues de traductions de l'étranger. Des extraits de textes ou de lettres de Sedov ; le fait que W. Salus, ancien secrétaire de Trotsky, ait été assassiné par les services stalinien en 1953 à Munich ; que le chef du service action du KGB, le général Soudoplatov, soit toujours vivant et que l'organisation de l'assassinat de Sedov par ses services soit maintenant reconnue par lui. Mais il n'y a pas que ça dans l'ouvrage, loin s'en faut... Précisons encore : toutes les critiques relevées ici le sont à partir de documents connus du grand public (notamment de textes publiés dans les *Cahiers Léon Trotsky* (CLT, plus loin), revue dirigée par Pierre Broué qui publia jadis d'importants documents). Nous n'avons pu, à cette étape, vérifier les sources archivistiques de Pierre Broué, nous ne pouvons donc nous prononcer sur elles, ou plus exactement sur ce que Pierre Broué leur fait dire.

(6) Exemple : le soin avec lequel Pierre Broué note les fautes d'impression du témoignage militant du trotskyste (pendant la guerre) Calvès (*Sans bottes, ni médailles*, in CLT n° 23, p. 118) qu'il commente ainsi : "André Calvès et ses lecteurs méritent plus de soin et d'attention." Et Léon Sedov ?

(7) G. Rosenthal parle de sa cordialité, de sa gaieté. Les lettres de Sedov à Rosenthal ne donnent pas l'impression d'un homme qui "n'a jamais été heureux" (G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 95, p.

187 et suivantes, p. 222). Barmine le dit "plein de vie, l'esprit aiguë, le rire prompt et cordial" (cité dans les CLT n° 13, p. 22). Sara Weber, un moment secrétaire de Trotsky, dit au moment des retrouvailles avec L. Sedov en France que le visage de ce dernier "rayonnait de bonheur" (CLT n° 5, p. 43). Tout cela interdit d'écrire qu'il n'a "jamais été heureux".

(8) G. Rosenthal, Op. cit., p. 230. A noter que l'article de Sedov, *Accusé, j'accuse*, de janvier 1937, devient "J'accuse" pour Pierre Broué...

(9) CLT, n° 23, pp. 74-78.

(10) CLT n° 13, p. 18, note 10.

(11) G. Rosenthal, Op. cit., pp. 275-281.

(12) J. Van Heijenoort, *Sept ans auprès de L. Trotsky*, p. 226 ; G. Roche, *Malraux et Trotsky*, in CLT n° 31, pp. 108-109.

(13) G. Rosenthal, Op. cit. p. 222.

(14) L. Trotsky, *Œuvres*, t. 15, p. 189 et p. 284, par exemple.

(15) L. Trotsky, *Œuvres*, t. 10, p. 85.

(16) Sur la rupture avec Bauer, voir L. Trotsky, *Œuvres*, t. 4, notamment pp. 225-232.

(17) En ce qui concerne Sneevliet, voir L. Trotsky, *Œuvres*, t. 10, p. 190-192 (entre autres) "Les Hollandais se considèrent comme à l'extérieur".

(18) G. Rosenthal, Op. cit., p. 235.

(19) *Les Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale*, t. 1, p. 212 et p. 237.

(20) L. Trotsky, *Œuvres*, t. 10, p. 21. CLT n° 13, p. 70. "Etienne" est chargé par L. Sedov d'accueillir les délégués.

(21) CLT n° 24, pp. 116-120.

(22) CLT n° 14, p. 15.

(23) Idem, p. 125.

(24) L. Trotsky, *Réponses à des questions d'URSS* (21 mars 1930), in CLT n° 7-8, p. 156.







**Interview de Paulo Gnecco,  
ancien responsable du PC brésilien  
(10 juillet 1993)**

## **“Pourquoi j'ai rejoint la IV<sup>e</sup> Internationale”**

Luis Paulo Gnecco est aujourd'hui peut-être le plus jeune militant de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Cinquante ans après avoir adhéré au Parti communiste brésilien, en 1943, le camarade Gnecco, comme il aime être appelé, a assisté à la Conférence mondiale des sections qui a décidé de la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il a alors décidé de proposer à Débat communiste — le groupe de militants qui s'est formé autour de lui dans le PC — de prendre connaissance et de discuter des conclusions de cette conférence. Il n'a rien perdu de sa jeunesse, de la volonté de comprendre, et de changer le monde.

Tout d'abord, ils ont été menacés et expulsés du PC. Mais ni lui ni Débat communiste n'en ont démordu, ils ont décidé d'entrer à l'Internationale reproclamée.

Une nouvelle étape s'est ouverte pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Une nouvelle étape aussi pour des militants communistes comme Gnecco, qui, pour rester communistes, sont entrés dans l'Internationale fondée par Léon Trotsky.

Cadre organisateur de sa classe, comme il nous l'explique dans cette interview, le camarade Gnecco avait cherché dans la guérilla avec Marighela une issue contre le stalinisme. Persécuté, emprisonné et torturé, il n'a pas renoncé. De retour au PCB, il a été porté à la direction, puis à la présidence du parti à Sao Paulo et à la Commission exécutive nationale du PC lors du congrès de 1991, peu après avoir assisté à la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière à Barcelone.

Après une période de réflexion, il n'a pas pu accepter, comme il l'explique lui-même, les conclusions du dernier congrès du PC qui font porter à la propriété sociale la responsabilité d'une défaite qui est celle du stalinisme. C'est alors que ce militant en a tiré toutes les conclusions dans un bilan honnête et courageux sur ce parti qui représente une bonne partie de sa vie.

Aujourd'hui, il est partie prenante de la préparation de la 16<sup>e</sup> Rencontre nationale du courant O Trabalho du Parti des travailleurs : il s'agit d'ouvrir la voie pour un gouvernement de Lula et du Parti des travailleurs qui rompe



avec le Fonds monétaire international, et le plus rapidement possible, pour l'émancipation des travailleurs.

Le camarade Gnecco a l'expérience de toute une vie à présenter aux nouvelles générations.

Joao Alfredo Luna

• **J'aimerais que tu parles de ton travail de médecin à Vila Maria, de la lutte populaire pour la santé.**

En 1961, jeune diplômé, je suis entré au SAMDU (le service d'urgence médicale de Vila Maria). Comme j'avais étudié la médecine parce que cela me plaisait et non pour gagner de l'argent, j'étais impatient de travailler et j'ai tenté d'exercer au mieux ma profession, de traiter avec dignité les gens qui n'y étaient pas habitués. Je détonnais parmi les collègues qui les traitaient comme des chiens. Une file d'attente a fini par se former les jours où j'étais de garde. Il m'est arrivé de recevoir plus de 140 patients par garde de 24 heures. Et quand on soigne bien, on commence à se trouver face aux cas les plus difficiles. On commence alors à avoir une renommée professionnelle. Ils disaient que j'étais le "père des pauvres" parce que je ne me faisais pas d'argent et que je travaillais avec le cœur. Cela m'a servi même dans ma vie privée, parce que ma clinique reçoit aujourd'hui beaucoup de monde, et j'en vis.

• **Quelle lutte mènes-tu actuellement ?**

Je suis membre de la Commission de défense de la santé et du service public de Vila Maria. Nous avons mené un combat pendant près de cinq années pour un hôpital à Vila Maria ; c'est l'hôpital municipal qu'a inauguré l'ancien maire Luiza Erundina. C'est un hôpital de tout premier ordre, avec des appareils sophistiqués, que même des hôpitaux privés n'ont pas. Il y a eu concours sur le cahier des charges, et après bien des difficultés, le conseil municipal a fini par approuver les charges à acquitter.

Le maire actuel, Paulo Maluf, n'a pas homologué le concours, et l'hôpital est sans médecins, avec vingt lits seulement sur une capacité de trois cents. Il y a une

lutte pour qu'il fonctionne. Nous avons appris que le Secrétariat à la Santé veut privatiser l'hôpital, en faire une fondation.

• **Comment tout ce travail avançait-il à l'époque de la municipalité PT ?**

Nous avons assisté à un développement, parce que l'administration régionale de Vila Maria, dirigée alors par Henrique Olitta (1), soutenait bien les mouvements populaires. Quand Henrique a été remercié, j'ai écrit une lettre pour sa défense. Je l'avais envoyée au journal du parti (*Voz da Unidade* - "La Voix de l'unité") et elle n'a pas été publiée. Parce que le journal s'était réjoui de son départ : "Encore un trotskyste qui valse." J'ai écrit une lettre disant que Henrique avait placé l'administration au service de la population, que c'était un allié des luttes. Ils ne l'ont même pas lue. Et la lettre a été publiée dans *O Trabalho*. Cela a fait scandale dans le parti. Ils sont venus me trouver, et je leur ai dit : "Evidemment. Je l'avais envoyée à *Voz da Unidade* qui ne l'a pas publiée. *O Trabalho* l'a publiée." Ils ont alors dit que je défendais le trotskysme.

• **Ont-ils pris des mesures contre toi ?**

Non, ils sont si peu... Ensuite, ils ont tenté autre chose. Dimanche dernier, le 4 juillet, la direction municipale a convoqué une réunion plénière pour nous sanctionner. Seulement, la réunion n'avait ni lettre de convocation, ni ordre du jour, rien. Nous savions seulement que c'était contre nous. Ils sont allés voir les membres du comité de rédaction de *Débat communiste*, en les forçant à retirer leur nom sous peine d'être expulsés. Nous sommes allés à la réunion avec un document : "Non au plenum stalinien". Quand nous sommes arrivés, on en était au premier point : il s'agissait des rapports. J'ai fait un rapport sur mon voyage à la Conférence mondiale ouverte



en Europe. J'en ai profité, et ils ont été obligés de le tolérer. Le deuxième point, c'était l'enseignement. Le troisième : Débat communiste. Une fille ouvre une enveloppe et en sort un document nous accusant de toute une série de choses. Des mensonges, comme celui qui disait que Débat communiste serait un complément du parti, de discussion théorique. Nous n'avons jamais dit cela. Dès le premier numéro, nous avons dit que c'était un groupe de militants communistes qui soutenaient l'Entente internationale des travailleurs. Alors, nous n'avons pas accepté la réunion plénière, j'ai leur ai dit "Au revoir" et je suis sorti. Il y avait vingt-deux personnes. Quand je me suis levé, neuf autres sont sortis avec moi. Et ils parlent maintenant d'expulsion.

• **Penses-tu que le PC ait un quelconque futur ?**

Il n'a aucun avenir. Le PC n'existe pas.

• **Quelle a été ta participation dans les élections ? En 1988, il y avait coalition entre le PCB et le PT.**

En 1986, j'ai été candidat à la députation fédérale. J'ai recueilli 5 000 voix, le deuxième score du parti à Sao Paulo.

En 1988, je me suis présenté pour être conseiller municipal, j'ai recueilli 7 000 voix et j'étais suppléant. Finalement, j'ai assumé ce mandat six mois durant. Ce fut une campagne très pauvre, sans moyens. Cela s'est finalement restreint à ce qu'on pouvait faire à Vila Maria.

• **Les axes de ta candidature ?**

Plutôt le travail Santé. Mais il y avait aussi les problèmes des transports, les revendications, la dette extérieure...

• **Que penses-tu aujourd'hui du Parti des travailleurs ?**

Je vais devoir partir du PC et emmener des gens avec moi. Le problème est qu'il y a beaucoup de gens honnêtes formés sur l'idée suivant laquelle cela ne sert à rien d'aller au PT. Je pense qu'il faut aller dans un parti, qu'il faut faire en sorte que

le PT soit un parti ouvrier indépendant, qu'il avance à gauche, et nous devons être une tendance moteur dans le PT. Alors, c'est difficile. Le PT, s'il continue ainsi, en a la possibilité. Je suis convaincu que si on fait bien le travail, on élira Lula. Ce qu'il ne faudra pas faire au gouvernement, c'est ce qu'a fait Erundina.

• **Par exemple...**

Gouverner de façon exclusive, ne pas laisser d'initiative à la base, penser qu'on sait tout. Il faut travailler en équipe. Et réellement ne pas payer la dette extérieure, mener une politique anti-impérialiste, en finir avec les privatisations, tenter de préserver le service public, en particulier la santé et l'enseignement.

• **Qu'est-ce qui t'a incité à venir à la Conférence mondiale ouverte de Barcelone en 1991 ?**

Je voulais discuter d'une série de problèmes : la question des privatisations, de la diversification de la lutte en défense des garanties des travailleurs...

• **Ta venue découlait déjà de contacts antérieurs...**

Oui. On intervenait dans le quartier, dans le CEPEM (Conseil des organisations populaires et de quartiers de Vila Maria) en commun avec les camarades de l'administration régionale. J'étais le président local du parti. De plus, dès la préparation du 8<sup>e</sup> Congrès en 1986, j'ai invité le PC du Brésil, le PSB, le PTB et le PT à participer à la Conférence de Vila Maria. Henrique Olitta était venu prendre la parole. Je crois que c'était la première fois au monde qu'un parti stalinien invitait des membres d'autres partis à parler dans un congrès. Et ce fut très bien.

• **Et maintenant, tu as décidé d'adhérer à la IV<sup>e</sup> Internationale. Pour quelle raison ?**

La lutte même pour construire un instrument de pouvoir des travailleurs, pour le front unique. Je pense que l'orientation des partis ouvriers indépen-



dants, des organisations indépendantes des travailleurs, est une voie sérieuse pour la prise du pouvoir. La lutte pour le front unique est une voie sérieuse. Je pense qu'il est possible de faire de la IV<sup>e</sup> Internationale un instrument de la lutte pour le pouvoir des travailleurs. Mon adhésion à la IV<sup>e</sup> Internationale découle de contacts menés régulièrement depuis près de deux ans avec le courant O Trabalho, et de l'honnêteté avec laquelle se comporte ce courant. Il arrive un moment où on se dit : "*Je dois aller quelque part. Où ?*" Je ne peux pas m'arrêter. Cinquante ans de militantisme, c'est toute ma vie. Je ne peux pas raccrocher et prendre mes pantoufles. Il faut que je continue dans un endroit sérieux, et qui ouvre une voie. Je crois que la seule chose sérieuse et la seule voie que j'aie, c'est la IV<sup>e</sup> Internationale. Il se peut que je me trompe. Mais je ne crois pas.

---

## 1943 : ENTRÉE AU PCB

---

### • Comment es-tu entré au PCB ?

En 1943, peu après la Conférence de Mantiqueira (2), je suis entré directement en contact avec des gens qui étaient déjà liés au parti : José Parisi, qui était ouvrier à l'usine Calfat, et Fued Saad, un médecin qui habitait tout près, et tous deux avaient de très bonnes relations avec le personnel de Calfat. Nous étions en pleine guerre. La tâche d'un communiste à l'époque, c'était le Secours rouge, que faire par rapport à la guerre... L'Union soviétique était en guerre. Que faire pour aider les "pracinhas" (3)... C'était ça notre tâche.

### • Quelles étaient les tâches du Secours rouge ?

Ramasser de l'argent, recueillir des vivres, du tabac, pour l'envoyer aux soldats, faire des campagnes de solidarité, faire campagne pour envoyer des colis (tabac...) aux FEB (3)... Un contingent important de communistes s'étaient enrôlés volontairement dans les FEB à l'époque. Je n'avais pas l'âge, j'avais seize ans. J'avais déjà une certaine formation, j'étais lycéen. J'avais lu le résumé du *Capital* écrit par Carlos

Cafieiro, qui était une brochure à très bon marché. Ce fut là une chose très importante dans ma vie pour me permettre de comprendre le processus de la lutte des classes, l'exploitation des travailleurs, la perspective qu'il est possible d'en finir avec l'exploitation, en finir avec les classes !

### • Tu avais 16 ans. Comment as-tu pris contact avec les gens du PC ?

J'habitais dans une impasse de l'avenue Brigadeiro Luiz Antonio, où il y avait l'usine Calfat. A cette époque, les maisons où habitaient les ouvriers étaient construites autour de l'usine, on habitait pratiquement sur le lieu de travail. On se connaissait tous et on a fini par discuter, on se considérait communistes.

En ce qui me concerne, c'est José Parisi qui m'a présenté à Fued Saad, qui était médecin et avait des liens avec le parti. Ce n'était pas des liens très profonds, mais plutôt superficiels : nous n'étions guère plus que des auxiliaires du parti. En 1945, une fois la guerre finie, le parti est devenu légal et il y a eu le célèbre Rassemblement de Prestes (4) au stade Pacaembu. Tout le travail s'est alors concentré sur cela, sur l'avalanche de gens qui ont commencé à entrer au parti, et sur la construction des Comités démocratiques et populaires, dans tous les quartiers, dans tout le Brésil.

### • Quel était l'objectif des comités démocratiques et populaires ?

Ce devait être quelque chose de plus révolutionnaire que les associations de quartiers, bien plus politisé. Et ils se sont transformés en organes de défense du parti. Quand le parti a été menacé d'interdiction, la mobilisation populaire était bien plus aisée par le biais des Comités démocratiques et populaires que par l'intermédiaire du parti.

### • C'était des comités ouverts ? Avaient-ils une plate-forme ?

Leurs sièges étaient ouverts. La plate-forme, c'était la lutte pour l'amélioration de la situation du quartier, ce qu'auraient dû faire des associations de quartiers qui luttent réellement. L'infrastructure était faible et il y avait tellement de choses



pour lesquelles lutter... Les revendications ne manquaient pas.

• **A partir de là, quels sont les faits qui ont marqué ton militantisme ?**

Une fois, dans une réunion, un de nos camarades a été accusé d'être un policier infiltré. Je connaissais ce camarade, je savais qu'il pouvait certes avoir des hésitations, mais ce n'était assurément pas un policier. J'ai demandé : "*Pourquoi dites-vous cela ?*" A l'époque, chaque fois qu'on tenait une réunion, il fallait prévenir le Dops, la police, mais personne n'avait le courage d'y aller, et c'était toujours ce camarade qui se dévouait. Alors, il avait été vu plusieurs fois entrant dans leurs locaux, puisqu'il y allait pour déposer la demande de réunion. Et il a été accusé. Ainsi vont les choses... Il a toujours été très facile dans le parti de brandir de façon irresponsable l'accusation de policier, de diviseur. Il suffisait parfois de ne pas être d'accord avec certaines positions de l'appareil ou de la direction.

C'est en 1945, quand le parti est devenu légal, que j'y suis entré formellement. J'intervenais dans le secteur lycéen, au collègue Pa Ulistano où j'étudiais ; je participais aussi à la cellule du Jardin de Sao Paulo et je me suis trouvé à la direction du Comité des Parcs et Jardins. A dix-huit ans, j'étais membre d'un comité de district, comme responsable à l'agitation et à la propagande.

• **Quelle activité développait le parti ? Était-il à la porte des usines ?**

L'essentiel concernait les problèmes d'entreprises. Il n'y avait que dans les usines qu'on entendait le parti. Le parti y fonctionnait aisément, parce que l'ouvrier jouissait de la stabilité de l'emploi au bout de dix ans. Personne n'était licencié. Normalement, les grands militants du parti dans les entreprises étaient des types qui avaient un travail stable. Il n'y avait pas moyen de les licencier, et le patron devait le tolérer. Une des grandes victoires de la réaction a été d'en finir avec la stabilité de l'emploi au bout de dix ans de travail. Je ne sais pas... il est facile de corrompre les membres des secteurs

syndicaux. Il y en a eu pour approuver totalement le Fonds de garantie des annuités (5) et pour liquider la stabilité...

Un aspect intéressant du folklore de l'époque concernait les statuts du parti. C'était un petit livre rouge. Le célèbre article 13 des statuts était clair. Il disait : "*Il est interdit aux communistes d'entretenir ne serait-ce que des relations personnelles d'amitié avec des trotskystes.*" Trotskyste ! C'était le pire des maux existant à la surface du globe, le plus gros péché dans le mouvement communiste.

• **Et que faisaient les trotskystes à l'époque ?**

Je crois qu'il y avait déjà une intervention trotskyste. Principalement dans le Livre. On savait que Pimenta (Joao da Costa Pimenta) était dirigeant dans le Livre et qu'il avait une formation trotskyste. On savait que le journaliste Fulvio Abramo, qui est mort récemment, était militant trotskyste. Il était même respecté comme journaliste et comme intellectuel. Même avant cette époque, on en parlait : il y avait eu un journaliste du parti qui était devenu directeur du journal du parti, *Hoje (Aujourd'hui)* puis de *Voz da Unidade (La Voix de l'Unité)*, Noé Gertel. Il était tombé amoureux d'une sœur de Fulvio Abramo, mais comme c'était une famille de trotskystes, il a dû rompre. Cela a changé toute sa vie. Tu te rends compte jusqu'où allaient les choses !...

Je n'ai jamais rien lu sur le trotskysme à cette époque. J'avais même peur de lire. Parce que tout ce qui était écrit par un trotskyste était susceptible de nous corrompre. Toute personne qui contestait une question était traitée de trotskyste, jetée hors du parti, et plus personne n'en entendait parler. C'est une chose lamentable.

Ce n'est que bien plus tard que j'ai commencé à comprendre, à lire, à me poser des questions. Après le Printemps de Prague. Parce que lorsqu'il y a eu le Printemps de Prague, j'étais convaincu qu'ils étaient armés. On ne faisait que répéter "*C'est la CIA qui est à l'œuvre*". C'était très facile d'expliquer ces choses, il n'y avait pas de discussion approfondie



dans le parti, rien d'autre par ailleurs pour asseoir nos analyses. Plus tard, j'ai pensé : le peuple se lève, et moi, je crois que ce sont les forces de la CIA ; je suis en train de défendre les tanks contre le peuple !

Je pense qu'il y a eu dans le mouvement communiste des hommes qui sont morts convaincus que c'était cela la réalité, des hommes honnêtes qui, par peur, n'ont jamais ouvert un livre qui dise quoi que ce soit sur le trotskysme, convaincus que c'était une abomination. Il n'y a jamais eu personne pour dire : "*Trotsky était marxiste. C'est lui qui a fondé l'Armée rouge. Comment pourrait-il s'être totalement trompé ?*" Je n'ai jamais entendu de réflexions de ce type dans le PC. Jusqu'à aujourd'hui... Cette mentalité règne encore actuellement dans le parti.

• **Quelles étaient tes tâches à cette époque ?**

J'étais métallurgiste. Ensuite, j'ai été retiré de la production pour devenir permanent du parti. En 1948/1949 — le parti était déjà redevenu illégal — j'étais dirigeant municipal à Sao Paulo, je faisais partie de la commission agitation et propagande. Le "Vieux" Joaquim Câmara Ferreira était le secrétaire Agitation et Propagande municipal, et je faisais partie de la commission.

A ce moment-là encore, le souci essentiel c'était l'organisation ouvrière. A tel point que chaque dirigeant avait une responsabilité touchant les cellules fondamentales du parti. Les cellules fondamentales étaient celles qui avaient plus de mille ouvriers. Ma responsabilité alors, outre tout le travail d'agitation et de propagande, les machines qu'on avait cachées, les ronéos, etc., c'était de participer à la cellule fondamentale de l'usine frigorifique Wilson, située pratiquement en dehors de Sao Paulo, vers Lapa. Cela se faisait dans les pires conditions possibles, avec des problèmes financiers, quelquefois sans argent pour le transport. On m'avait donné un contact à l'intérieur de l'usine, je fixais la réunion, il venait et n'amenait personne.

Pour réussir à avoir des contacts, j'ai mis en place une vente du journal à la porte. J'y allais le matin, je mettais une table et je vendais divers journaux, et l'un d'eux était *Hoje* — qui n'avait pas été

interdit. C'était un quotidien légal du parti. Je repérais ceux qui achetaient systématiquement *Hoje*, je commençais à discuter, à annoter, et je les amenais à la réunion. Et j'ai organisé la cellule fondamentale de l'usine frigorifique Wilson, qui a été une grande cellule du parti. Ultérieurement, j'ai aidé la cellule de la Filature Mariangela, du groupe Matarazzo, qui n'existe plus.

Je menais ce travail comme permanent du parti. Je devais me réunir avec la base, faire passer l'orientation dans les comités de quartier et dans les cellules fondamentales. Les deux principales cellules fondamentales du parti à l'époque étaient celle de l'Hôpital des Cliniques, qui comptait plus de 1 600 affiliés, et celle de Nitrochimie, à Sao Miguel de Sao Paulo.

• **Comment était organisée l'intervention d'une cellule de 1 600 adhérents ?**

Il y avait l'intervention des médecins, celle des infirmiers, celle des soignants. C'était un travail sérieux qui était réalisé. Cela permettait y compris une solidarité avec les camarades, parce qu'on obtenait des médicaments, une aide médicale, grâce aux camarades qui s'y trouvaient.

• **Le parti comptait combien de membres dans la ville de Sao Paulo ?**

Il était énorme. En 1945, quand il est devenu légal, cela s'est fait soudainement. Une marée humaine montait les escaliers pour s'affilier au parti, il y avait même un attroupement. De jour et de nuit, on adhérait au parti. Au Rassemblement de Prestes, dans le stade de Pacaembu, en 1945, des gens sortaient encore de la Place de la République, où se tenait le siège de l'organisation du rassemblement, tandis que d'autres entraient déjà au stade. On a dénombré quelque 100 000 personnes à Pacaembu. Dans le Vale do Anhangabau s'est tenu un rassemblement de plus de 150 000 personnes. Les gens étaient terribles, à l'époque. Le parti avait des dirigeants syndicaux qui ont été élus conseillers municipaux, députés. Il y avait 14 ou 15 députés du Parti communiste à la Chambre des députés de Sao Paulo. Il y avait des garagistes, des métallurgistes.



Il y a eu des injustices. Par exemple, Mario Scott, un cheminot élu à la Constituante en 1946, avait demandé qu'une autre personne, un médecin de Sao Paulo, Milton Caires de Brito, devienne député parce qu'il allait devoir coordonner tout le groupe dans la Constituante. Quand la Constituante s'est achevée, Mario a voulu reprendre son mandat, parce qu'il n'y avait plus de raison pour qu'il reste à l'écart. Il a même été menacé d'expulsion du parti. Dans une discussion, il a dit : *"Si vous m'expulsez, la seule chose qui me reste à faire, c'est me tuer, parce que le parti c'est toute ma vie."* Arruda Câmara (6), qui était secrétaire d'organisation, et un des pires bandits qu'ait jamais connus le parti, a posé son revolver sur la table, et il a dit : *"Alors, tu peux le faire."* Plus tard, le camarade Mario s'est suicidé.

Arruda Câmara était le type même du stalinien. Il n'a jamais admis la liquidation du culte de la personnalité. Quand les dénonciations des crimes de Staline ont surgi, il était déconcerté. Il est parti en Europe, et à son retour il ne parlait plus aux autres. Il était brutal, violent, omnipotent.

• **La politique du PCB à l'époque, c'était "l'Union nationale" avec Getulio Vargas (7)...**

C'était l'union avec Vargas, la défense de la "bourgeoisie progressiste" en vue de l'industrialisation du pays, et c'était une politique qui étouffait la lutte de classe.

• **Il n'y avait pas de réaction contre cette politique à l'intérieur du parti ?**

Il y a eu quelques réactions. Des gens ont été expulsés. Le président du syndicat du Textile, Roque Trevisan, un grand orateur et un grand organisateur, a été expulsé du parti parce qu'il était en désaccord.

• **Mais aux yeux de ceux qui entraient au parti, comment apparaissait cette politique ?**

Je ne sais pas comment, mais ils parvenaient à convaincre les travailleurs qu'il était nécessaire de construire

l'industrie, y compris pour qu'on ait des emplois.

Le parti s'est trompé dès le début. Je crois que c'est le seul Parti communiste du monde dont le noyau central ait été constitué de militaires. Toute la direction : Prestes était un militaire, et il a ramené tous les militaires de la Colonne Prestes, tous ceux qui avaient été avec lui. Agildo Barata était dirigeant du parti, Ivan était de l'Ecole d'Aviation.

Tous étaient des petits-bourgeois, voilà la vérité. Cette politique de soutien à la bourgeoisie progressiste, construire une industrie progressiste, pour eux c'était tout miel. Allez même savoir si cette bourgeoisie n'aidait pas le parti...

• **En 1945, il y a eu la campagne du PC pour la présidence de la République. Ce fut comment ?**

Tu vas voir à quel point c'était l'omnipotence. Pratiquement quinze jours avant les élections, nous ne savions pas qui était candidat. Prestes a tiré de son chapeau un type dont personne n'avait jamais entendu parler, Yedo Fiuza, et le parti avait tellement de prestige qu'il a recueilli 10 % des voix. Nos rassemblements étaient massifs. Là où le parti organisait un rassemblement il y avait du monde.

En plus, il y avait les rassemblements-éclairés. Tu allais à la porte d'une usine ou sur une place, et tu faisais un rassemblement. Ici, à Sao Paulo, pour la campagne à la Constituante, il y avait 3 ou 4 communistes à chaque coin de rue. On amenait une caisse, l'un d'eux montait, il parlait de la Constituante, il faisait une intervention. Les gens posaient des questions, on répondait, il y avait une multitude de présents.

• **C'était lié au prestige de l'Union soviétique...**

Le prestige de l'Union soviétique, c'était d'avoir gagné la guerre.

Quant au prestige personnel de Prestes, ce qui s'est investi dans le culte de la personnalité par rapport à lui...

Les journaux de la bourgeoisie lui ont toujours ouvert leurs colonnes. Et moi je trouvais cela tout naturel. La première fois



que j'ai vu Prestes, j'en tremblais d'émotion.

• **En 1947, l'enregistrement légal du PCB a été cassé. Quelle a été la réaction ?**

Pendant un certain temps, on a réussi à garder ouverts les sièges du parti. Plusieurs années. Et on a réussi à avoir des députés, des conseillers municipaux, par d'autres partis.

• **Mais au moment de la cassation, comment cela s'est-il passé ?**

On a tenté de nettoyer les archives du parti pour ne pas laisser de noms, il y a eu remise du siège à la police.

Je me rappelle une chose que nous considérons à l'époque comme un grand acte d'héroïsme, lorsque Fued Saad et moi — il était alors secrétaire politique, et moi j'étais responsable à l'agitation et propagande au Comité Parcs et Jardins —, au siège du parti, avenue Rebouças, après avoir demandé la permission à la police, nous avons chanté *L'Internationale*, puis nous leur avons remis la clé et ils ont fermé le siège. Un fameux acte d'héroïsme !

• **Et il n'y a eu aucune réaction ?**

Il y a eu mobilisation de masse, une série de choses ont été faites, des rassemblements. Il y a même eu réaction de l'autre côté : saisie du journal, de nos sièges, menaces. Ils ont presque tué Jorge Amado (8) et ils ont presque tué son frère, James, qui lui ressemblait.

• **Mais y a-t-il eu une politique de résistance de la part de la direction du parti ?**

Si la direction du parti nous avait demandé de résister, nous étions prêts à le faire. Il y avait même beaucoup de communistes armés. Mais elle ne l'a pas fait.

Du moment qu'on était prêt à résister... jamais ! Dieu m'en garde ! C'était considéré comme une provocation. La direction n'était pas disposée à résister, non.

---

## FORMATION EN MÉDECINE

---

• **Comment t'es-tu formé comme médecin ?**

J'ai décidé de reprendre mes études alors que j'étais déjà marié et père de trois enfants. J'avais interrompu mes études durant 7 ou 8 ans. J'avais fait la 2<sup>e</sup> année du collège, j'ai alors passé la 3<sup>e</sup> année et j'ai postulé à l'entrée à l'université fédérale du Parana, à Curitiba (9). J'ai été reçu 14<sup>e</sup> et je suis parti là-bas, en 1954. Moi, ma femme et mes trois fils, les mains dans les poches, sans travail. Une folie. Si j'avais su ce qui m'attendait, je ne l'aurais pas fait.

• **Tu as milité à Curitiba ?**

J'ai milité dans le parti et dans le mouvement étudiant. Ma formation terminée, je suis revenu à Sao Paulo. C'est là que j'ai eu un terrible accrochage avec le recteur de l'Université, Flavio Suplicy de Lacerda. Quand je suis entré à l'Université, ma situation était très précaire : j'étudiais à plein temps, il m'en restait peu pour travailler. J'avais sollicité un emploi auprès du rectorat et c'était pratiquement réglé. A l'époque, l'hôpital clinique des universités était en construction. Nous étions allés visiter l'hôpital parce que, en tant qu'étudiants, nous avions intérêt à le voir rapidement terminé. Et pendant cette visite, Suplicy a commencé à dire qu'il y avait de nombreuses difficultés parce que les communistes sabotaient l'enseignement. Les communistes étaient responsables de tout. Il expliquait qu'ils engageaient des gens pour étudier et saboter l'enseignement.

Cela a fini par m'énerver et j'ai dit : *"Avec votre permission, grand recteur, ou bien votre excellence est mal informée, ou bien elle ment. Je suis communiste !"* Ce fut comme une bombe. J'ajoutais : *"Je suis à la recherche d'un emploi pour nous faire survivre, moi et ma famille. Cet emploi, je sais que je viens de le perdre à l'instant. J'aurais été le plus indiqué pour recevoir l'argent du parti et venir étudier ici. Pourtant cet argent du parti, je ne l'ai pas. Alors, vous êtes en train de dire une*



*bêtise.*” La visite de l’hôpital s’est achevée, il m’a dénoncé. J’ai perdu mon emploi.

Cet homme a été ministre de l’Education après le coup d’Etat de 1964 qui a détruit les organisations étudiantes. Il a édicté une loi interdisant expressément la participation des étudiants. C’était un incendiaire : en 1964, il arrachait les pages de l’*Encyclopædia Britannica* qui parlaient du marxisme, et il y mettait le feu.

---

## ENTRE 1947 ET 1964

---

• **Alors que le parti était déjà dans l’illégalité, comment s’est passée la période située entre 1947 et 1964, date du coup d’Etat ?**

Durant cette période, les choses étaient plus compliquées. C’est à cette époque que le parti a décidé de se couper de tout le mouvement syndical : un suicide. On avait publié un manifeste resté fameux, sectaire, où le parti se fermait sur lui-même, décidait de sortir des syndicats et de constituer des syndicats des seuls communistes, en s’isolant complètement. C’est là que le parti s’est effondré. Ensuite, il y a eu le Manifeste de mars (10), pour tenter de redresser tout cela. Qu’est-ce qui pouvait soutenir le parti, le préserver ? Le mouvement des masses. Quel mouvement existait ? Le mouvement syndical. Le parti avait été implanté dans le mouvement syndical.

Celui qui y était le plus implanté, c’était le PTB (11), lié à Getulio Vargas. Les syndicats étaient très contrôlés par le gouvernement. Le ministère du Travail intervenait dans les syndicats. Et il y avait le fameux impôt syndical qui garantissait beaucoup d’argent aux syndicats. Il n’y a pas trace écrite de ce que faisaient ceux du PTB dans les syndicats.

• **Comment considérais-tu cette politique sectaire ?**

Je pensais qu’il fallait être dans les syndicats, pas en dehors. Dans le mouvement syndical et étudiant. C’était difficile, pour participer il fallait voter pour eux aux congrès de l’Union nationale

des Etudiants (UNE). Il fallait quelquefois rechercher des alliés. Dans les luttes étudiantes à Curitiba, il fallait compter sur des gens dont il était évident qu’ils n’étaient pas communistes pour avancer nos propositions. Si c’était nous qui faisons les propositions, nous étions battus. Nous avions donc quelques alliés qui faisaient les propositions, et l’assistance s’étonnait de nous voir voter pour. Il nous fallait utiliser ce subterfuge parce qu’il y avait aussi l’anticommunisme systématique. Le mouvement des catholiques (JOC - Jeunesse ouvrière catholique) était une formation de brigades contre les communistes. Ensuite, ils sont devenus nos alliés.

• **Il y a donc eu éloignement du mouvement syndical, puis à nouveau rapprochement. Et il y avait une alliance avec le PTB lui-même, non ?**

Il y a toujours eu une certaine alliance avec le PTB. Cela parce que le parti a toujours mené une politique aux côtés de Getulio Vargas. Et c’est au moment où il aurait dû être avec lui qu’il l’a crucifié, quand il s’est suicidé. Il a renforcé ce que faisaient Lacerda (12) et les autres.

• **Quels étaient les rapports avec Adhemar de Barros (13) ?**

C’est dans la première élection que nous avons pris contact avec Adhemar de Barros, quand il a été élu gouverneur de Sao Paulo en 1947. Il a été élu aux dépens du parti. Plus tard, il y a eu rupture. Parce que la première chose qu’il a faite Adhemar, ce fut d’envoyer la police, le Dops, contre tous les membres du parti.

• **Tu as dit que l’éloignement vis-à-vis du mouvement syndical avait affaibli le parti.**

Le parti ne s’en est jamais complètement remis. Il est resté en deçà de ce qu’il avait été. Il n’a plus jamais été le parti de 1945. Certains avaient des illusions. Quand le parti est redevenu légal en 1986, tout le monde voulait être candidat, parce tous croyaient qu’ils seraient élus. Et ça ne s’est pas passé comme ça. Le sigle du parti n’attirait pas



les votes, ils s'étaient complètement trompés. Le parti avait été englouti.

Mais il se produit des choses amusantes. Dans le parti, on raconte que celui qui a fait le Parti des travailleurs c'est Golbery (14), pour liquider le PCB. C'est d'une grande stupidité, mais les gens en parlent comme si c'était une vérité historique, parce qu'ils pensent que le PT a occupé la place qu'occupait le parti. Et il l'a vraiment occupée. En politique, le vide n'existe pas. Si on ne fait pas une politique juste, si on n'est pas lié aux revendications des travailleurs, si on ne se bat pas dans le mouvement étudiant, celui qui le fera à votre place restera avec les travailleurs, avec les étudiants, avec les masses.

Et le parti menait une politique de conciliation, c'est la réalité. C'est Hercules Correa (15) lui-même qui a inventé l'expression de "pelego" (16) rouge en disant que les communistes qui entraient dans les syndicats étaient des pelegos rouges. Bien des camarades honnêtes ont tenté d'empêcher les grèves quand elles ont commencé en 1980, parce qu'elles étaient prétendument une provocation et donneraient une occasion à la réaction contre les travailleurs. Pendant que Lula, au début du PT, lançait les grèves dans la ceinture industrielle de Sao Paulo, les communistes soufflaient le froid contre les grèves.

**• Quelle était la situation des militants du parti dans cette période d'illégalité, avant le coup d'Etat ? Que faisais-tu ?**

Ce parti présente une caractéristique très curieuse. Les membres du parti n'ont jamais versé d'argent. On a toujours eu des campagnes financières soudaines : on va voir quelques amis, on fait le tour des médecins ; on y va parce qu'on a besoin d'argent. Il n'y avait pas de trésorerie du parti. Il n'y en a jamais eue. Je me suis toujours battu pour qu'il y ait des finances organisées du parti. A tel point que je crois que le seul secteur qui ait eu un cercle d'amis qui versait de l'argent chaque mois, c'est celui de Vila Maria. Parce que j'ai toujours exigé qu'il y ait un minimum de finances de parti. Je ne sais pas si "l'or de Moscou" arrivait. Il me semble.

Quand on devenait trop serré financièrement, on organisait une campagne financière et on tapait dans la petite bourgeoisie, chez les amis. Mais un parti envers lequel on n'a pas d'obligation financière, c'est un parti aux liens très minces. On sait que quelqu'un est réellement communiste dans deux circonstances : sous la torture, où quand il doit mettre la main au portefeuille. En dehors de ces circonstances, c'est très facile de dire qu'on est communiste.

C'était donc un parti très dispersé. On parvenait à maintenir les comités de district. Le Comité de Vila Maria et celui de Tatuapé ont fini par intervenir ensemble, en raison du petit nombre de personnes. Mais il y avait un minimum de militantisme : des militants qui se réunissaient, dévoués, honnêtes, et dont certains sont encore aujourd'hui dans le parti.

---

## LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE DE 1964

---

**• Et comment s'est passée la période du coup d'Etat de 1964 ?**

D'abord, cela a été le sauve-qui-peut. Puis, peu à peu, des choses se sont organisées, très faiblement. Principalement parce que les directions tombaient. A chaque fois qu'on organisait une action, il tombait plus de gens de la direction. A Sao Paulo, quand on a réussi à organiser quelque chose, le député, Coelho, a oublié un porte-documents dans un taxi, avec un tas de papiers, d'adresses, de passeports. Et précisément dans un taxi dont le chauffeur était "mouchard" de la police. Tu imagines ce qui a pu se passer. Ils ont pris tout le monde à Sao Paulo. C'était en 1970. On n'a rien écrit sur le nombre de morts du comité central.

**• Après le coup d'Etat, tu as rompu avec le PCB ?**

Pas après le coup d'Etat. Déjà, pendant le coup d'Etat, je préconisais une résistance. Je n'ai pas été pris tout de suite parce que j'étais armé, et ceux qui étaient venus me chercher avaient eu peur. Ils sont venus à la garde du SAMDU où je travaillais, le 1<sup>er</sup> avril 1964, mais ils ont



eu peur parce qu'ils ont vu que j'étais armé, un Luger à la ceinture.

Le 4, ma garde s'est achevée, la police a envahi le poste, et là il n'y avait plus moyen de faire autrement. Ils m'ont emmené. Mais j'avais une série d'armes que j'avais pris soin de cacher. Ils ont cherché les armes comme des fous, mais ils n'ont rien trouvé.

**• Tu es resté prisonnier combien de temps ? As-tu été torturé ?**

Presque un mois. Mais ils n'ont mené que des interrogatoires imbéciles qui ne conduisaient à rien, ils n'avaient pas de quoi me faire passer en procès.

**• Tu faisais partie de la direction municipale à l'époque ?**

Non, je n'étais membre d'aucune direction. J'étais militant de base de Vila Maria. Ensuite, ils ont fait l'IPM (enquête policière militaire) de la Prévoyance sociale. Ils m'ont appelé pour déposer à cette IPM, devant un colonel Tito Ascoli Maia, qui a ensuite été promu général, aujourd'hui à la retraite.

A cette IPM, ils ont lancé tant de charges contre moi que j'aurais dû en avoir pour cent ans de prison. Des accusations comme : *"Le sujet prouve qu'il est subversif puisqu'il porte une barbe comme celle de Fidel Castro."* Ce n'est pas une plaisanterie.

**• De quoi t'accusaient-ils ? D'organiser le parti ?**

Ils disaient que si je soignais bien les gens, c'était pour faire de la propagande pour le parti. Que j'étais le meilleur médecin. Que je n'étais jamais arrivé avec une minute de retard, jamais parti une minute en avance, que je n'avais jamais manqué une garde. La grande accusation à mon encontre était la suivante : c'était moi qui avais incité le personnel à demander que le docteur Mutauri Moreira Porto, directeur du SAMDU de Sao Paulo, ne soit pas destitué. Mais le jour où cela avait eu lieu, j'étais de garde à Vila Maria, et je n'en étais pas sorti.

Je suis allé en procès à la Justice du Travail. Ils ont dû me réintégrer à Sao Paulo, me payer le temps durant lequel je

n'avais pas travaillé, et 20 % du temps que j'avais passé à l'Intérieur.

---

## LA LUTTE ARMÉE

---

**• Tu disais que dès avant le coup d'Etat, tu préconisais la lutte armée...**

Je tentais de résister. Ultérieurement, Marighela (17) est entré en contact avec moi, ainsi que Camara Ferreira (dont le pseudonyme était Toledo), que je connaissais. J'avais travaillé avec les deux. Nous avons alors fini par faire partie d'un groupe. Nous avons mené quelques actions. La première banque, c'était la Banque française et italienne, à Vila Mariana. Nous avons... confisqué l'argent de la bourgeoisie, en 1968 ou en 1969. C'était déjà l'ALN (18).

**• Comment s'est faite la constitution du groupe ? Marighela est allé à Cuba, ce n'est pas ça ?**

On n'en a pas beaucoup discuté. Marighela était quelqu'un de peu regardant sur les questions de sécurité. Une fois, il s'était affublé d'une perruque qui ne faisait qu'attirer tous les regards. Il ne faisait pas attention à la sécurité. Cela nous créait des problèmes. Une autre fois, j'avais un rendez-vous à Santana, pour passer une mitrailieuse à un camarade. C'était au moment le plus dur de la répression. J'étais à l'heure au rendez-vous. Trois minutes sont passées, et il n'arrivait pas, je suis parti. Je suis revenu à la maison, et j'y ai trouvé Marighela effrayé, parce que l'autre était tombé. Il avait peur qu'il ait donné le rendez-vous à la police et qu'elle soit venue m'attendre. Il n'aurait jamais dû venir me voir, il aurait dû envoyer quelqu'un d'autre, parce que s'ils m'avaient arrêté, il aurait été pris chez moi. Il était comme ça, très courageux, avec un mépris souverain des normes de sécurité.

**• Alors, tu étais membre du PCB au moment du coup d'Etat, et c'est après que tu t'es lié à Marighela...**

On a commencé à se lier tout de suite après. Il y a eu toute une série de choses.



J'aurais voulu aller à Rio de Janeiro pour participer à l'enlèvement de l'ambassadeur américain. Mais cela ne pouvait pas se faire parce que j'ai un défaut au bras, et j'étais donc facilement identifiable. C'est Toledo qui y est allé, pour des raisons de sécurité. Nous avons discuté pour savoir qui échanger, quels prisonniers échanger contre l'ambassadeur. Nous pensions qu'il ne fallait pas seulement demander un échange avec des membres de notre groupe, mais aussi avec des membres d'autres groupes.

C'est dans cette affaire que Zé Dirceu (19) a été échangé. Il n'était pas membre de notre groupe et il était sous la torture. Comment je n'ai pas été pris à l'époque, c'est une chose que je ne comprends toujours pas. S'ils m'avaient pris, ils m'auraient liquidé. Mais après la chute de Marighela et de Toledo, le groupe a commis des erreurs. Ils voulaient mener des actions, ils les faisaient mal, ils sont tous tombés. Le seul qui s'en soit sorti, c'est moi. Alors, j'ai dû disparaître. Je ne savais pas jusqu'à quel point ils avaient parlé et je suis resté à l'écart.

J'ai été arrêté en 1973 ou 1974 en raison de l'attaque de la banque, mais cela avait été déjà jugé, les autres avaient déjà été condamnés ou étaient déjà libérés. Cette fois, j'ai écopé de dix-neuf jours d'affilée. J'en avais conclu qu'ils voulaient seulement me briser, qu'ils ne voulaient rien savoir. Et le DOI-CODI (20) savait faire mal ! Je suis resté plus de dix jours, le temps de faire disparaître les marques, puis ils m'ont relâché, sans procès. Comme j'étais surveillé, je suis resté un certain temps à l'écart, sans contact avec personne, pour éviter de les faire tomber dans la souricière.

• **Quelle analyse fais-tu de ton expérience dans la lutte armée ?**

Il y a des gens qui ont méprisé cette période, en disant que c'était une folie. Nous étions dans une telle situation que nous voulions vendre chèrement notre liberté. Nous savions que si nous tombions, nous serions liquidés. Mais nous n'avions pas d'infrastructure pour faire sortir les camarades du Brésil. Nous avions des camarades qui allaient être torturés, qui allaient mourir. La seule façon d'avoir de l'argent pour les faire

sortir, c'était cela. Notre lutte armée s'est limitée à prendre l'argent de la bourgeoisie.

• **Mais il y avait des théories qui y voyaient le détonateur du processus révolutionnaire...**

La question du foquisme, cela se discutait. Et nous y voyions une possibilité réelle. Je pense aujourd'hui que c'est très difficile au Brésil.

• **Alors, ce n'était pas seulement l'argent... et la discussion sur le lien avec les masses ?**

Ce n'était pas seulement cela. Nous voulions créer un mouvement. Quand Lamarca (21) a réussi à sortir et à briser l'encercllement sur la côte, cela a été quelque chose de merveilleux pour nous.

Le problème était le suivant : quand on va vers le terrorisme, on s'isole et on se crée un monde à part. On ne parvient pas à discerner les masses.

On pensait que c'était possible, on pensait que ce que faisaient les militants du PC du Brésil à Araguaia (22) était bien. Qu'il était possible de soulever cette population et de l'avoir pour alliée. Nous pensions que c'était viable, mais ça ne l'était pas. En même temps, on discutait très mal. Quand on mène des discussions déformées, on a une vision déformée. Il est difficile de garder la tête froide pour l'analyse. On a une très mauvaise vision militaire et on perd le point de vue de masse des choses.

---

## RETOUR AU PCB

---

• **Comment s'est passé ton retour ?**

Après la prison, je suis resté à l'écart jusqu'en 1979, 1980. Quand Fued Saad est sorti de prison, il est venu me chercher : "Paulo, tu ne fais rien ?" J'ai répondu : "Je ne sais pas quelle est ma situation dans le parti. J'ai participé à la lutte armée." Il a parlé de recommencer à militer, et finalement, il ne s'est pas avéré nécessaire de montrer patte blanche. On ne m'a jamais demandé d'autocritique, on ne m'a jamais rien demandé. J'ai



commencé à militer normalement, et je formais le comité régional de Vila Maria.

• **Pourquoi es-tu retourné au PCB à ce moment-là ?**

Je pensais qu'il était important d'avoir un instrument de pouvoir des travailleurs. Je considérais le parti comme un instrument de pouvoir. C'est ce qu'il aurait dû être, mais il ne l'était pas. Je voulais appartenir à un parti révolutionnaire, qui intervienne dans le mouvement syndical, dans les organisations de base, dans le milieu étudiant. Alors, je luttai dans ce sens. Sérieusement, en 1984, c'est cela que je voulais faire. Et je me suis battu, je me suis battu jusqu'à ce que je m'aperçoive que les autres, là-bas, ne veulent rien de tout cela.

• **Quel jugement portais-tu sur la politique du parti par rapport à Sarney ?**

J'avais une position critique sur Sarney. Le parti soutenait Sarney. Comment cela pouvait-il se faire ? Le peuple était en train de vouer Sarney aux gémonies tandis que le parti l'applaudissait. Ce n'était pas possible.

• **As-tu pu argumenter cette critique ?**

J'ai pu discuter. Ils disaient : *"Non, le problème, c'est le front. Il est démocrate, il n'a arrêté personne."* Il y avait toujours un argument. Moi, je disais que, d'abord, c'était un gouvernement illégitime, que personne ne savait comment il était arrivé là. C'était un gouvernement des classes dominantes, il n'allait rien faire pour les travailleurs. Il n'allait pas faire la réforme agraire, il allait continuer à payer la dette extérieure. Alors, quel appui mérite un tel gouvernement ? Si vous avez un gouvernement qui prend des mesures, qui ne paie pas la dette extérieure, c'est différent, là il faut le soutenir. Mais soutenir cette politique bourgeoise, qui finalement est celle de l'impérialisme ? On ne peut pas la soutenir. Ce furent là les premiers heurts avec le parti. A cette époque, il y avait déjà beaucoup de gens qui pensaient comme moi. Le parti com-

mençait déjà à devenir un nœud de vipères. Cela a abouti à la scission du parti, qui s'est scindé en PPS et PC.

• **Comment évalues-tu le rôle de la direction dans tout cela ? Y a-t-il processus de corruption ?**

Pour parler honnêtement, Roberto Freire (23) et compagnie ont trempé là-dedans. Ils ont toujours été des conciliateurs, ils ont soutenu le gouvernement Sarney. Roberto Freire a été le premier à soutenir Collor de Melo : il est dans ses petits papiers, il est porte-parole du gouvernement Itamar, gouvernement qui n'est rien d'autre que la poursuite de celui de Collor de Melo : la politique de privatisations est la même, la politique de paiement de la dette extérieure est la même. Au moment de la scission PC/PPS, en janvier 1991, je pensais : maintenant, c'est ce que le parti a de mieux qui est resté dans le PC. Mais il est resté tellement de cochonneries que ça ne va pas ! Ces gens-là sont dévorés par l'envie face à Roberto Freire. S'ils étaient à sa place, ils feraient la même chose. A l'époque du gouvernement Montoro (24), ils avaient tous un poste dans son administration, ils obtenaient du travail pour leur famille. Leur objectif a toujours été celui-là : quels avantages en tirer ? Et non pas : quoi faire en fonction de la classe ouvrière ? C'est cela la réalité. Et cela m'a dessillé les yeux, et m'a amené à conclure qu'il n'est pas possible de transformer un parti avec ces éléments.

---

## LE DÉBUT DE LA RUPTURE

---

• **A partir de quel moment as-tu commencé à avoir vraiment conscience de cela ?**

Il y a un certain temps. En 1991, j'ai participé à la I<sup>re</sup> Conférence mondiale ouverte. A cette époque, j'avais déjà des contacts avec d'autres gens. Je n'avais plus peur de l'épouvantail, des trotskystes. Et j'avais déjà vu que les choses étaient différentes. Trotsky était aussi marxiste que Lénine. Il a fait la révolution bolchevique. Je discutais avec ma fille, et elle me disait : *"Enfin, papa, ces gens-là*



(les trotskystes) *sont aussi bolcheviques que ceux qui ont fait la révolution.*"

Quand je suis allé à la Conférence mondiale ouverte, j'ai rencontré plus de gens. Et je suis arrivé à la conclusion que l'issue, ce n'est pas construire un parti qui soit l'instrument de pouvoir des travailleurs, mais plutôt un mouvement qui soit l'instrument de pouvoir des travailleurs. Si on ne fait pas un mouvement de front unique...

D'un autre côté, on ne peut pas participer à quelque chose avec des gens qui continuent à défendre une position comme celle de Mandel, du troisième âge du capitalisme : "*La technologie, le capitalisme produit, les capacités de production, etc.*" Mandel et ses thèses sont complètement désavoués, et ils continuent à les défendre ! Si tu regardes les thèses adoptées dans le X<sup>e</sup> Congrès du parti, c'est dur. La première chose qu'ils n'admettent pas, c'est que le capitalisme soit pourrissant : il en est à sa troisième révolution industrielle. Celui qui accepte que le capitalisme réalise encore quelque chose ne va nulle part. Si l'on admet que le capitalisme est pourrissant, on a les moyens de se mettre à chercher une autre issue, et de considérer que les conditions sont mûres, y compris pour que les travailleurs prennent le pouvoir.

#### • Quelles répercussions a eues la perestroïka sur le parti ?

Ah, quand la perestroïka est arrivée, on croyait que tous les problèmes étaient résolus. On a vu des choses du plus haut comique. Des textes ont été écrits. Si on les ressortait aujourd'hui, il y aurait de quoi se taper dessus. Ils croyaient que c'était la voie du marxisme. Ils ne comprenaient pas que ça n'a rien de marxiste, que c'est le capitalisme, le marché.

#### • C'est ce que tu pensais, toi aussi ?

Oui. Ecoute ce que je racontais. Une thèse vient d'être adoptée dans le X<sup>e</sup> Congrès qui dit que les moyens de production des pays socialistes ont engendré des contrastes et des chocs qui ont été les causes de la défaite. Quels étaient les moyens de production ? C'était des moyens collectifs, il n'y avait pas de

propriété privée des moyens de production. Alors, ils ont réussi à écrire une thèse suivant laquelle c'est le socialisme lui-même qui a causé la défaite du socialisme.

Deuxièmement : auparavant, ils défendaient la thèse d'une nouvelle révolution moderne, une troisième révolution industrielle. Maintenant, ils parlent de révolution technologique, ce qui revient au même.

Troisièmement, ils diluent la lutte des classes, il n'y a plus ni exploités ni exploités. Il y a les pays du Nord qui ont de l'argent et les pays du Sud qui n'en ont pas. Nous, nous disons dans notre document au congrès : oui, et alors un ouvrier, un habitant des bidonvilles doit s'allier à un Antonio Ermirio de Moraes pour lutter contre les capitalistes du Nord ?

Si l'on analyse cela à la lumière du matérialisme dialectique, du marxisme, ils sont en train de produire des monstruosités. En réunion du comité central, ils avaient soutenu le coup d'Etat en Union soviétique. Ensuite, ils ont dit qu'ils s'étaient trompés, et maintenant ils racontent de nouveau qu'ils avaient raison. Ils font venir Nina Andreieva et d'autres staliniens impénitents, des bureaucrates. Ce serait là la voie à suivre ? Devrions-nous construire un Parti communiste en Union soviétique avec ces gens-là ? En aucune manière. On doit trouver une autre voie. Est-ce que ce sera un Parti des travailleurs en Union soviétique ? Est-ce que ce sera un déploiement du KASS-KOR ? Que va-t-il se passer ? Ce que je sais, c'est qu'il faut défendre la propriété sociale. Et eux, ils ne comprennent pas un traître-mot de ce que veut dire défendre la propriété sociale.

(1) Henrique Olitta : militant de la section brésilienne de IV<sup>e</sup> Internationale (courant O Trabalho du PT). Entre 1989 et 1990, quand le PT dirigeait la mairie de Sao Paulo, il était administrateur régional dans le quartier de Vila Mara.

(2) La Conférence de Mantiqueira a eu lieu en 1943. Elle a opéré la réorganisation du PCB après une série d'arrestations et la désarticulation de sa direction. Elle a défini une ligne politique d'union nationale autour du gouvernement et de soutien à la participation du Brésil à la Deuxième Guerre mondiale, aux côtés des "alliés".



(3) Pracinhas : soldats des corps expéditionnaires brésiliens (FEB) qui sont allés combattre en Italie aux côtés des troupes alliées. Le PCB a mobilisé l'opinion publique pour la création des FEB et engageait ses militants à s'enrôler dans l'armée comme volontaires.

(4) Luis Carlos Prestes : secrétaire général du PCB entre 1943 et 1980, date à laquelle il a quitté le parti. Il est resté en dehors jusqu'à sa mort, en 1990, sans pour autant rompre les liens avec la bureaucratie du Kremlin.

(5) Fonds de garantie des annuités (GFTP) créé par la dictature militaire en remplacement du droit à la stabilité de l'emploi. Les travailleurs peuvent être licenciés à tout moment, et perçoivent une prime d'une valeur proportionnelle à leur ancienneté.

(6) Diógenes Arruda Câmara a été, avec Joao Amazonas, à la tête de la fondation du Parti communiste du Brésil, le PC du B, scission du PCB.

(7) Getúlio Vargas : deux fois président de la République, de 1930 à 1945 et de 1950 à 1954, date à laquelle il s'est suicidé en pleine crise institutionnelle. Politicien bonapartiste typique, pendant son second mandat il a tenté de s'appuyer sur les masses en se présentant comme leur défenseur. Lors de son premier mandat, les syndicats libres avaient été détruits et remplacés par des syndicats liés à l'Etat, sur le modèle du fascisme italien.

(8) Jorge Amado : écrivain, il a été député constituant du PCB en 1946.

(9) Parana : Etat du sud du Brésil, dont la capitale est la ville de Curitiba, à 400 km de Sao Paulo.

(10) Déclaration de Mars - votée en mars 1958 par le comité central du PCB, pour mettre fin à la politique considérée comme "sectaire" de la période précédente. Il préconisait une alliance avec la bourgeoisie nationale contre l'impérialisme nord-américain et la "voie spécifique" de la révolution brésilienne.

(11) PTB : Parti travailliste brésilien, parti créé par Getulio Vargas en 1945, s'appuyant sur les syndicats liés à l'Etat.

(12) Carlos Lacerda : journaliste et politicien, à partir des années cinquante, lié aux secteurs les plus réactionnaires et pro-impérialistes. Il a mené une intense campagne contre Vargas et les mesures nationalistes limitées prises par son gouvernement.

(13) Adhemar de Barros : politicien populiste de Sao Paulo.

(14) Golbery do Couto e Silva : général, il a été une figure marquante des gouvernements militaires après 1964, en particulier celui de Geisel (1974-1979) et de Figueiredo (1979-1985).

(15) Hercules Correa : ancien dirigeant du PCB, où il était responsable du travail syndical.

(16) Pelego : bureaucrate des syndicats intégrés à l'époque de la dictature. Par extension, bureaucrates jaunes.

(17) Carlos Marighela : député constituant du PCB en 1946, membre de son comité central, a commencé à manifester des divergences avec la ligne officielle du parti en 1965. En 1967, il est expulsé pour avoir participé, sans autorisation, à la Conférence de l'OLAS, conférence latino-américaine de solidarité avec Cuba. Il organisa avec d'autres militants une dissidence qui allait donner origine à l'ALN (Alliance de libération nationale), d'orientation guérillériste. Il a été assassiné par la répression en 1969.

(18) ALN - Alliance de Libération nationale : dissidence du PCB, dont les principaux dirigeants étaient Marighela et "Toledo" (Joaquim Câmara Ferreira). Ce fut l'une des organisations de la lutte armée qui se sont constituées au Brésil dans les années soixante.

(19) Zé Dirceu : dirigeant étudiant en 1968. Il est actuellement député fédéral du PT dont il a été le secrétaire général.

(20) DOI-CODI : sigle de l'organe des forces armées brésiliennes spécialisé dans la répression des organisations de gauche.

(21) Carlos Lamarca : capitaine de l'armée brésilienne, il a déserté en 1969 et a adhéré à VPR (Avant-garde populaire révolutionnaire), un des groupes de la guérilla. En 1970, il a réussi à mettre en échec un encerclement par l'armée du lieu servant de zone d'entraînement de la guérilla, sur la côte sud de Sao Paulo. Il a été assassiné par la répression en 1971, dans l'Etat de Bahia.

(22) Le PC du Brésil : parti de formation stalinienne, lié à l'époque à la bureaucratie chinoise. Il a organisé à partir de 1972 la préparation d'un mouvement de guérilla rurale dans le nord du Brésil, dans la région du fleuve Araguaia. La guérilla a été totalement anéantie par l'armée en 1974, dans l'Etat de Bahia.

(23) Roberto Freire : candidat du PCB à la présidence en 1989. Avec la scission du parti, il est devenu président du PPS, député fédéral, et leader du gouvernement Itamar Franco à la Chambre des députés.

(24) Franco Montoro : gouverneur PMDB de Sao Paulo entre 1983 et 1987. Actuellement, il est au PSDB, un autre des partis qui soutiennent l'actuel gouvernement de Itamar Franco.



(17) *Président* : J'aimerais vous remercier de votre présence et de votre participation à ce colloque.

(18) *Bonnicco* : Je suis très honoré de participer à ce colloque et de rencontrer des personnes qui ont travaillé pour la démocratisation de l'économie.

(19) *Président* : Je voudrais maintenant passer la parole à M. [Nom] pour qu'il nous présente son exposé.

(20) *Bonnicco* : Je voudrais tout d'abord remercier M. [Nom] pour son exposé très intéressant et pour son accueil.

(21) *Président* : Merci beaucoup. Je vais maintenant passer la parole à M. [Nom] pour qu'il nous présente son exposé.

(22) *Bonnicco* : Je voudrais tout d'abord remercier M. [Nom] pour son exposé très intéressant et pour son accueil.

(23) *Président* : Merci beaucoup. Je vais maintenant passer la parole à M. [Nom] pour qu'il nous présente son exposé.

(24) *Bonnicco* : Je voudrais tout d'abord remercier M. [Nom] pour son exposé très intéressant et pour son accueil.

(25) *Président* : Merci beaucoup. Je vais maintenant passer la parole à M. [Nom] pour qu'il nous présente son exposé.

(26) *Président* : J'aimerais vous remercier de votre présence et de votre participation à ce colloque.

(27) *Bonnicco* : Je suis très honoré de participer à ce colloque et de rencontrer des personnes qui ont travaillé pour la démocratisation de l'économie.

(28) *Président* : Je voudrais maintenant passer la parole à M. [Nom] pour qu'il nous présente son exposé.

(29) *Bonnicco* : Je voudrais tout d'abord remercier M. [Nom] pour son exposé très intéressant et pour son accueil.

(30) *Président* : Merci beaucoup. Je vais maintenant passer la parole à M. [Nom] pour qu'il nous présente son exposé.

(31) *Bonnicco* : Je voudrais tout d'abord remercier M. [Nom] pour son exposé très intéressant et pour son accueil.

(32) *Président* : Merci beaucoup. Je vais maintenant passer la parole à M. [Nom] pour qu'il nous présente son exposé.

(33) *Bonnicco* : Je voudrais tout d'abord remercier M. [Nom] pour son exposé très intéressant et pour son accueil.

(34) *Président* : Merci beaucoup. Je vais maintenant passer la parole à M. [Nom] pour qu'il nous présente son exposé.

(35) *Bonnicco* : Je voudrais tout d'abord remercier M. [Nom] pour son exposé très intéressant et pour son accueil.

(36) *Président* : Merci beaucoup. Je vais maintenant passer la parole à M. [Nom] pour qu'il nous présente son exposé.



**Rédaction, administration et correspondance**  
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)  
**87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France**

Directeur : Pierre Lambert  
Comité de rédaction : Daniel Gluckstein, François Forgue,  
Werner Uhde, Raul Gomez, Joao Alfredo Luna, Andreu Camps,  
Jean-Jacques Marie, Marc Gauquelin, Miguel Cristobal, Malcolm Bagayako,  
Philippe Larsimont, Olivier Doriane, Lucien Gauthier, Robert Clément,  
Jean-Marc Schiappa, Alan Benjamin, Jorge Villaran.

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris





---

Commission paritaire : n° 66926